



BIBLIOTECA NAZ.  
Vittorio Emanuele III

XXVI

C

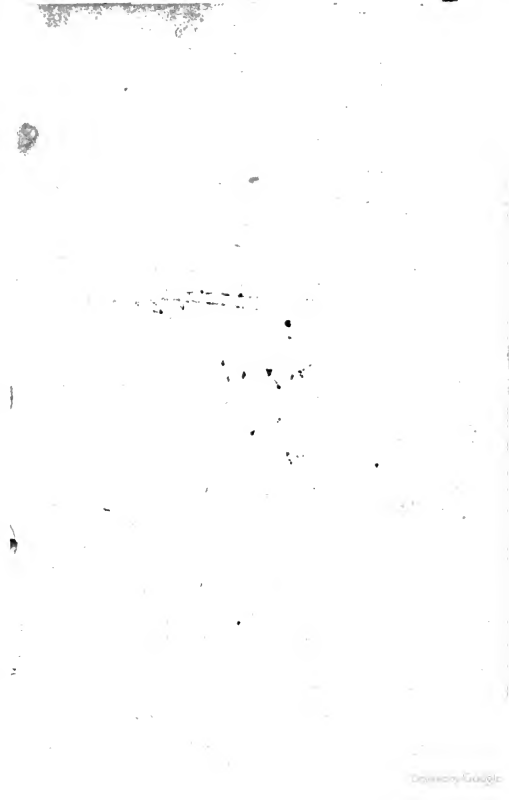
42  
NALI

~~208-76~~

XXVI

C

42











ACTES,  
MEMOIRES,

& autres  
PIECES AUTHENTIQUES,

concernant la

PAIX D'UTRECHT.

TOME CINQUIÈME.



A UTRECHT,

GUILLAUME VANDE WATER.

Chez

ET

JAQUES VAN POOLSUM

M D CC XV.



10-11-1917

10-11-1917

10-11-1917

10-11-1917

10-11-1917

10-11-1917



## AU LECTEUR.

On trouvera dans ces deux derniers Volumes, savoir le 5. & le 6. la suite des *Actes & Memoires*, qui regardent les *Negociations d'Utrecht*, & particulièrement, les *Traitez* faits entre la *Couronne d'Espagne* & les *Hauts Alliez*: Ceux qui ont été conclus à *Rastadt* & à *Baden*, entre Sa *Majesté Imperiale*, l'*Empire* & le *Roi Très-Chretien*; & plusieurs autres *Pieces curieuses*, qui n'avoient pas paru jusques à présent, & qui étoient cependant, nécessaires pour l'intelligence de ce qui s'est fait & passé à l'occasion de cette célèbre *Assemblée*. Et comme on s'est appliqué avec beaucoup de soin, de peine & de dépense à recouvrer les véritables *Actes & Memoires*, qui concernent les *Negociations* tant générales que particulières, & à les faire copier avec toute l'exaëtitude possible sur les *Originaux*; suivant la

Table insérée à la tête de chaque Volume , on se flatte de s'être pleinement acquitté de ce qu'on a promis dans les volumes précédens ; que cet Ouvrage produira l'effet qu'on s'en est proposé, & qu'il repondra à l'attente du Public. Au reste si le style de plusieurs des Pièces, dont il est composé n'est pas assez coulant , ni l'expression aussi exacte , qu'il seroit à souhaiter, on doit avertir, que la crainte qu'on a eue de l'alterer a empêché d'y rien changer, aussi bien que la règle qu'on s'est prescrite, dès le commencement, de ne rien donner qui ne fût conforme aux Originaux.

Enfin, on a cru, que le Public ne seroit pas fâché qu'on joignît ici une petite Relation de ce qui s'est passé de plus important pendant le cours des Negociations : Au reste on s'en est acquitté avec une exactitude & une impartialité, dont on croit qu'il aura lieu de se contenter.

RELA-

RELATION ABREGÉE  
DES  
NEGOCIATIONS,  
DE LA  
PAIX D'UTRECHT.

**L**a première chose qui donna lieu de croire que la Guerre ne seroit plus de longue durée, fut le changement du Ministère d'*Angleterre* en 1710. & le rappel qu'on fit en 1711. de Mylord *Townshend*, Ambassadeur de Sa Majesté *Britannique* à la *Haye*, où il fut succédé par Mylord *Raby* présentement Comte de *Strafford*, lequel avoit été employé longtems à la Cour de *Prusse* en la même qualité.

La mort impreveuë de l'Empereur *Joseph*, qui survint en ce tems là,

fut d'autant plus fâcheuse en cette Conjoncture , que celui qui devoit naturellement lui succéder se trouvoit en *Espagne*, & qu'elle donna par ses suites un pretexte specieux aux Ministres de la *Grande Bretagne* de travailler à la Paix. Monfr. le Comte de *Sinzendorff*, Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale à la *Haye*, n'eut pas plutôt reçu la nouvelle de la mort de ce Prince, qu'il s'adressa à leurs Hautes Puissances & au nouvel Ambassadeur d'*Angleterre* pour les prier d'employer tous leurs soins à pourvoir à la sureté & au bien de l'Empire. Sur quoi leurs Hautes Puissances, de concert avec Mylord *Raby* firent assembler tous les Ministres de l'Empire pour les exhorter à l'union dans l'élection du Roi *Charles* à la Couronne Imperiale. Cela produisit tout l'effet qu'on s'en étoit promis, de sorte que nonobstant les intrigues de la *France*

&c



& les protestations des Electeurs de *Baviere* & de *Cologne* cette Election se fit unanimement à *Francfort* au mois d'Août suivant.

La France ennuiée des Negociations infructueuses entamées avec le Marquis de *Torci* en 1709. & à *Geertruidenberg* en 1710. & souhaitant toujours ardemment la Paix, ne negligeoit rien pour parvenir à quelque Negociation plus solide. Elle se servit pour cela, au mois de Mars, de l'Electeur de *Baviere*, comme elle avoit deja fait inutilement en 1704. & 1706. pour faire de nouvelles propositions aux Alliez, & offrit de leur remettre en *Flandres* les places de *Namur*, *Charleroy*, & *Luxembourg*, pourvû qu'on voulût consentir à une suspension d'Armes de deux mois aux *Pais-bas*. Il adressa ces propositions au Duc de *Marlborough* & aux Députez de l'Etat; & comme le Duc partit de la *Haye* peu après pour les operations

\* 4

de

*Relation Abregée.*

de la Campagne , il en laissa le maniement à Mylord *Raby* , avec le quel les Etats les aiant discutées ; trouvèrent que ce n'etoit qu'un amusement , dont la *France* vouloit se servir à son propre avantage.

Cette voye n'ayant produit aucun effet , la France se servit du Duc de *Lorain* pour tenter si elle auroit plus de succès par son canal. Ce Prince envoya ordre pour cela à Monsieur le *Begue* , son Ministre auprès de leurs Hautes Puissances , d'offrir sa Mediation ou ses bons offices pour entrer en Negociation. Mais à peine y avoit on fait quelque attention que les Ministres du Roi Très-Chrétien se retractèrent tout d'un coup des propositions qu'ils avoient faites. On ne fut pas long tems à s'éclaircir des raisons de ce procedé , par les ouvertures qu'on apprit que la *France* avoit faites au mois d'Avril , au nouveau Ministere d'*Angleterre* , lesquelles l'Ambassadeur

bassadeur de la Reine communiqua à leurs Hautès Puissances, qui ne les trouvèrent pas assez spécifiques.

Les choses semblèrent en demeurer là, & on n'en parla plus jusques à ce que le Roi *Charles*, de retour d'*Espagne*, eut été Couronné Empereur. Dès lors, ce Prince étant pourvû de la Couronne Imperiale, il parut qu'on songeoit serieusement à la Paix en *Angleterre*, d'où Monsieur *Prior* fit quelques voyages en *France* à l'insçu des Alliez. Le Sieur de *Mesnager* fut aussi envoyé secretement à *Londres*, & Mylord *Raby* eut ordre de passer en *Angleterre*, où la Reine le créa Comte de *Strafford*. Il repassa bien tôt en *Hollande* avec les Preliminaires, signez au mois de Septembre par le Sieur de *Mesnager*, lesquels il communiqua aux Etats Generaux, à son arrivée à la *Haye*. Ces propositions sont inserées au *Tom. I. page. 162.*

Leurs Hautes Puissances nom-

*Relation Abregée.*

nèrent en ce tems là Monsieur *Buys*, pour aller à la Cour d'*Angleterre*, en qualité d'Envoyé, afin de tâcher de disposer la Reine à avoir quelque égard pour ses fideles Alliez, & de représenter à Sa Majesté les suites fatales, qu'on avoit lieu de craindre de l'ouverture des Conférences générales, avant qu'on eût expliqué & rendu spécifiques les Articles offerts par la *France*. Ce Ministre rencontra le Comte de *Strafford* à *Heivoetfluy*, d'où il retourna à la *Haye* pour recevoir de nouvelles Instructions, sur les propositions que ce Seigneur y devoit faire. Elles trouvèrent des obstacles, qui donnèrent lieu aux lettres écrites au Conseiller Pensionnaire, Inserées au *Tom. 5. page. 1.*

En suite de cela, & après quelques Conférences sur ce sujet, on ne put se dispenser de dépêcher les Passeports pour les Ministres de *France*, & de consentir à ouvrir les  
Con-

Conferences au tems fixé par la Reine. Le 7. de Septembre leurs Hautes Puissances & l'Ambassadeur de cette Princesse, firent assembler tous les Ministres des Hauts Alliez dans la Chambre de *Treves*, où le Comte de *Strafford* leur fit l'ouverture inserée au *Tom. I. page. 221.* Monsieur le Baron de *Heems*, Envoyé de Sa Majesté Imperiale, y repondit de la maniere suivante.

*J'ai bien entendu la Proposition qu'il à plu de faire à Mylord Comte de Strafford, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, laquelle contient deux points. Le premier, que le Ministre autorisé par le Roi Très-Chrétien a présenté quelques points generaux, qui ne sont pas si specifiques qu'il seroit à souhaiter, & que Sa Majesté la Reine a cependant jugés suffisans pour pouvoir ouvrir un Congrez pour la Negociation d'une Paix générale: Surquoi Sa Majesté Imperiale & Catholique aiant déjà*

\* 6 fait

*Relation Abregée.*

*fait entendre ses sentimens tant à Sa dite Majesté, qu'à leurs Hautes Puissances, je n'ai rien à y ajoûter.*

*Quant à l'autre point, touchant le tems & le lieu du Congrèz j'en ferai un exact rapport à Sa Majesté Imperiale & Catholique. Ce fut en ce tems là, que le Prince Eugene, qui devoit passer en Angleterre, arriva à la Haye, où il eut plusieurs Conferences avec les Etats Generaux & le Comte de Strafford, qui avoit ordre de lui dire, qu'au cas qu'il n'allât en Angleterre que pour regler les choses necessaires pour la continuation de la guerre, & particulierement en Espagne, il avoit des Pouvoirs, & étoit amplement autorisé de traiter cette affaire à la Haye. On tint même quelques Conferences sur ce sujet, dans lesquelles le Comte allegua „ qu'il y „ auroit de l'injustice à jeter tout „ le fardeau de la Guerre d'Es- „ pagne sur l'Angleterre, les autres par- „ ties.*

*Relation Abregée.*

„tires intéressées n'y contribuant  
„que très peu & l'Empereur pres-  
„que rien.

Le Prince *Eugene* soutint au con-  
traire, „que la Guerre d'*Espagne*  
„étoit proprement la guerre de  
„l'*Angleterre*, qui avoit porté le  
„feu Empereur *Leopold* à y en-  
„voyer son fils, & que l'Empereur  
„d'aujourd'hui avoit beaucoup fait  
„en exposant sa personne dans cet-  
„te guerre.

Le Comte de *Strafford* soutint  
de son côté, „que la Reine ne de-  
„voit supporter qu'un tiers de cet-  
„te dépense, ce qu'il déclara qu'  
„elle étoit prête de faire. Mais le  
Prince n'étant pas satisfait de cela  
résolut de poursuivre son voyage  
d'*Angleterre*. Comme il n'y avoit  
point de Vaisseaux pour le transport  
de son Altesse, elle pria le Comte  
de donner ordre au Yacht de la  
Reine, qui avoit passé le Comte de  
*Gallas* de le conduire à *Londres*,

lioient les *François* sans engager les Alliez, les Ministres de *France* donnèrent par écrit l'offre qui suit.

„ Les Ministres de *France* s'offrent de donner un Project spécifique de ce que la *France* voudra faire pour contenter tous les Alliez, pourvû qu'eux veuillent promettre d'y donner une réponse, qui explique specifiquement les prétentions d'un chacun.

Les Ministres des Alliez aiant pris cette Proposition *ad deliberandum*, y répondirent à la seconde Conference générale, le 3. Fevrier, de la maniere suivante.

„ Les Ministres des Hauts Alliez, qui se trouvent ici, attendront conformément à l'offre des Ministres de *France*, le Plan spécifique y promis, & ne manqueront pas d'y répondre specifiquement pour ce qui regarde les Interets de leurs superieurs: Et  
„ quant



*Relation Abregée.*

„quant aux Ministres des Alliez,  
„qui sont absens, les Ministres pré-  
„sens ont raison de croire qu'ils se  
„rendront ici au premier jour, pour  
„concourir avec eux dans la répon-  
„se. Les *François* prirent huit jours,  
tant pour faire leur Plan, que pour  
attendre l'arrivée des Ministres de  
l'Empereur & de *Portugal*: De for-  
te qu'il ne se passa rien de confide-  
rable à la troisième Conference gé-  
nerale, si ce n'est à l'égard des for-  
mes des Passeports qu'on se donne-  
roit reciproquement. Ces Ministres  
arrivèrent un jour ou deux après, &  
à la quatrième Conference généra-  
le, qui se tint le 11. Février, les Hauts  
Alliez lûrent aux *François* un pa-  
pier de la teneur suivante.

MESSIEURS,

„Vous savez que vous avez of-  
„fert le Plan spécifique de ce que  
„le Roi votre Maître veut faire  
„pour contenter tous les Alliez,  
„pourvu

*Relation Abregée.*

„ pourvû que nous y voulûssions  
„ répondre specifiquement en ex-  
„ pliquant les prétentions d'un châ-  
„ cun. Nous n'étions pas en état  
„ alors de répondre pour tous nos  
„ Alliez étant en trop petit nom-  
„ bre: Mais à présent que nous a-  
„ vons l'honneur d'être renforcez ,  
„ après avoir reçu votre Plan , nous  
„ y répondrons specifiquement au  
„ jour que nous vous dirons à la pre-  
„ miere Conference. Sur cela les  
Ministres de *France* donnèrent aux  
Alliez les offres inserées au *Tom.*  
1. page. 308.

A la cinquième Conference on ne  
fit qu'une Déclaration aux *Fran-  
çois*, qu'ils auroient la réponse des  
Alliez le 5. Mars suivant. On re-  
solut aussi de ne s'assembler qu'une  
fois la semaine jusques alors. Pen-  
dant cet intervalle les Ministres des  
Alliez ne laissèrent pas de tenir de  
frequentes Conferences entr'eux ,  
pour regler ce qui regardoit la ré-  
ponse:

*Relation Abregée.*

ponse à faire aux Offres des *François*.

Les Comtes de *Sinzendorff* & de *Strafford*, & plusieurs autres Ministres allèrent faire un tour à la *Haye* en ce tems là, pour concerter cependant avec les Etats Generaux les mesures necessaires dans une Conjoncture si delicate, tant par rapport à la Negociation qu'à l'ouverture de la Campagne prochaine.

On reçut vers ce tems là, la nouvelle de la mort de Madame la Dauphine, & peu de jours après celle de Monfr. le Dauphin, qui fut bientôt suivie de celle du petit Dauphin leur fils aîné; Ces accidens produisirent des speculations bien differentes & agiterent les esprits de plusieurs manieres; les uns croiant que cela faciliteroit la conclusion de la Paix, parce que la *France* feroit moins à craindre sous la Minorité dont elle étoit menacée; d'autres soutenant au contraire que  
le

le danger de la réunion des Couronnes de *France* & d'*Espagne*, principal motif de cette guerre, en feroit d'autant plus éminent.

Il ne se passa rien à la sixième Conference, la plupart des Ministres des Alliez étant absens.

A la septième Conference, qui se tint le 5. de Mars, tous les Ministres étant de retour, ceux des Alliez délivrèrent aux Ministres de *France* leurs Demandes spécifiques Inferées au *Tom. 1. page. 314.* à la reserve des Ministres Imperiaux, qui ne venant que de recevoir leur Courier de *Vienne*, demandèrent du tems pour preparer les leurs. Le Comte de *Sinzendorff* insista cependant fortement que chaque Allié, fît mention expresse dans ses Demandes, & insistât sur la restitution de toute la Monarchie d'*Espagne*, qui avoit été le principal objet de la Guerre. Le Ministre de *Portugal* insista sur le même point : Mais les  
Mini-

*Relation Abregée.*

Ministres, de la *Grande Bretagne* répondirent, que la Reine avoit jugé à propos que chaque Allié fit ses propres demandes, & qu'il suffiroit qu'on inserât une clause generale pour s'entr'aider à obtenir une satisfaction juste & raisonnable, d'autant plus qu'on y avoit ajouté ces paroles, *en conformité de ses Alliances.* Sur quoi le Comte de *Sin-zendorff* ne put s'empêcher de dire, *que cette journée seroit fatale à la Grande Alliance.*

Les *François* déclarèrent à la huitième Conference, qu'ils feroient leur réponse aux demandes des Alliez dans trois semaines.

On ne fit rien à la neuvième, les Alliez attendant la réponse de la *France*, qu'on croyoit recevoir à la dixième: Mais au lieu de cela les Ministres de cette Couronne ne firent que lire à ceux des Alliez l'écrit suivant.

MES-

MESSIEURS.

„ Comme on s'est donné de part  
„ & d'autre des Propositions reci-  
„ proques par écrit, nous croions  
„ etre présentement en état d'en-  
„ trer en Negociation avec tous les  
„ Alliez, suivant la forme usitée  
„ dans les Congrez précédens.

Les Ministres des Alliez aiant  
deliberé un moment dans leur  
Chambre répondirent „ qu'ils s'at-  
„ tendoient à une reponse specifi-  
„ que par écrit aux demandes qu'ils  
„ leurs avoient delivrées par écrit.  
Les Ministres de *France* aiant re-  
pondu qu'ils n'y étoient pas obli-  
gés, ceux des Alliez prirent tems  
jusques à la Conference prochaine  
pour y repondre en forme.

Le 2. Avril, à la onzième Con-  
ference, les Ministres des Alliez  
donnèrent à ceux de *France* la ré-  
ponse suivante.

MES-

MESSIEURS.

„ Vous sçavez comme nous nous  
„ expliquâmes mecredi passé im-  
„ mediatement après ce que vous  
„ dictâtes alors. C'est que nous  
„ nous étions attendus à une répon-  
„ se spécifique par écrit de votre  
„ part, sur nos demandes specifi-  
„ ques par écrit, & que nous de-  
„ meurions dans l'attente de cette  
„ réponse. Nous en avons encore  
„ deliberé du depuis; & nous con-  
„ tinuons dans le même sentiment,  
„ & insistons par consequent que  
„ cette réponse nous soit donnée par  
„ écrit.

A la douzième Conference générale on ne fit autre chose que persister de nouveau sur le même point, & les *François* continuèrent à le refuser, alleguant que la chose étoit nonseulement inusitée, mais aussi infinie & impraticable.

Cela pensa dès lors rompre entièrement

tièrement les Conférences , & fit songer à la continuation de la Guerre. Le Comte de *Strafford* reçut ordre & des Plein-pouvoirs pour renouveler les Traitez avec les Princes d'*Allemagne* pour les Troupes Auxiliaires , comme il fit avec leurs Ministres , munis des Plein-pouvoirs nécessaires pour cela à la *Haye*.

Le Prince *Eugene* retourna de *Londres* sur ces entrefaites , & fut suivi de près par le Duc d'*Ormond*. Cela sembla confirmer qu'on alloit pousser la Guerre plus vigoureusement que jamais , d'autant plus qu'on ne fit rien à *Utrecht* pendant plus d'un mois. Ce fut dans cette Crise que le Parlement d'*Angleterre* fit connoître évidemment , par sa Déclaration touchant la conduite des Alliez , qu'il étoit las de de la Guerre. Les Ministres de la Reine firent aussi passer , une seconde fois la Mer au Comte de  
*Straf-*



*Relation Abregée.*

*Strafford*, sous pretexte de mieux s'éclaircir de ce qui se passoit de ce côté ici, & de regler les mesures qu'il faudroit prendre dans cette conjoncture. Ce Seigneur fut suivi par le Comte de *Maffei*, Ministre de *Savoye*. On ne fut pas longtems sans voir l'effet de ce Voyage, par la Déclaration que fit le Duc d'*Ormond* à l'Armée, „ que „ suivant ses Ordres il ne pouvoit „ consentir ni à aucune Bataille, ni „ à aucun siège, la *France* aiant offert à la Reine de lui remettre „ entre les mains la Ville de *Donkerque* pour sureté de ses intentions sinceres pour la Paix: Et par la Déclaration que fit en même tems l'Evêque de *Bristol* aux Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances à *Utrecht*, „ Que les „ Offres de Sa Majesté la Reine „ pour ajuster leurs differens avec „ la *France*, n'étoient fondées que  
\* \* „ sur

„sur cette condition , qu'ils entre-  
„roient ouvertement & sincerement  
„dans les mesures de cette Prin-  
„cesse.

Tout cela n'empêcha pas nean-  
moins , que le reste des Alliez ne  
travaillâssent aux operations de la  
Campagne , puis qu'ils entreprîrent  
le Siege du *Quesnoi* , le Duc d'*Or-  
mond* aiant consenti à couvrir le  
Siège de cette Place , qui fut em-  
portée en peu de tems.

La Reine fit peu après une Ha-  
rangue à son Parlement , dans la-  
quelle Elle expliqua & s'étendit  
sur les Offres de la France à l'é-  
gard de tous les Alliez. On la  
trouvera au *Tom. 2. page. 25.*

Au commencement de Juillet le  
Comte de *Strafford* revint de *Lon-  
dres* , & proposa à leurs Hautes  
Puissances de la part de la Reine,  
d'entrer conjointement avec Sa Ma-  
jesté dans une suspension d'Armes  
de

*Relation Abregée.*

de deux mois avec la *France*, leur déclarant en même tems qu'il avoit ordre de se rendre incessamment à l'Armée, en cas de refus. Il écrivit à l'Evêque de *Bristol*, son Collegue, de le venir trouver à la *Haye*, pour y faire cette Proposition avec lui, laquelle n'ayant pas été approuvée, il continua son voyage, après avoir eu quelques Conférences avec les Deputez de leurs Hautes Puissances, & avoir appris la Resolution des Etats Generaux, qui ne pûrent se résoudre à faire une démarche de cette nature. Il partit même sans Escorte, & se rendit avec toute la diligence possible à *Chateau Cambresis*, où il joignit le Duc d'*Ormond*. Ils firent ensuite tous leurs efforts, pour porter le Prince *Eugene* & les Deputez des Etats à consentir à une Suspension d'Armes, & leur déclarèrent qu'ils avoient des ordres

\*\* 2

positifs

*Relation Abregée.*

positifs de la Reine , pour faire rester dans l'inaction les Troupes qui étoient à son service , outre qu'ils devoient faire un détachement pour prendre possession de *Donkerque*. Mais le Prince & les Députez de leurs Hautes Puissances aiant refusé d'y consentir , ces deux Seigneurs requièrent conjointement les Troupes auxiliaires à la solde d'*Angleterre* de rester avec les Troupes de la Reine , au cas que le Prince voulût décamper , comme il l'avoit resolu , pour assieger *Landressis* , leur repetant la Déclaration que le Secretaire d'Etat de *St. Jean* avoit faite peu auparavant aux Ministres de leurs Maitres à *Londres* , „ Qu'au cas „ qu'elles refusassent d'obéir au „ Duc d'*Ormond* & de suivre ses „ Ordres , la Reine prendroit ce „ refus , non seulement comme une „ indignité à son égard , mais com-  
„ me

„ me une déclaration contr'Elle ,  
„ & que dès lors , ils ne pouvoi-  
„ ent & ne devoient plus s'atten-  
„ dre à aucune paye , non plus qu'  
„ arrerages ni subsides.

Cela n'empêcha pas le Prince  
*Eugene* de marcher , suivi de tou-  
tes les Troupes étrangères , à la  
reserve de quelques Bataillons de  
*Holstein* & du Regiment de *Wal-*  
*lef* , & d'investir *Landressis*.

Le jour suivant le Duc d'*Or-*  
*mond* fit publier , à la tête de son  
Armée , la suspension d'Armes en-  
tre l'*Angleterre* & la *France* pour  
deux mois , & après avoir fait  
tous les preparatifs nécessaires pour  
marcher vers *Warneton* entre *Lil-*  
*le* & *Ipres* , il tourna tout à coup  
vers *Gand* & *Bruques* , dont il se  
mit en possession , & déconcerta  
de cette maniere tous les desseins  
des Alliez , pendant qu'un deta-  
chement des Troupes de la Reine

prit possession de *Donkerque* par Mer.

l'Affaire de *Denain* , suite fatale de la retraite des *Anglois* , fut cause de la levée du Siege de *Landressis* , & changea tellement la face des Affaires , qu'on se trouva réduit à la nécessité de faire la Paix. On commença effectivement à y travailler avec plus d'ardeur à *Utrecht* , aussi tôt que le Comte de *Strafford* y fut de retour.

Mylord *Bolingbroke* passa de *Londres* à *Paris* , où l'on convint de la prolongation de la Suspension d'Armes entre l'*Angleterre* & la *France* pour quatre mois , & de tout ce qui restoit d'importance par rapport au renouëment des Negotiations , qui furent interrompues tout à coup par la dispute qui survint entre Monfr. de *Mesnager* & le Comte de *Rechteren* , laquelle servit de pretexte aux  
*Fran-*

*Relation Abregée.*

*François* pour les tenir en suspens autant qu'ils le jugèrent à propos. Les Ministres d'*Angleterre* & de *France* ne laissèrent pas de tenir de frequentes Conferences chés eux , pour avancer la conclusion du Traité entre la Reine & Sa Majesté Très-Chrétienne ; regler une suspension d'Armes entre la *France* & le *Portugal* , & convenir de l'évacuation de la *Catalogne* , & de la Neutralité d'.

Le Comte de *Strafford* reçut de nouveaux ordres de repasser en *Angleterre* , où il fut honoré de l'ordre de la Jaretierre. Pendant son absence, on termina la suspension d'Armes entre la *France*, l'*Espagne* & le *Portugal*, laquelle fut signée à *Utrecht* le 8. Novembre 1712. Environ ce tems là, les Ministres Protestans firent à ceux du Roi de *Pologne* une re

presentation, touchant le Prince Electoral, inferée au *Tom. 5. page. 37.*

Le Comte de *Strafford* revint d'*Angleterre* au mois de Novembre avec de nouvelles Instructions; les derniers ordres de Sa Majesté, & le Projet d'un nouveau Traité de Barriere, qu'il communiqua à leurs Hautes Puissances dans la Harangue inferée au *Tom. 5. page. 25.*

Leurs Hautes Puissances écrivirent sur cela à la Reine la lettre inferée au *Tom. 2. page. 347.* & on commença à songer plus serieusement à la Paix. L'affaire de Monfr. de *Mesnager* & du Comte de *Rechteren* s'étant aussi terminée en ce tems là, on s'appliqua à pousser la Négociation entre les Alliez & la *France* à sa fin. Elle se traita depuis dans des Conférences particulieres, qui furent tenues en présence.



sence des Ministres *Britanniques*, & fort souvent dans leurs Hôtels. Les Ministres de l'Empereur firent aussi quelques mouvemens, sur tout à l'égard des affaires de la *Catalogne*, dont la Convention fut signée le 14. Mars 1713, par les Ministres Imperiaux & *Britanniques* d'un côté, & ceux de *France* & de la *Grande Bretagne* de l'autre, les premiers ne pouvant la signer avec ceux de *France*, à cause de quelques difficultez sur les Titres. Le même jour les Ministres *Britanniques* firent à ceux des Alliez la Déclaration inserée au *Tom. 2. page. 347.*

On redoubla la dessus de tous côtés ses soins pour avoir les Traitez prêts à signer en même tems que ceux de la Reine; & le Comte de *Strafford* se rendit à la *Huye* pour tâcher d'applanir quelques difficultez, qui restoient encore à

\*\* 5 terminer

terminer entre la *France* & l'Etat. Cela eut un tel succès qu'ils furent tous conclus au commencement d'Avril, à la reserve de ceux de l'Empereur.

Les Traitez de la *Grande Bretagne* & de la *Savoie* avec la *France*, furent signés le 11. au matin par les Ministres de ces Puissances, chez Mylord Garde du seau Privé: Ensuite tous les Ministres furent dîner chez le Comte de *Strafford*, où l'on signa les Traitez de *Portugal*, de *Prusse*, & celui des Etats Généraux avec la *France*. Les Ministres du Roi Tres-Chrétien avoient auparavant delivré par écrit les dernieres offres de la *France* pour la Paix avec l'Empereur & l'Empire, inserées au *Tom. 2. page. 358.*

Elles furent communiquées au Comte de *Sinzendorff* & au Baron de *Kirkner* Ministres de Sa Majesté

jesté Imperiale. Nonobstant cela le Comte de *Sinzendorff* partit peu de jours après pour *Vienne*, d'où l'on conjectura que l'Empereur n'étoit pas disposé à traiter sur ce piéd là avec la *France*.

Le Baron de *Kirkner*, qui resta encore quelque tems à *Utrecht*, y eut plusieurs Conferences avec les Plenipotentiaires de *France*, en présence de ceux de Sa Majesté *Britannique*, qui auroient bien voulu accommoder les differens entre ces deux Couronnes, mais cela ne produisit aucun effet, & le Baron de *Kirkner* reçut ordre de partir d'*Utrecht* vers la fin de Mai, & fut bien tôt suivi de tous les autres Ministres de l'Empire. Ceux de *France* qui differèrent de quelque tems leur départ, à la requi-sition des Ministres de la *Grande Bretagne*, voyant qu'il n'y avoit plus lieu de s'attendre au retour

\* \* 6 des

*Relation Abregée.*

dès Imperiaux partîrent d'*Utrecht* vers la fin de Juin , après avoir fait l'échange des Ratifications de tous les Traitez conclus avec les Alliez , au tems marqué dans les Actes.

La consequence du départ de ces Ministres fut la continuation de la Guerre entre l'Empereur & la *France*: Monsr. le Maréchal de *Villars* fit l'ouverture de la Campagne par le siege de *Landau*, où les Imperiaux acquirent beaucoup de gloire par la belle & vigoureuse défense des Assiegés, qui se rendirent le 21. Août 1713. à des conditions honorables. Les *François* assiegerent ensuite la Forteresse de *Fribourg*, qui se défendit aussi avec une vigueur & une bravoure extraordinaire & se rendit le 2. Novembre de la même année.

Comme on n'avoit accordé qu'au  
mois.

mois de mars des Passeports aux Ministres d'*Espagne*, & des Electeurs de *Baviere* & de *Cologne*, pour se rendre au Congrez d'*Utrecht*, le Duc d'*Offune* n'y arriva que vers le milieu d'Avril. En attendant l'arrivée du Marquis de *Monteleon*, qui étoit à *Londres* depuis quelque mois, il ne se fit rien à l'égard des Négociations avec l'*Espagne*. Les Ministres de la *Grande Bretagne* & ceux de leurs Hautes Puissances tinrent seulement des Conférences ensemble, par rapport au Commerce des *Pais-bas*, pour lequel on vouloit faire un nouveau Reglement, & on nomma des Commissaires de part & d'autre pour en convenir.

Le Marquis de *Monteleon* arriva vers la mi-Juin, & on commença à travailler aux Traitez entre les Alliez & l'*Espagne*. Celui d'*Angleterre*, qui étoit déjà fort avancé.

*Relation Abregée.*

avancé, parce qu'il avoit été réglé auparavant à *Madrid* & à *Londres*, fut signé, après quelques Conférences, le 13. Juillet 1713. & celui entre l'*Espagne* & le Duc de *Savoie* le 13. Août de la même année. Les Traitez de l'Etat & du *Portugal* avec cette Couronne, rencontrèrent plus de difficulté, de même que celui de Commerce entre la *Grande Bretagne* & l'*Espagne*, qu'on ne put conclure sitôt. On y travailloit cependant avec chaleur lors qu'il arriva un accident, qui selon la voix publique, pensa brouiller ceux qui travailloient à unir les autres.

L'Evêché de *Londres* étant venu à vaquer, la Reine le donna à Mylord Evêque de *Bristol* & lui ôta la charge de Garde du Petit seau, qui lui donnoit le rang sur le Comte de *Strafford*, ce qui devoit naturellement causer le rappel de l'un ou de l'autre.

l'autre. En effet, l'Evêque fut rappellé & seroit parti sans un voyage, que le Comte fut obligé de faire en *Angleterre*. Ce Ministre étant resté seul, signa le 9. Decembre, pendant l'absence de son Colleague, le Traité de Commerce, qui étoit prêt, entre la *Grande Bretagne* & l'*Espagne*. Les Ratifications n'en furent échangées qu'au mois de Fevrier 1714, que le Comte de *Strafford* revint de *Londres* avec les ordres de la Reine pour le départ de l'Evêque, & pour l'échange des Ratifications tant du Traité de Paix que de celui de Commerce. Il le fit, le jour d'après le départ de son Colleague, avec les Ministres d'*Espagne*, & signa avec eux plusieurs Déclarations, qu'on se donna de part & d'autre. Il leur déclara aussi de bouche. „ Que bienque Sa Maje-  
„ sté la Reine fit l'Echange des Ra-  
„ tifications,

*Relation Abregée.*

„tifications, Elle se reservoit le droit  
„d'executer les engagemens & les  
„garanties faites avec le Roi de  
„*Portugal*, dont Elle n'abandon-  
„noit ni n'abandonneroit en aucu-  
„ne maniere les Interets.

Le Comte étoit aussi muni des  
Ordres & Instructions de la Rei-  
ne pour la continuation du Con-  
grez d'*Utrecht*, jusqu'à ce que les  
Négociations entre l'*Espagne* &  
leurs Hautes Puissances, & celles  
du Roi de *Portugal* fussent por-  
tées à une heureuse conclusion.  
Le Traité de l'Etat avec l'*Espa-  
gne* n'étant arrêté qu'à l'article de  
la Souveraineté que cette Couron-  
ne demandoit pour la Princesse  
*des Ursins*, le Roi Tres-Chrétien,  
qui avoit differé la dessus la mar-  
che de ses Troupes en *Catalogne*,  
porta le Roi Catholique son pe-  
tit fils, à se desister de cette pré-  
tention, vers le mois de Juin 1714.

&



*Relation Abregée.*

& à dépêcher des Ordres positifs à ses Plenipotentiaires de le conclure incessamment avec les Ministres de leurs Hautes Puissances. Aussi tôt que cet ordre fut arrivé, les Plenipotentiaires des Etats se rendirent à *Utrecht*, aussi bien que le Marquis de *Monteleon*, qui conjointement avec le Duc d'*Offune* écrivit au Comte de *Strafford* la lettre inserée au *Tom. 5. page. 57.* par laquelle ils le prioient de venir assister à la conclusion de leur Paix. Ce Ministre demanda sur cela une Conference avec les Deputez de leurs Hautes Puissances, auxquels il fit la representation inserée au *Tom. 5. page. 60.* Il se rendit ensuite à *Utrecht* où après avoir tenu quelques Conferences avec les Ministres, on signa le Traité de Paix entre le Roi Catholique & les Etats Généraux le 26. Juin. 1714. chez  
le

le Comte de *Strafford*.

On tint aussi quelques Conférences sur quelques points, desquels on n'avoit encore pû convenir, entre les Couronnes d'*Espagne* & de *Portugal*, dont le Traité traina encore longtems & ne fut conclu que le 6. Fevrier 1715. par l'entremise du Roi Très-Chrétien.

Quant à ce qui regarde l'Empereur & l'Empire, où la Guerre s'estoit ralumée avec la *France*, elle a été terminée au Chateau de *Rastadt*, entre le Prince *Eugene* & le Maréchal de *Villars*, par la Convention en forme de Traité signée le 6. Mars 1714. inferée au *Tom. 5. page. 342.* Elle a été suivie du Traité de *Baden*, conclu entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & le Roi Très-Chrétien, le 7. Septembre de la même année, le

*Relation Abregée.*

lequel est inferé au *Tom. 5. page. 445.*

Il ne reste plus à present de ce coté ici , qu'à terminer le *Traité de la Barriere des Paibas* , entre Sa Majesté Impériale & leurs Hautes Puissances, dont on espere de voir bien tôt une heureuse conclusion aux Conferences tenuës sur ce sujet, & déjà fort avancées à *Anvers.*

Quant aux Affaires du Nord, elles se brouillent de maniere, que la conclusion en paroît plus éloignée que jamais. Cependant, comme toute l'*Europe* la souhaite ardemment , on se flatte toujours, que les Puissances qui s'interessent au rétablissement de la tranquillité publique , feront un dernier effort pour porter les Esprits à entrer en Negociation, selon le projet qui en a été formé depuis long tems, pour mettre fin  
aux

*Relation Abregée.*

aux maux , dont la Chrétienté  
est affligée depuis tant de tems,  
& la faire jouir en repos des  
doux fruits d'une Paix durable &  
universelle.



ACTES

# ACTES, MEMOIRES,

*Et autres pieces authentiques  
concernant*

La Paix d'UTRECHT.

T O M. V.

## C O P I E

*De la Lettre du Comte de  
Strafford au G. Pension-  
naire Heinsius, du 19 Nov.  
1711.*

MONSIEUR



Après les assurances que je vous  
ai données par ordre de la Rei-  
ne, qu'Elle continuoit la même  
affection, qu'Elle avoit toujors  
euë pour cette Republique; qu'Elle souhai-  
toit, & vouloit même contribuer autant  
que jamais à son agrandissement, & qu'El-  
le m'ordonnoit en même temps comme

Tom. V.

A

son

son Ambassadeur de vous déclarer les raisons, qui l'avoient portée à vous recommander l'envoi des passeports pour les Ministres de France, & le choix d'une Place pour l'ouverture d'un Congrès de paix générale, conformément à ses Traités, & à ses engagements avec ses Alliés; raisons, qui n'ont pû qu'être trouvées bonnes par tous les membres de cette Republique: Sa Majesté a eu de plus la bonté de déclarer par moi son Ambassadeur, qu'Elle n'avoit point fait de paix séparée avec la France, & qu'Elle n'en feroit jamais aucune, qu'on n'eût satisfait à tous ses engagements avec ses Alliés, afin que chacun d'eux eût l'occasion de faire valoir ses prétentions, & plus particulièrement à l'égard de ces deux points, la Barrière de cet État, & son Commerce: qu'Elle recommandoit l'union & la confiance entre tous ses Alliés; déclarant, qu'en cas que la France n'en agît pas de bonne foi, Elle étoit prête à prendre des mesures avec ses Alliés pour la continuation de la guerre, sur un pied plus égal, qu'elle n'avoit été faite jusqu'à présent.

Après cette favorable, ouverte & généreuse déclaration de Sa Majesté, s'expli?

pliquant; qu'Elle ne regardoit les points donnés par la France que comme des chefs generaux qui ne devoient servir qu'à ouvrir la Negociation generale, & que la France devoit, & a intention de s'expliquer plus specialement dans la suite, à la satisfaction d'un chacun, durant la dite Negociation, laquelle, quoi qu'on eût pressé, Sa Majesté, de l'avoir dans son propre Païs, Elle l'avoit cependant refusé, choisissant plutôt, de la laisser de ce côté de la mer, pour une preuve d'autant plus certaine de sa maniere d'agir desinteressée, & ouverte avec ses Alliés, pourvû qu'ils agissent de même envers Elle: Il est surprenant de voir, qu'après tout ceci, je n'aye encore pû obtenir une réponse positive, que j'ai eu ordre de demander, non seulement par mes premieres instructions, mais même depuis que M. Buys a fait ses representations, & a rapporté tout ce, dont il étoit chargé par L. H. P. ses Maitres, à quoi sa Majesté a ordonné une réponse fort distincte par écrit, outre l'explication, qu'il a eue dans ses diverses Conferences avec les Ministres de Sa Majesté, dans lesquelles je suis sur, qu'il doit avoir eu toute la satisfaction, qu'il pou-

voit souhaiter , ce qu'il aura sans doute témoigné à L. H. P.

Cependant, au lieu de la réponse à la quelle je me pouvois avec justice attendre, je trouve, sans faire mention des discours extravagans de plusieurs, qui trouvent leur compte dans la continuation de cette guerre, que les Etats eux mêmes ont reçu des papiers contenant des expressions, qui ne tendent qu'à des vuës particulières, & à semer la division & la jalousie entre les deux Nations, sans me faire la moindre communication des papiers d'une telle nature, qu'on n'auroit pas dû cacher à un Ministre de Sa Majesté: Puis donc, que les Etats de Hollande sont assemblés, il faut, que je vous repete, voyant le danger du delai, qui ne fait qu'encourager les ennemis des deux Nations à former des plans prejudiciables, & au desavantage de toutes deux; & qui à la fin se tourneront à leur propre prejudice, qu'il est necessaire, que vous vouliés bien, Monsieur, rapporter exactement le contenu de cette lettre à L. H. P. aussi bien qu'à la dite Assemblée devant sa separation, afin que je puisse avoir leur réponse, pour assurer la

Reine



Reine de cette confiance, que je suis sur, qu'ils ne sauroient manquer d'avoir en Elle après les grandes marques, qu'Elle leur a donné de la sienne, & les avantages éclatants, que cette Republique a reçu par Elle, & par ses armées, sans interruption pendant le cours de plus de dix années de guerre; & qu'ils ne veuillent point trainer plus longtemps l'envoi des passeports, comme Elle le souhaite, après qu'Elle a si souvent acquiescé aux mesures de cet Etat, sa Majesté ayant toujours temoigné tant de confiance en eux, qu'aussi souvent, qu'ils ont jugé à propos d'envoyer leurs Passeports pour les Ministres de France, lors même qu'ils ont traité seuls avec les dits Ministres, comme à Geertruydenberg, qu'Elle ne leur a jamais donné la moindre marque de sa méfiance. C'est pourquoy je me persuade, que L. H. P. ne voudront point, dans cette premiere instance, en faire paroître la moindre, de leur côté, de la sincerité de la Reine, par le refus ou le delai d'une réponse à ce qu'Elle leur a recommandé, & surquoi Elle m'a ordonné d'insister après une si longue & si meure consideration. Ainsi, ayant entendu & considéré tout ce que

le Ministre de cette Republique avoit à dire seulement contre la methode, puis qu'il tombe d'accord de la necessité de la Paix; je tiens mon courier prêt à envoyer en Angleterre aussitôt que je sçaurai la determination des Etats de Hollande sur ce point, ne doutant nullement, qu'un aussi sage, aussi prudent, & aussi éclairé Ministre que vous, ne rapporte cette matiere avec toutes les fâcheuses consequences, qui pourroient suivre la moindre separation, ou apparence de separation de cet Etat d'avec la Reine, ce que quiconque conseille, en sera assurement un jour responsable à la Patrie, aussi bien qu'à la Posterité.

J'ai toute la confiance imaginable en votre équité, prudence & grande capacité, & suis avec une parfaite estime.

## C O P I E

*De la Lettre de Son Excellence le Comte de Strafford au Grand Pensionnaire, à la Haye le 21. Nov. 1711.*

MONSIEUR

**J**e ne sçaurois m'empêcher de vous marquer, que j'espere qu'il n'y aura point de

*touchant la Paix d'UTRECHT.* 7  
de difficultés dans l'assemblée de L. H. P.  
ce matin , pour la signature des Passe-  
ports, & la nomination du lieu du Con-  
grès, puisque je me suis déjà donné l'ho-  
neur de m'expliquer, que S. M. la Reine  
prendroit tout delay affecté comme un re-  
fus, ce qui pourroit causer une desunion  
fatale à cette Republique & à toute l'Eu-  
rope.

J'avouë mon impatience pour le resul-  
tat de L. H. P. ce matin, puis que je ne  
saurois retenir le courier de la Reine, que  
jusqu'à la separation de cette Assemblée.

Je suis, au reste, avec toute l'estime  
imaginable

MONSIEUR

*Votre tres humble & tres obeis-  
sant serviteur.*

## F O R M U L E R

Der Passpoorten door de Staten Ge-  
neraal gegeven voor de Fransche  
Plenipotentiarissen.

**D**e Staten Generael der Vereenigde Ne-  
derlande, alle Kryghs-Oversten, Ad-  
miralen, Lieutenant ende Vice-Admiralen,  
Ritmeesteren, Capitynen, Lieutenanten, Be-  
velheb-  
A 4

velhebben ende gemeene Soldaten, te paerd, te voet, te water ende te lande; voorts alle Convoy-meesters, Controrolleurs, Cherchers, ende alle andere in onsen dienst, ende onder onse gehoorsaemhydt wesende salut. Doen te weten dat Wy aan den Heer Marchal d' Huxelles Plenipotentiaris van syn Alder-Christelykste Majesteit, hebben geconsenteert en geaccordeert, gelyk wy consenteren en accorderen by dese passport, om in volkomen sekerhydt te mogen komen in onsen Landen, en sig te begeven na de Stadt Uirecht, de welke verkosen is voor de Plaets van de Vredehandeling, soo voor syn persoon, als voor syn Domestycquen, en andere van syn gevolg, mitsgaders syne paerden, goederen, bagage, en papieren: Waeromme Wy lasten ende bevelen U lieden t'samentlyck ende bysonderlyk, den gemelten Heere Marchal d' Huxelles met alle 't gene voorschreven is onverhindert te laten passere, sonder daer tegens te doen ofte late geschieden eenig empechement, ofte belet ter contrarie, maer veel eer allen behulp ende bystand, des versoekt synde, want onseernstige meeninge also is. Gegeven in den Hage onder 't Cachet van den Staet, paraphure van den Heere President in onse Vergaderinge, en de  
 signa-

touchant la Paix d'Utrecht. 9  
signature van onsen Griffier, op den een en  
twintigsten November seventien hondert en  
elf.

Vt

(L.S.)

G. V. WELDEREN;

Ter Ordonnantien van de  
hooghgemelde Heeren  
Staten Generael.

F. F A G E L.

## L I T E R Æ

à Regina Angliæ ad Comitia Ratisbo-  
nensia missæ, ad pacem universam  
fanciendam.

Cum Rex Christianissimus nobis testatum  
fecerit, quo teneatur desiderio, tranquil-  
litatem Europæ pace tuta & tam nobis quam  
Confœderatis nostris universis honesta, restitu-  
tam, videndi; Cumque capita quadam Condi-  
tionum proposuerit, quibus nos ad initium col-  
loquiis eum in finem habendis dandum indu-  
cere voluit. Ea vero capita ita nobis oblata  
Confœderatis omnibus jamjam communicata  
fuerint.

Cumque insuper Celsi ac Præpotentes Domi-  
ni Ordines Generales uniti Belgii declarave-  
rint

rint esse propensos paratosque esse ad instituen-  
dam negotiationem pacis bona generalisque &  
ad se nobiscum conjungendos in compellan-  
dis Principibus statibusque qui una presenti  
huic Bello implicati sunt, quo Ministros  
Plenipotentiariorumque suos ad conventum mit-  
tant; cujus quidem celebrandi quum locus  
tempusque cum Ministro dictorum Domino-  
rum Ordinum Generalium pacta constituta-  
que fuerint, necessum esse duximus, Vobis  
sine mora significare, nos insimul consensisse  
ut dicti conventus initium à duodecimo die  
mensis Januarii proximè venturi S. N. in  
urbe Trajectina ad Rhenum capiendum sit.

Quum vero nihil aliud hoc in negotio ob-  
oculos habeamus, quam ut finis Bello impo-  
natur Pace solida, in qua Confœderatorum  
quisque satisfactionem rationi consentaneam  
adipisci possit, nullatenus ambigimus, quin  
vos perinde nobis eum proclives vos exhibea-  
tis ad opus tam pium tamque salutare sedulo  
promovendum; Rogamus itaque Vos ut Mini-  
stros, quos cum in finem nominare placuerit,  
quam primum expedire velitis, quo ad di-  
ctam urbem Ultrajectinam tempore supra con-  
stituto sese conferre queant. Majestati ve-  
stre, aut alius Titulus inserendus pro re na-  
ta. Præterea è re esse judicamus vobis no-

touchant la Paix d'Utrecht. 11

*tum facere nos una cum dictis Dominis Ordinibus Generalibus statuisse Ministros Nostros Ministrorum Plenipotentiariorum nomine solummodo insignitos ad Conventum mittere, quoque Legatorum Characterem in se habere sumpturi sunt, nisi eo die quo Pax signanda erit, ut eo pacto quantum potest, vitentur operosa Ceremoniarum molestia, & mora procrastinationesque exinde oritura.*

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hybernæ Regina,  
Fidei Defensor &c.

**O**mnibus & singulis ad quos præsentem Littera pervenerint, salutem. Cum nossum Nobis, testatumque fecerit Rex Christianissimus, quantopere cupiat Bello huic gravi diuturnoque finem asferre, & Pacis bonæ generalisque Conditionibus æquis, duraturis, & tam Regnorum Nostrorum quam Confederatorum omnium rationibus quam maxime accommodatis, tranquillitatem Europæ diu plurimumque desideratam restituere. Nos quidem nihil magis in votis habentes, quam ut Pax tuta atque honesta sub Divini Numinis auspicio quanto ocius ineatur, loco temporeque Conventus tam salutarem in finem ha-

A 6 . bendi

bendi jamjam nominatis, invitatisque omnibus eadem Fæderum societate junctis, ut Ministros suos ibidem sine morâ mitterent, opus esse duximus Viros quosdam rerum gerendarum solertia spectatos probatosque, & tam arduis Negôtiis prudenter & cum laude administrandis, omnino pares, qui Concordia adeo optabili feliciter reducenda, stabilien-  
daque curam omnem studiumque conferrent, ex nostra parte deligere. Sciatis igitur quod Nos Fide, Industria & in rebus magni momenti tractandis usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, & perquam Fidelis ac dilecti Consilarii Nostri Johannis Episcopi Bristolensis, Privati Nostri sigilli Custodis, Decani Windesoremensis, & Nobilissimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarii, & perquam Fidelis & Perdilecti Consanguinei & Consilarii Nostri Thoma Comitiss de Strafford, Vice Comitiss Wentworth, de Wentworth, Woodhouse & de Stainborough, Baronis de Raby, Exercituum Nostrorum Locum tenentis Generalis, & Legati Nostri Extraordinarii ac Plenipotentarii ad Celsos ac Præpotentes, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii plurimum Confisa. Eosdem nominavimus fecimus, ac constituimus, quemadmodum per presentes nominamus, facimus



ac constituimus Nostros veros, certos & indubitatos Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarjos, dantes & concedentes Eisdem conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Auctoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut Generale speciali non deroget neque contra) Civitatem Ulirajectinam ad Rhenum Locum Conventui de Pace Generali celebrando destinatum adeundi, ibidemque cum Commissariis ac Plenipotentariis Confœderatorum Nostrorum, & cum iis, quos Rex Christianissimus ex sua parte deputaverat, congregiendi colloquendi, nec non cum iis, quos alii quicunque Reges, Principes, Respublica, aut libera Civitates sufficienti Auctoritate instructos ad dictum Conventum miserint, de Pacis bonæ, generalisque conditionibus tutis, firmis, honestis, & omnium ac singulorum rationibus quantum fieri potest, maxime consentaneis tractandi, & concludendi, idque omne, quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit pro Nobis, & Nostro nomine signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot, & qualia fuerint necessaria, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendi, dantes ulterius & concedentes Plenipotentia-

riis Nostris supradictis Potestatem Authori-  
tatemque, Literas Commeatus aliasque qua-  
lescunque, qua ad securitatem Personarum,  
Comitum, servorum, atque Impedimentorum  
eorum omnium, qui dicto Pacis negotio tran-  
sigendo, conficiendoque operam impendent,  
vel ei quovis modo inservient, requiri posse  
de tempore in tempus videantur, signandi,  
concedendi, & exhibendi, ac generaliter  
ea omnia tractandi, promittendi, stipulan-  
di, conveniendi & faciendi, qua in & su-  
per pramissis aut eorum quolibet quovis modo  
necessaria, vel quomodo libet oportuna judi-  
caverint, in tam amplis modo & forma,  
ac vi effectusque pari, ac Nos Ipsa si inter-  
essemus, facere possemus, spondentes ac in  
Verbo Regio promittentes, Nos omnia &  
singula, quacunque à dictis Nostris Pleni-  
potentiariis conjunctim vel divisim vi presen-  
tium transigi & concludi contigerint, grata,  
rata, & accepta iis prorsus modo & for-  
ma, quibus conveniunt fuerint, habituras.  
In quarum omnium majorem Fidem & Ro-  
bur, Magnum Nostrum Magna Britannie si-  
gillum Presentibus Manu Nostra Regia si-  
gnatis apponi jussimus. Dabantur in Palatio  
Nostro Divi Jacobi Decimo quinto Die  
Mensis Decembris Anno Domini Millefi-

*touchant la Paix d'Utrecht.* 15  
*mo Septingentesimo Undecimo, Regnique No-*  
*stri decimo.*

ANNA REGINA.

## H A R A N G U E

*Des Ministres de La. G. B. à l'ouverture  
du Congrès d'Utrecht, au nom de tous  
les alliés, à la Maison de Ville.*

MESSIEURS.

Nous nous assemblons aujourd'hui au nom de Dieu, pour commencer à travailler à une Paix generale, entre les Hauts Alliés & le Roy vôtre maitre. Nous apportons des intentions sincères, & même des ordres exprés de nos superieurs, de concourir de leur part en tout ce qui pourroit faire avancer & terminer heureusement un ouvrage si salutaire & si chrétien.

De l'autre côté nous esperons, Messieurs, que vous êtes dans la même disposition, & que vos ordres seront si amples, que vous pourrés sans perte de tems répondre à l'attente des Hauts Alliés, en vous expliquant nettement & rondement sur les points, que nous aurons à regler dans ces Conferences, & que vous le ferés d'une  
manic-

maniere si claire & spécifique, que tous & chacun des Princes & Etats Confederez y trouvent leur contentement & une satisfaction juste & raisonnable.

## T R A I T É

*De la suspension d'Armes entre la Grande Bretagne & la France.*

**A**нна, Dei Gratia, Magna Britannia, Franciæ, & Hibernia Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus quibus præsentis Literæ pervenerint, salutem. Cum Perdilectus & perquam fidelis Consanguineus Noster Henricus Vice Comes de Bolingbroke, Dominus St. John, Baro de Lidiard Tregose, nobis à Secretis Consiliis & è Primariis Secretariis status alter, virtute plenaria Potestatis, quam ei concessimus, simul ac Johannes Baptista Colbert, Eques, Marchio de Torcy, Croissy, Sablé, Bois-Dauphin aliorumque locorum, Consiliarius Charissimi Fratris Nostri Regis Christianissimi Minister & Secretarius Status, Commendator, Cancellarius & Custos Sigillorum Equestrium Ejus Ordinum, Cursui & Vehiculis publicis Franciæ Summus Præfectus, vi etiã Plenariæ Potestatis ei commissa, octavo die præsentis mensis, stilo veteri.

*vetere, anni millesimi septingentesimi duodecimi signaverint Tractatum de armistitio in verbis sequentibus.*

Comme il y à lieu d'espérer un heureux succès des Conférences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestés Britanique & Très Chretienne pour le retablissement de la Paix Générale, & qu'Elles ont jugé nécessaire de prevenir tous les événemens de guerre capables de troubler l'état ou la Negotiation se trouve présentement, leurs dites Majestés attentives au bonheur de la Chretienté sont convenuës d'une suspension d'Armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent : Et quoyque jusqu'à present sa Majesté Britannique n'ait pû persuader ses Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher sa Majesté T. C. de marquer par des preuves effectives le desir, qu'Elle a de retablir au plutôt une parfaite amitié & une sincere correspondance entre la Reine de la Grande Bretagne & Elle, les Royaumes, Etats & Sujets de leurs Majestés, la dite Majesté Tres Chretienne après avoir

con-

confié aux Troupes Angloises la garde des Ville, Citadelle, & Forts de Dunkerque pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande Bretagne promet aussi de sa part.

## I.

Qu'il y aura une suspension générale de toutes entreprises & faits d'armes, & generalement de tous actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de leurs Majestés Britannique & Très Chretienne pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt deuxiême du present mois d'Aout jusqu'au vingt deuxiême du mois de Decembre prochain.

## I I.

La même suspension sera établie entre les Garnisons & gens de Guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs Places dans tous les lieux, ou leurs armes agissent ou peuvent agir tant par Terre que par Mer, ou autres eaux, en sorte que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension on y contrevint de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs places, soit par attaque, surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit

droit du monde que ce fût ; qu'on fît des Prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprévu, de la nature de ceux qu'on ne peut prévenir, contraires à la présente Cessation d'armes, cette contravention se réparera de part & d'autre de bonne foi sans delay ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les Prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

**I I. I.**

Pour prevenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, marchandises ou autres effets, qui seroient pris par mer pendant le tems de la suspension, on est convenu reciproquement, que les dits vaisseaux, marchandises & effets qui seroient pris dans la Manche, & dans les Mers du nord après l'espace de douze jours, à compter depuis la signature de la susdite suspension seront de part & d'autres restitués reciproquement.

Que le terme sera de six semaines pour les Prises faites depuis la Manche, les Mers Britanniques, & les Mers du nord jusqu'au Cap. S. Vincent.

Et

Et pareillement de six semaines de pais & au de la de ce Cap jusqu'à là ligne, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée.

Enfin de six mois au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde sans aucune exception, ni autre distinction plus particulière de tems & de lieu.

I V.

Comme la même suspension sera observée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Espagne, sa Majesté Britannique promet, qu'aucun de ses Navires de guerre ou Marchands, Barques ou autres Bâtimens appartenans à sa M. B. ou à ses sujets ne seront désormais employés à transporter ou convoier en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la Guerre se fait presentement, des Troupes, armes, habits, ni en général aucunes munitions de guerre & de bouche.

V.

Toutefois il sera libre à sa Majesté Britannique de faire transporter des Troupes, des munitions de guerre & de bouche, & autres provisions, dans les Places de Gibraltar & de Port Mahon actuellement occupées par ses armes, dont la possession doit luy demeurer par le Traité  
té



té de Paix qui interviendra; Comme aussi de retirer d'Espagne les Troupes Angloises, & généralement tous les effets, qui luy appartiennent dans ce Royaume, soit pour les faire passer dans l'Isle de Minorque, soit pour les conduire dans la Grande Bretagne, sans que les dits transports soient censés contraires à la suspension.

V I.

La Reine de la Grande Bretagne pourra pareillement, sans y contrevenir, prêter ses Vaisseaux pour transporter en Portugal les Troupes de cette Nation, qui sont actuellement en Catalogne & pour transporter en Italie les Troupes Alemandes, qui sont aussi dans la même Province.

V I I.

Immédiatement après que le present Traité de suspension aura été déclaré en Espagne, le Roy se fait fort que le blocus de Gibraltar sera levé, & que la Garnison Angloise aussi-bien que les Marchands, qui se trouveront dans cette Place pourront en toute liberté vivre, traiter & negotier avec les Espagnols.

V I I I.

Les Ratifications du present Traité seront échangées de part & d'autre dans le  
terme

terme de quinze jours, ou plûstôt, si faire se peut.

En foi de quoi & en vertu des ordres & pouvoirs que Nous soufignés avons reçu de la Reine de la Grande Bretagne, & de S. M. T. Chrétienne, Nos Maistresse & Maitre, avons signés les presentes, & y avons fait apposer les sçeaux de nos armies. Fait à Paris le Dix-neuvième Aout Mil sept cent douze.

(L.S.) BOLINBROKE.

(L.S.) COLBERT DE TORCY.

**N**os viso & perpenso præfato Tractatu eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentem eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes, Verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in eo continentur, præstituras ac inviolate observaturas, neque ei directè vel indirectè ullo modo contraveniuras. In quorum fidem majusque robur Præsentem manu nostra Regia signatas Magno Nostro Magnæ Britannia sigillo communiri fecimus. Dabatur in Arce Nostra Vindeſora Die decimo Octavo Mensis sextilis Anni

Do

touchant la Paix d'Utrecht. 23

Domini Millesimo Septingentesimo Duodecimo, Regnique Nostri Undecimo.

## ANNA REGINA.

*Explication du 3. Article de la suspension d'Armes.*

Comme il est porté par l'Article 3. du Traité de suspension d'armes, que les Vaisseaux Marchands ou autres effets, qui seroient pris de part & d'autre par Mer au dela de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde &c. suivant la dernière clause du dit Article après l'expiration de six mois, seront reciproquement restitués ; pour prevenir toute équivoque & tout embarras, qui pourroient naître, & toutes les difficultés, qu'on pourroit former sur le fondement que la suspension n'étant que de quatre mois, les prises qui seront faites dans les dits endroits au bout de six mois seront bonnes, il a été convenu, si malheureusement, ce qu'à Dieu ne plaise, la Guerre recommencoit encore entre LL. MM. Britanique & Très Chrétienne, que la même suspension de quatre mois sera observée.

servée au delà de la Ligne, & dans les autres endroits marqués en général par la dernière clause de l'Article 3. en sorte que la dite suspension commencera dans ces mêmes endroits le vingt-deuxième Février 1713. pour être observée jusqu'au vingt deuxième Juin de la même Année 1713. quoiqu'il arrive en Europe : Et les Ratifications de ce présent Article seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plutôt s'il est possible. Fait à Fontainebleau le vingt-quatrième Aout Mil sept cent douze.

(L. S.) BOLINGBROKE

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

## DISCOURS

*De son Excellence le Comte de Straffort  
aux Deputés de Leurs Hautes Puissances,  
Novemb. 1712.*

MESSEIERS,

**J**e n'ai jamais été plus aise, de l'honneur de vous rencontrer que je le suis à cette heure, car comme il n'y a rien que Je souhaite plus que de voir revivre l'ancienne amitié & bonne correspondan-

ce

Instructions, dont je suis chargé de la part de Sa Majesté, doivent nous procurer une bonne Paix pour l'Europe, une securité solide, & un aggrandissement à cette Republique, ils établiront en même tems une amitié & bonne correspondance, ferme & durable, entre Sa Majesté, ses successeurs & cet Etat.

Je ne sçaurois m'empêcher de dire, que je souhaiterois que l'amour de la Guerre, & des interêts particuliers de quelques personnes n'eut jamais causé à cette amitié des atteintes, qui ont pensé être fatales à cette Republique, & qui peuvent encore l'être, encas qu'on n'accepte pas les dernieres offres de la Reine pour rétablir l'entiere union avec cette Republique, de sorte qu'en reflechissant sur le passé, on pût prevenir ces malheurs pour l'avenir: Car si le refus d'entrer dans la Cessation d'armes proposée par Sa Majesté a pensé tourner à la ruine de cet Etat, & lui a déjà tant coûté, qu'est ce qu'on ne doit pas craindre si on refuse, à present de prendre la resolution de signer la Paix avec Elle?

Sa Majesté m'a ordonné de vous dire en réponse à l'ouverture dernièrement faite par leurs Hautes Puissances, pour en-

trer dans les mesures de la Paix , que la dite ouverture contient un point contraire aux engagements dans lesquels Sa Majesté étoit entrée auparavant, comme vous en avez déjà été informez, à sçavoir la cession de la Sicile au Duc de Savoye; & qu'il y en a d'autres, qui à present rencontreront des obstacles insurmontables, quoi qu'ils auroient pu être obtenus si on ne se fût pas si fortement opposé aux mesures de sa Majesté, & qu'on ne l'eut pas forcée à faire la Cessation d'armes separément.

Il n'y a personne qui ne soit convaincu que l'irresolution de cet Etat a été suivie de très funestes conséquences: Ainsi Sa Majesté souhaite qu'à la fin, cette Republique se fixe à des propositions raisonnables en elles mêmes, & d'une nature à pouvoir être obtenues de la France dans les facheuses conjonctures presentes.

Voila la réponse que Sa Majesté a trouvé à propos de faire à l'ouverture de L. H. P. Elle m'a aussi permis de déclarer, que je sçai de science certaine qu'elle est resoluë d'insister & même d'obtenir de la France la cession de Tournay, pour fortifier la Barriere de leurs Hautes Puissances, par une place d'une telle importan-

ce : mais comme je connois que c'est la ferme intention à present , je sçai aussi que sa conduite dépendra entierement de la vôtre, & qu'en cas qu'Elle fasse un pas si considerable en vôtre faveur , Elle s'attend que de vôtre côté vous concurrez immédiatement avec Elle , à la conclusion de la Paix , sans chercher de nouvelles objections , & sans faire d'autres demandes : & dès que l'Etat voudra se déclarer authentiquement, en sorte que Sa Majesté y puisse faire fonds, Elle déclarera en plein Congrès, que l'article de la cession de Tournay sera une condition de la Paix, *sine qua non*.

Je dois vous informer en même tems Messieurs, que le Roy très Chrétien fait de très pressantes instances pour son Allié l'Electeur de Baviere, & que le moins que ce Prince pretend demander pour lui, est qu'il demeure dans la possession de Luxembourg, de Namur & de Charleroi, sujettes pourtant aux termes de la Barriere de cette Republique, jusqu'à ce que ledit Electeur soit rétabli dans son Electorat de Baviere, exclusivement du haut Palatinat, & mis dans le rang & la dignité de neuviémé Electeur. Outre cela le Roy T. C.

proposera que le Royaume de Sardaigne soit donné audit Electeur, afin que par là, le titre de Roy puisse effacer & couvrir la honte & la mortification qu'il auroit d'être dégradé comme Electeur. La Reine croit que ce sont là des points qu'on peut bien accorder, & ainsi la possession de Tournay pourra être assurée à cette Republique; une Paix conclue, & rendue sûre & durable.

Je dois encore représenter, au nom de Sa Majesté, combien Elle souhaite, non seulement de rétablir, mais aussi d'entretenir une parfaite union entre vous & Elle: & pour cette fin Sa Majesté espere & croit fermement que vous serez du même sentiment, qu'il est indispensablement nécessaire de lever, sans plus perdre de tems, tout ce qui peut paroître avoir été obtenu par vous, ou immédiatement prejudiciable, ou pour l'avenir dangereux aux intérêts de ces Royaumes.

J'ai aussi ordre d'informer L. H. P. à cette occasion que j'ai apporté avec moi un projet d'un nouveau Traité de Succession & de Barriere, & que je dois insister sur ce qu'on signe le dit Traité avant la conclusion de la Paix.

Je



Je dois après cela démontrer aux Ministres de L. H. P. par l'examen des articles particuliers du projet susdit, qu'on a laissé plusieurs choses, même dans le plan, (tel est le desir de Sa Majesté pour vous plaire, & vivre avec cet Etat dans la plus étroite union) qu'on regarde en Angleterre, comme desavantageuses aux sujets de Sa Majesté, & qui certainement ne sont soutenables ni par la lettre ni par l'intention de la Grande Alliance, ni conformes à aucun principe sur lequel la presente Confederation a été formée, & la Guerre d'aujourd'hui commencée : J'ai encore à représenter que les alterations, additions & omission qui sont faites, ne sont que telles, qu'elles sont nécessaires pour rectifier les méprises, & expliquer les choses douteuses dans le Traité precedent; pour ajuster de certaines conditions referées par le Traité à une convention consecutive, laquelle convention n'a jamais été faite.

Et enfin, pour remedier aux empêchements, qui ont déjà actuellement été portez au commerce Britannique; & à des maux plus grands, qu'on n'a que trop juste raison d'apprehender; outre que la

Garantie mutuelle de la Succession & de la Barrière étant ainsi expliquée & améliorée, ne sera pas uniquement une sûreté additionnelle pour les deux Nations, étant exécutée cordialement, si dans quelque tems que ce fût ci après le cas arrivoit ; mais doit pareillement les unir plus étroitement que jamais en amitié & affection, pendant que d'une autre part, vous ne pouvez au mieux vous attendre qu'à une lente exécution d'un Traité, que le sentiment même de la Nation a déclaré deshonorables & desavantageux : Aussi d'insister à le tenir sous des obligations de cette nature, ne pourroit avoir d'autre effet, que de nourrir peut être des jalousies, & mesintelligences, qui un jour ou autre pourroient aboutir à une rupture ouverte.

Les conditions du nouveau Projet ci dessus mentionné contiennent entre autres, dans le 4. art. dud. Traité de Barrière, que Sa Majesté consent que les Etats Généraux puissent mettre & garder, changer, augmenter & diminuer les Garnisons, comme ils le trouveront à propos, dans les Places qui suivent, sçavoir à Furnes, le fort de Knocke, Ipres, Meurs, la ville & Citadelle de Tournay, Mons, Charleroy,

leroy, la ville & Citadelle de Namur, le Chateau de Gand les forts appellés, la Perle, Philippe & Damme, le fort de St. Dona étant incorporé dans les fortifications de l'Ecluse; la propriété desdites Places sera cedée aux Etats Généraux, & le Fort de Rodenhouse, du côté de Grand, sera rasé &c.

Et dans le 9. Art. il est stipulé que tous les revenus des Places cedées par la France, qui n'ont pas été à l'Espagne dans le tems de la mort de Charles II. appartiendront aux Etats Généraux pour le maintien de leur Barriere, excepté autant qu'il en sera necessaire pour le Gouvernement civil desdites Villes, Places & Châtellemies; aussi bien qu'un million de florinus de plus, hors des revenus les plus liquides du reste des Pais-Bas.

A l'égard de Bonn, Huy, & Liege, cela doit être établi avec les Ministres de l'Empereur; mais le sentiment de la Reine est, que la premiere doit avoir une garnison Imperiale, & les deux autres des Etats Généraux.

Enfin, Messieurs, comme nonobstant toutes les provocations & tous les delays de vôtre part, la Reine a tenu la Negotiation ou-

verte jusqu'à présent : Elle croit à cette heure l'avoir retardée assez long tems, peut être trop long tems en bonne politique : Ainsi les offres que Sa Majesté vous fait, par moy son Ambassadeur & Plenipotentiaire, sont son *ultimatum*; & c'est ici la dernière fois, qu'Elle s'adressera à vous, en cas que vous formiez des delays & ne répondiez pas à ces bonnes intentions pour vôtre intérêt.

La Reine m'ordonne cependant, de vous dire, pour marquer son entière confiance en vous; qu'Elle s'est cruë obligée, non seulement en bonne politique, mais en considération des grands services, que le Duc de Savoye a rendus à la Cause commune, & les hazards qu'il a courus en y adhérent, d'avoir soin non seulement de sa sûreté, mais aussi de son aggrandissement, en lui faisant avoir la Sicile & les Terres en deça des Alpes, pour assurer Exilles & Fenestrelles, & pour couvrir le Piémont.

Sa succession est reconnüe, après celle du Roy Philippe, par la renonciation; ainsi la Reine souhaite & demande la concurrence de cette République à tout ce qui est promis à son Altesse Royale, & en même

même tems Elle fouhaite que la Republique veuille se joindre à Elle pour obliger l'Empereur à accepter une neutralité pour l'Italie, en retirant ses troupes de la Catalogne; & même Sa Majesté, est résolue d'en faire une condition du transport, qu'Elle doit faire desdites Troupes; sans quoi l'Empereur inquieteroit toute l'Italie, & particulièrement le Duc de Savoye, à l'égard de son Traité de 1703. un Ministre de l'Empereur ayant déjà menacé un de ceux de S. A. R. de celà, ce qui engageroit assurément de nouveau Sa Majesté & cet Etat en de nouveau troubles, & causeroit une Guerre en Italie.

Surquoi je croi à propos de vous lire la réponse au dernier Memoire donné par le Ministre de l'Empereur en Angleterre, par laquelle vous verrés les sentimens de la Reine là dessus.

Sa Majesté ayant d'ailleurs appris les désordres arrivez aux Pais-Bas, pour y apporter du remede à envoyé Milord Orrery, qui doit tout concerter avec cet Etat, & agir en tout pour son interêt; & même en reprenant la jointe Administration avec les Deputés de L. H. P. la gardera, jusqu'à ce que l'Empereur aura ac-

cepté lesdits Pais-Bas, aux conditions auxquelles, la Reine & cet Etat tomberont d'accord de les lui donner. Mais je dois aussi vous avertir que le dit Mylord d'Orery, a ordre de n'agir qu'à mesure, que nous trouverons, qu'on est d'intention ici de se joindre à la Reine. Il ne sera pas aussi mal à propos avant de finir, que je repette en bref l'essentiel de mon discours, qui consiste à vous demander une prompte resolution, si cette Republique veut, ou non, signer la Paix immédiatement avec la Reine, sans aucun delai, parce que sans cela la Reine seroit obligée de signer la sienne sans Elle, si l'on tardoit plus de deux ou trois semaines tout au plus: Et qu'au cas que la Reine soit assurée qu'on ne tardera pas à faire la Paix, Elle promettra de procurer Tournay pour cet Etat, ce qu'assurement on ne pourroit plus attendre de la France, ni même bien d'autres Places, au cas que la Reine fit une Paix séparée: que le Plan pour la Paix sera à peu près celui de la Harangue de Sa Majesté, ajoutant que la Reine a cru nécessaire pour la plus grande sureté de la Barriere, que les Etats Généraux mettent une garnison

son dans Mons, comme dans les autres villes, ou Places de leur Barriere : Sa Majesté a aussi tâché de porter la France à leur céder Condé, mais tous ses efforts ont été inutiles. A l'égard de l'Empire & de l'Empereur, on suivra le plan proposé dans la Harangue de Sa Majesté ; à l'exception de la Sardagne, qui sera donnée à l'Electeur de Baviere. Le Duc de Savoye aura de plus le Royaume de Sicile : Sa Majesté demande aussi la concurrence de cet Etat pour tout ce qui est accordé au Duc de Savoye, aussi bien qu'à l'Electeur de Baviere ; de même que pour obliger l'Empereur à consentir à la neutralité de l'Italie, en retirant ses troupes de la Catalogne. Elle demande en outre que les Plenipotentiaires de cet Etat, soient munis de Pleinpouvoirs pour conclure immédiatement le nouveau Traité de Barriere ; & sur tout, Elle demande une prompte & positive resolution & réponse de leurs Hautes Puissances, pour terminer cette grande Negociation, & pour établir une bonne & solide Paix, & renouër une amitié & une union éternelle entre ses Royaumes & cette Republique.

## DÉCLARATION

*Des Ministres de S. M. B. à la signature  
du Traité de Barriere.*

D'autant, que Messieurs les Ministres Plenipotentiaires de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, ont insisté à la conclusion du Traité de succession & de Barriere, qui vient d'être signé aujourd'hui entre Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats, que les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté vou-lüssent s'expliquer, en quel sens ils entendent la clause de l'Art. 13. qui parle des privileges, exemptions, libertés & facilités dans le Commerce, dont les sujets de Sa Majesté ont autrefois jouï, ou du jouïr dans les Pais-Bas, comme aussi dans les Places, qui feront la Barriere de L. H. P.

C'est pourquoi les soussignés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté ont déclaré, & déclarent par ces presentes, que la susdite clause ne s'entend que des privileges, exemptions, libertés & facilités.



*touchant la Paix d'Utrecht.* 37  
cilités dans le Commerce, dont les sujets  
de S. M. de la G. Bretagne y ont jouï,  
où dû jouïr pendant le Regne du feu Roi  
Charles second d'Espagne.

*Fait à Utrecht ce  $\frac{30}{19}$  de Janvier 17 $\frac{13}{12}$*

Signé

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

## REMONTRANCE

*Des Ministres des Alliés Protestans au  
Roy de Pologne, dans le mois de De-  
cembre. 1712.*

Les Ministres Plenipotentiaires des Roys  
& autres Puissances Protestantes, qui  
conformément à leurs ordres, ont l'hon-  
neur de faire cette representation, ont tou-  
te raison d'esperer, que les instances réi-  
terées de leurs Souverains auront disposé  
Sa Majesté le Roy de Pologne à leur ac-  
corder ce qu'une necessité pressante les a  
obligé de lui demander touchant son Al-  
tesse le Prince Electoral son fils, afin  
qu'il jouïsse d'une liberté entiere d'exer-  
cer la Religion Protestante, dans la quel-

le Sa Majesté a permis, qu'il ait été élevé, & dont il a déjà fait Profession publique & solemnelle.

Neanmoins lesdits Ministres se trouvant chargés des ordres exprés de leurs Souverains, sur le même sujet, n'ont pû manquer de concerter cette représentation pour être offerte avec tout respect à sa dite Majesté, dans l'attente, qu'en la considerant comme le desir unanime des dites Puissances Protestantes, dont les uns sont ses proches parens, & tous ensemble ses veritables amis, qui s'interessent sincerement à la gloire de son Auguste maison, & au bonheur de la Saxe, sa Majesté y donnera toute son attention, & sera convaincuë que c'est par le motif d'un égard très affectionné pour Elle, & pour ses interets, qu'Elle est priée de ne vouloir point balancer dans cette affaire, où il ne s'agit pas de moins, que des veritables interêts de sa maison, de la prosperité de ses Pais hereditaires, de la bonne harmonie dans l'Empire, comme aussi du repos de la conscience, tant de sa Majesté, que du Prince Electoral son fils, pour ne pas alleguer le droit de Dieu, à qui seul appartient de dominer sur les consciences.

Aussi

Aussi est-on persuadé que sa Majesté n'y voudra pas donner atteinte, moins encore forcer le Prince Electoral son fils unique, lequel Elle sçait avoir tant d'attachement à la Religion Protestante, dans laquelle il croit pouvoir faire son salut, pour lui faire abandonner cette Religion, & embrasser une autre contre les lumières de sa conscience.

On ne croira jamais qu'un Prince aussi éclairé, un Pere aussi affectionné, qu'est Sa Majesté voudroit user d'une telle contrainte envers le Prince son fils, qui lui est si cher tant par les liens de la nature, que par ses merites personnels, & par les grandes esperances, qu'il donne de soutenir un jour avec éclat la dignité, à laquelle sa naissance l'appelle, la gloire de son Auguste Maison & les interêts de la Religion Protestante en Allemagne, dont la protection a comblé d'honneur, d'autorité & d'autres benedictions divines les grands Princes, que les deux derniers siècles ont vû gouverner la Saxe, & leur a acquis l'amitié, la confiance & même les cœurs de ceux qui en font profession.

Il est plutôt juste de croire, que Sa Majesté pour sa propre gloire, & pour celle  
de

de sa Posterité voudra toujours conserver à sa maison des avantages si grands & glorieux.

C'est par ces raisons, qu'on se persuade, que ce doit être absolument contre l'intention de Sa Majesté, que le Prince Electoral se trouve aujourd'hui exposé aux dangers, qui font tant de peine, & donnent de si justes alarmes auxdites Puissances Protestantes; qu'on lui ôte tous ses domestiques Protestans, tous ses livres, & tout l'exercice de la Religion, & qu'on n'épargne rien pour ébranler sa confiance.

Il est impossible, que les Puissances Protestantes ne soient tout à fait persuadées, que Sa Majesté sera indignée contre ceux, qui abusent tellement du pouvoir, qu'Elle leur a confié, qu'ils ne se soucient pas même de sacrifier à leurs vûes, & à leurs propres intérêts l'honneur de sa Majesté & la conscience du Prince, & de hazarder, autant qu'est en eux, les prerogatives de sa Maison, le bonheur de la Saxe & le repos de l'Empire.

Il est aussi impossible que lesdites Puissances Protestantes, n'en ayent une affliction très sensible, & il seroit même difficile

ficile qu'Elles ne regardâssent toutes ces manieres d'agir à l'égard du Prince Electoral, en cas qu'elles continuent, ce que ces Puissances ne peuvent pas croire, comme un procedé pour faire refroidir l'amitié, qui subsiste si heureusement entre Sa Majesté & lesdites Puissances Protestantes; amitié si necessaire & de tant d'utilité, qu'Elles ne souhaitent rien plus ardemment, que sa continuation, afin d'en pouvoir faire ressentir à sa Majesté, en toutes occasions, les effets réels; & d'en pouvoir aussi jouir de sa part.

Et quoique lesdites Puissances Protestantes esperent, que la constance du Prince, qui par la grace de Dieu l'a jusques à present garanti de tout, suffira encore pour l'en faire triompher; neanmoins les susdites Puissances croiroient manquer à leur devoir & à leur amitié envers sa Majesté, si elles ne continuoient à employer tout le credit, qu'Elles esperent d'avoir auprès d'Elle en faveur du Prince, qui jusques icy a temoigné tant de constance, mais dont l'âge pourroit neanmoins faire craindre, qu'il ne succombât à la fin aux efforts de ceux qui l'obsèdent.

C'est

C'est pourquoy, les susdits Ministres Plenipotentiaires ne sçauroient s'acquitter des ordres de leurs Souverains, à moins qu'ils ne prennent la liberté de s'adresser à Sa Majesté, & de la prier avec respect de vouloir accorder aux pressantes instances de leurs Souverains, que le Prince Electoral puisse revenir d'Italie sans aucun delai; qu'on lui rende ses domestiques Protestans, & qu'on lui laisse l'exercice libre de sa Religion, en quoi faisant sa Majesté donnera à leurs Souverains un temoignage réel de son amitié, & une marque de sa consideration pour eux, qui les engagera aussi à y repondre toujours avec toute affection pour Elle, & toute attention à ses interets.

## ARTICULUS

*Separatus Tractatui de Successione & Barriere appositus.*

*Quandoquidem Domini Ordines Generales Uniti Belgii proposuerunt, quod ditio-  
num suarum limites in Flandria tam  
arcte & tam incongruè constituti sunt, ut  
nonnullis in locis Territorium alterius Flan-  
dria-*

dria ad ipsa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit quod sub initium belli praesentis evenit, quum Fortalitii constructio sub ipsis munimentis loci vulgo. Sas de Gend appellati tentata fuit, eò nempe praetextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejusmodi aliaque incommoda evitanda necessarium sit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Diionum suarum satis intuto sint, Regia sua Majestas Magnae Britanniae ista rationum momento probant, per hunc Articulum separatim qui ejusdem, ac Tractatus hodie conclusus, vigoris erit, promittit spondetque, se se in Pactis, Caesaream suam Majestatem inter, & Dominos Ordines Generales ineundis, operam & officia collaturam esse, quo per Caesaream suam Majestatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quae praedictis aliisque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliusque constituendis omnino sufficiat.

In quorum finem supra memorati Plenipotentarii commutatis hinc inde Plenipotentia-

rum

*Actes & Mémoires*  
*rum suarum Tabulis, hunc Articulum ma-*  
*nu quisque sua signarunt & Sigillis suis con-*  
*firmarunt. Ultrajecti die* <sup>*decimo nono*</sup> <sup>*trigesimo.*</sup> *mensis*  
*Januarii anni à Christo Nati 171*<sup>2</sup>/<sub>3</sub>

Signatum.

|                              |                               |
|------------------------------|-------------------------------|
| (L. S.) <i>Joh. Bristol.</i> | (L. S.) <i>J. v. Rand-</i>    |
|                              | <i>wyk.</i>                   |
| C. P. S.                     |                               |
| (L. S.) <i>Sirafford.</i>    | (L. S.) <i>W. Buys.</i>       |
|                              | (L. S.) <i>B. vander Duf-</i> |
|                              | <i>sen.</i>                   |
|                              | (L. S.) <i>J. A. van</i>      |
|                              | <i>Rheede.</i>                |
|                              | (L. S.) <i>Vryheer van</i>    |
|                              | <i>Renswoude.</i>             |
|                              | (L. S.) <i>Sicco van Gof-</i> |
|                              | <i>linga.</i>                 |
|                              | (L. S.) <i>Graaf van</i>      |
|                              | <i>Kniphuysen.</i>            |

## H A R A N G U E

*Des Ministres de la G. B. aux Ministres*  
*des Alliés le 13. Mars 1713. à la*  
*Maison de Ville.*

MESSIEURS

**I**l y a maintenant environ 14. mois que  
 cette Negociation a été commencée.  
 Nous



Nous sentons tous aujourd'hui combien il a été nuisible aux interets des hauts Alliés, quelle ait été conduite avec une lenteur nullement nécessaire, & à laquelle S. M. la Reine de la Grande Bretagne n'ayant pû remedier, a mieux aimé arrêter la conclusion de ses propres affaires, que de laisser celles de ses Alliés dans le danger & l'incertitude où elles alloient tomber. Après une si longue attente S. M. a lieu de croire, qu'un chacun des hauts Alliés aura tellement préparé les ingrediens de ses Traités qu'on pourroit apresenter en venir à la conclusion generale.

A cette fin S. M. nous a commandé de déclarer à Messieurs les Ministres Plenipotentiaires des hauts Alliés, que S. M. trouve nécessaire de conclurre son Traité sans delai.

Elle croit aussi, vû la saison de l'année & la situation des affaires, qu'il convient aux Alliés de faire leur Paix à même tems; à quoi Elle nous a commandé de vous convier Messieurs, & de déclarer qu'en cas que les uns ou les autres ne fussent pas sitôt prêt, ils auront un terme convenable pour le faire.

# DECLARATION

*Des Plenipotentiaires de France touchant  
le langage.*

**N**ous soussignés Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. déclarons à la requisition des Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la conclusion de la Paix, que s'il se trouve que l'un des Instrumens des Traités faits & signés à Breda, & du depuis entre la France & la Grande Bretagne ne soit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la ratification de la convention faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

*Signé Huxelles, Mesnager.*

# DECLARATION

*Des Ministres de France touchant la Personne nommée au 4. Article du Traité de Paix.*

**A**ux Instances des Ambassadeurs Extraordinaires de S. M. la Reine de la Grande

*touchant la Paix d'Utrecht.* 47

Grande Bretagne, les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté T. C. déclarent, que la personne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être signé aujourd'hui, pour devoir sortir de France, en est actuellement déjà sortie. Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

*Signé Huxelles, Mesnager.*

## DECLARATIO

Legatorum Magnæ Britanniae super  
mandatis suis. 5

**O**bservantibus S. Regiæ Majestatis Christianissima Dominis Legatis Extraordinaires in nonnullis clausulis imperfectas esse Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiæ Majestatis Magna Britannia Dominos Legatos Extraordinaires hodie exhibitas, per presentes promittunt dicti S. Regiæ Magna Britanniae Legati alias, in quibus defectus indiguitati corrigantur, conficiendas, & una cum Ratificationibus Fæderum hodie initorum extradendas esse. Trajecti ad Rhenum die  
31. Martii  
11. Aprilis Anni 1713.

Sig. Joh. Bristol. C. P. S. Strafford.

C E R.

## C E R T I F I C A T

*De l'échange des Ratifications des Trai-  
tés entre la G. B. & la France.*

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu, le  
 31. Mars  
 11. d'Avril, ont été ratifiés solennellement par Sa Majesté Britannique & S. M. tres C. & que les Actes des Ratifications ont été échangés ce jourd'hui à Utrecht le  
 28. Avril  
 9. May 1713.

(L. S.) *Joh. Bristol.* (L. S.) *Huxelles.*

C. P. S.

(L. S.) *Strafford.* (L. S.) *Mefnager.*

## I N C L U S I O

Regis Borussix in Tractatu Pacis inter  
Reginam Britannix & Regem Gallix.

ANNA REGINA.

**A**нна Dei Gratia Magna Britannia Fran-  
cia & Hibernia Regina, Fidei Defen-  
sor

for &c. Omnibus & singulis, ad quos presentes literæ pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & amicitia Trajecti ad Rhenum die <sup>trigesimo primo</sup><sub>undecimo</sub> mensis <sup>Martii</sup><sub>Aprilis</sub> proximè præterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Christianissimum, per legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiaros conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratificationum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quò testatam faceremus amicitiam singularem, quâ prosequimur Serenissimum & Potentissimum Principem Fredericum Gulielmum Borussia Regem, cum unà cum Regno ipsius Borussia cæterisque Provinciis ac Terris, specialim verò, Principatu novi Castri & Valengia ad dictam Majestatem suam pertinentibus nominavimus, ac per presentes nominamus, & vi Articuli supra memorati dictum Regem, unà cum Regno Borussia, cæterisque Ditionibus superius expressis, sub præfato Pacis & Amicitia Tractatu omni meliori modo & forma com-  
C prehen-

50      *Actes & Memoires*  
prehendimus, & pro revera comprehensis habemus, ita, ut beneficio prorsus eodem, plenaeque securitate, & omnibus Pacis commodis utantur, fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent.

*In quorum omnium Testimonium & Fidem praesentes manu nostra Regia signatas, communi nostro sigillo muniri jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, Vigesimo Die Mensis Julii, Anno Domini Millesimo Septingentesimo Decimo tertio, Regni-que nostri Duodecimo.*

(L.S.)      Ad mandatum Serenissimae  
Dominæ Reginae.

BOLINGBROKE.

## I N C L U S I O N

Rerum publicarum Helvetiæ Evangelicarum.

ANNA REGINA.

**A**nna Dei Gratia Magnæ Britanniaë Francia & Hibernia Regina Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos praesentes literæ pervenerint, salutem.

*Quandoquidem Articulo Vigesimo Octavo*  
Tra

touchant la Paix d'Utrecht. 53

*Tractatus Pacis & Amicitia Trajecti ad Rhe-*  
*num die* <sup>trigesimo primo</sup> *Mensis* <sup>Martii</sup> *proximè*  
<sup>undecimo</sup> <sup>Aprilis</sup>  
*præterlapi inter nos, & Serenissimum ac*  
*Potentissimum Principem Ludovicum XIV.*  
*Regem Christianissimum per Legatos utrinque*  
*Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi,*  
*cantum conventumque sit, ut sub Tractatu præ-*  
*dicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabi-*  
*tionum permutationem, vel intra sex menses*  
*postea ab una alteraque Parte ex communi*  
*consensu nominati fuerint. Nos igitur ut studii*  
*nostri favorisque eximii monumentum habere*  
*possint, Respublicas sive Cantones Helvetiae*  
*Evangelicos, nempe Tiguri, Berna, Gla-*  
*rona, Basilea, Schaffhusii & Abbatiscella,*  
*una cum omnibus & singulis, quos inter sese*  
*respectivè habent Fæderatis, Republica sci-*  
*licet & Civitate Genevensi, cum suis De-*  
*pendentiis, Principatu novi Castri & Va-*  
*lengia, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii*  
*& Bienna, atque Ligis Rhaticis, sive Gri-*  
*sonibus sociatis, cum suis Dependentiis no-*  
*minavimus sicut per presentes nominamus.*  
*Et vi Articuli supramemorati dictas Res-*  
*publicas, Cantones, Civitates, Prin-*  
*cipatum, Ligasque unà cum Confæderatis*  
*& Dependentiis respectivè suis, sub præ-*  

C 2fato

fato Pacis & amicitia Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro reverà comprehensis habemus, ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis Commodis utantur fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent. In quorum omnium Testimonium & Fidem presentes manu nostra Regia signatas communi nostro sigillo muniri jussimus.

Dabantur in Palatio nostro apud Kensington Vigesimo die Mensis Julii Anno Domini Millesimo Septingentesimo Decimo tertio, Regique nostri Duodecimo.

(L. S.)

Ad mandatum Serenissimæ  
Dominæ Reginae.

BOLINGBROKE.

## DECLARATIO

Spectans Titulos Regis Hispaniæ in  
Ratihabitione Tractatus Pacis.

**Q**uoniam S. Regia Majestatis Magnæ Britannia Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius in ratihabitionum Tabulis Tractatum Pacis & Commerciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito conclusorum,



touchant la Paix d'Utrecht. 53

rum, ex Parte Regis Catholici hodie exhibitis reperierit, Titulos inferi nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regia Majestatis Catholica Domini Legati, Dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentarii ad tollendam dubii omnis ansam, qua inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui Clementissimi declarant, eam Regia sua Majestatis Catholica mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri Cuipiam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem presentes manibus suis subscriptas dicti Domini Legati S. Regia Majestatis Catholica Sigillis quoque suis communi fecerunt. Haga Comitum die <sup>duodecimo</sup> <sub>vigesimo tertio</sub> Mensis Februarii, Anno Domini millesimo Septingentesimo. <sup>decimo tertio</sup> <sub>decimo quarto.</sub>

(L.S.) El Duque de Ossuna.

(L.S.) El Marque de Monteleon.

## DECLARATIO

Spectans Sermonem in conficiendo  
Tractatu adhibitum.

**N**os infra scripti, Legati Extraordinarii  
& Plenipotentarii S. sue Majestatis  
Catholica per Præsentes declaramus, quod  
licet in Ratihabitionis Tabulis, Tractatus  
Commerciorum inter dictam suam Majeſta-  
tem, & Reginam Magna Britannia, Ul-  
trajeſti nono die Mensis Decembris Anno  
1713. initi, a nobis hodie exhibitis, Arti-  
culi tres, qui loco tertii, quinti, & octavi  
substituti, & inserti sunt, ut & Plenipo-  
tentiæ Tabula, quibus hac in parte mu-  
niti sumus, lingua hispanica concepta sint,  
hoc tamen nunquam in exemplum ducendum,  
nec ullo unquam tempore impedimento fore,  
quo minus Tractatus Pacis & Comercio-  
rum, inter Hispania & Magna Britannia  
Coronas antiquo more lingua latina in poste-  
tum conficiantur.

In quorum fidem præsentes manibus no-  
stris subscriptas sigillis quoque nostris muni-  
ri fecimus; Haga Comitum die <sup>viceſimo tertio</sup>  
<sup>duodecimo</sup>  
Mensis

*touchant la Paix d'Utrecht.* 55  
*Mensis Februarii Anno Domini millesimo*  
*septingentesimo decimo* <sup>*tertio*</sup> <sub>*quarto*</sub>

(L. S.) El Duque de Ossune.

(L. S.) El Marque de Monteleon.

## DECLARATIO

Spectans tempus commutandæ vicissim  
Ratihabitionis Tractatus Pacis.

**Q**uandoquidem intra tempus *Articulo Vi-*  
*gesimo Sexto Tractatus Pacis inter Re-*  
*gias suas Magnæ Britannie & Hispa-*  
*niarum Majestates nuper in ita designatum,*  
*ejusdem Pacis, ut & Articulorum separa-*  
*torum ab ea pendentium Ratihabitiones va-*  
*rias & graves ob causas commutari nequive-*  
*rint, & quoniam pariter tempus Articulo*  
*decimo septimo Tractatus Commenciorum in-*  
*ter dictas Regias suas Majestates nuperrimè*  
*conclusi, Ratihabitionum Tabulis ejusdem*  
*Tractatus ut & Articuli separati ei annexi*  
*commutandis designatum jam per aliquot dies*  
*præterlapsum sit, Regia sue Majestates ca-*  
*vere volentes, ne quid exinde detrimenti ca-*  
*piant antedicti Tractatus, per infra scriptos*  
*Legatos suos Extraordinarios & Plenipoten-*  

C 4

tarios

riarios præsentem Declarationem fieri jussurunt. Scilicet morâ, qua in commutandis præfatis Ratihabitionum Tabulis accidit, non obstante, antedictos Tractatus Pacis & Commerciorum; omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permansura, observanda & præstanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eosdem Tractatus designato dictarum Ratihabitionum Tabula permutata & invicem extradita fuissent.

In quorum Fidem nos infra scripti S. Magnæ Britannia Regina, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præsentem Declarationem manibus nostris subscriptam, sigillis nostris munivimus. Haga Comitum die  $\frac{12}{23}$  Mensis Februarii, Anni a Christo Nati 171 $\frac{3}{4}$ .

(L. S.) Strafford.

(L. S.) Offuna.

(L. S.) Monteleon.

## CERTIFICATIO

Ratihabitionis Tractatus Pacis.

**N**os Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacrae suae Majestatis Magnae Britan-

touchant la Paix d'Utrecht. 57

Britannia & Sacrae suae Majestatis Catholica,  
notum testatumque facimus, omnibus quorum  
interest, Tractatum Pacis inter dictas suas  
Majestates, Ultrajecti ad Rhenum <sup>secundo</sup>  
die Mensis Julii 1713. initum Tractatum <sup>decimo tertio</sup>  
pariter Commerciorum ibidem <sup>viceesimo octavo</sup>  
die Mensis <sup>Novembris</sup> <sup>Decembris</sup> ejusdem Anni conclu-  
sum solemniter per sacras suas Majestates  
Ratihabitos, & Ratihabitionum Tabulas ho-  
die Commutatas fuisse, Haga Comitum die  
<sup>duodecimo</sup>  
<sup>vicesimo tertio</sup> Mensis Februarii, Anno Domini  
17<sup>13</sup>/<sub>14</sub>.

(L. S.) Strafford.

(L. S.) Ossuna.

(L. S.) Monteleone.

## L E T T R E

Des Plenipotentiaires du Roi d'Espagne à  
Mylord Strafford.

MYLORD.

Les instances réitérées de S. M. T. C.  
auprès du Roi d'Espagne notre Maî-  
tre, pour la prompte conclusion de la Paix  
avec la Hollande, nous ont fait apporter les  
ordres de S. M. en date du 23. du mois  
C 5 passé

passé pour signer ladite Paix, sans faire mention de la Souveraineté de Madame la Princesse des Ursins, ni de tout ce qui peut regarder les Païs-Bas: Les justes complaisances que le Roi d'Espagne a bien voulu avoir à cause des engagements du Roi de France son Grand Père, lui ont fait prendre la resolution de ne pas exiger des Hollandois, dans le present Traité, l'accomplissement de ladite Souveraineté de Madame la Princesse des Ursins; mais au même tems, le Roi nôtre Maître se confie entierement aux assurances & promesses de S. M. B., qui a bien voulu s'engager, dans nôtre Traité de Paix, à ne pas permettre que les Païs-Bas, soyent rendûs, que préalablement la Souveraineté de Madame la Princesse des Ursins ne soit établie & reconnüe: C'est pour cela Mylord, que nous faisons part à V. E. que nous allons executer les ordres du Roi nôtre Maître, & que nous vous prions de nous honorer de vôtre presence, au lieu du Congrez, établi par S. M. B., & nous ne doutons pas que vous ne fassiez, pour le present & pour l'avenir, toutes les démarches, que vous jugerez nécessaires pour parvenir à l'établissement de ladite Souveraineté

neté. Monsieur de L'Epine, Secrétaire du Roi de Sicile, nous a reiteré ses instances pour l'inclusion du Roi son Maître dans nôtre Traité de Paix avec la Hollande. V. E. sçait que par l'accomplissement de ce que nous avons promis dans le Traité, fait avec l'Espagne & ledit Roi de Sicile, & pour la constante attention que nous avons toujours pour les choses à quoi S. M. B. peut s'intéresser, nous avons fait auprès de Messieurs les Hollandois tous nos efforts possibles, mais qui ont été très inutiles. Nous venons tout presentement de les renouveler à Mr. de Vander Dussen, qui n'a pas balancé à nous répondre, que les Etats Generaux ne consentiroient point à cette demande, ayant été plusieurs fois refusée, par l'avis même de toutes les Provinces. Nous vous prions Mylord, d'être bien persuadé de nôtre fidèle amitié & de la parfaite estime qu'auront toujours, Mylord,

de vôtre Excellence.

à Utrecht le  
17. Juin 1714.

*Les tres humbles & très  
obeissans Serviteurs.*

D. Olfune.

M. de Monteleon.

## C O N T E N U

*Des Propositions faites par son Excellence  
le Comte de Strafford, Ambassadeur  
Extraordinaire & Plenipotentiaire de  
S. M. Britannique, aux Deputés de L.  
H. P. dans une Conference tenue le 19.  
Juin. 1714.*

**L**e Sieur Comte de Strafford a representé aux Sieurs Deputés, que la raison pourquoy il avoit demandé cette Conference étoit, qu'il avoit reçu une lettre des Sieurs Plenipotentiaires d'Espagne, qui sont presentement à Utrecht, en date du 17. de ce mois, par laquelle ils lui font sçavoir les ordres qu'ils ont reçus, en date du 23. du mois passé, de signer la Paix, sans faire mention de la Souveraineté de Madame la Princesse des Ursins, ni de tout ce qui peut regarder les Pais-Bas: Que les justes complaisances, que le Roi d'Espagne a bien voulu avoir, à cause des engagements du Roi de France son Grand Pere, lui avoient fait prendre la resolution, de ne pas exiger, dans le present Traité, l'accomplissement de la dite Souveraineté de Madame la Princesse des Ursins,



*touchant la Paix d'Utrecht.* Si  
fins; mais qu'en même tems, le Roi leur  
maître se confioit entièrement aux affu-  
rances & promesses de sa Majesté Brittan-  
nique, qui a bien voulu s'engager, dans  
leur Traité de Paix, à ne pas permettre  
que les Pais-Bas fussent rendus, que préa-  
lablement la Souveraineté de Madame la  
Princesse des Ursins ne soit établie & re-  
connuë; priant la dessus le dit Sieur Comte  
de Strafford de vouloir aller à Utrecht, ne  
doutant point qu'il ne fît, pour le présent  
& pour l'avenir, toutes les démarches qu'il  
jugeroit nécessaires pour parvenir à l'éta-  
blissement de ladite Souveraineté; &  
qu'en outre ladite lettre contenoit de plus,  
que le Sr. de L'Epine, Secrétaire du Roi de  
Sicile, avoit réitéré ses instances, pour l'in-  
clusion du Roi son Maître dans le Traité  
entre l'Espagne & cet Etat; qu'à cet ef-  
fet, ils avoient fait toutes les instances  
possibles auprès des Plenipotentiaires de  
leurs Hautes Puissances, mais inutilement;  
qu'ils les avoient encore réitérées de nou-  
veau auprès du Sieur vander Dussen, mais  
qu'il n'avoit pas balancé à leur repondre,  
que les Seigneurs Etats Generaux ne con-  
sentiroient point à cette demande, qui avoit  
été plusieurs fois refusée, par l'avis même.

me de toutes les Provinces, comme le tout est plus amplement mentionné dans la susdite lettre, laquelle ayant laissé lire il en a donné copie. Que lui Sieur Comte de Strafford là dessus s'en iroit ce soir ou demain matin à Utrecht; qu'il sçavoit bien que selon la forme du Gouvernement, il ne pouvoit avoir une réponse sur le champ, sur ce qu'il auroit maintenant à représenter; mais que L. H. P. pourroient le faire sçavoir à leurs Plenipotentiaires à Utrecht; qu'il parleroit à eux, & tâcheroit de leur rendre service, parce que sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne souhaitoit que le Traité avec l'Espagne pût être au plutôt conclu, & qu'il n'y eut plus aucun empêchement. Sur le premier point, concernant la Princesse des Ursins, le dit Sieur Comte de Strafford a représenté, que L. H. P. ne pouvoient ignorer les engagements & la Garantie dans laquelle Sa Majesté étoit entrée à cet égard; qu'encore que sa Majesté le Roy de France, eut porté le Roi d'Espagne son petit fils, à se desister de faire entrer l'affaire de la Souveraineté de la Princesse des Ursins dans le Traité, entre l'Espagne & l'Etat, néanmoins sa Majesté  
le

le Roi de France avoit donné ordre à son Ambassadeur, le Sieur Marquis de Châteauneuf, d'insister, que L. H. P. employâssent leurs bons offices, de concert avec leurs Majestés T. C. & de la Grande Bretagne, à ce que sa Majesté Imperiale consentît à la Souveraineté de la Princesse des Ursins; que le Sieur Marquis de Châteauneuf ayant fait les instances à cette fin, L. H. P. y avoient consenti: Que pour cette raison, lui Sieur Comte de Strafford requeroit, que L. H. P. voulussent employer leurs bons offices, conjointement avec Sa Majesté Britannique, pour porter l'Empereur à consentir à ladite Souveraineté. Que pour ce qui regardoit le second point, sçavoir l'inclusion & la reconnoissance du Duc de Savoye comme Roi de Sicile, lui Sieur Comte de Strafford avoit ordre d'y insister de nouveau fortement, vû que sa Majesté regardoit ce point comme très essentiel, pour conserver & faire augmenter la bonne intelligence entre S. M. & leur H. P. laquelle sa Majesté avoit dessein de cultiver en toute maniere; que L. H. P. savoient combien sa Majesté étoit engagée à soutenir le Duc de Savoye, comme Roi de Sicile, & qu'ainsi il ne pouvoit s'empêcher de

de presser l'Etat, de concourir en cela avec sa Majesté, & de reconnoître le Duc de Savoye comme Roi de Sicile. Que tout delai à cet égard ne pouvoit être que nuisible & d'une mauvaise consequence pour l'Etat même, parce que par là, on pourroit donner atteinte à la bonne harmonie & intelligence entre sa Majesté & l'Etat, qui étoit si nécessaire; qu'il y alloit de l'intérêt du commerce de l'Etat dans la mediterrannée, & que comme une fois il en faudroit venir là, il valoit mieux que ce fût plutôt que plus tard; que la presente conjoncture paroissoit la meilleure, d'autant plus, que le Roi d'Espagne étoit engagé à ne point faire de Traité de Paix, qu'en y comprenant la Sicile, pour le Duc de Savoye: Qu'en cas que contre toute esperance L. H. P. voulussent laisser passer cette occasion, la Reine ne pouvoit pourtant pas se departir des engagements qu'elle a pris à cet égard; que lui Sieur Comte de Strafford, dans ses premieres Propositions au sujet de la Paix avoit parlé de ce point là, & fait voir, que quand ce ne seroit point pour les services du Duc de Savoye, du moins la Cause commune demandoit que la Sicile lui revint, & qu'il val-

valoit mieux que le Duc de Savoye eut ce Royaume, que l'Electeur de Baviere, pour lequel la France & l'Espagne avoient été portés : Que sa Majesté, avant qu'on commençat les negotiations de Paix, en avoit donné connoissance à L. H. P. ; que la dessus L. H. P. , & spécialement par leur lettre du 29. de Decembre 1712. avoient assuré sa Majesté, de la maniere la plus forte, de vouloir entrer dans les mesures prises par sa Majesté. pour procurer une Paix Generale, comme cela se pouvoit voir par ladite lettre, dont le Sieur Comte de Strafford avoit lû plusieurs endroits ; que la cession de la Sicile au Duc de Savoye avoit été un des principaux points de ces mesures, & que dans les remarques de L. H. P. , jointes à la susdite lettre, les difficultés n'avoient pas tant roulé sur ce point là, que sur la Sardaigne. Que les Plenipotentiaires de sa Majesté étant arrivés à Utrecht avoient expliqué à ceux de l'Etat les sentimens de sa Majesté, & spécialement sur ce point, & que les Plenipotentiaires de l'Etat n'avoient mû aucune difficulté à cet égard. Qu'outre les engagements dans lesquels sa M. B. & le Roi d'Espagne étoient entrés à ce sujet, la France y étoit aussi

aussi entrée, & que S. M. T. C. avoit envoyé ordre au Sieur Marquis de Châteauneuf, d'employer ses offices avec sa Majesté de la G. B. auprès de l'Etat, pour concourir à cela, & qu'après la conclusion du Traité de Radstad, sa Majesté T. C. s'étoit encore déclarée de nouveau sur ce point, en faveur du Duc de Savoye. Qu'il étoit évident par tout cela, avec combien de droit sa Majesté insiste, pour avoir sur ce sujet la concurrence de L. H. P. & combien tout concourroit ensemble pour porter L. H. P. à faire presentement la reconnoissance & inclusion du Duc de Savoye, comme Roi de Sicile. Que sa Majesté Imperiale ne pouvoit pas trouver mauvais que L. H. P. vinsent à cette heure à s'y résoudre, puisqu'Elles ne pouvoient pas le différer d'avantage, sans hazarder la conclusion de la Paix entre l'Espagne & l'Etat : Qu'on pourroit bien objecter à cela, qu'avant que l'Etat reconnoisse le Duc de Savoye pour Roi de Sicile, il faudroit convenir avec lui, sur ce qui regarde l'interêt de L. H. P. & spécialement à l'égard du Commerce ; mais qu'on pouvoit répondre pour solution, que le Sieur Marquis du Bourg avoit

voit ci devant déclaré, que l'Etat & ses sujets jouïroient des mêmes avantages, que ceux de la Grande Bretagne, & qu'outre cela, le Secrétaire l'Espine, à Utrecht, avoit plein pouvoir de convenir là dessus avec L. H. P. soit à Utrecht ou ici.

Que l'intention de sa Majesté étoit, de rendre durable la Paix, qui est à présent généralement conclüe ; que ce devoit être aussi le but de toutes les Puissances, qui y sont intéressées ; qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour cela, sinon que les conditions sur lesquelles la Paix étoit faite, fussent généralement garanties & maintenues. Que la bonne union & harmonie entre la G. Bretagne & cet Etat étoit le moyen le plus ferme pour le maintien d'une longue Paix, parce que les autres Puissances voyant cette union, ne donneroient pas si facilement occasion à de nouveaux troubles. Que la conjoncture présente étoit la meilleure, pour prendre les mesures nécessaires à la conservation de la Paix, afin de prévenir tous les accidens par lesquels la Paix pourroit être troublée ; que si l'on ne pouvoit s'accorder presentement là dessus, en cas qu'une nouvelle guerre survint, on n'y entreroit pas

pas si unanimement, que l'on a fait au commencement de la dernière guerre, par l'union qui regnoit alors entre les Alliés, & qui étoit si nécessaire : Enfin insistant encore, pour conclusion, sur la reconnaissance & l'inclusion, du Duc de Savoye, comme Roi de Sicile; ajoutant que sa Majesté avoit cette affaire fort à cœur & demandant, qu'il plût à L. H. P. de faire savoir la dessus leur sentiment, à lui Sieur Comte de Strafford, soit à Utrecht, par leurs Plenipotentiaires, ou autrement.

En suite, le Sieur Comte de Strafford a représenté, que pour prévenir & ôter tous mauvais bruits & faux rapports, il s'étoit déjà expliqué, que l'intention de sa Majesté étoit absolument de maintenir l'Etat, à l'égard de la Barrière, conformément au Traité; que sa Majesté y étoit intéressée Elle même : Que L. H. P. par la dernière réponse, qu'Elles ont donnée, à lui Sieur Comte de Strafford, sur ce sujet, ayant déclaré ne vouloir pas faire un pas en ce point, sans la concurrence & le concert de Sa Majesté, il s'ensuivoit de là, ce que le mot de concurrence implique, qu'il devoit être présent aux Conférences, qui se tiendroient là dessus avec les Ministres.



nistres de sa Majesté Imperiale , & que lui Sieur Comte de Strafford par consequent pretendoit d'assister aux Conférences, qui se tiendroient sur ce sujet avec le Sieur Baron de Heems ; sa Majesté étant, en ce cas, une des parties intéressées. Que c'étoit aussi la raison pour laquelle sa Majesté s'étoit opposée à ce que l'on transportât à Vienne les Negotiations sur la Barriere, parce que sa Majesté n'y avoit presentement point de Ministre, qui pût y assister aux Conférences. Que ce qu'il soutenoit à cet égard, n'étoit pas nouveau, puisque L. H. P. même en l'année 1701., lors que le Comte d'Avaux vint icy pour negocier au sujet du Traité de Partage, avoient soutenu que le mot de concurrence, importoit la presence du Ministre de sa Majesté dans les Conférences, qui se devoient tenir, & n'avoient pas voulu consentir, qu'elles continuâssent, à moins que le Sieur Stanhope, alors Envoyé Extraordinaire du feu Roy de la Grande Bretagne, n'y fût admis & present, comme cela paroît par la resolution de L. H. P. du 1. Aout 1701. dont il a lû plusieurs passages pour confirmer ce qu'il disoit : Qu'alors la Grande Bre-

Bretagne n'étoit seulement considérée que comme partie intéressée relativement, & qu'en ce dont il s'agissoit à cette heure, Elle l'étoit immédiatement. Que par là il paroïssoit suffisamment, que lui Sieur Comte de Strafford ne pretendoit rien s'arroger en cette occasion, que ce à quoi sa Majesté avoit droit de prétendre. Que sa présence seroit utile à l'Etat, puisque sa Majesté ne pretendoit apporter aucun obstacle à la Negociation; mais au contraire y faciliter tout ce qui seroit jugé être de la convenance de l'Etat, & que si l'Etat jugeoit à propos de se relâcher de quelques uns des points stipulés par le Traité de Barriere à leur avantage, sa Majesté ne s'y opposeroit point; mais que sa Majesté demandoit la concurrence & la présence de son Ministre, parce que suivant le Traité de Succession & de Barriere sa Majesté n'y étoit pas seulement intéressée mediatement, mais aussi immédiatement, par rapport à la succession à ses Royaumes & au Commerce dans les Pais-Bas Espagnols, quoi qu'Elle fût contente à l'égard de ce qui étoit déjà réglé au sujet du Commerce, & que suivant les apparences, peu de tems feroit voir, que  
sa

sa Majesté n'étoit pas plus mal avec sa Majesté Imperiale que L. H. P. Que par cette concurrence de Sa Majesté, la bonne intelligence entre sa Majesté & l'Etat paroîtroit d'avantage: Qu'apparemment le Baron de Heems recevroit dans peu de jours réponse sur ce qui avoit été proposé dernièrement sur ce sujet: Que lui Sieur Comte de Strafford requeroit, que lors qu'on recevroit cette réponse dans une Conference, il pût en être averti à tems, & y être aussi invité. Que cette premiere Conference regleroit apparemment le reste. Que bien lui, Sieur Comte de Strafford, alloit à Utrecht, mais que le Secrétaire de l'Ambassade restoit ici, & qu'en étant averti, il lui enverroient aussi tôt un exprés, & qu'alors, dès qu'il en auroit connoissance, il pouvoit se rendre ici d'Utrecht en six heures.

Enfin, il a repeté encore une fois, que l'intention de Sa Majesté étoit de vivre avec l'Etat en confiance & amitié: Que la bonne harmonie entre les deux Nations étoit nécessaire pour le maintien de la Paix & qu'il y contribueroit en tout ce qui dépendroit de lui.

## T R A I T É

D E

## L'ASSIENTO.

*Conclu entre leurs Majestez Britannique  
& Catholique, par lequel la Compagnie Angloise s'oblige à fournir aux  
Espagnols, aux Indes Occidentales,  
des Esclaves Negres, pendant le terme  
de trente ans, à compter du premier  
jour de Mai de la presente année 1713.  
jusques au même jour de l'an 1743.*

## LE ROI.

*Introduc-  
tion,*

D'autant que l'Assiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de Guinée, établie en France, pour fournir des Esclaves Negres aux Indes Occidentales est expiré; & que la Reine de la Grande Bretagne souhaite d'entrer en ce Commerce, & en son nom la Compagnie Angloise, comme cela est stipulé dans les

touchant la Paix d'Utrecht. 73  
les Préliminaires de la Paix, &  
que cet Assiento subsiste pen-  
dant le terme de trente Ans: Don  
Manuel Menasses de Gilligan, Dé-  
puté pour cet effet, par sadite  
Majesté de la Grande Bretagne,  
a remis entre mes mains un plan  
dressé à cette fin, contenant qua-  
rante-deux Articles, pour servir  
de regle à ce Contract, lequel  
j'ai communiqué à une Junta  
de trois Ministres de mon Con-  
seil des Indes, pour savoir leur  
sentiment sur chaque Article ou  
condition dudit Contract. Mais  
comme sur cet examen il s'est  
trouvé plusieurs points, dont ils  
n'ont pû convenir, je l'ai fait  
examiner une seconde fois, par  
une autre Junta; de sorte qu'é-  
tant informé à fonds de la cho-  
se, j'ai résolu, nonobstant les  
objections faites par les uns &  
par les autres, de conclure &  
terminer cet Assiento à la satis-  
faction de la Reine de la Gran-  
de Bretagne. Dans cette vuë,  
j'ai jugé à propos d'admettre &  
D d'ap-

d'approuver par un Décret Royal du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan sus mentionné, de la maniere ci après spécifiée, avec les additions, que j'ai résolu d'y ajoûter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenuës dans mon dit Décret. Le tout de la maniere suivante.

Affiento.

I.

<sup>1.</sup>  
*Sa Majesté*  
*Britannique*  
*que s'oblige,*  
*sant pour*  
*elle même,*  
*que pour les*  
*personnes*  
*qu'elle nom-*  
*mera, a in-*  
*troduire*  
*144000.*  
*Negres, Pie-*  
*zas de In-*  
*dia, en l'A-*  
*merique*  
*Espagnole,*  
*dans le ter-*  
*me de 30.*  
*ans, à com-*  
*pter du 1.*

En premier lieu, pour procurer par ce moïen, mutuellement & reciproquement l'avantage des Souverains & des sujets des deux Couronnes, Sa Majesté de la Grande Bretagne offre & s'oblige, pour les personnes qu'elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter aux *Indes Occidentales de l'Amerique,* appartenant à sa Majesté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713. jusques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de Indio,* des

touchant la Paix d'Utrecht. 75

des deux Sexes & de tous les <sup>à- jour de M. M.</sup>ges, sur le piéd de quatre mille <sup>1713.</sup>

huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours desdites trente années, à condition, que les personnes, qui se transporteront aux *Indes Occidentales* pour travailler aux affaires de l'*Affiento*, se garderont de rien faire qui puisse offencer; car en ce cas, ils seroient poursuivis en justice, & punis de la même maniere, qu'ils l'auroient été en *Espagne*, supposé qu'une faute de la même nature y eut été commise.

## II.

Que les *Affientistes*, ou la Com<sup>2.</sup> On payera  
pagnie de l'*Affiento*, payera de <sup>pour tous les</sup>  
châque Negre, *Pieza de India*, <sup>droits de</sup>  
suivant le modele regulier de <sup>chaque Ne-</sup>  
sept quartiers, n'étant ni vieux <sup>gre, la som-</sup>  
ni défectueux, selon ce qui a été <sup>me de 33.</sup>  
pratiqué & établi jusques à pre<sup>pieces de</sup>  
sent aux *Indes*, la somme de <sup>huit, ou</sup>  
trente-trois pieces de huit, <sup>Escudos, &</sup>  
*Escudos*, & la troisième partie d'une <sup>un tiers, ces</sup>  
piece de huit, en y comprenant <sup>Piezas n'é-</sup>  
<sup>tant ni</sup>  
<sup>vieux ni de-</sup>  
<sup>fectueux: Et</sup>

D 2

tous

*au cas que* tous les droits d'*Alcavala*, de  
*quelques* *Siza*, d'*Union de Armas*, de *Bo-*  
*Officiers* *queron*, ou aucun autre droit,  
*en exi-* de telle nature qu'il puisse être,  
*geassent da-* d'entrée ou de *Regale*, qui sont  
*vantage, on* ou qui pourroient être im-  
*leur en tien-* posez à l'avenir, appartenant  
*dra compte,* à la Majesté Catholique, en for-  
*sur le Cer-* te qu'on ne pourra rien exiger  
*tificat qui en* au delà: Et au cas, que les Gouver-  
*sera produit.* neurs, Officiers Royaux ou au-  
 tres Ministres en prissent d'avan-  
 tage, on en tiendra compte aux  
*Affientistes* & cela sera rabattu  
 sur les droits des 33. pieces de  
 huit & un tiers susmentionnez,  
 qu'ils doivent payer à sa Maje-  
 sté Catholique, la chose étant  
 prouvée par un Certificat au-  
 thentique, qui ne pourra être  
 refusé par un Notaire public, à  
 la requisition des *Affientistes*:  
 Et pour cet effet on fera publier  
 un Ordre ou une *Cedule* genera-  
 le, dont la teneur sera la plus am-  
 ple qu'il se pourra.

## III.

3.  
*On avance-*

Que les dits *Affientistes* avan-  
 ceront



ceront à sa Majesté Catholique, <sup>ra, deux</sup>  
 pour suppléer aux besoins pres- <sup>cent mille</sup>  
 sans de la Couronne, la somme <sup>pièces de</sup>  
 de deux cent mille pièces de huit, <sup>huit, en</sup>  
 ou *Escudns*, en deux payemens <sup>deux paye-</sup>  
 égaux, de cent mille pièces de <sup>mens égaux,</sup>  
 huit chacun, dont le premier <sup>de deux en</sup>  
 se fera deux mois après, que sa <sup>deux mois,</sup>  
 Majesté aura approuvé & signé <sup>lesquels on</sup>  
 cet *Affiento*; & le second au <sup>rabattra sur</sup>  
 bout de deux autres mois, après <sup>les droits</sup>  
 le premier paiement; & cette <sup>des dix der-</sup>  
 somme ainsi avancée ne fera <sup>nieres an-</sup>  
 remboursée qu'après le terme <sup>nées, sur le</sup>  
 échu des vingt premières années <sup>piéd de</sup>  
 de cet *Affiento*, & alors on pour- <sup>vingt mille</sup>  
 ra la déduire par portions égales, <sup>par an,</sup>  
 pendant les dix années restantes,  
 sur le piéd de vingt mille pièces  
 de huit par an; qu'on rabattra  
 sur les droits imposez sur les Ne-  
 gres, payables pendant le cours  
 de ces années là.

## IV.

Que les *Affientistes* seront obli- <sup>4.</sup>  
 gez de payer l'avance des deux <sup>L'argent</sup>  
 cent mille pièces de huit, en cet- <sup>qu'on doit</sup>  
 te Cour; comme aussi de six en <sup>avancer sera</sup>  
<sup>payé à la</sup>  
 Cour de

D 3.

six

Madrid. fix mois , la moitié du montant  
*aussi bien* des droits payables pour les *Pie-*  
*que les* zas d'Esclaves, qu'ils font con-  
*droits d'en-* trée, de six venus de transporter tous les  
*en six mois* ans.

*par portions*  
*égales.*

## V.

*5.*  
*Le payement*  
*des Droits*  
*ne se fera*  
*que pour*  
*4000. Ne-*  
*gres, le Roi*  
*leur remet-*  
*tant ceux*  
*des huit*  
*cent, en con-*  
*sideration*  
*de l'interêt*  
*de l'argent*  
*avancé &*  
*des risques*  
*qu'ils cou-*  
*rent,*

Que le payement desdits  
 Droits se fera de la maniere men-  
 tionnée dans l'Article precedent,  
 sans aucun delai ou dispute, &  
 sans y donner aucune autre in-  
 terpretation : Cependant, avec  
 cette reserve, que les *Assien-*  
*tistes* ne seront obligez de payer  
 ces droits que pour quatre mille  
 Negres, *Piezas de India*, par  
 an, sans compter les huit cent  
 qui restent, sa Majesté accor-  
 dant par cet Article aux *Assien-*  
*tistes* les droits qu'ils en devroient  
 payer, pendant tout le cours des  
 trente années de cet *Assiento*, en  
 la meilleure forme & maniere  
 possible, en consideration des  
 risques que courent lesdits *As-*  
*sientistes*, & de l'interêt qu'on de-  
 vroît leur payer de l'argent a-  
 vancé, & du payement, qu'ils  
 font

*touchant la Paix d'Utrecht.* 79  
font en cette Cour, des Droits  
des quatre mille *Piezas* susdits.

VI.

6.

Que lesdits *Affientistes*, après <sup>Après avoir</sup>  
avoir fourni tous les ans, le <sup>fourni qua-</sup>  
nombre de quatre mille huit cent <sup>tre mille</sup>  
*Negres* selon leur *Contract*, <sup>huit cent</sup>  
pourront encore, au cas qu'ils <sup>Negres, on</sup>  
le jugent nécessaire pour le ser- <sup>en pourra</sup>  
vice de sa Majesté Catholique, <sup>transporter</sup>  
& celui de ses sujets, en four- <sup>d'avantage</sup>  
nir un plus grand nombre, pen- <sup>pendant les</sup>  
dant les vingt-cinq premières <sup>vingt-cinq</sup>  
années de ce *Contract*, (car pen- <sup>premieres</sup>  
dant les cinq dernières il ne leur <sup>années, en</sup>  
sera permis d'en transport que le <sup>payant à</sup>  
nombre de quatre mille huit cent, <sup>Madrid, la</sup>  
dont on est convenu, ) à con- <sup>somme de</sup>  
dition, qu'ils ne payeront que <sup>162 au lieu</sup>  
seize pieces de huit, & deux <sup>3</sup>  
tiers d'une piece de huit, pour <sup>de 33 1/2 pie-</sup>  
tous les droits de chaque *Negre*, <sup>ces de huit.</sup>  
*Pieza de India*, qu'ils transpor-  
teront au delà des quatre mille  
huit cent, ce qui fait la moitié des  
trente trois pieces de huit & un  
tiers sus mentionnées; & ce paye-  
ment ce fera aussi en cette Cour.

D 4.

VII.

7.  
*On pourra  
 transporter  
 les Negres  
 sur des Vais-  
 seaux An-  
 glois ou Es-  
 pagnols au  
 choix des Af-  
 sientistes,  
 pourvu  
 qu'on ne  
 donne aucun  
 scandale à  
 la Religion  
 Romaine,  
 sous les pei-  
 nes portées  
 dans cet Ar-  
 ticle.*

Qu'il sera permis auxdits *Affientistes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de sa Majesté de la *Grande Bretagne*, ou ceux de ses sujets, ou même ceux des sujets de sa Majesté Catholique, du consentement des propriétaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots *Anglois* ou *Espagnols*, selon qu'ils le jugeront à propos; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez pas les *Affientistes*, ni leur Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne causent aucun scandale à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet *Affiento*. Il sera de plus permis auxdits *Affientistes* d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le Contract, dans tous les Ports de la mer du Nord & de *Buenos Ayres*, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de  
 la

*touchant la Paix d'Utrecht.* 81  
 la maniere que cela a été accor-  
 dé aux *Affientistes*, qui les ont  
 précédés: Mais toujours à con-  
 dition que ni les Officiers ni les  
 Matelots ne causeront aucun  
 scandale à la Religion Catho-  
 que Romaine, sous les peines  
 susdites.

### VIII.

8.

Que comme on a trouvé par *Il sera per-*  
 experience, que rien ne peut é- *mis de*  
 tre plus prejudiciable aux inte- *transporter*  
 rêts de sa Majesté & à celui de *les Negres*  
 ses sujets, que de ne pas per- *dans tous les*  
 mettre aux *Affientistes* de tran- *Ports de la*  
 porter leurs Negres dans tous les *mer du*  
 Ports des *Indes* en general, puis *Nord, où il*  
 qu'il est certain, que les Provin- *a des Offi-*  
 ces qui sont privées de cet avan- *ciers Ro-*  
 tage en pâtissent, faute d'avoir *yaux ou*  
 leurs terres cultivées, ce qui les a *leurs De-*  
 reduits à la necessité de s'en pour- *putez: On*  
 voir même frauduleusement, *pourra aussi*  
 il est permis auxdits *Affientistes*, *les transpor-*  
 par une condition expresse de ce *tes sur la cô-*  
 Contract, de transporter & de *te, qui est*  
 vendre leurs Negres dans tous *contre le*  
 les Ports de la mer du Nord, & *vent, à*  
 ceux *Sancta*  
*Martha,*  
*Cumana*  
*& Mara-*  
*caybo, ou*

D. 5. ceux

*On ne pour-  
ra les vendre  
pour plus de  
300. pieces  
de huit.* ceux de *Buenos Ayres* à leur  
choix. Et pour cet effet sa Ma-  
jesté Catholique revoque les dé-  
fenses contenües dans les *As-*  
*siento* precedens, de ne les trans-  
porter que dans les Ports mar-  
qués en iceux; avec cette restric-  
tion cependant, qu'il ne sera  
permis auxdits *Assientistes* de les  
transporter & débarquer, que  
dans les Ports où il y a des Offi-  
ciers Royaux, ou des Députés  
de leur part, qui puissent visiter  
leurs Vaisseaux & leurs Cargai-  
sons, pour certifier le nombre des  
Negres transportez. On est aussi  
convenu, que les Negres trans-  
portez dans les Ports de la côte,  
qui est contre le vent, à *Sancta*  
*Martha*, *Cumana* & *Maracaybo*,  
ne pourront être vendus par les  
*Assientistes* pour plus de trois  
cent pieces de huit chacun, &  
autant moins qu'il sera pos-  
sible, pour encourager les habi-  
tans de ces lieux là à les acheter;  
mais quant aux autres Ports de  
la *Nouvelle Espagne*, ses Isles,  
&

touchant la Paix d'Utrecht. 83  
 & la Terre ferme, il sera permis  
 aux *Affientistes* de les vendre au  
 meilleur prix qu'il leur sera pos-  
 sible.

IX.

Que comme il est permis aux  
 dits *Affientistes*, pour les raisons  
 alleguées dans l'Article préce-  
 dent; de transporter leurs Ne-  
 gres dans tous les Ports de la  
 mer du Nord; on est convenu  
 de même, qu'ils le pourront  
 faire dans la Riviere de Plata,  
 sa Majesté Catholique leur per-  
 mettant de transporter, (du nom-  
 bre des quatre mille huit cent  
 Negres, qu'ils peuvent intro-  
 duire tous les ans en vertu de cet  
 Affiento,) dans cette Riviere  
 ou à *Buenos Ayres*, pendant cha-  
 cune des trente années dudit  
 Affiento; le nombre de mille  
 deux cent de ces *Piezas de India*  
 des deux Sexes, pour les y ven-  
 dre au prix dont ils pourront  
 convenir, les embarquant sur  
 quatre Vaisseaux capables de les  
 contenir, huit cent desquels se-  
 ront

9.

On pourra  
 transporter  
 1200. Pie-  
 zas par an,  
 à la Rivie-  
 re de Plata,  
 800. pour  
 Buenos Ay-  
 res, & les  
 400. re-  
 stans pour  
 les Provin-  
 ces voisines.  
 Et on accor-  
 dera une  
 certaine é-  
 tendue de  
 terre pour  
 la culture,  
 & pour en-  
 tretien du  
 Bétail,  
 pour la sub-  
 sistance des  
 Agens &  
 des Negres  
 &c.  
 pour laquel-  
 le on ne  
 payera au-  
 cuns droits.

ront vendus à *Buenos Ayres*, & les quatre cent restans pourront être transportez & serviront pour les Provinces qui sont au dessus, & pour le Royaume de *Chilli*, les vendant aux habitans, s'ils les veulent venir acheter dans ledit Port de *Buenos Ayres*. Deplus, on déclare qu'il sera permis à sa Majesté *Britannique*, & aux *Assientistes* en son nom, de posséder dans ladite Riviere de *Plata* quelques terres, que sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, suivant ce qui a été stipulé dans les préliminaires de la Paix, à compter du tems ou cet *Assiento* aura lieu, suffisantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du Bétail, pour la subsistance des personnes appartenant à l'*Assiento* & de leurs Negres : Il leur sera même permis d'y bâtir des maisons de bois, & non d'autres matériaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications.



*touchant la Paix d'Utrecht.* 85  
 Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de ses propres sujets, lequel residera sur lesdites terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concerneront l'Assiento, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de *Buenos Ayres*: Les *Assientistes* ne payeront aucuns Droits, à l'égard des terres susdites, pendant tout le terme de l'Assiento.

X.

Quand au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la *Mer du Sud*, il sera permis aux *Assientistes* de fretter, soit à *Panama*, ou dans tout autre Port ou havre de la *Mer du Sud*, des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront embarquer à *Panama*, & les transporter à tous les Ports du

10.

*On pourra fretter des Vaisseaux à Panama, & en d'autres ports de la mer du Sud, pour transporter les Negres au Perou: Et l'on pourra aussi transporter des*

D 7 *Perou.*

*munitions  
navalles de  
l'Europe  
pour l'entre-  
tien des dits  
Vaisseaux,  
outre qu'on  
pourra  
transporter  
le provenant  
des Negres  
en or, en  
argent ou  
en autres ef-  
fets.*

*Perou*, & à aucun autre de ce côté là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à-propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente au dit port de *Panama*, soit en fruits du Païs, soit en argent monnoyé, en barres d'argent ou en Lingots d'or, sans être obligés de payer aucun droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvu qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroître que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exempt de tous les droits, de même que si ledit argent monnoyé, barres d'argent & lingots d'or appartiennent à sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits *Affientistes* d'envoyer d'*Europe* à *Portobello* & delà à *Panama*, par la riviere de *Chagre*, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du.

*touchant la Paix d'Utrecht.* 87  
du Fer, du Bois de charpente,  
& toutes sortes d'autres Munitions & Provisions nécessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou *Berluengo's*, & pour subvenir à leur propre entretien ; bien entendu , qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de débiter lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque pretexte que ce puisse être : Car en ce cas elles seroient confisquées, & les acheteurs aussi bien que les vendeurs punis selon les Loix, & même les *Assientistes* seroient à l'avenir absolument privés de ce privilege , à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de sa Majesté Catholique. On est deplus convenu , qu'après l'expiration du terme de cet *Assiento*, il ne sera plus permis auxdits *Assientistes* de se servir desdits Vaisseaux, Fregates ou Barques pour les transporter en *Europe*, à cause des inconveniens qui en pourroient resulter.

11.  
On pourra  
employer  
des Anglois  
ou des Es-  
pagnols  
pour le  
gouverne-  
ment de cet  
Assiento,  
pourvu qu'il  
n'y ait pas  
plus de 4  
ou de 6.  
Anglois  
dans aucun  
Port, les-  
quels seront  
traitez com-  
me s'ils é-  
toient sujets  
de sa Maje-  
sté Catholi-  
que.

Qu'il sera permis auxdits *Assientistes* de se servir d'*Anglois* ou d'*Espagnols* comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction de cet *Assiento*, tant dans les Ports de l'*Amerique*, que dans les Places du Païs, sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans le Païs ou d'y habiter; déclarant & ordonnant que les *Anglois* seront regardés & traités, pendant tout le terme de cet *Assiento*, comme s'ils étoient sujets de la Couronne d'*Espagne*; toutefois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six *Anglois* de résider dans aucun desdits ports des *Indes*, du nombre desquels les *Assientistes* pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Païs, où il est permis de transporter les *Negres*, pour le maniement & la recepte de leurs  
Effets.

*touchant la Paix d'Utrecht.* 89

Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur sera possible, selon le Reglement mentionné dans le premier Article, sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque degré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies, ou contre le contenu de cet Assiento.

## XII.

Que pour la bonne direction de cet Assiento, il plaira à sa Majesté Catholique d'accorder, aussi tôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à sa Majesté Britannique d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis

12.

*Après la publication, de la Paix, on pourra envoyer deux vaisseaux de Guerre, avec les Facteurs & Domestiques, pour les transporter dans les Ports où ils dorvent aller, & un Vaisseau de moyenne*

*grandeur  
pour condui-  
re ceux qui  
doivent se  
rendre à  
Buenos Ay-  
res.*

permis d'établir & de regler leurs Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus sûrement, que pour pourvoir à toutes les choses nécessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport des Negres: Car comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la côte d'*Afrique*, pour les conduire dans les Ports de l'*Amerique Espagnole*, il seroit tres incommode, & même tres désavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages là. Outre qu'il est d'une necessité indispensable qu'on leur prepare par avance, des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin; & pour le transport des Facteurs & des autres personnes, employées par la Compagnie, à *Buenos Ayres*, on leur accordera un Vaisseau de moyen-

ne

*touchant la Paix d'Utrecht.* 91  
 ne grandeur; bien entendu que  
 ce Vaisseau, aussi bien que les  
 deux Vaisseaux de Guerre, seront  
 soumis à la visite & à la recher-  
 che des Officiers Royaux dans  
 tous les Ports, lesquels pour-  
 ront saisir leurs Marchandises, au  
 cas qu'ils en portent. De plus  
 on fournira auxdits Vaisseaux  
 les Provisions nécessaires pour  
 leur retour à un prix raisonna-  
 ble.

### XIII.

Lesdits *Affientistes* pourront  
 nommer, dans tous les Ports &  
 principales Places de l'*Amerique*  
 des Juges Conservateurs de cet  
 Affiento, lesquels ils pourront  
 changer & en nommer d'autres  
 en leur place, lors qu'ils le ju-  
 geront à propos; de la maniere,  
 que cela a été accordé aux *Por-  
 tugues*, dans le huitième Article  
 de leur Affiento; bien entendu  
 qu'ils alleguent des raisons vala-  
 bles de ce procédé, devant le  
 President, Gouverneur ou l'Au-  
 dience de ce département, les-  
 quels

*Les Affien-  
 tistes pour-  
 ront nom-  
 mer des  
 Juges Con-  
 servateurs  
 dans tous les  
 Ports &  
 dans toutes  
 les princi-  
 pales Places  
 de l'Ameri-  
 que, & les  
 changer en  
 ayant une  
 raison vala-  
 ble, & leur  
 donner les  
 Salaires,  
 qu'ils juge-  
 ront raison-*

*ables. Il y aura de plus un Appel au Conseil suprême des Indes, dont le Président sera leur Protecteur, & les diss Affientistes proposeront un des Ministres de ce Conseil, pour leur servir de Juge Conservateur, exclusivement à tous les autres,*

quels l'approuveront respectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de sa Majesté Catholique: Et ces Juges là prendront connoissance, exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires & Procès concernant cet Affiento, avec une entiere autorité & jurisdiction: Aussi est-il défendu à toutes les Audiencias, Ministres, & Tribunaux, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice Rois de ces Royaumes là, de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes là, & des incidens, qui en pourroient naitre; mais il y aura appel de leurs sentences, dans les cas ou la Loi le permet, au supreme Conseil des Indes; bien entendu que lesdits Juges Con-



*touchant la Paix d'Utrecht.* 93

Conservateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits *Assientistes* jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucuns d'entr'eux en voulûssent exiger davantage, sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le President ou Gouverneur dudit Conseil, ou le *Decano* ou Doyen sera Protecteur de cet *Assiento*. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de Juge Conservateur préféablement à tous les autres, avec l'approbation de sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans les autres *Assiento*.

#### XIV.

Il ne sera permis ni aux Vice <sup>14,</sup> *Les Vice*  
Rois, Audiences, Presidents, *Rois, Gouverneurs*  
Capitaines Generaux, Gouver- *etc. ne*  
neurs, Officiers Royaux, ni aux *pourront ar-*  
autres Tribunaux ou Ministres, *reter ou re-*  
de sa Majesté Catholique, tels *tenir les*  
*Vaisseaux de*  
qu'ils

*cet Affiento, sous quelque pretexte que ce soit, mais au contraire les favoris se-  
ront & leur  
seront en  
aide,*

qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenant à l'*Affiento*, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être; quand même se feroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance & le secours, que lesdits *Affientistes* ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépêcher ou charger leurs Vaisseaux; pour leur avitaillement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leur propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les *Affientistes* pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

Il ne sera pas non plus , permis <sup>Il ne sera</sup>  
 aux Vice Rois , Presidens , Ca- <sup>aussi pas</sup>  
 pitaines Generaux , Gouver- <sup>permis aux-</sup>  
 neurs , Corregidors , Grands <sup>dit's Vice</sup>  
 Alcaldes , Juges , ni à aucun au- <sup>Rois , Con-</sup>  
 tre Tribunal ou Officiers que ce <sup>verneurs</sup>  
 puisse être , de prendre , saisir , <sup>et c. d'arrê-</sup>  
 retenir ou arrêter par violence <sup>ter ou saisir</sup>  
 dans les Ports , ou d'aucune au- <sup>aucuns des</sup>  
 tre maniere ; sous quelque pre- <sup>Effets ap-</sup>  
 texte , cause ou motif que ce <sup>partenant à</sup>  
 soit , tant pressant qu'il puisse <sup>cet Assiento,</sup>  
 être , aucuns des Fonds , Mar- <sup>ni de visiter</sup>  
 chandises ou Effets du provenant <sup>les maisons</sup>  
 de cet Assiento , ou appartenant <sup>des Fac-</sup>  
 aux Assientistes , sous peine de <sup>teurs , à</sup>  
 punition , & de payer de leurs <sup>moins qu'ils</sup>  
 propres biens , les dommages & <sup>ne soient</sup>  
 pertes qui en resulteroient. Il ne <sup>convaincus</sup>  
 sera pas non plus permis auxdits <sup>par des</sup>  
 Ministres de visiter les Maisons <sup>preuves</sup>  
 ni les Magasins des Facteurs ou <sup>qu'on n'y</sup>  
 autres appartenant à cet Assien- <sup>ait intro-</sup>  
 to , lesquels doivent jouir de ce <sup>duit des</sup>  
 privilege & de cette exemption , <sup>marchandi-</sup>  
 pour prevenir le scandale & la <sup>ses desfen-</sup>  
 honte , qui accompagnent de <sup>dues , &</sup>  
 pareils <sup>ence cas, la</sup>  
<sup>visite se fera</sup>  
<sup>en presence</sup>  
<sup>du Juge</sup>  
<sup>Conserua-</sup>  
<sup>teur.</sup>

pareils procedés; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défenduës, & en ce cas, elle pourront être visitées en la presence du Juge Conservateur, absolument requise pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prevenir les vols & les enlèvemens, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ses occasions. Au reste on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies; mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Assiento, qui doivent être libre; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offences on les dénoncera au Conseil, afin de les faire punir.

## XVI.

19.  
Les Assien-  
tistes pour-  
ront emplo-  
yer les Ma-

Qu'il sera permis auxdits Assien-  
tistes, à leurs Facteurs & au-  
tres appartenant à leur Compa-  
gnie

gnie aux *Indes*, d'employer à <sup>selots, les</sup> leur service les Matelots, Voi- <sup>voituriers</sup> turiers & Ouvriers, dont ils au- <sup>& les Ou-</sup> ront besoin, pour charger & <sup>vriers qu'il</sup> décharger leurs Vaisseaux, par leur plaisir. un accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront conve-  
nus.

XVII.

Que lesdits *Assientistes* auront <sup>17.</sup> *Leurs Effets* la liberté de charger comme il <sup>pourront</sup> leur plaira, les Effets qu'ils au- <sup>être chargés</sup> ront aux *Indes*, sur les Galions, <sup>sur les Ga-</sup> pour les transporter en *Europe*, <sup>lions ou</sup> en s'accommodant pour le fret <sup>Vaisseaux</sup> avec les Capitaines ou Proprie- <sup>de Guerre</sup> taires desdits Vaisseaux; ou sur <sup>du Roi d'E-</sup> les Vaisseaux appartenant à l'*As-* <sup>spagne, ou</sup> *siento*; lesquels pourront, au <sup>sur les pro-</sup> cas qu'ils le trouvent bon, ve- <sup>pres Vais-</sup> nir sous le convoi desdits Ga- <sup>seaux des</sup> lions ou autres Vaisseaux de <sup>Assientistes,</sup> Guerre de sa Majesté Catholi- <sup>& ne paye-</sup> que, qui ordonnera expressément <sup>ront aucun</sup> aux uns & aux autres de les ad- <sup>Droit d'en-</sup> mettre & prendre sous leur pro- <sup>trée en Es-</sup> tection & sauvegarde, & il leur <sup>pagne. ni</sup> <sup>Indult:</sup> <sup>Mais il ne</sup> <sup>leur sera</sup> <sup>point permis</sup> <sup>de prendre</sup>

E

fera

*sur leurs  
Vaisseaux  
des passagers  
sujets du  
Roi d'Espa-  
gne, ni au-  
cuns de  
leurs effets.*

fera enjoint de ne requerrir d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni sous pretexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions: Et les Effets, dont ils seront chargez appartenant aux *Assentistes*, verifiez par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en *Espagne*, leur Fond aiant le même privilege que s'il appartenoit à sa Majesté Catholique: Cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Assiento, & qui pourront venir en compagnie des Galions, de prendre sur leur bord des Passagers *Espagnols*, ou aucuns Effets des sujets de sa Majesté Catholique.

18.

XVIII.

*à compter  
du premier  
jour de  
Mai, 1713.  
il ne sera  
plus permis  
à la compa-  
gnie Fran-  
çoise ni à*

Qu'à compter du premier jour de Mai de la presente année 1713. jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Assiento, ni apres qu'ils l'aurent prise, il ne sera plus permis à la Compagnie *Françoise de Guinée*, ou à qui que

que ce soit de transporter des <sup>qui que ce</sup> Esclaves Negres aux *Indes* : Et <sup>soit, de</sup> au cas qu'ils le fissent, la Maje- <sup>transporter</sup> sté Catholique les déclarera, <sup>des Negres,</sup> comme Elle les déclare par cet <sup>sous peine de</sup> Article, confisque en faveur & <sup>confiscation</sup> à l'avantage des *Assentistes*, qui <sup>en faveur de</sup> en prendront possession en pa- <sup>la Compa-</sup> gnie An- <sup>gloise, dont</sup> yant les Droits des Negres intro- <sup>il sera per-</sup> duits ainsi contre cet Article, & <sup>mis aux</sup> le Règlement établi par ce Con- <sup>Facteurs,</sup> tract. Et pour cet effet, aussi <sup>avec la per-</sup> tôt qu'il sera signé on dépêche- <sup>mission &</sup> ra, de la maniere la plus ample, <sup>par l'autho-</sup> des Ordres circulaires en *Ameri-* <sup>rité des</sup> *neurs*, de vi- <sup>Gouver-</sup> que, pour empêcher qu'on n'y <sup>ster les</sup> admette aucuns Negres dans les <sup>Vaisseaux</sup> Ports, sur le compte de la Com- <sup>qui arrive-</sup> pagnie *Françoise*, & la même <sup>ront sur la</sup> Côte. chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effec- tuel & plus avantageux au reve- nu Royal, on est convenu, que lors que les *Assentistes* seront in- formés qu'aucun Vaisseau char- gé de Negres, ne leur apparte- nant pas, sera arrivé sur les cô- tes, ou entré dans aucun Port,

il leur sera permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immédiatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de sa Majesté Catholique ou de ses sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet Effet lesdits *Assientistes* & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des *Indes*, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande ; bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme dessus, il faudra qu'ils en aient premièrement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prieront  
d'y



*touchant la Paix d'Utrecht.* 101  
d'y interposer leur autorité ;  
mais il faudra, que la Paix soit  
proclamée avant que ceci puisse  
se faire, ou que cet Assiento  
ait lieu.

XIX.

Que lesdits *Assientistes*, leurs <sup>19.</sup> *Sa Majesté*  
Facteurs & Agents auront la li- <sup>s'engage en</sup>  
berté de naviger & de transpor- <sup>parole &</sup>  
ter leurs Esclaves Negres, selon <sup>foi de Roi</sup>  
leur Contract dans les Ports sep- <sup>de faire ob-</sup>  
tentrionaux des *Indes Occidenta-* <sup>server tous</sup>  
*les* de sa Majesté Catholique, <sup>les Articles</sup>  
<sup>de l'Assien-</sup>  
sans en excepter la Riviere de <sup>10.</sup>  
*Plata* ; avec défense à tous au-  
tres, soit sujets de la Couronne  
ou étrangers, d'y transporter ou  
introduire aucuns Negres, sous  
les peines établies par les Loix  
faites pour ce Contract de Com-  
merce : De plus, sa Majesté Ca-  
tholique, s'oblige en foi & Pa-  
role de Roi de maintenir lesdits  
*Assientistes* dans la pleine & en-  
tiere possession de tous ces Ar-  
ticles, & de les faire executer,  
pendant le terme dont on est  
convenu, sans permettre ou con-

niver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, sa Majesté en faisant sa propre affaire; bien entendu qu'ils ne transporteront pas, ni dans ladite Riviere de *Plata* ni à *Buenos Ayres*, au dessus de douze cent *Piezas* de Nègres accordez, par le 8. Article de ce Traité.

## XX:

20.  
Sa Majesté  
Catholique  
se reserve  
unique-  
ment la  
connoissance  
de toutes les  
Causes con-  
cernant cet  
Assiento.

Qu'au cas, que lesdits *Assentistes* fussent troublez dans l'execution de cet *Assiento*, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privileges par des Procès, ou de quelque autre maniere, sa Majesté Catholique déclare qu'Elle s'en reservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur susciter à cet égard, avec défense à tous les Juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner & de prendre connoissance des Causes, Procès, omissions ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'execution de cet *Assiento*.

## XXI.

XXI.

21.

Que lors que les Vaisseaux *Il ne sera pas permis aux Vaisseaux employés pour ce Negoce d'entrer dans les Ports, avant que les Capitaines aient certifié, qu'il n'y a point de mal contagieux sur leur bord.* desdits *Affientistes* arriveront dans les Ports des *Indes* avec leurs Car-gaisons de Negres, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligez de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permission d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII.

Lorsque lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port, ils seront visitez par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinez jusques au fond, même jusques au quintellage ou lest : Et apres avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie, ils pourront de même décharger les Provisions nécessaires pour leur subsistance, qu'ils mettront dans des Maisons particulières ou des Magazins, en ayant obtenu la permission des

22.

*Les Vaisseaux seront visitez à leur arrivée, & les Marchandises trouvées sur leur bord confisquées; & la punition marquée dans cet Article sera exécutée: Mais les Negres, les Provisions*

*& les Vais-  
seaux seront  
libres.*

Ministres, qui auront fait la visite desdits Vaisseaux, pour prévenir par ce moyen les fraudes & les controverses: Mais il ne leur sera point permis de décharger, transporter ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées sous quelques pretexte ou motif que ce soit, & même s'ils s'en trouvoit sur leur bord, elles seroient saisies comme si elles eussent été déchargées; à l'exception seulement des Negres, & des Magasins de Provisions pour leur subsistance, sous peine, pour les contrevenans, d'être sévèrement punis, & leurs Marchandises & Effets confisquez ou brûlez, outre qu'ils seront déclarez incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Assiento: Et les Officiers & sujets de sa Majesté Catholique, qui y donneront les mains, seront aussi punis exemplairement, tout transport & trafic de Marchandises étant absolument défendu & refusé auxdits Assientistes, comme contraire.

*touchant la Paix d'Utrecht.* 105  
traire aux Loix de ce Royaume , & à la sincérité & bonne  
foi avec la quelle on doit s'ac-  
quitter des engagements de cet  
Affiento. Deplus, la Majesté  
déclare & ordonne que les Mar-  
chandises saisies de cette ma-  
niere , étant frauduleusement  
transportées, seront estimées , &  
immédiatement brûlées dans une  
place publique, par ordre des-  
dits Gouverneurs & Officiers  
Royaux , & que le Capitaine  
ou Patron du dit Vaisseau sera  
condamné à payer le prix au-  
quel elles auront été estimées,  
quand il ne seroit simplement  
coupable que d'omission , en  
n'ayant pas pris soin d'empêcher  
qu'on ne chargeât de pareilles  
Marchandises sur son bord : Mais  
qu'au cas qu'ils soient compli-  
ces ou participans du fait, ils  
seront condamnés à une aman-  
de proportionnée à leur crime ;  
sévérement punis , & déclarés  
incapables à jamais d'être em-  
ployés au service de cet Affien-

to. Et la Majesté Catholique obligera tout ses Ministres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui se sera passé à cet égard. Cependant les Vaisseaux à bord desquels seront les Negres, ou les Provisions chargées pour leur subsistance, ne seront point sujets à cette confiscation, étant déclarés libres, comme innocens du fait; & les personnes aux soins desquels ils seront commis, pourront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excedent pas la valeur de cent pieces de huit, ou *Escudos*, elles seront brûlées sans remission après avoir été estimées, & le Capitaine sera condamné à payer la somme à laquelle elles auront été estimées, pour la punition de sa négligence & de son omission; & ne payant pas la valeur des choses saisies de cette manière, il sera suspendu & emprisonné jusques à ce qu'il l'ait fait: Cependant en prouvant qu'il

*touchant la Paix d'Utrecht. 107*  
qu'il n'est point complice du  
fait il sera simplement obligé de  
produire le coupable, & sera  
remis en liberté.

XXIII.

23

Que les Viandes & autres Pro-  
visions déchargées pour la subsi-  
stance des Negres ne payeront  
aucuns Droits d'entrée ni de for-  
tie, ni aucuns des autres qui  
sont imposés à present, ou pour-  
roient l'être à l'avenir : Mais  
au cas que les *Affientistes* les a-  
chetent ou les transportent hors  
desdits Ports, ils seront obligez  
de payer les Droits établis, com-  
me font les sujets de sa Maje-  
sté Catholique : Et l'on déclare  
qu'arrivant que les Provisions  
déchargées dans les Magazins  
ne fussent pas toutes consu-  
mées, & en danger de se gâ-  
ter, elles pourront être vendues  
ou transportées en d'autres Ports,  
en payant les Droits établis ; tout  
cela ce faisant par l'interposition  
& avec la connoissance des Offi-  
ciers Royaux.

*Les Provi-  
sions déchar-  
gées pour  
l'usage des  
Negres, ne  
payeront au-  
cun Droit  
d'entrée ni  
de sortie :  
Mais celles  
qu'on a-  
chettera pa-  
yeront ceux,  
que payent  
les sujets de  
sa M. C.  
Et au cas  
qu'il y en  
eut de reste  
en danger de  
se gâter el-  
les pourront  
être vendues  
par l'inter-  
position des  
Officiers Ro-  
yaux en pa-  
yant les  
Droits.*

24.

*Les Droits payables pour les Negres seront dus du jour de leur débarquement, à l'expiration de ceux qui étant dangereusement malade, seront mis à terre, pour la guerison de quels on leur accorde 15. jours; & au cas qu'ils vivent encore après l'expiration de ce terme, les Droits en devront être payés comme des autres.*

Que les Droits imposez sur les Negres transportez, seront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des *Indes* après la visite, & que tout aura été réglé par les Officiers Royaux: Et au cas qu'aucuns desdits Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus, les *Assientistes* n'en seront pas moins obligez de payer les Droits de ceux qui mourront ainsi, ni ne pourront former aucune prétention sur ce sujet, excepté seulement, qu'avenant qu'en faisant la visite, il se trouvât quelques Negres dangereusement malade, on pourra les mettre à terre pour les guerir, & que ces Negres venant à mourir dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les *Assientistes* n'en payeront point les Droits, par ce qu'ils n'auront pas été débarquez pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur santé dans les



touchant la Paix d'Utrecht. 109  
 les quinze jours fixez pour cela;  
 après l'expiration desquels, ces  
 Negres vivant encore, les Droits  
 en seront payables, comme pour  
 les autres, & ce payeront en cet-  
 te Cour selon l'accord marqué  
 dans le cinquième Article.

XXV.

Qu'après, que les *Affientistes*, <sup>25.</sup> On pourra  
 ou leurs Facteurs, auront fixé vendre une  
 les Droits, & vendu une partie <sup>partie des</sup>  
 de la Gargaison des Negres a- <sup>Negres dans</sup>  
 menez en ce Port, il leur sera <sup>un Port,</sup>  
 permis de transporter le reste <sup>& transpor-</sup>  
 dans aucun autre Port, aiant des <sup>ter le reste</sup>  
 Certificats des Officiers Royaux <sup>dans un au-</sup>  
 à l'égard des Droits, afin de n'ê- <sup>tre, en aiant</sup>  
 tre point inquietez là-dessus dans <sup>un Certifi-</sup>  
 les autres Ports. Et il leur sera <sup>cat, à l'é-</sup>  
 permis de recevoir en payement <sup>gard des</sup>  
 pour ceux qu'ils vendront, de <sup>Droits: Les</sup>  
 l'Argent monnoyé, des bârres <sup>payements</sup>  
 d'Argent & des lingots d'Or, <sup>faits en Or</sup>  
 qui auront payé le *Quinto* au <sup>ou en Ar-</sup>  
 Roi sans fraude: Ils pourront <sup>gent ne pa-</sup>  
 de même en recevoir des pro- <sup>yeront point</sup>  
 ductions du País, qu'ils pour- <sup>de Droits;</sup>  
 ront aussi emporter & embar- <sup>au mais ceux</sup>  
<sup>qu'ils rece-</sup>  
<sup>vront en</sup>  
<sup>fruits ou en</sup>  
<sup>Esseis les</sup>  
<sup>payeront,</sup>

*Et pourront  
être trans-  
portez d'un  
Port à l'au-  
tre pour en  
faire le dé-  
bit.*

quer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente desdits Negres, sans être obligez de payer d'autres Droits que ceux, qui seront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets seront sortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette maniere faute d'argent; & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux employez pour ce Commerce. & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

26.

XXVI.

*Les Vais-  
seaux de cet  
Assiento  
pourront  
faire voile  
d'Angleter-  
re & y re-  
tourner, ou  
d'Espa-*

Que les Vaisseaux, qui seront employez par cet Assiento, pourront faire voile des Ports de la Grande Bretagne ou d'Espagne, comme il plaira aux Assientistes, qui rendront compte à sa Majesté Catholique des Vaisseaux, qu'ils

qu'ils enverront tous les ans pour le Négoce des Negres, & des Ports où ils seront destinez; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions du País, provenant de la vente de leurs Negres: Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & autres Officiers seront obligez de donner aux Ministres de sa Majesté Catholique des Regîtres authentiques de ce qu'ils auront sur leurs bords: Ou avenant qu'ils retournent directement dans la Grande Bretagne, ils enverront une relation exacte de leur Cargaison, afin que sa Majesté en soit pleinement informée: Bien entendu, qu'il ne leur sera pas permis d'apporter dans aucuns desdits Vaisseaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Passagers Espagnols, leur étant défendu

du de recevoir à bord aucune Marchandise ou autres Effets, sur le compte des sujets de sa Majesté Catholique dans ces Païs là, sans une permission expresse de sadite Majesté. Et l'on est convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prennent sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seront déclarez coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que sa Majesté aura donnez pour l'executer, & pour prevenir de pareilles fraudes dans les Ports des *Indes*, pour lesquelles les contrevans, en étant convaincus, seront constamment punis.

27.

## XXVII.

*La methode  
qu'on obser-  
vera à l'é-  
gard des  
Prises faites  
par les Vais-  
seaux de  
l'Assiento.*

S'il arrivoit, que les Vaisseaux de cet Assiento équippez en Guerre, fissent des Prises sur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates qui croisent & qui pillent ordinairement

rement dans les Mers de l'*Amerique*, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de sa Majesté Catholique, où ils seront admis; & lesdites Prises étant déclarées bonnes & legitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui sont établis & payables par les sujets naturels de sa Majesté: De plus, au cas qu'il se trouve des Negres sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se sont engagez de fournir, aussi bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est nécessaire pour leur subsistance. Mais il n'en est pas de même à l'égard des Marchandises & Denrées, qu'ils pourroient prendre; dont la vente est toujours défendue. Cependant, en consideration de leurs intérêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées, prises de cette manière, à *Charthagène* ou à *Portobello*, & de les remettre entre les mains des

Of-

Officiers du Roi , qui les recevront, en feront un Inventaire, & les mettront en leur présence dans des Magazins, où elles seront gardées jusques à l'arrivée des Galions, & au tems des Foires desdits Ports de *Carthagene* & de *Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la présence des Députés du Commerce, & des Propriétaires ou de leurs Agents : A cette fin sa Majesté Catholique donnera les ordres nécessaires, comme Elle fait par le présent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatrième partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à sadite Majesté Catholique, être mis dans les coffres Royaux & envoyé en *Espagne*, avec un compte exact dudit provenant, on remette les trois autres parties de chaque Prise, sans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agens, rabattant & re-

*touchant la Paix d'Utrecht.* 115  
 retenant tous les fraix de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lefdites Prises seront vendues, les Droits ordinaires dans la Trésorie. Et afin de prevenir toutes sortes de doutes & de disputes, la Majesté déclare, que tous les Vaisseaux pris de cette maniere, de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

# XXVIII.

Et comme en établissant & en *Leurs M<sup>tes</sup>* convenant de cet Assiento; on *jeffez, Bri-* a eu un égard particulier à l'a- *tannique* vantage, qui en pourroit resul- *& Catholi-* ter à leurs Majestés *Britanni-* *que sont in-* *teressées* *châcunes* *d'une qua-* *trième par-* *tie à cet* *Assiento.* *que* & Catholique & à leurs re- *venues*; on est convenu & on a stipulé que leurs Majestés y seroient interessées de la moitié, c'est à dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il est necessaire, que sa Majesté

Ca-

Catholique, afin d'avoir & de jouir de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits *Affientistes* un million de pieces de huit, *Escudos*, ou un quart de la somme, qu'ils jugeront nécessaire pour mettre ce Negoce sur le pié où il doit être; on est encore convenu, qu'au cas, que sa Majesté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme, les susdits *Affientistes* le feront de leur propre argent, à condition, que sa Majesté Catholique leur en payera l'interêt, qu'on rabattra sur la somme, qu'ils lui doivent payer, sur le pié de huit pour cent annuellement, à commencer des jours respectifs auxquels ils déboursent cet Argent, & en continuant jusqu'à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits, selon les comptes, qui lui en seront presentez; afin que sa Majesté jouisse ainsi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent

gent



*touchant la Paix d'Utrecht.* 117  
gent des à présent: Mais au cas  
qu'ils ne fissent point de profits,  
soit par des accidens ou autres  
malheurs, & qu'au contraire ils  
fissent des pertes, sa Majesté se-  
ra obligée, comme Elle s'y obli-  
ge des à présent, de leur faire  
rembourser la partie qui la re-  
garde, selon les règles de la ju-  
stice, & de la maniere la moins  
prejudicable à ces revenus Ro-  
yaux. Et sa Majesté Catholi-  
que nommera deux Directeurs  
ou Facteurs qui résideront à  
*Londres*; deux autres aux *Indes*,  
& un autre à *Cadiz*, pour tra-  
vailler de sa part, avec ceux de  
sa Majesté *Britannique*, & des  
autres Intéressés, à toutes les pro-  
cedures, achats & comptes de  
cet Assiento; & sa Majesté Ca-  
tholique leur donnera des In-  
structions particulieres pour leur  
servir de règle, & particuliere-  
ment à ceux des *Indes*, pour é-  
viter tous les inconveniens &  
toutes les disputes, qui pour-  
roient survenir.

à la fin des  
5. premières  
années, les  
Assientistes  
rendront  
compte des  
profits qu'ils  
auront faits,  
& payeront  
la part qui  
appartient  
à sa Ma-  
jesté Ca-  
tholique.

Que lesdits *Assientistes* ren-  
dront compte de leurs profits &  
gains à la fin des cinq premie-  
res années de cet *Assiento*, les-  
quels comptes seront affirmez  
par serment, & certifiez par des  
pièces authentiques, de la dé-  
pense, de l'achat, de la subsi-  
stance, du transport & de la  
vente des *Negres*, aussi bien,  
que de toutes les autres dépen-  
ses faites à cet égard: Ils pro-  
duiront pareillement des *Certi-*  
*ficats* en duë forme, du provenant  
de leur vente dans tous les Ports  
& parties de l'*Amerique*, appar-  
tenant à sa Majesté Catholique,  
soit qu'elles aient été transpor-  
tées ou vendues: Et ces comptes  
là, tant de la dépense que du  
provenant, seront premierement  
examinez & réglez par les Mini-  
stres de sa Majesté *Britannique*  
employez en ce service, en vertu  
de la part qu'elle doit avoir en  
cet *Assiento*, & ensuite en cet-  
te Cour; & la part, que sa Ma-  
jesté

touchant la Paix d'Utrecht. 119  
 jecté Catholique doit avoir des  
 profits, sera ajustée & recou-  
 verte des *Affientistes*, qui se-  
 ront obligez de la payer regu-  
 lierement & ponctuellement,  
 en vertu de cet Article, qui  
 aura la même force & vigueur,  
 que si c'étoit un Acte public, &  
 sous le Règlement mentionné  
 dans le 28. Article, concernant  
 les Facteurs, que sa Majesté Ca-  
 tholique doit employer.

### XXX.

30.

Que si le gain, qui se fe-  
 ra pendant les cinq premières  
 années, n'excede pas la som-  
 me, que les *Affientistes* doi-  
 vent avancer pour sa Majesté  
 Catholique, avec l'interêt à huit  
 pour cent, qui doit être inclus  
 & remboursé de la maniere sus-  
 exprimée, les *Affientistes* se  
 rembourseront eux mêmes en  
 premier lieu, de ce qu'ils au-  
 ront avancé avec tout l'interêt,  
 & payeront ensuite à sa Majesté  
 Catholique le reste du profit de  
 sa part, avec les Droits imposez  
 sur

*Des profits  
 qui provien-  
 dront des  
 cinq premie-  
 res années,  
 la Compa-  
 gnie se rem-  
 boursera des  
 avances  
 qu'elle aura  
 faites pour la  
 quatrième  
 partie ap-  
 partenant à sa  
 Majesté Ca-  
 tholique, &  
 de l'interêt,  
 & Elle ren-  
 dra compte,*

*de même du* sur les Negres annuellement  
*reste, de cinq* transportez, sans aucun delai ou  
*en cinq ans* empêchement. La même chose  
*successive-* se pratiquera & se continuera de  
*ment.* cinq en cinq ans successivement,  
 pendant le terme de l'Assiento;  
 à la conclusion duquel on ren-  
 dra compte du gain des cinq der-  
 nières années, de la même ma-  
 niere que des cinq premières :  
 En sorte que la Majesté Catholi-  
 que & les Ministres qu'Elle em-  
 ployera en cette affaire, soient  
 pleinement satisfaits, selon le  
 contenu du 28. Article, par rap-  
 port aux Facteurs, que sadite Ma-  
 jesté Catholique doit nommer.

## XXXI.

31. Et bien que les *Assientistes*  
 aient offert par le 3. Article de  
 ce Contract d'avancer deux cent  
 mille pieces de huit, de la ma-  
 niere exprimée dans cet Article,  
 dont ils ne devroient être rem-  
 boursez qu'à la fin des ving pre-  
 mières années de cet Assiento,  
 comme cela est marqué dans le-  
 dit 3. Article, & qu'ils ne pûs-  
 sent

*Au cas que*  
*les Profits*  
*des cinq pre-*  
*mieres an-*  
*nées puissent*  
*suffire, la*  
*Compagnie*  
*pourra se*  
*rembourser*  
*de tous l'ar-*  
*gent qu'elle*  
*aura avan-*  
*cé.*

*touchant la Paix d'Utrecht.* 121  
 sent rien prétendre pour le ris-  
 que ou l'intérêt de cette som-  
 me ; néanmoins s'il paroît, par  
 le compte que les dits *Assien-  
 tistes* doivent donner au bout  
 des cinq premières années, qu'ils  
 aient fait du profit, ils pour-  
 ront se rembourser de la somme,  
 ou d'une partie d'icelle, qu'ils  
 auront avancée pour la quatrié-  
 me partie, à laquelle sa Ma-  
 jesté Catholique est interressée  
 dans cet *Assiento*, selon ce qui  
 est marqué dans le 28. Article.

XXXII.

Que du moment de l'expira-  
 tion & après l'accomplissement  
 de cet *Assiento*, sa Majesté Ca-  
 tholique accorde aux *Assientistes*  
 le terme de trois années pour a-  
 juster leurs comptes, pour reti-  
 rer leurs Effets des *Indes*, &  
 pour régler toute chose ; & que  
 pendant ledit terme de trois an-  
 nées lesdits *Assientistes*, leurs Fa-  
 ctors, Agens & autres person-  
 nes par eux employées, jouiront  
 des mêmes Privileges & Immu-  
 nitez

32.

*On accorde  
 trois années  
 à la Com-  
 pagnie, après  
 l'expiration  
 des 30. an-  
 nées de cet  
 Assiento,  
 pour retirer  
 ses Effets,  
 avec les mê-  
 mes Privile-  
 ges dont elle  
 aura joui.*

nitez qui leur font accordées pendant le terme de ce Contrat, pour l'entrée libre de tous leurs Vaisseau & Bâtimens dans tous les Ports de l'*Amerique*, & le transport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, sans aucun changement ni la moindre restriction.

## XXXIII.

33.  
*Les dettes  
duës aux  
Assientistes  
pourront  
être poursui-  
vies, comme  
si elles é-  
toient dûës  
au Roi.*

Que tous les Débiteurs des *Assientistes* seront obligez & forcéz de payer leurs dettes, en faisant saisir leurs personnes & exécuter leurs biens, ces dettes devant être considérées comme duës à sa Majesté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

## XXXIV.

34.  
*On pourra  
envoyer de  
l'Europe, ou  
des Colonies  
de la Réine,  
des habillemens,  
des Medecines,  
des provi-*

Que comme il sera nécessaire pour la conservation & la subsistance des Esclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des *Indes Occidentales*, aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce, d'en-

*touchant la Paix d'Utrecht.* 123

d'entretenir constamment des <sup>Magazins</sup> <sup>remplis d'Habits, de Medecines, de Provisions & autres choses nécessaires, dans toutes les Factures, qui seront établies pour la commodité de cet Assiento; comme aussi de toutes sortes de Provisions navales, pour la reparation & l'équipement des Vaisseaux & Bâtimens employez en ce service, les *Assientistes* ne doutent pas, que sa Majesté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture de l'Europe ou des Colonies; que sa Majesté Britannique a dans l'*Amerique Septentrionale*, dans les Ports & sur les côtes de la Mer du Nord des</sup>

*Indes Occidentales Espagnoles*, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, aussi bien que dans la Riviere de *Plata* ou à *Buenas Ayres*, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est nécessaire pour la Marine, sim-

F 2 plement

plement pour l'usage des *Affien-  
ristes*, de leurs Negres, Facteurs,  
Domestiques, Matelots & Vais-  
seaux; & il leur sera permis de  
les transporter dans des Vais-  
seaux d'environ cent cinquante  
tonneaux, & non dans ceux qui  
doivent servir au transport des  
Negres, en rendant compte à  
leur départ, du nombre de ces  
Vaisseaux & de leur Cargaison  
au Conseil des *Indes*, auquel ils  
enverront pareillement une dé-  
claration des Facteurs, contenant  
la qualité des choses contenuës  
dans leurs Cargaisons, dont au-  
cunes ne pourront être venduës,  
sous peine de confiscation & de  
punition exemplaire à l'égard  
des contrevenans, à moins que  
ce ne soit au cas d'une nécessité  
pressante, pour un Vaisseau *Esp-  
agnol*, dont le Capitaine se-  
roit obligé de les acheter pour  
son retour, en s'accordant avec  
les Facteurs.



## XXXV.

35.

Pour le rafraichissement , & *Il sera per-*  
 pour la conservation de la santé *mis de louer*  
 des Negres, que l'on transpor- *des Terres,*  
 tera aux *Indes Occidentales* , a- *proche des*  
 près un si long & si penible vo- *Factures,*  
 yage , aussi bien que pour pre- *pour faire*  
 venir les maux contagieux par- *des planta-*  
 mi eux, les Facteurs de cet Al- *ges, qui se-*  
 sientto auront la permission de *ront culti-*  
 louer les terres qu'ils jugeront *vez, par ceux*  
 nécessaires , dans le voisinage *du Pais,*  
 des Places & des lieux où les *& par les*  
 Factures seront établies , pour *Negres,*  
 les cultiver & y faire des Plan-  
 tages , pour de nouvelles Provi-  
 sions pour leur support & leur  
 subsistance : Et cette culture se  
 fera par les habitans du Pais &  
 par les Negres, sans que d'au-  
 tres s'en puissent mêler : Aussi  
 ne sera-t-il permis à aucuns des  
 sujets de sa Majesté Catholique  
 de s'y opposer, pourvû qu'on  
 s'en tienne à ce Règlement.

## XXXVI.

36.

Qu'il sera permis aux *Affien-*  
*tistes* d'envoyer un Vaisseau de *On pourra*  
*charger un*  
*Vaisseau de*

300. Ton-  
neaux aux  
Canaries,  
& prendre  
les fruits or-  
dinaires  
pour l'Ame-  
rique,  
une seule  
fois, pendant  
le cours de  
l'Assiento.

trois cent tonneaux aux Isles des  
*Canaries*, & d'y charger les fruits.  
qu'on a coutume d'y prendre  
pour l'*Amerique*, selon ce qui  
a été accordé à *Don Bernardo*  
*Francisco Marin*, par le 26. Ar-  
ticle de son Assiento; & par le  
21. Article de l'Assiento de la  
Compagnie de *Guinée de Portu-  
gal*, pour une seule fois pen-  
dant le cours de l'Assiento.

## XXXVII.

37.  
On donnera  
Ordre de  
faire pu-  
blier dans  
sous les Ports  
de l'Ameri-  
que un In-  
dulto, ou  
Taxe à l'a-  
vantage de  
la Compag-  
nie, sur tous  
les Negres,  
introduits,  
du jour que  
cet Assiento  
aura lieu,

Que l'on enverra des Ordres  
pour la publication d'un *Indulto*,  
ou *Taxe* sur les Negres qui  
seront introduits injustement, du  
jour que cet Assiento aura lieu,  
avec liberté aux Facteurs de leur  
imposer cet *Indulto* au tems &  
au prix qu'il leur plaira, dont  
le provenant sera appliqué à l'a-  
vantage & au profit des *Assien-  
tistes*, lesquels seront obligez de  
payer à sa Majesté Catholique  
les Droits reguliers de trente-  
trois pieces de huit & un tiers,  
pour chaque Negre, au tems,  
que cet *Indulto* sera imposé.

## XXXVIII.

Que pour l'avantage & l'ex-  
 pedition de cette affaire, il plaira  
 à sa Majesté d'établir une *Junta*  
 de trois Ministres, qu'Elle ju-  
 gera les plus propres à cela, les  
 quels étant assistez du Fiscal &  
 du Secrétaire du Conseil des In-  
 des, entendront & prendront  
 connoissance, à l'exclusion de  
 tous autres, de toutes les cho-  
 ses, qui auront rapport à cela,  
 pendant le terme stipulé; & que  
 cette *Junta* représentera à sa  
 Majesté ce qui se passera à cet  
 égard, de la même manière, que  
 cela s'est pratiqué pour la Com-  
 pagnie Française.

Que tout ce qui a été accor-  
 dé aux *Affientos* précédens à Don  
 Domingo Grillo, Consulado de  
 Seville, Don Nicolas Porcio, Don  
 Bernardo Marin y Guzman; aux  
 Compagnies Portugaises & Fran-  
 çaises, pourvû que cela ne soit  
 point contraire au présent Con-  
 tract, sera pareillement entendu

*Tout ce qui  
 a été accor-  
 dé à l'égard  
 des Affientos  
 précédens,  
 n'étant pas  
 contraire à  
 celui-ci, sera  
 compris en  
 sa faveur,  
 comme s'il  
 y eût été in-*

seré. Et on & déclaré en sa faveur, comme  
 accordera à si cela y étoit littéralement infé-  
 ces Affien- ré : Et que tous les Ordres qui  
 ristes-ci, ont été dépêchez en aucun tems  
 tous les Or- en faveur des *Affientistes* sus men-  
 dres qu'on a tionnez seront accordez de mê-  
 accordés aux me à ceux-ci, lors qu'ils le sou-  
 autres, aussi haïteront, sans aucun doute ou  
 souvent qu'ils le sou- difficulté.  
 haïteront.

40.

XL.

En cas de Guerre entre les deux Couronnes, la Compagnie aura un an & demi pour retirer ses E. et d'Espagne & des Indes : Et au cas, que cela arrivât entre eux & d'autres Nations, les Vaisseaux de l'*Affiento* seront Neutres ; & pour cet effet ils auront Qu'au cas d'une Déclaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaise, entre la Couronne de la Grande Bretagne & celle d'Espagne, cet *Affiento* sera suspendu : Néanmoins, en ce cas, les *Affientistes* pourront se retirer en toute sûreté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Déclaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les transporter librement dans leur Païs, dans les Vaisseaux, qui se trouveront alors dans les Ports des Indes, ou dans ceux des *Espagnols* ; à condition qu'au cas qu'ils les fissent entrer dans les Ports d'Espagne, ils pourront libre-

librement les en faire ressortir, <sup>des passe-</sup>  
 comme si l'Assiento subsistoit <sup>ports, &</sup>  
 toujours; bien entendu, qu'on <sup>porteront</sup>  
 prouve que c'est le provenant du <sup>des pavil-</sup>  
 Négoce des Negres. On déclara <sup>lons diffé-</sup>  
 re de plus qu'au cas qu'il arrivât <sup>rens de ceux,</sup>  
 que les Couronnes d'Espagne & <sup>qu'ils ont</sup>  
 d'Angleterre, ou l'une des deux, <sup>accoutumé</sup>  
 conjointement ou séparément, <sup>de porter, au</sup>  
 entrassent en Guerre avec d'au- <sup>choix de sa</sup>  
 tres Nations, les Vaisseaux em- <sup>Majesté Ca-</sup>  
 ployez en cet Assiento prendront <sup>tholique.</sup>  
 des passeports; & porteront des  
 pavillons différens de ceux dont  
 se servent ordinairement les An-  
 glois & les Espagnols, selon le  
 choix, qui en sera fait par sa Maje-  
 sté Catholique, sans que l'on en  
 puisse accorder de semblables à  
 aucuns autres Vaisseaux, que  
 ceux qui appartiendront à ce  
 Négoce; & cela empêchera qu'ils  
 ne soient troublez ni attaquez  
 par les Vaisseaux des Nations,  
 qui seront ou se déclareront En-  
 nemies des deux Couronnes: Et  
 pour cet effet la Majesté de la  
 Grande Bretagne se charge de soli-

citer & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoissance, & seront obligez d'ordonner à leurs sujets de s'y conformer & de l'observer exactement & ponctuellement.

## XLI.

41.  
Sa Majesté  
Catholique  
suspend, en  
faveur de  
cet Assiento,  
toutes les  
Loix &c.  
qui y sont  
contraires,  
pendant le  
terme de  
33. ans.

Que tout le contenu du present Contract, & des Conditions, qui y sont inserées, comme aussi de tout ce qui y sera joint ou en dépendra, sera accompli & executé avec sincerité & exactitude, en sorte qu'il ne s'y trouve aucun obstacle, sous quelque pretexte, cause ou motif que ce soit. Et pour cet effet sa Majesté doit suspendre, comme elle suspend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privilèges, Etablissements, Usages & Coutumes, qui y sont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de l'*Amerique* appartenant à sa Majesté, ou elles pourroient sub-

*touchant la Paix d'Utrecht.* 131  
subsister , pendant le terme de  
trente ans , que cet *Affiento* doit  
avoir lieu , outre les trois an-  
nées accordées aux *Affientistes*  
pour retirer leurs Effets , & a-  
juster leurs comptes , comme il  
a déjà été dit. Cependant ces  
Loix là &c. doivent demeurer en  
pleine force & vigueur , dans tous  
les cas qui n'auront point de rap-  
port à ce Contract , & dans tous  
les tems à venir , apres l'expira-  
tion de ses trente-trois années.

XLII.

Enfin , sa Majesté accorde  
auxdits *Affientistes* , à leurs A-  
gens , Facteurs , Ministres , Of-  
ficiers civils & militaires , tant  
par mer que par terre , toutes  
les Graces , Libertez , Privileges  
& Exemptions , qui aient jamais  
été accordées à d'autres *Affienti-  
stes* , sans aucune restriction ou  
limitation , entant que cela ne  
sera pas contraire à ce dont on  
est convenu , & qui est expri-  
mé dans les Articles précédens ,  
que lesdits *Affientistes* s'obligent

pareillement d'accomplir & d'exécuter ponctuellement.

*Article Additionnel.*

Outre les Articles précédens, dont on est convenu en faveur de la Compagnie *Angloise*, sa Majesté Catholique, en considération des pertes, que d'autres *Affientistes* ont soutenues, & à condition expresse, que ladite Compagnie ne fera aucun Négocce défendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour manifester à sa Majesté *Britannique*, à quel point Elle souhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correspondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'*Affiento*, par son Décret Royal du 12. Mars de cette présente année, un Vaisseau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit subsister, pour négocier aux *Indes*, sa Majesté Catholique aiant une quatrième partie du gain qu'il fera,



*touchant la Paix d'Utrecht.* 133  
fera, comme Elle doit l'avoir  
de celui de l'Assiento: Et outre  
cette quatrième partie, sa Maje-  
sté Catholique doit encore rece-  
voir 5. pour cent du gain clair  
des trois autres parties, qui ap-  
partiennent à l'*Angleterre*; à  
condition qu'on ne pourra ven-  
dre les Marchandises, que cha-  
cun de ces Vaisseaux là transpor-  
tera qu'au tems de la Foire: Et  
au cas qu'aucun de ces Vaisseaux  
là arrivât aux *Indes* avant les Flo-  
ta, ou les Galions, les Fac-  
teurs de l'Assiento seront obligez,  
de débarquer les Marchandises  
dont ils seront chargez, & de les  
mettre dans des Magazins, qui se-  
ront fermez à deux clefs, dont l'u-  
ne sera entre les mains des Offi-  
ciers Royaux, & l'autre entre cel-  
les des Facteurs de la Compagnie,  
afin que lesdites Marchandises ne  
puissent être vendues que pen-  
dant le tems de la Foire; & elles ne  
payeront aucun Droit aux *Indes*.

Et d'autant que je veux, & *Conclusion.*  
qu'il est de mon bon plaisir,

F 7                      que

que tout ce qui est contenu dans chacun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inferé ci dessus, & dans le dernier de tous, ajoûté de mon propre mouvement, ait son entier effet ; Je les approuve & Ratifie par ces présentes, & en ordonne l'observation, l'accomplissement & l'execution à la lettre, en tout & par tout, selon la teneur du tout & de chaque Article, & de ce qui y est déclaré ; & que l'on ne fasse, ni ne souffre qu'on fasse rien qui soit contraire à la teneur ou forme d'iceux, suspendant, comme je suspens pour cette fois, toutes les Loix & défences, qui y peuvent être contraires : Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvû, que la Compagnie *Angloise* s'acquite de son côté du devoir de ce Contract, en tant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En témoignage de quoi j'ai accordé à Mylord

*Lexin.*

touchant la Paix d'Utrecht. 135  
*Lexington*, Ministre de sa Ma-  
jesté de la Grande Bretagne en  
cette Cour, le present Ecrit, &  
l'acceptation de ce Contract, qui  
répond de son accomplissement  
& de sa validité, & lequel en ver-  
tu de mes Ordres Royaux, a  
été dressé par le Greffier de la  
Chambre de mon Conseil des  
*Indes*, le 26. jour du présent  
mois de cette année: Et je veux,  
que pour l'exécution de tout ce  
qui est mentionné dans cet As-  
siento, toutes les Cédulés, Ex-  
péditions & Ordres, requis pour  
en assurer l'effet & l'accomplis-  
sement, soient publiés en leur  
propre tems: Et les Comptro-  
leurs des comptes de mon dit  
Conseil, doivent prendre con-  
noissance des présentes. Fait à  
*Madrid* le 26. jour de Mars 1713.

MOI LE ROI.

Par ordre de notre Seigneur le Roi,

*Don Bernardo Tinaguero de la Escalera.*

Votre Majesté approuve & Ra-  
tifie

tifie l'Assiento ajusté avec la  
Compagnie d'Angleterre, pour  
l'introduction des Esclaves Ne-  
gres aux *Indes* pendant le terme  
de trents ans, de la maniere  
mentionnée dans les Articles  
inferez ci dessus.

*Traduction*

TRACTATUS

TRAITÉ

D E

|                                |                                  |
|--------------------------------|----------------------------------|
| PACIS & AMICITIÆ,              | PAIX & D'AMITIÉ;                 |
| Confectus Ultraje-             | Conclu à Utrecht, le             |
| jecti die $\frac{2}{13}$ Julii | $\frac{2}{13}$ Juillet 1713. en- |
| 1713. inter Sere-              | tre la très Serenissi-           |
| nissimam & po-                 | me & très Puissan-               |
| tentissimam Prin-              | ce Princesse Anne,               |
| cipem Annam,                   | Reine de la Gran-                |
| Magnæ Britanniaë               | de Bretagne d'u-                 |
| Reginam, ab u-                 | ne part; & le très               |
| na parte, & sere-              | Serenissime & très               |
| nissimum & Po-                 | Puissant Prince                  |
| tentissimum Prin-              | Philipe 5. Roi Ca-               |
| cipem Philippum                | tholique des Espa-               |
| V. Regem Hispa-                | gnas d'autre part.               |
| niarum Catholi-                |                                  |
| cum, ab altera                 |                                  |
| parte.                         |                                  |

Cum Supremo  
Rerum omnium  
Moderatori placue-  
rit, post Bellum gra-  
vissimum, quod u-  
niversum quasi Chri-  
stianum Orbem tot  
per Annos cæde &  
fangvine funestavit,  
pro Divina Tua Cle-  
mentia, Principum  
belligerantium ani-  
mos, Armorum Con-  
tentione diu exagi-  
tatos, ad Pacis tan-  
dem & Concordiæ  
Studia deflexos com-  
ponere; Cumque Se-  
renissima ac Poten-  
tissima Princeps &  
Domina, Anna,  
Dei Gratia, Magnæ  
Britannia, Francia,  
& Hibernia Regina,  
&c. & Serenissimus  
ac Potentissimus  
Princeps & Domi-  
nus, Philippus Quin-  
tus

D'autant, qu'il a  
plû à Dieu, ensuite  
d'une cruelle Guerre,  
laquelle a rempli la  
meilleure partie de la  
Chrétienté de désola-  
tion, de sang & de  
carnage, de disposer,  
par sa Clemence Di-  
vine, les esprits des  
Princes engagez en  
cette Guerre, à la Paix  
& à la concorde, a-  
pres avoir été si long-  
tems enflammez de  
rage & de la fureur  
des armes: Et d'au-  
tant, que la très Se-  
renissime & très Puis-  
sante Princesse &  
Dame Anne, par la  
Grace de Dieu, Rei-  
ne de la Grande Bre-  
tagne, France & Ir-  
lande, &c. & le très  
Serenissime & très  
Puissant Prince &  
Seigneur Philippe V.  
par

tus, Dei Gratia, par la Grace de  
*Hispaniarum* Rex Dieu, Roi Catholique  
 Catholicus, &c. ni des Espagnes &c.  
 hil magis in votis n'ont rien plus à  
 habcant, nihil ope- cœur, & ne souhai-  
 ra vehementiori as- tent rien avec plus  
 sequi connitantur, d'ardeur, que de re-  
 quam ut perantiqua nouër les liens de l'an-  
 Fœderum atque A- cienne Alliance & a-  
 micitia inter Britan- mitié établies entre  
 nos, Hispanosque vin- les Nations Britan-  
 cula non solum refi- nique & Espagnole,  
 ciantur, verum c- de les resserrer plus  
 tiam novis necessi- étroitement, par de  
 tudinum commodo- nouveaux engagements  
 rumque hinc inde d'amitié & d'intérêt  
 Firmamentis fortius de part & d'autre,  
 astringantur, atque & de la transmettre  
 ad longissimam us- à la postérité la plus  
 que Posteritatem ne- éloignée; ils ont nom-  
 xu quasi indissolu- mé de part & d'au-  
 bili transmittantur; tre, pour parvenir à  
 ad Negotium tam une si bonne fin &  
 salutare ac tot no- tant désirée, en qua-  
 minibus exoptatum lité d'Ambassadeurs  
 feliciter tandem Extraordinaires &  
 conficiendum, Le- Plenipotentiaires, aux-  
 gatos Extraordina- quels ils ont donné  
 rios des

rios ac Plenipoten-  
 tiarios utrinque suos  
 nominaverunt &  
 Mandatis sufficien-  
 tibus instruxerunt;  
 Scilicet à parte sua  
 Regina Magna Bri-  
 tannia, Reverendum  
 admodum Johan-  
 nem, permissione  
 Divina Episcopum  
 Bristoliensem, Pri-  
 vati Angliæ Sigilli  
 Custodem, Regiæ  
 Majestati à Consiliis  
 Intimis, Decanum  
 Windesoriensem, &  
 Nobilissimi Ordinis  
 Periscelidis Regi-  
 strarium; ut & No-  
 bilissimum, Illustris-  
 simum, atque Ex-  
 cellentissimum Do-  
 minum Dominum  
 Thomam Comitem  
 de Strafford, Vi-  
 ce Comitem Went-  
 worth de Wentworth-  
 Wood-

des Ordres & des In-  
 structions suffisantes;  
 la Reine de la Gran-  
 de Bretagne de son  
 côté, le très Réve-  
 rend, Jean, par la  
 permission Divine, E-  
 vêque de Bristol, Gar-  
 de du Sceau privé d'  
 Angleterre, Mem-  
 bre du Conseil privé  
 de sa Royale Majesté,  
 Doyen de Windsor,  
 & Registraire du très  
 Noble Ordre de la  
 Jarriere; & le très  
 Noble, très Illustré  
 & très Excellent, Sei-  
 gneur Thomas Comte  
 de Strafford, Vicom-  
 te Wentworth de  
 Wentworth-Wood-  
 house, & de Staine-  
 borough, Baron de  
 Raby, Membre du  
 Conseil privé de sa  
 Royale Majesté, son  
 Ambassadeur Extra-

*Woodhouse, & de ordinaire & Plenipo-*  
*Staineborough, Ba-* *tentiaire auprès des*  
*ronem de Raby, Re-* *Hauts & Puissans*  
*giæ suæ Majestati à* *Seigneurs les Etats*  
*Consiliis Intimis,* *Generaux des Provin-*  
*Ejusdem Legatum* *ces Unies, Colonel du*  
*Extraordinarium &* *Regiment Royal des*  
*Plenipotentiarium* *Dragons de sa Ma-*  
*ad Celsos & Præpo-* *jesté, Lieutenant Ge-*  
*tentes Dominos Or-* *neral de ses Armées,*  
*dines Generales U-* *Premier Commissaire*  
*niti Belgii, Regiæ* *de l'Amirauté de la*  
*suæ Majestatis Di-* *Grande Bretagne &*  
*machorum Legio-* *d'Irlande, & Che-*  
*nis, (Vulgo Regi-* *valier du très Noble*  
*ment) Tribunum,* *Ordre de la Jarriere:*  
*& Exercituum Re-* *Et le Roi Catholique*  
*giorum Locum-te-* *de sa part, le très*  
*nentem Generalem,* *Illustre & très Ex-*  
*Primarium Admi-* *cellent Seigneur Fran-*  
*ralitatis Magna Bri-* *cisco Marie de Paul-*  
*tannia & Hibernia* *la, Tellez & Giron,*  
*Dominum Commis-* *Duc d'Offune, Com-*  
*sarium, ut & No-* *te d'Urvegna, Mar-*  
*bilissimi Ordinis Pe-* *quis de Pennafiel,*  
*riscelidis Equitem.* *Grand d'Espagne de*  
*A parte autem sua* *la premiere Classe,*  
*Rex Catholicus Il-* *Grand Chambellan du*  
*lu-* *Roi,*



|                       |                        |
|-----------------------|------------------------|
| Illustrissimum atque  | Roi, Grand Notaire     |
| Excellentissimum      | des Royaumes de Ca-    |
| Dominum Domini        | stille, Commandeur     |
| num Fraciscum Ma-     | & Grand Clavero de     |
| riam de Paula, Tel-   | l'Ordre de Callatra-   |
| lez & Giron, Du-      | va, pareillement Com-  |
| cem de Ossuna, Co-    | mandeur de l'Ordre     |
| mitem de Uruegna,     | de S. Jaques, un des   |
| Marchionem de Pen-    | Grands qui assistent   |
| nafiel, Magnum Hi-    | dans la Chambre du     |
| spanie primæ Claf-    | Roi Catholique Phi-    |
| fis, Majorem Regis    | lippe cinquième, Ge-   |
| Cubicularium, in      | neral de ses Armées,   |
| Castellæ Regnis No-   | & Capitaine de la      |
| tarium Majorem,       | premiere Compagnie     |
| Ordinis Calatrava     | de ses Gardes du       |
| Commendatorem,        | Corps; & le très       |
| & Majorem in Cla-     | Illustre & très Excel- |
| vibus, similiterque   | lent Seigneur Isidore  |
| in Divi Jacobi Or-    | Cazado de Azevedo      |
| dine Commendato-      | de Rosalez, Marquis    |
| rem, Unum ex          | de Monteleon, Vi-      |
| Grandibus Regi        | comte d'Alcazar Re-    |
| Catholico Philippo    | al, Conseiller au Con- |
| Quinto in Cubiculo    | seil supreme des Indes |
| assistentibus, in Re- | de sa Majesté Catho-   |
| gis Exercitibus Du-   | lique, un des Sei-     |
| cem Generalem, &      | gneurs de la Chambre   |
| in                    | du                     |

in Regalibus Corporis Custodibus Ducem Primum; ut & Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum I. fidorum Cazado de Azevedo de Rosales, Marchionem de Monteleone, Vice-Comitum de Alcaraz Real, in Supremo Indiarum Concilio suæ Regiæ Catholicæ Majestatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regis Cubiculariis: Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentarii, ad tenorem eorum, quæ facta sunt, & de quibus in Aulis tam Londini quam Madridi per Ministros utrinque conventum est, in Pacis atque

du Roi : Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires sont convenus des conditions de Paix & d'Amitié suivantes, conformes à celles qui avoient été faites à Londres & à Madrid par des Ministres de part & d'autre.

atque Amicitiae Le-  
ges insequentibus con-  
fenserunt, conve-  
neruntque.

I.

*Pax sit Christiana,  
Universalis, &  
perpetua, veraque A-  
micitia inter Serenissi-  
mam ac Potentissi-  
mam Principem, An-  
nam Magnae Britan-  
nae Reginam, & Se-  
renissimum ac Poten-  
tissimum Principem,  
Philippum Quintum  
Hispaniarum Regem  
Catholicum, eorum-  
que Haeredes & Suc-  
cessores, nec non ut-  
riusque Partis Regna,  
Status, Ditiones, &  
Provincias ubicunque  
sitas, Eorumque Sub-  
ditos, eaque ita sin-  
cere servetur & co-  
suetur, ut neutra pars  
ad alterius perniciem,  
vel*

I.

*Qu'il regnera u-  
ne Paix Chré-  
tienne & u-  
niverselle, & une  
amitié sincère &  
perpétuelle entre la  
très Serenissime &  
très Puissante Prin-  
cesse Anne, Rei-  
ne de la Grande  
Bretagne, & le très  
Serenissime & très  
Puissant Prince Phi-  
lips 5. Roi Catholi-  
que des Espagnes,  
& leurs Héritiers &  
Successeurs; les Ro-  
yaumes, les Etats,  
les Provinces & les  
Seigneuries départ  
& d'autre, en quel-  
que endroit que ce  
puisse être, & leurs  
su-*

*vel Detrimentum, sub  
quolibet colore, quid-  
quam molietur, aut  
molientibus, seu quod-  
vis damnum inferre  
volentibus, ullum au-  
xilium, quocunque  
nomine veniat, præ-  
stare, aut juvare qua-  
vis ratione possit aut  
debeat. E contra au-  
tem tenebuntur Regia  
sua Majestates alter  
alterius Utilitatem,  
Honorem, ac Com-  
modum promovere,  
eoque omni Studio  
Consilia sua dirigere,  
quo mutuis Amicitia,  
Documentis Paci nunc  
inita nova indies ac-  
cedant Firmamenta.*

sujets; laquelle sera  
cultivée & conservée  
avec tant de sincé-  
rité, que les uns ni  
les autres, sous quel-  
que prétexte, que  
ce soit, ne puissent  
rien entreprendre  
tendant à la destru-  
ction ou au désavan-  
tage des uns ou des  
autres; ni assister,  
sous quelque motif  
que ce puisse être,  
ceux qui pourroient  
tâcher de le faire.  
Au contraire, leurs  
Royales Majestez  
s'obligent de travail-  
ler à l'envi à se pro-  
curer mutuellement  
de l'honneur & de  
l'utilité, & à diriger  
avec soin leurs Con-  
seils à cette fin, en  
sorte, que par des  
preuves reciproques  
d'amitié, la Paix  
qu'on

qu'on vient de conclure, puisse se fortifier de plus en plus tous les jours.

II.

*Quandoquidem vero Bellum; cui Finis Pace hac feliciter à Deo impositus est, ab initio susceptum, & tot per Annos, vi Summâ, immensis Sumptibus, & occasione propè infinita gestum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius Europæ, ex nimis arctâ Regnorum Hispaniæ, Galliæque Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum Sollicitudinem omnem, Suspicionemque, de istiusmodi Conjunctione, & ad firmandam Stabilitatem*

II.

Et comme la Guerre, qu'on vient de terminer heureusement par cette Paix, a été entreprise au commencement, & continuée si longtemps avec tant de d'animosité, & des dépenses immenses, aussi bien qu'avec une éffusion de sang inexprimable, à cause du danger éminent, dont la liberté & la sûreté de toute l'Europe a été menacée par l'union trop étroite des Royaumes d'Espagne & de France: Et que pour satisfaire les inquiétudes

G des

*liendamque Pacem ac  
Tranquillitatem Chri-  
stiani Orbis, jussu Po-  
tentia Equilibrio  
(quod optimum &  
maximè Solidum mu-  
tua Amicitia & du-  
ratura undiquaque  
Concordia fundamen-  
tum est) tam Rex Ca-  
tholicus quam Rex  
Christianissimus, satis  
justis cautelis provi-  
sum esse voluerint, ne  
Regna Hispaniæ &  
Galliæ unquam sub  
eodem Imperio ve-  
niant & uniantur, nec  
unquam Unus & Idem  
utriusque Regni Rex  
fiat; atque eum in fi-  
nem Majestas sua Ca-  
tholica, pro Se, Ha-  
redibus & Successo-  
ribus suis, Juri, Ti-  
tulo, Præfensionique  
omnimoda ad Coro-  
nam Galliæ Solem-  
nissime*

des & les soupçons,  
dont les Esprits ont  
été agitez, & ré-  
tablir la Paix &  
la tranquillité de la  
Chréienté par un  
juste équilibre de  
puissance, qui est  
le meilleur & le  
plus solide fonde-  
ment d'une amitié  
mutuelle, & d'une  
union durable de  
part & d'autre, le  
Roi Catholique &  
le Roi tres Chrétien  
ont consenti, que  
l'on prenne soin par  
des précautions suf-  
fisantes, d'empê-  
cher que les Ro-  
yaumes d'Espagne  
& de France puis-  
sent jamais être unis  
sous la même Do-  
mination, ou qu'u-  
ne même personne  
puisse jamais deve-  
nir

niffime renunciaverit. nir Roi des deux  
Vide Renuntiatio- Royaumes. A cette  
nes in Tom. 2. fin, fa Majesté Ca-

tholique a renoncé  
pour Elle même, ses  
Héritiers & Succel-  
seurs, de la manie-  
re, la plus solem-  
nelle, à tous les  
Droits, Titres &  
Pretentions qu'El-  
le pourroit avoir à  
la Couronne de  
France &c. On trou-  
vera toutes ces Renon-  
ciations dans le 2. Tô-  
me de ces Actes &  
Memoires.

*Dicta sua Majestas* Et sadite Majesté  
*Catholica solemnissi-* Catholique renou-  
*mè Renunciationem* velle & confirme par  
*ex parte suâ superius* cet Article la Renon-  
*memorata hîsce re-* ciation solennelle  
*novat & confirmat;* sus mentionnée,  
*Cumque Legis Pra-* faite de son côté:  
*gmatica & Funda-* Et comme elle a  
*mentalis vim obtine-* obtenu la force d'u-  
*rit, spondet denuò,* ne Loi générale &  
*modo,* G 2 fon-

*liendamque Pacem ac  
Tranquillitatem Chri-  
stiani Orbis, jussu Po-  
tentia Equilibrio  
(quod optimum &  
maximè Solidum mu-  
tua Amicitia & du-  
ratura undiquaque  
Concordia fundamen-  
tum est) tam Rex Ca-  
tholicus quam Rex  
Christianissimus, satis  
justis cautelis provi-  
sum esse voluerint, ne  
Regna Hispaniæ &  
Galliæ unquam sub  
eodem Imperio ve-  
niant & uniantur, nec  
unquam Unus & Idem  
utriusque Regni Rex  
fiat; atque eum in fi-  
nem Majestas sua Ca-  
tholica, pro Se, Ha-  
redibus & Successo-  
ribus suis, Juri, Ti-  
tulo, Præfensionique  
omnimoda ad Coro-  
nam Galliæ Solem-  
nissime*

des & les soupçons,  
dont les Esprits ont  
été agitez, & ré-  
tablir la Paix &  
la tranquillité de la  
Chréienté par un  
juste équilibre de  
puissance, qui est  
le meilleur & le  
plus solide fonde-  
ment d'une amitié  
mutuelle, & d'une  
union durable de  
part & d'autre, le  
Roi Catholique &  
le Roi tres Chrétien  
ont consenti, que  
l'on prenne soin par  
des précautions suf-  
fisantes, d'empê-  
cher que les Ro-  
yaumes d'Espagne  
& de France puis-  
sent jamais être unis  
sous la même Do-  
mination, ou qu'u-  
ne même personne  
puisse jamais deve-  
nir



nissime renunciaverit. nir Roi des deux  
Vide Renuntiatio- Royaumes. A cette  
nes in Tom. 2. fin, sa Majesté Ca-

tholique a renoncé  
pour Elle même, ses  
Héritiers & Succel-  
seurs, de la manie-  
re, la plus solem-  
nelle, à tous les  
Droits, Titres &  
Pretentions qu'El-  
le pourroit avoir à  
la Couronne de  
France &c. On trou-  
vera toutes ces Renon-  
ciations dans le 2. Tô-  
me de ces Actes &  
Memoires.

*Dicta sua Majestas  
Catholica solemnissi-  
mè Renunciationem  
ex parte suâ superius  
memoratam hisce re-  
novat & confirmat;  
Cumque Legis Pra-  
gmatica & Funda-  
mentalibus vim obtinue-  
rit, spondet denuò,  
modo,*

Et sadite Majesté  
Catholique renou-  
velle & confirme par  
cet Article la Renon-  
ciation solennelle  
sus mentionnée,  
faite de son côté:  
Et comme elle a  
obtenu la force d'u-  
ne Loi générale &  
fon-

*modo, quantum fieri potest, sanctissimo, sese illam inviolabiliter observaturam, observarique curaturam, operamque adeo daturam impensissimam, omnique studio provisuram, ut Renunciationes antedictæ irrevocabilitè observentur, & Executioni mandentur, tam ex parte Hispaniæ, quam ex parte Galliæ; quibus nimirum in pleno vigore subsistentibus, & bonâ fide utrinque observatis, unâ cum aliis Transactionibus eo spectantibus, Coronæ Hispaniæ & Galliæ ab invicem ita separata erunt, & sejunctæ, ut in unum posthac coalescere nunquam poterint.*

III.

fondamentale, ladicte Majesté s'engage de nouveau, de la maniere la plus sacrée, de l'observer & de la faire observer inviolablement: Et Elle travaillera aussi avec toute l'ardeur possible, à faire observer irrevocablement les autres Renonciations & les executer, tant de la part de l'Espagne que de la France, puisque tant qu'elles subsisteront & seront en pleine force, & fidèlement observées de part & d'autre, aussi bien que les autres Conventions faites à cet égard, les Couronnes d'Espagne & de France, seront tellement séparées & divisées

visées l'une de l'autre, qu'elles ne pourront jamais être unies ensemble.

III.

*Si perpetua utrinque Amnestia, & Oblivio eorum omnium, qua, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt; ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel pretextu, alter alteri quidquam Inimicitia, aut Molestia, directe vel indirecte, specie Juris, aut viâ Facti, uspiam inferat, aut inferri patiatur.*

III.

Qu'il sera accordé une Amnistie generale & un éternel oubli de toutes les choses, qui se sont passées de part & d'autre, quelque acte d'hostilité qui ait été exercé en aucun lieu ou par qui que ce soit pendant la dernière Guerre: En sorte qu'il ne sera point permis à cet égard, ni sous quelque pretexte que ce puisse être, soit par voie de fait ou de droit, de s'inquieter directement ni indirectement.

IV.

*Captivi utrinque omnes*

IV.

Tous les Prisonniers

*omnes & singuli, cu-  
juscunque statûs sint,  
aut Conditionis, sta-  
tim à Ratihabitione  
prasentis Tractatûs,  
absque omni redem-  
ptionis pretio, solutis  
tantummodo debitis  
qua durante Captivi-  
tate contraxerint, Li-  
bertati pristina resti-  
tuentur.*

niers de part & d'au-  
tre, de quelque qua-  
lité ou condition  
qu'ils puissent être,  
seront mis en liber-  
té immédiatement  
apres la Ratification  
de ce Traité, sans  
qu'ils soient tenus  
de payer aucune ran-  
çon; mais ils seront  
obligez de payer les  
dettes qu'ils auront  
contractées pendant  
leur captivité.

## V.

*Ad majorem insu-  
per Paci restituta, Fi-  
daque, & non teme-  
randa amicitia firmi-  
tatem conciliandam,  
præcidendasque omnes  
dissidentia occasiones,  
qua oriri ullo tempore  
possent, ex stabilito  
Successionis Heredi-  
taria ad Regnum Ma-  
gnæ Britanniaæ &c*

## V.

De plus, pour  
mieux affermir &  
rendre plus durable  
la Paix qu'on vient  
de conclure, & cet-  
te Amitié, qui ne  
doit jamais être vio-  
lée, & pour lever  
toutes les causes de  
jalousie, qui pour-  
roient naître à l'é-  
gard du droit & de  
l'ordre

*Et Ordine, ejusque* l'ordre établi au su-  
*Limitatione per Leges* jet de la succession  
*Magnæ Britannix* héréditaire à la Cou-  
*(regnantibus tum nu-* ronne de la Grande  
*pero Gloriosissima Me-* Bretagne, & des li-  
*morix Rege Guliel-* mitations d'icelle par  
*mo Tertio, tum hodi-* les loix de la Gran-  
*ernâ Dominâ Reginâ)* de Bretagne, faites  
*latas Et sancitas, ad* & passées en Acte  
*altememorata Domi-* sous les Regnes du  
*na Regina Progeniem,* Roi Guillaume troi-  
*câque deficiente, ad* sième de Glorieuse  
*Serenissimam Princi-* memoire, & de la  
*pem Sophiam Elec-* Reine regnante, à  
*tricem Brunswici* l'égard de la lignée  
*Dotariam, Et ejus-* de ladite Reine, &  
*dem Heredes in Li-* au défaut d'icelle  
*neâ Protestantium* en faveur de la très  
*Hannoveranâ. Ut* Sérenissime Princef-  
*igitur dicta Successio,* se Sophie, Electri-  
*secundum Leges Ma-* ce Doüariere de  
*gnæ Britannix facta* Brunswick, & de ses  
*testa maneat. Rex Ca-* Heritiers dans la Li-  
*tholicus supramemo-* gne Protestante de  
*ratam Successionis ad* Hanover : Et afin  
*Regnum Magnæ Bri-* de mieux assurer &  
*tannix Limitationem* conserver ladite suc-  
*sincerè Et solenniter* cession, selon les  
*agnoscit,*

*agnoscit, eandemque gratam & acceptam sibi atque Hæredibus ac Successoribus suis esse, ac in perpetuum fore, sub Fide & Verbo Regis, oppignorato suo & Successorum Honore, declarat, spondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipsam Dominam Reginam, Ejusque Successores secundum Limitationis seriem, Legibus, & Statutis Magnæ Britannia stabilitam, pro Rege, aut Regina Magnæ Britannia, per Se, vel per Hæredes, ac Successores suos agnitiū iri aut habitum.*

Loix de la Grande Bretagne, le Roi Catholique reconnoit sincerement & solennellement la dite limitation de la succession au Royaume de la Grande Bretagne, & déclare & s'oblige sur sa foi, son honneur & sa parole Royale, tant pour lui que pour ses Successeurs de l'approuver, comme il l'approuve & la reconnoit dès à présent, & le fera à jamais, lui, ses Héritiers & Successeurs: Et ledit Roi Catholique promet de même sur son honneur & sa parole Royale, tant pour lui, que pour sesdits Héritiers & Successeurs, de ne recon-

recon-

reconnoître & ne re-  
puter jamais, en qua-  
lité de Roi ou de  
Reine de la Grande  
Bretagne, aucune  
personne, quelle qu'  
elle ce puisse être,  
que ladite Reine &  
ses Successeurs, selon  
l'ordre & la limita-  
tion établie par les  
Loix & statuts de la  
Grande Bretagne.

VI.

*Promittit porro Rex  
Catholicus, tam suo,  
quam Hæredum &  
Successorum suorum  
nomine, nullo unquam  
tempore, sese dictam  
Magnæ Britannia  
Reginam, Hæredes,  
Successoresque ejus,  
prædictâ Protestanti-  
um Gente oriundos,  
Magnæ Britannia  
Coronam, Ditionesque  
eidem subjectas, possi-*

VI.

Ledit Roi Catho-  
lique promet de plus  
pour lui, pour ses  
Heritiers & Succes-  
seurs, de ne troubler  
ni inquiéter en quel-  
que façon que ce-  
soit, ladite Reine  
de la Grande Bre-  
tagne, les Héretiers  
& Successeurs de la  
ligne \* Protestante  
sufdite, qui seront  
en possession de la

*possidentes, turbatu-  
ros, vel molestia ali-  
qua affecturos, neque  
ullum ullo tempore  
auxilium, Suppetias,  
Favorem, aut Consi-  
lium præstabit Rex Ca-  
tholicus antedictus,  
Ejusve Successorum a-  
liquis, directe vel in-  
directe, Terrâ, Ma-  
rive, Pecuniâ, Ar-  
mis, Munitionibus,  
Apparatu bellico, Na-  
vibus, Milite, Nau-  
tis, aliove quovis mo-  
do, cuicunque Persona,  
aut Personis, si qua  
fuerint, quâquâcunque  
de causâ aut prætextu,  
dictæ Successioni sese  
in posterum opponere  
molirentur, sive aper-  
to Marte, sive Sedi-  
tionem alendo, conju-  
rationesque conflando  
contra talem Principem,  
ac Principes,*

*Magnæ*

Couronne de la  
Grande Bretagne &  
des Etats, qui en  
dépendent : Ledit  
Roi Catholiques'en-  
gage de plus, de n'as-  
sister directement ni  
indirectement, de ne  
conseiller ni favori-  
ser, ni secourir par  
mer ni par terre, ni  
de quelque maniere  
que ce puisse être,  
d'Argent, d'Ar-  
mes, Munitions,  
Instrumens de Guer-  
re, Vaisseaux, Sol-  
dats ni de Matelots  
la personne ou les  
personnes, quelles  
qu'elles puissent é-  
tre, qui sous quel-  
que motif ou præ-  
texte que ce soit,  
pourroient préten-  
dre à l'avenir de tâ-  
cher de s'opposer à  
ladite succession,  
soit



Magnæ Britanniaë soit par une Guerre Solium , Actorum ouverte ou en fa-  
Parliamenti. ibidem vorisant les Cabales  
sancitorum vigore oc- & les conspirations  
cupantes , sive contra formées contre le  
illum, aut illam Prin- Prince ou les Prin-  
cipem, cui secundum ces , qui seront en  
Parliamenti Acta, ut possession du Trône  
supradictum est, ad de la Grande Breta-  
Coronam Magnæ Bri- gne , en vertu des  
tanniæ Successio pa- Actes de Parlement  
tebit. qu'on y a faits ; ou  
contre le Prince ou  
la Princesse auxquels  
la Succession de la  
Couronne de la  
Grande Bretagne  
appartiendra , en  
vertu des Actes de  
Parlement susmen-  
tionnez.

VII.

Redeat & aperia-  
tur ordinaria disposi-  
tio Justitiæ per Regna  
& Dominia alteru-  
trius Regiæ Majestatis,  
ita ut liberum sit omni-

bhs

VII.

Les voyes de la  
Justice ordinaire se-  
ront rétablies & ou-  
vertes dans tous les  
Royaumes , Terres  
& Seigneuries de

G 6. l'obeiss

*bus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Præfensiones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni. Speciatim vero si qua Querimonia sint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel sub Initium Belli nuperrime confecti, contra Tractatum Tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut secundum Justitiæ normam damna refarciantur.*

l'obéissance de leurs Royales Majestez ; & leurs sujets, de part & d'autre, y pourront faire valoir leurs droits, actions & prétentions suivant les Loix, Constitutions & Statuts de chaque Royaume. Et particulièrement au cas qu'ils aient lieu de se plaindre de quelques injustices ou griefs, commis contre la teneur des Traitez, soit en temps de Paix, ou au commencement de la Guerre qu'on vient de finir, & on aura soin de réparer immédiatement les dommages reçus, suivant les règles de l'équité & de la justice.

*Liber fit Usus Navigationis & Commerciorum inter utriusque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperimi Belli denunciationem, regnante Catholico Hispaniarum Rege Carolo Secundo, Gloriosa Memoria, secundum Amicitia, Confæderationis, & Commerciorum Pacta, que quondam inita erant inter utramque Nationem, secundum Consuetudines antiquas, Literas Patentes, Schedulas, aliaque Acta speciatim facta; atque etiam secundum Tractatum, vel Tractatus Commerciorum, qui Madriti jam nunc confecti, aut mox conficiendi sunt.*

*Cum*

La Navigation & le Commerce seront libres entre les sujets de chaque Royaume, de même qu'ils l'ont toujours été en tems de Paix & avant la Déclaration de la dernière Guerre, sous le Regne de Charles second de glorieuse memoire, Roi Catholique des Espagnes, selon les Traitez d'Amitié, de Confédération & de Commerce conclus autrefois entre les deux Nations; & selon les anciennes Coutumes, Lettres Patentes, Cédules & autres Actes particuliers, aussi bien que selon le Traité ou les

G 7

Trai-

*Cum verò inter alias* Traitez de Commerce conclus à present, ou qui le feront au premier jour à Madrid. Et comme entre les Conditions de la Paix générale, on est convenu unanimement, & l'on a établi comme une Règle fondamentale, que l'exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes Occidentales, demeureroit sur le même piéd qu'il étoit sous le Regne du dit Roi Charles second; afin que cette Règle soit observée inviolablement, sans qu'on puisse jamais y contrevenir, & pour lever & prévenir par ce moyen tout sujet de soupçon

*conditiones Pacis Generalis, præcipuaquædam & Fundamentalis Regula communi consensu stabilita sit, ut Navigationis & Commerciorum Usus ad Indias Occidentales Hispanici Juris eodem in statu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici Caroli Secundi; Quo igitur Regula hac, fide inviolabili, & modo non temerando in posterum observetur, adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa istoc negotium Diffidentia, suspicionumque causa, conventum speciatim statutumque est, quod sive Gallis, seu Nationi cuilibet cunque, quovis nomine, aut quocun-*

que  
çon

que *sub prætectu*, *di-* çon & de méfiance,  
*ctere vel indirectè, nul-* on est de plus con-  
*la unquam Licentia,* venu, d'une manie-  
*nullaque omninò Fa-* re toute particulie-  
*cultas dabitur navi-* re, de ne donner au-  
*gandi, Mercaturam* cune licence ni per-  
*exercendi, aut Nigri-* mission en aucun  
*tas, Bona, Mercim-* tems, ni aux Fran-  
*onia, vel Res quas-* çois, ni à quelle  
*cunque in Ditiones* Nation que ce puis-  
*Americanas Corona* se être, sous quel-  
*Hispanicæ parentes* que nom, ou pre-  
*introducendi, præter-* texte que ce soit,  
*quam quod Tractatu,* de naviger, de tra-  
*vel Tractatibus Com-* fiquer, ou d'intro-  
*merciorum supradictis,* duire des Negres,  
*& Juribus ac Privi-* des Marchandises  
*legiis in Pactione quâ-* ou Denrées &c.  
*dam concessis, vulgo* dans les Païs de  
*el Affiento de Ne-* l'obeissance de la  
*gros nuncupatâ, cu-* Couronne d'Espag-  
*jus Articulo Duode-* ne en Amerique, à  
*cimo mentio facta est,* la reserve de ce  
*concordatum fuerit.* dont on sera con-  
*Excepto etiam quid-* venu dans le Trai-  
*quid Rex Catholicus* té ou les Traitez  
*prædictus, vel Here-* de Commerce sus  
*des, Successoresve e-* mentionnez, & les  
*jus* Droits.

*jus Pacto seu Pactis quibusvis de Introductione Nigritarum in Indias Occidentales, Hispaniæ obtemperantes, ineundis spondebunt, postquam Pactio, sive el Assiento de Negros supradicta, determinata fuerit. Uique de Navigatione & Commercio ad Indias Occidentales, ut supradictum est, firmitus, & uberius undiquaque precautum sit; hisce praterea conventum concordatumque est, quod neque Rex Catholicus, neque Haeredes, Successoresque ejus quilibetunque ullas Ditiones, Dominia, sive Territoria in Americâ Hispanici Juris, vel ullam earundem partem, seu*

Gal-

Droits & Privileges accordez dans une certaine Convention, communément nommée *el Assiento de Negros*, dont il est parlé dans le 12. Article; aussi bien qu'à la reserve de ce que ledit Roi Catholique, ses Héritiers ou Successeurs, promettent par aucun Contract ou Contracts, pour l'introduction, ou l'entrée des Negres aux Indes Occidentales Espagnoles, que l'on fera après que l'on sera convenu de l'Assiento des Negres, dont on vient de parler. Et afin qu'on puisse prendre de plus fortes & plus amples precautions de

part

Gallis, *sive Nationi* part & d'autre, com-  
*alia cuicunque ven-* me dessus, concer-  
*dent, cedent, oppi-* nant la Navigation  
*gnorabunt, transfe-* & le Commerce des  
*rent, aut ullo modo,* Indes Occidentales,  
*ullove sub nomine, ab* on est aussi conve-  
*se & Coronâ Hispa-* nu & l'on a conclu,  
*nicâ alienabunt. E* que le Roi Catho-  
*contra autem, quo* lique, ni aucun de  
*Ditiones Americanæ* ses Héritiers ou Suc-  
*Hispaniæ obtemperan-* cesseurs ne pourront  
*tes facta tectâ conser-* Vendre, Céder,  
*ventur, spondet Re-* Engager ni Trans-  
*gina Magnæ Britan-* ferer; ni en aucune  
*niæ sese operam datu-* maniere, ou sous  
*ram, opemque latu-* aucun nom, Ali-  
*ram Hispanis, ut Li-* ner d'eux ou de la  
*mites antiqui Ditio-* Couronne d'Espag-  
*num suarum Ameri-* ne, en faveur de la  
*canarum restituantur,* France, ou d'aucu-  
*figanturque, prout Re-* ne autre Nation que  
*gis Catholici Caro-* ce puisse être, au-  
*li Secundi supradicti* cunes des Terres,  
*tempore steterant, si* Etats ou Territoi-  
*quidem compertum fu-* res, en tout ni en  
*erit, ullo modo, ul-* partie, appartenant  
*love sub prætextu eos-* à l'Espagne en A-  
*dem in parte quacun-* merique. Au con-  
*que* traire,

*que effraetos , immi- traire , afin de con-*  
*nutosve esse , ex quo server en leur en-*  
*antedictus Rex Catho- tier les Etats des*  
*licus Carolus Secun- Espagnols aux In-*  
*das mortem obierit. des Occidentales , la*  
 Reine de la Grande  
 Bretagne s'engage  
 de faire tous ses ef-  
 forts , & d'assister  
 les Espagnols pour  
 faire retabliir les an-  
 ciennes limites de  
 leurs Etats aux In-  
 des Occidentales ,  
 sur le piéd, où el-  
 les étoient sous le  
 Regne du susdit Roi  
 Catholique Charles  
 second , si l'on trou-  
 ve qu'elles aient été  
 envahies en aucune  
 maniere , ou sous  
 aucun pretexte , &  
 diminuées en au-  
 cune partie, depuis  
 la mort dudit Roi  
 Catholique Charles  
 second.



*Conventum insuper  
& statutum est pro re-  
gulâ generali, quod  
omnes & singuli utri-  
usque Regni Subditi,  
in omnibus Terris &  
Locis utrinque circa  
omnia Fura, Imposi-  
tiones, aut Vectigalia  
quacunque, Personas,  
Merces, & Mercimo-  
nia, Naves, Nau-  
la, Nautas, Navi-  
gationem, & Com-  
mercia concernentiâ,  
iisdem ad minimum  
Privilegiis, Liberta-  
tibus, & Immunitati-  
bus utentur, fruuntur,  
parique favore in omni-  
bus gaudebunt, quibus  
Gallarum Subditi,  
aut amicissima quævis  
Gens extera, muntur,  
fruuntur, gaudentque,  
aut ullo dehinc tem-  
pore uti, frui, aut  
gaudere*

On a deplus arrêté & conclu, com-  
me une Règle gé-  
nerale, que tous  
& un chacun des  
sujets des deux  
Royaumes jouiront  
dans tous les Païs  
& Places, de part  
& d'autre, au moins  
des mêmes Privilé-  
ges, Libertés & Im-  
munités, à l'égard  
de tous les Droits,  
Impositions, ou  
Coutumes que ce  
puisse être, tant à  
celui de leurs Per-  
sonnes, que des  
Marchandises, Vais-  
seaux Frets, Mate-  
lots, Navigation &  
Commerce, & au-  
ront les mêmes a-  
vantages en tou-  
tes choses, que les  
François ou les Na-  
tions

*gaudere possint.*

tions les plus favorisées ont possédé, & dont elles ont joui où pourront jouir, & qu'elles posséderont à l'avenir.

## X.

*Rex Catholicus pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, hîsc cedit Corona Magnæ Britannîæ, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Arcis Gibraltar nuncupata, una cum Portu, Munitionibus, Fortificationibusque eodem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque dat absolute, cum Jure omnimodo in perpetuum, sine ullâ exceptione, vel impedimento quolibet cunque. Quo vero Abusus, Fraus*

## X.

Le Roi Catholique cède par ce Traité à la Couronne de la Grande Bretagne, tant pour lui même, que pour ses Héritiers & Successeurs la pleine & entière propriété de la Ville & du Château de Gibraltar, avec le Port, les Fortifications & les Forts qui en dépendent; & sa Majesté cède ladite propriété, pour que ladite Couronne la tienne & en jouisse absolument, avec toute

*Fraudesque in Mercimoniis quibuscunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum censet, ut Proprietas supranominata Magnæ Britanniae cedatur, sine Jurisdictione quâpiam Territoriali, & absque Communicatione aliquâ apertâ cum Regione circumvicinâ Terram versus. Quandoquidem verò Communicatio cum Ora Hispanica maritimo Itinere omni tempore nec tuta, neque aperta esse possit, eoque fiat ut Milites Praesidarii, aliique Incolæ dictæ Urbis Gibraltariæ in summas adducantur angustias; Cumque Regis Catholici mens solummodo sit, ut fran-*  
*dulente*

toute sorte de Droit à jamais, sans aucune reserve ni empêchement que ce puisse être. Mais afin de prevenir les abus & les fraudes, qui se pourroient commettre par le transport des Marchandises, le Roi Catholique veut & entend, que ladite propriété soit cédée à la Grande Bretagne, sans aucune Jurisdiction Territoriale, & sans aucune Communication ouverte par Terre avec les Païs d'alentour. Cependant, comme la Communication par Mer avec les côtes d'Espagne n'est pas toujours sûre & ouverte, & qu'il pour-

roit

*dulenta Mercium Importationes, ut pradi-  
ctum est, Communicatione Terreſtri impe-  
diantur, proviſum igitur eſt, ut Commea-  
tum, reſque neceſſarias in uſum Copia-  
rum Praſidiarum, Incolarum, Naviumque  
in Portu ſtantium pecunia numerata in Di-  
tione Hiſpanicâ circumvicinâ, iis in Ca-  
ſibus emere liceat. Sin  
verò deprehendantur  
Mercimonia per Gi-  
braltariam, vel per-  
mutationis ad victum  
conquirendum, vel a-  
lio quocunque nomine  
adveſta, eadem Fiſco  
addicentur, & queri-  
moniâ ea de re habitâ,  
illi qui contra Fæderis  
huiusce Fidei com-  
miſerint, Severe pu-  
nientur. Majestas an-*

tem

roit arriver ainſi,  
que la Garniſon &  
les habitans de Gi-  
braltar pourroient  
être réduits à de  
grandes extrémités;  
& que l'intention  
du Roi Catholique  
n'eſt que d'empê-  
cher l'entrée frau-  
dulcuſe des Mar-  
chandises, comme  
ſuſdit, par une com-  
munication de ter-  
re; on eſt convenu,  
qu'en ce cas, il ſe-  
ra permis d'achet-  
ter avec de l'argent  
content, dans les  
terres voiſines de  
l'Eſpagne, les provi-  
ſions & autres cho-  
ſes néceſſaires pour  
l'uſage de la Garni-  
ſon, des Habitans  
& des Vaiſſeaux,  
qui ſeront dans le  
Port. Mais aucas  
qu'on

*tem sua Britannica, qu'on transportât*  
*rogatu Regis Catholici, consentit, conve-* des . Marchandises  
*nitque, ut nec Judæis, de Gibraltar, soit*  
*neque Mauris, Facul-* pour faire un échange  
*tas concedatur in dictâ* avec lesdites pro-  
*Urbe Gibraltariçâ,* visions , ou sous  
*sub quocunque pratex-* quelque'autre pre-  
*tu commorandi, aut* texte , elles seront  
*Domicilia habendi;* confisquées; & sur  
*utque nullum Perfugi-* les plaintes qui en  
*um, neque receptacu-* seront faites , les  
*lum. pateat Mauro-* personnes, qui au-  
*rum Navibus bellicis* ront agi contre la  
*quibuscunque in Portu* foi de ce Traité  
*dictæ Urbis, quo Com-* seront sévèrement  
*municatio ab Hispaniâ* punies. Et sa Ma-  
*ad Septam Civitatem* jesté de la Grande  
*impediatur, aut Ora* Bretagne , consent  
*Hispaniæ Mauro-* & accorde, à la re-  
*rum excursionibus in-* quête du Roi Ca-  
*fecta reddantur. Cum* tholique, qu'on ne  
*verò Amicitia Tra-* permettra à aucuns  
*ctatus, & Commer-* Juifs ni Mores, de  
*ciorum. Libertas ac* demeurer ou d'habi-  
*Frequentia intercedant* ter dans ladite Vil-  
*inter Britannos, Di-* le de Gibraltar ;  
*tionesque quasdam in* comme aussi, qu'on  
*orâ* n'accordera aucun  
re-

*orâ. Africana sitas, intelligendum semper est, quod Mauris, eorumque Navigiis, Mercatura solum exercenda gratiâ, Introitus in Portum Gibraltaricum à Subditis Britannicis denegari nequit. Promittit insuper Majestas sua Regina Magnæ Britannix, ut Incolis præfata Urbis Romano-Catholicis, Religionis sua liber usus indulgeatur. Quod si verò Corona Magnæ Britannix commodum olim visum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab se alienare dicta Urbis Gibraltariæ proprietatem, Conventum hisce concordatumque est, ut prima ante alios ejus redimenda optio Corona*

refuge ni protection aux Vaisseaux des Mores dans le Port de ladite Ville, par où la communication entre l'Espagne & Ceuta pourroit être empêchée, ou les côtes d'Espagne infestées par les incursions des Mores. Cependant, comme la liberté du Commerce est établie entre les sujets de la Grande Bretagne & de certains Territoires situés sur la côte d'Afrique, on doit toujours entendre que lesdits sujets de la Grande Bretagne ne devront pas refuser l'entrée du Port de Gibraltar aux Mores & à leurs Vaisseaux, lors qu'il

Hispa-ne

Hispaniæ semper ne s'agira simple-  
deferatur.

ment que du Com-  
merce. Sa Maje-  
sté la Reine de la  
Grande Bretagne  
s'engage aussi à to-  
lerer le libre exerci-  
ce de leur Religion  
aux Habitans Catho-  
liques Romains de  
ladite Ville. Et au  
cas, que la Couron-  
ne de la Grande Bre-  
tagne jugeât à pro-  
pos de donner, de  
vendre ou d'aliener  
en aucune maniere,  
la propriété de ladi-  
te Ville de Gibralt-  
ar, on a deplus ar-  
rêté & conclu, que  
la préférence en se-  
roit donnée à la  
Couronne d'Espa-  
gne, exclusivement  
à qui que ce puisse  
être. XI.

XI.

Rex porrò Catholi-  
cus,

Sa Majesté Ca-  
tho-

*cus, pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, cedit pariter Coronæ Magnæ Britanniae, totam Insulam Minorcæ, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Dominiumque plenissimum, super dictam Insulam, speciatim verò super Urbem, Arcem, Portum, & Munitiones Sinûs Minoricensis, vulgo Port Mahon, unâ cum aliis Portibus, Locis, Oppidisque, in præfactâ Insulâ sitis. Provisum tamen est, ut in Articulo superscripto, quod nullum periculum, neque Receptaculum patebit Maurorum Navibus bellicis quibuscunque in Portu Mahonis, aut in alio quovis Portu dicta*

tholique cède de même, à la Couronne de la Grande Bretagne, pour Elle, ses Héritiers & Successeurs, toute l'Isle de Minorque, & lui transfère à jamais tous les Droits & la Domination absolüe de toute cette Isle, & en particulier de la Ville, du Châteâu, du Port & des Fortifications de la Baye de Minorque, communément nommée le Port Mahon, avec tous les autres Ports, Places & Villes situées dans ladite Isle. Bien entendu, comme dans l'Article précédent, qu'on ne donnera aucun refuge ni protection aux Vaisseaux de Guerre des Mo-



*dicta Insula Minor-* Mores, dans le Port  
*cæ, quo Ora Hispa-* Mahon, ni dans  
*nicæ ipsorum Excur-* aucun autre Port de  
*sionibus infesta red-* ladite Isle de Mi-  
*dantur; quinimò com-* norque, parce que  
*mercandi solummodo* les Côtes d'Espa-  
*causâ, secundum Pa-* gne pourroient être  
*cta Conventa, Mau-* infestées par leurs  
*ris eorumque Navigiis* courses. Et il ne  
*introitus in Insulam* sera permis aux dits  
*præfatam permittetur.* Mores & à leurs  
*Promittit etiam ex sibi* Vaisseaux d'entrer  
*parte Regina Magnæ* dans ladite Isle, que  
*Britanniæ, quod si* pour le Négoce, se-  
*quando Insulam Mi-* lon qu'on en est  
*norcæ, & Portus,* convenu dans les  
*Oppida, Locaque in* Traités. La Reine  
*eâdem sita à Corona* de la Grande Bre-  
*Regnorum suorum quo-* tagne promet aussi  
*vis modo alienari in* de son côté, qu'au  
*posterum contigerit,* cas qu'il arrivât à  
*dabitur Corona His-* l'avenir, qu'on vou-  
*panicæ, ante Natio-* lût aliener en aucu-  
*nem aliam quamcun-* ne maniere, de la  
*que, prima optio pos-* Couronne de ses  
*sessionem, & proprie-* Royaumes, ladite Is-  
*tatem præmemorata* le de Minorque, &  
*Insula redimendi.* les Ports, Villes

Spon-

H 2

&

*Spondet insuper Regia sua Majestas Magnæ Britannia, sese facturam, ut Incola omnes Insula præfata, tam Ecclesiastici quam Seculares, Bonis suis universis & Honoribus tuò, pacatè que fruantur, atque Religionis Romano Catholica liber usus iis permittatur: Utque etiam ejusmodi rationes ineantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Insulâ, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus Magnæ Britannia, penitus abhorrere non videantur. Poterunt etiam suis Honoribus & Bonis frui, qui nunc sua Catholica Majestatis servitio addicti sunt, etiamsi in eodem permanserint; & liceat*

& Places, qui y sont situées, la préférence en sera donnée à la Couronne d'Espagne, exclusivement à toute autre Nation, pour en reprendre la possession & la propriété. Sa Royale Majesté de la Grande Bretagne s'engage de plus, de prendre soin que tous les Habitans de cette Isle, tant Ecclesiastiques que Seculiers, auront la libre & paisible jouissance de tous leurs Biens & Honneurs, & le libre exercice de la Religion Catholique Romaine. Et l'on prendra des mesures pour la conservation de ladite Religion dans cette Isle, en tant qu'elles

*ceat cuicumque, qui les pourront con-*  
*prafatam Insulam re-* *ster avec le Gouver-*  
*linquere voluerit,* *nement civil & les*  
*Bona sua vendere,* *Loix de la Grande*  
*& liberè in Hispa-* *Bretagne. Ceux mê-*  
*niam transfuehere.* *me, qui sont pre-*

*sentement au servi-*  
*ce de sa Majesté Ca-*  
*tholique, jouiront de*  
*leurs Honneurs &*  
*de leurs Biens, en-*  
*core qu'ils restent*  
*dans ledit service :*  
*Il sera aussi permis*  
*à ceux, qui souhai-*  
*teront de quitter ou*  
*de sortir de ladite*  
*Isle, de vendre leurs*  
*Biens & de passer*  
*librement en Espa-*  
*gne, avec ce qu'ils*  
*en auront tiré.*

XII.

*Rex Catholicus hi-*  
*sce dat porro, con-*  
*ceditque Majestati sua*  
*Britannicæ, & So-*  
*cietati : Subditorum*  
*suo-*

XII.

Le Roi Catholi-  
 que donne & accor-  
 de de plus par cet  
 Article, à sa Ma-  
 jesté de la Grande  
 H 3 Bre-

*suorum, ad id constituta, exclusis tam Subditis Hispanicis, quam aliis omnibus, Pactionem de introducendis Nigritis in partes diversas Ditionum Majestatis sue Catholica in Americâ, vulgo el Pacto de el Assiento de Negros, per Triginta Annorum spatium; continuatâ serie, initio factô à primo die Mensis Maii, Anno Millesimo septingentesimo decimo tertio, iisdem sub conditionibus quibus eâdem fruebantur Galli, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; unâ cum Tractû, sive Tractibus Terra à dicto Rege Catholico designandis, & Societati præfata, vulgo la*

Com-

Bretagne, & à la Compagnie de ses Sujets ordonnée pour cela, à l'exclusion des Sujets de l'Espagne & de tous les autres, un Contract pour l'introduction des Nègres en plusieurs parties des Etats & de la Domination de la Majesté Catholique en Amérique, communément nommé *el Pacto de el Assiento de Negros*, pour le terme de trente années consecutives, à compter du premier jour de Mai de l'année 1713, aux mêmes conditions auxquelles les François en ont jouï, ou en auroient jouï, ou dû jouir en aucun tems, avec une

cer-

Compañia de el certaine étenduë ou  
 Affiento tribuendis, étenduës de Terre,  
 in Loco quodam Com- que ladite Majesté  
 modo ad Fluvium Rio Catholique . accor-  
 de la Plata nomina- dera pareillement  
 tum (nullis Vectigali- à ladite Compa-  
 bus Reditibusve à di- gnie , communé-  
 cta Societate, duran- ment nommée la  
 te Pactionis suprame- Compañia de el Af-  
 morata tempore, haud siento , en quelque  
 tamen diutius, eo no- lieu commode sur  
 mine pendendis ; ) la Riviere de Pla-  
 Quinetiam ea Socie- ta, sans que ladite  
 tatis prædictæ Sedes, Compagnie soit o-  
 sive Tractus Terra, bligée de payer au-  
 idonei erunt, suffi- cuns Droits ou Re-  
 cientque, ut ibi cola- venus à cet égard  
 tur, feraturque, & pendant tout le tems  
 pecora pascantur, ad du Contract susdit.  
 nutriendos eos, qui di- Et cet établissement  
 cta Societati serviunt, de ladite Société, ou  
 eorumque Nigritas ; ces étenduës de Ter-  
 utque ibidem in tuto re seront propres  
 custodiantur dicti Ni- & suffisantes pour  
 grita, quoad diven- planter, semer, &  
 diti fuerint ; atque servir à la nourritu-  
 insuper ut ibi Naves re du Bétail néces-  
 ad dictam Societatem faire pour la subsi-  
 spe- H 4 stitan-

*spectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo testæ conserventur. Regi autem Catholico fassemper sit, in dicto Loco, seu Sede Officarium constituere, qui ne quid admittatur, facili-  
teturve, Regius suis Commodis contrarium, observet; omnesque qui eo Locis dictæ Societatis cura habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officarii Inspectioni Subjecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terra Tractus supramemoratos spectant. Sin autem dubia quedam, Difficultates, sive Controuersie suboriantur inter dictum Officarium, & rerum Societatis sæpe memorata Curatores*

*sistance de ceux, qui seront au service de ladite Compagnie, aussi bien que de leurs Nègres, lesquels y feront gardez en toute sureté jusques à ce qu'on les puisse vendre; & que les Vaisseaux de ladite Compagnie puissent approcher de la terre, pour éviter les dangers dont ils pourroient être menacés. Mais il sera toujours permis au Roi Catholique d'envoyer un Officier dans ledit lieu ou Etablissement, pour veiller à ce qu'il ne s'y passe rien, qui soit contraire à ses Intérêts Royaux. Et tous ceux qui au-  
ront*

tores, ad Urbis Buenos Ayres dicta praefectum deferentur, ab eodem dijudicanda. Voluit praterea Rex Catholicus alia quaedam Commoda eximia dicta Societati concedere, quae plenius, fusiusque explicantur in Pactione illa, el Asiento de Negros nuncupata, quae facta & conclusa fuit Madridi, Vigesimo sexto die Mensis Martii Anni praesentis, 1713. Quae quidem Pactio, sive el Asiento de Negros omnesque Clausulae, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem contenta, quaeque huic Articulo haudquaquam contraria sunt, censentur ac censebuntur pars esse

ront le manient des affaires de la dite Compagnie, ou qui en dépendront seront sujets à l'inspection dudit Officier, par rapport à tout ce qui regardera l'étenduë de Terre susmentionnée. Mais au cas qu'il survînt quelques doutes, difficultés ou controverses entre ledit Officier & ceux de ladite Compagnie, la chose sera remise au jugement du Gouverneur de Buenos Ayres. Le Roi Catholique a bien aussi voulu accorder à ladite Compagnie plusieurs autres avantages extraordinaires, qui sont plus amplement

H 5 ex

*esse hujusce Tractatus, eodem modo ac si ad verbum hic inserta fuissent.*

exprimez & expliquez dans le Contract de l'Asiento, fait & conclu à Madrid, le 26 jour de Mars de cette présente année 1713. Et ce Contract ou Asiento de Negres, & toutes les Clauses, Conditions, Privileges & Immunités qui y sont contenuës, & qui ne sont pas contraires à cet Article, sont, & seront estimées & regardées comme faisant partie de ce Traité, de même que s'il y eût été inseré de mot à mot.

## XIII.

*Quandoquidém Regina Magnæ Britanniæ summa cum studio instare, atque ur-*  
gere

## XIII.

Et comme la Reine de la Grande Bretagne a continuellement pressé & insisté



gere non destitit, ut *Incola omnes Principatus Catalauniæ, cuiuscunque Status aut Conditionis sint, non solum plenam perpetuamque eorum omnium quæ, flagrante nupero Bello, acta sunt, oblivionem consequerentur, atque Intemeratâ Bonorum suorum omnium, ac Honorum Possessione fruerentur; verum etiam Privilegia sua antiqua, illæsa, intactaque, conservarent; Rex Catholicus in gratiam dictæ suæ Majestatis Britannicæ hisce concedit Catalauniæ Incolis quibuscunque, confirmâtque non solum Amnestiam desideratam, unâ cum plenâ Possessione Bonorum suorum* insisté avec toute l'ardeur possible, que tous les Habitans de la Prîncipauté de Catalogne, de quelque qualité ou condition qu'ils puissent être, pûssent obtenir un Acte d'Oubli perpétuel de tout ce qui s'est fait dans la dernière Guerre; qu'ils jouissent de l'entière possession de tous leurs Biens & Honneurs, & que leurs anciens Privileges soient conservez, sans qu'on y donne la moindre atteinte: Ledit Roi Catholique pour répondre aux desirs de ladicte Reine de la Grande Bretagne, accorde & confirme à tous les Habitans de

*rum omnium Honorumque , sed etiam Privilegia ea omnia iis dat conceditque , quibus Castiliæ utriusque Incolæ , è cunctis Hispaniarum Populis Regi Catholico imprimis dilecti , fruantur , ac gaudent , aut in posterum frui ac gaudere possint.*

Catalogne en general , non seulement l'Amnistie. souhaitée , avec la pleine & entière possession de tous leurs Biens & Honneurs ; mais il leur donne & accorde en même tems tous les Privileges , dont les Habitans des deux Castilles , qui de tous les Espagnols sont ceux qui sont les plus chers à sa Majesté Catholique , jouissent ou pourroient jouir ci apres.

## XIV.

*Quandoquidem etiam Rex Catholicus , rogatu Regiæ suæ Majestatis Britannicæ , Regnum Siciliæ Celsitudini suæ Regiæ Victori Amedæo Duci Sabaudia cedere ,*

## XIV.

Et d'autant que le Roi Catholique , à la requête de sa Royale Majesté de la Grande Bretagne , a bien voulu céder le Royaume de Sicile à son Altesse

*ne voluerit, atque per  
Tractatum inter di-  
ctam Regiam Catho-  
licam Majestatem, &  
Regiam Celsitudinem  
Sabaudia, hodie ini-  
tum, dictum Regnum  
cedit, antedicta sua  
Regia Majestas Ma-  
gnæ Britannia, pro-  
mittit, spondetque se-  
se omni studio cura-  
turam, ut deficienti-  
bus ex Domo Sabau-  
dia Hæredibus Mas-  
culis, præfati Sicilia  
Regni Possessio ad Co-  
ronam Hispanicam  
denuò revertatur, con-  
sentitque præterea an-  
tememorata sua Regia  
Majestas Britannica,  
ut Regnum Sicilia,  
nullo sub prætextu,  
nulloque prorsus mo-  
do alienari, donari-  
ve possit Principi, aut  
Statui cuilibetunque  
præ-*

tesse Royale Victor-  
Amedée, Duc de Sa-  
voye, & qu'en ver-  
tu du Traité signé  
aujourd'hui entre sa  
Majesté Catholique  
& son Altesse Ro-  
yale de Savoye, il  
lui a fait cession du-  
dit Royaume; sa  
Royale Majesté de  
la Grande Bretagne  
susdite, promet &  
s'engage d'avoir  
soin qu'au défaut  
d'Héritiers mâles de  
la Maison de Savo-  
ye, la possession du-  
dit Royaume de Si-  
cile retournera à la  
Couronne d'Espa-  
gne: Et sadite Ro-  
yale Majesté Britan-  
nique consent de  
plus, que ledit Ro-  
yaume de Sicile, ne  
pourra sous aucun  
prétexte, que ce soit

*præterquam Regi Hispaniæ Catholico, & Hæredibus ac Successoribus suis. Cum verò Rex Catholicus Regiæ suæ Majestati testatum fecerit, & rationi consentaneum, & sibi acceptum fore, ut non solum Regni Siciliæ Subditi, quamquam in Ditionibus Hispaniæ degant, & dictæ Majestatis suæ Catholiciæ servitio sese addixerint, sed etiam Hispani, alii- que Subditi Hispanici, qui Bonæ fortè & Honores in præfato Siciliæ Regno habuerint, dictis suis Bonis Honoribusque, absque ullâ diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentia à Regno sæpè memora-*

ni en aucune manière, être aliéné ou donné à aucun Prince ou Etat, si ce n'est au Roi Catholique des Espagnes, & à ses Héritiers & Successeurs. Et comme ledit Roi Catholique a fait connoître à sadite Royale Majesté Britannique, qu'il seroit raisonnable, & qu'il souhaiteroit non seulement, que les sujets du Royaume de Sicile, residans dans les Etats de l'Espagne, & qui sont au service de sadite Majesté Catholique; mais aussi, que les Espagnols & autres sujets de l'Espagne, qui peuvent avoir

*to vexentur, inquietenturve. Cumque ex sua etiam parte su-  
 pradictus Rex Catho-  
 licus libenter promit-  
 tit, sese vicissim con-  
 sensurum, ut dicti  
 Regni Siciliae, ali-  
 que praefatae Regiae  
 Celsitudinis Subditi,  
 si forte Bona Hono-  
 resque habuerint in  
 Hispania, aliisque Vi-  
 tionibus Hispaniae  
 parentibus, iisdem pa-  
 riter absque ulla Di-  
 minutione perfruan-  
 tur, & nullatenus  
 sub praetextu persona-  
 lis absentiae vexentur,  
 inquietenturve. Spon-  
 det itaque Regia sua  
 Majestas Britannica,  
 sese operam collatu-  
 ram, suisque Ultra-  
 jecti ad Rhenum A-  
 gentibus Legatis. Ex-  
 traordinariis & Ple-  
 ni-*

des Biens & des  
 Honneurs dans ledit  
 Royaume de Sici-  
 le, jouissent entiere-  
 ment, & sans la  
 moindre diminuti-  
 on, de leursdits Biens  
 & Honneurs, & sans  
 être troubléz ou in-  
 quietez en aucune  
 maniere, sous pre-  
 texte d'une absence  
 personnelle: Et que  
 de plus, sadite Ma-  
 jesté Catholique  
 promet librement de  
 son côté, de con-  
 sentir, que les su-  
 jets dudit Royaume  
 de Sicile, & autres  
 sujets de sadite At-  
 tesse Royale, qui  
 pourroient avoir des  
 Biens & des Hon-  
 neurs en Espagne,  
 ou dans les autres  
 Etats appartenant à  
 l'Espagne en jouis-  
 sent

*nipotentiaariis in mandatis daturam, ut Officia sua efficacissima interponant, quo Rex Catholicus & Regia sua Celsitudo super hac re inter se mutuo convenient, & modo utrinque, quam commodissimo de eadem caveant, providiantque.*

sent de la même manière, en toute liberté, sans aucune diminution, & qu'ils ne feront nullement troublez ni inquiétez sous prétexte d'une absence personnelle : A ces causes, sa Royale Majesté Britannique promet, qu'elle apportera tous ses soins, & qu'elle donnera des Instructions à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à Utrecht, pour interposer leurs bons Offices effectivement, afin de faire convenir le Roi Catholique & son Altesse Royale à cet égard, de la manière la plus propre & la plus commode de part & d'autre. Leurs

*Regia sua Majestates utrinque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitiae, Confederationis, & Commerciorum, inter Coronas Magnae Britanniae atque Hispaniae initos ante hanc & conclusos, ac praesenti hoc Fœdere renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo tam amplo explicatioque, ac si jam nunc Sigillatim inserti fuissent, in quantum scilicet Tractatibus Pacis ac Commerciorum novissimè factis, signatisque contrarii haud reperiuntur. Praesertim verò hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroboranturque Pacta, Fœdera, Con-*  
ven-

Leurs Royales Majestez renouvellent & confirment aussi de part & d'autre, tous les Traitez de Paix, d'Amitié, de Confédération & de Commerce, faits par le passé & conclus entre les Couronnes de la Grande Bretagne & d'Espagne, & les dits Traitez sont renouvellez & confirmez par les présentes, aussi amplement, que s'ils étoient particulièrement inserez en celui ci; c'est à dire, en tant qu'ils ne dérogent point & ne sont pas contraires aux Traitez de Paix & de Commerce qui ont été faite & signez les der-

*ventionesque, tam quæ  
Commerciorum &  
Navigationis usum in  
Europâ, alibique,  
quam quæ Nigræ  
Introductionem  
in Americam Hispani-  
cam spectant, quæ-  
que Madriti inter u-  
tramque Nationem  
aut jam inita sunt, aut  
quantocius ineunda.  
Quandoquidem verò  
ex parte Hispaniæ  
urgetur, Jura qua-  
dam Piscationis ad In-  
sulam Terræ Novæ  
exercenda: ad Can-  
tabros, aliosque Regis  
Catholici Subditos per-  
tinere, consentit, con-  
venitque Majestas sua  
Britannica, ut Privi-  
legia omnia quæ Can-  
tabri, aliive Hispani-  
æ Populi, Jure si-  
bi vindicare poterunt,  
ipsis facta testâ con-  
serventur.*

derniers. Et l'on  
confirme particulie-  
rement, par le pré-  
sent Traité, lesdits  
Accords, Traitez &  
Conventions, tant  
par rapport à l'ex-  
ercice du Commer-  
ce & de la Navi-  
gation en Europe  
& ailleurs, qu'à l'in-  
troduction des Né-  
gres dans les Indes  
Occidentales Espa-  
gnoles, lesquels sont  
déjà faits, ou sont  
sur le point de l'e-  
tre entre les deux  
Nations à Madrid.  
Et d'autant qu'on  
insiste du côté de  
l'Espagne qu'on ac-  
corde, aux Peuples  
de Guipuscoa, &  
autres sujets de sa  
Majesté Catholique,  
certain Droits de Pê-  
che aux environs de  
l'Isle



L'Isle de Terre-neuve, sa Majesté Britannique consent & convient, que l'on accorde & conserve, auxdits Peuples de Guipuscoa, & autres sujets de l'Espagne tous les Privileges, auxquels ils pourront prétendre de droit.

XVI.

*Quandoquidem in Conventione de Armistitio instituendo à die <sup>undecimo</sup> <sub>vigesimo secundo</sub> Mensis Augusti proxime præteriti, inter Regiam suam Majestatem Magnæ Britanniae, & Regem Christianissimum, in quatuor menses facta; quam quidem Rex quoque Catholicus assensu suo comprobavit*

XVI.

Comme dans la Convention faite pour une Armistice ou Suspension d'Armes, à commencer du  $\frac{11}{22}$  jour du mois d'Août dernier, pour quatre Mois, entre la Reine de la Grande Bretagne & le Roi Très Chrétien, à laquelle le Roi Catholique a donné son consentement.

vit, atque hisce por-  
rò comprobat, qua-  
que alio quodam Pa-  
cto in diem usque

*undecimum*

*vigesimum secundum*

*Mensis Aprilis anni præ-  
sentis prorogata fuit,  
inter alias Conditiones  
expresse Stipulatum  
sit, quibus in Casibus,  
Naves, Merces, a-  
liaque Bona mobilia  
hinc inde capta, aut  
in prædam occupanti  
cederent, aut priori  
Domino restitueren-  
tur; Conventum id-  
circo est, quòd illis in  
Casibus antedicti Ar-  
mistitii Leges in pleno  
vigore manebunt, om-  
niaque istiusmodi Cap-  
turas, sive in Mari-  
bus Britannicis &  
Septentrionalibus,  
sive alibi locorum fa-  
ctas, concernentia, ad  
earum-*

tement, qu'il con-  
firme & approuve  
de nouveau par le  
present Traité, &  
laquelle a été pro-  
longée par une au-  
tre Convention jus-  
ques au  $\frac{11}{22}$  du mois  
d'Avril de la pre-  
sente année, on est  
convenu expressé-  
ment des cas aux-  
quels les Vaisseaux,  
Marchandises & au-  
tres Biens mobilai-  
res, pris de part &  
d'autre, seront de  
bonne prise, ou de-  
vront être rendus  
aux premiers pro-  
priétaires: On con-  
vient encore, qu'en  
ces cas là, les Condi-  
tions de ladite Suspen-  
sion d'Armes de-  
meureront en plei-  
ne force & vigueur,

&c.

touchant la Paix d'Utrecht. 189

*earundem Tenorem & que tout ce qui*  
*bona fide fient.* a été stipulé, par

rapport auxdites  
Prises, faites dans les  
Mers Britanniques  
& Septentrionales,  
ou ailleurs, sera bien  
& dûement executé  
selon la teneur d'i-  
celle.

XVII.

*Si verò accadat per*  
*Incogitantiam, aut*  
*Imprudentiam, aut a-*  
*liam quamlibet Cau-*  
*sam, ut quivis Sub-*  
*ditus alterutrius pra-*  
*dictarum Regiarum*  
*Majestatum, faciat,*  
*aut committat aliquid*  
*Terrâ, Mari, aut*  
*Aquis Dulcibus, u-*  
*bivis Gentium, quo-*  
*minus observetur pra-*  
*sens Tractatus, aut*  
*quo particularis ali-*  
*quis Articulus ejus-*  
*dem effectum suum non*  
*for-*

XVII.

Que s'il arrivoit  
par inadvertence,  
imprudence ou au-  
tre cause, quelle  
qu'elle puisse être,  
qu'aucun des Sujets  
de leurs dites Ro-  
yales Majestez fît ou  
entreprît quelque  
chose par Terre, par  
Mer ou dans les Eaux  
douces, en quelque  
lieu du Monde que  
ce soit, qui pût  
contrevenir au pre-  
sent Traité, & en  
empêcher l'entiere  
exe-

*sortiatur, hac Pax & bona Correspondentia inter Dominam Reginam Magnæ Britanniae, & Dominum Regem Catholicum non idcirco interruptetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem iste solummodo de suo proprio Facto respondet, & pœnas persolvat inflictas per Leges & Prascripta Juris Gentium.*

execution, ou quel qu'un de ces Articles en particulier, la Paix & bonne correspondance rétablie entre la Reine de la Grande Bretagne & le Roi Catholique ne sera pas troublée, ni sentée interrompuë à cette occasion, & elle demeurera toujours au contraire, en son entiere & premiere force & vigueur; mais seulement celui desdits sujets qui l'aura troublée répondra de son fait particulier, & en sera puni conformément aux Loix, & suivant les Régles établies par le Droit des Gens.

Sin

Et

*Sin autem (quod Omen Deus Optimus avertat) Sopita Simulatae inter dictas Regias Majestates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant; Subditorum utriusque Partis Naves, Merces, ac Bona quaecumque mobilia atque immobilia, quae in Portibus atque in Ditione Partis adversae habere, atque extare deprehendantur, Fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; sed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majestatum semestri Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res praedictae, ac aliud quidvis ex suis Facultatibus vendant,*  
ant

Et s'il arrivoit aussi, ce qu'à Dieu ne plaise; que les mésintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, se renouvellâssent entre leurs dites Royales Majestez, & qu'elles en vinssent à une guerre ouverte, tous les Vaisseaux, Marchandises, Effets mobiliers & Biens immeubles des sujets de leurs dites Majestez, qui se trouveront engagés dans les Ports & Lieux de la Domination de l'une ou de l'autre, n'y feront point confisquer, ni en aucune façon endommager; mais l'on donnera, aux sujets de

*aut quo libitum erit ,  
citra ullam molestiam  
indè avehant , ac  
transferant , seque ip-  
sos inde recipiant.*

de leurs dites Roya-  
les Majestez le ter-  
me de six mois en-  
tiers , pendant les-  
quels ils pourront ,  
sans qu'il leur soit  
donné , aucun trou-  
ble ou empêche-  
ment , vendre , en-  
lever ou transpor-  
ter , où bon leur  
semblera leurs Biens  
& Effets de la natu-  
re ci dessus expri-  
mée.

## XIX.

*Règes , Principes ,  
& Status , Articulis  
sequentibus indigitati ;  
ut & alii , qui ante  
Ratificationum per-  
mutationem , vel in-  
tra sex menses postea  
ab unâ alterâque Par-  
te , ex communi con-  
sensu nominabuntur ,  
sibi persuasum habentibus  
altememoratis  
Regiis*

## XIX.

Seront compris  
dans le present Trai-  
té , pour une mar-  
que d'amitié mu-  
tuelle , les Rois ,  
Princes & Etats  
mentionnez dans  
les Articles suivans ,  
& tous ceux qui a-  
vant l'échange des  
Ratifications , qui  
en seroit fournies ,  
ou

*Regiis Majestatibus* ou dans l'espace de  
*eos dispositiones per* six mois après, se-  
*hunc Tractatum fa-* ront nommez à cet  
*Etas & stabilitas agni-* effet de part & d'au-  
*turos, in eodem pro* tre, & dont on con-  
*Amicitia reciproca* viendra réciproque-  
*Testimonio, includen-* ment, leurs susdi-  
*tur, & comprehen-* tes Royales Majestez  
*dentur.* étant persuadées,

qu'ils approuveront  
 tous les Réglemens,  
 dont Elles sont  
 convenuës, & qui  
 y sont contenus.

XX.

XX.

*Quidquid in Com-*  
*positione Pacis, inter*  
*Sacram Regiam Ma-*  
*jestatem Hispaniæ, &*  
*Sacram Regiam Ma-*  
*jestatem Lusitaniæ,*  
*proximè ineunda,*  
*contentum fuerit, præ-*  
*viâ Sacræ Regiæ Ma-*  
*jestatis Magnæ Bri-*  
*tanniæ Approbatio-*  
*ne, hujus Tractatus*  
*pars essentialis esse cen-*  
*sebi-*

Tout ce qui sera  
 contenu dans le Trai-  
 té de Paix, que l'on  
 va faire entre la Sa-  
 crée Royale Majesté  
 des Espagnes, & la Sa-  
 crée Royale Majesté  
 de Portugal, & qui  
 sera approuvé par la  
 Sacrée Rojale Maje-  
 sté de la Grande Bre-  
 tagne, sera sensé é-  
 tre une partie essen-  
 tielle

*sebitur, perinde at-  
que hic transcriptum  
esset ad verbum. S. in-  
super Regia Majestas  
Magnæ Britanniæ  
sese offert Sponsorem,  
sive Guarantem fore  
prædictæ Pacis Com-  
positionis, quod illa  
reâpse, conceptisque  
verbis præstare spon-  
det, eum in finem ut  
inviolatus, sanctius-  
que servetur.*

tielle du présent  
Traité, de la même  
manière que s'il y  
étoit contenu & in-  
séré de mot à mot.  
Deplus, sa Sacrée  
Royale Majesté de la  
Grande Bretagne of-  
fre la Garrantie pour  
assurer leddites Con-  
ditions de Paix, qu'  
Elle promet de faire  
executer suivant leur  
substance & teneur,  
afin qu'elles soient  
observées religieuse-  
ment & inviolable-  
ment.

## XXI.

*Traclatus Pacis ho-  
diè initus inter S. Re-  
giam Majestatem Ca-  
tholicam, & Regiam  
suum Celsitudinem  
Sabaudiæ Ducem, in  
hoc Traclatu speciali-  
tèr, tanquam pars e-  
jus essentialis, inclu-  
sus*

## XXI.

Le Traité de Paix  
conclu aujourd'hui  
entre sa Royale Ma-  
jesté Catholique &  
son Altesse Royale  
le Duc de Savoye,  
est inclu tout parti-  
culièrement & con-  
firmé par le présent  
Traité,



*fas est & confirma-  
tus, perinde ac si ei-  
dem verbotenus infer-  
tus effet, declarante  
per expressum Regiâ  
S. Majestâte Magnæ  
Britanniæ, sese ad  
promissas in eodem Af-  
sertionis & Guarantiæ  
Stipulationes teneri  
velle.*

Traité, comme en  
faisant une partie es-  
sentielle, & comme  
y étant inseré de mot  
à mot, la Royale  
Majesté de la Gran-  
de Bretagne décla-  
rant expressément  
qu'elle s'en tiendra  
aux termes de la pro-  
messe & de la Gar-  
rantië qui y est con-  
tenuë.

XXII.

*Serenissimus Rex  
Sueciæ cum suis Reg-  
nis, Ditionibus, Pro-  
vinciis, & Furi-  
bus, ut & Serenissimi  
Principes, Magnus  
Dux Hetruriæ, &  
Dux Parmæ, unâ cum  
eorundem Populis &  
Subditis, atque Sub-  
ditorum in re Com-  
merciorum Libertati-  
bus & Compendiis,  
huic Tractatui omni  
mel.*

XXII.

Le très Sérenissi-  
me Roi de Suede,  
tous ses Royaumes,  
Etats, Provinces &  
Droits, aussi bien  
que les très Sérenif-  
simes Princes, le  
Grand Duc de Tos-  
cane & le Duc de  
Parme, leurs Peu-  
ples & Sujets, les Li-  
bertez & avantages  
de leurs dits Sujets à  
l'égard du Commer-  
I 2 ce,

*meliori modo inclusi  
sunt.*

cc, seront inclus dans  
le présent Traité,  
de la maniere la plus  
effective.

## XXIII.

*Serenissima Respu-  
blica Veneta, ob æ-  
qualitatis Fœdera du-  
rante hoc Bello inter  
partes belligerantes,  
exactè servata, & ob  
plurima humanitatis  
officia præstita, invio-  
latâ semper manente  
suâ, Statuumque ac  
Dominiorum Suorum  
Dignitate, Potestate,  
& Securitate, tan-  
quam communis Ami-  
ca, & cui Regia sua  
Majestates sincera A-  
micitiæ vices, prout  
res ejusdem exegerint,  
omni Tempore referre  
cupiunt, in hoc Tra-  
tatu specialiter, op-  
timum, quo fieri potest,  
modo, comprehensa &  
inclusa sit.*

## XXIII.

La très Sérenissi-  
me Republique de  
Venise, en vertu de  
la Neutralité qu'elle  
a observée avec ex-  
actitude entre les  
parties en Guerre,  
& les actes d'humani-  
té qu'elle a fait pa-  
roître, la Dignité,  
la Puissance & la se-  
curité des Etats, &  
de la Domination de  
cette Republique de-  
meurant toujours in-  
violables, sera par-  
ticulierement com-  
prise & incluse dans  
ce Traité, de la ma-  
niere la plus favora-  
ble, en qualité d'A-  
mie commune, &  
à laquelle leurs Ro-  
yales

yales Majestez , feront toujours prêts de rendre tous les devoirs d'une sincere amitié , lorsque ladite Republique en pourra avoir besoin.

XXIV.

*Serenissimam Rempublicam Genuensem , que constanti Neutralitate durante hoc Bello observata , utriusque Corona Britannicæ , & Hispanicæ Amicitiam coluit & nexuit antiquam , in presenti Tractatu comprehendit placuit ; ut hujusce Pacis beneficium , ad id omne quod suâ interest , extendatur , ejusque Subditi , quâ jam pridem , & vivente Carolo Secundo Hispaniarum Rege Ca-*

XXIV.

On a aussi trouvé bon de comprendre dans le présent Traité , la très Sérénissime République de Gênes , laquelle , par une Neutralité constante , a cultivé pendant tout le cours de la Guerre , l'ancienne amitié établie entr'Elle & les Couronnes de la Grande Bretagne & d'Espagne , afin que les bénéfices de cette Paix s'étendent sur tout ce qui concerne cette Republi-

*tholico, eâdem in posterum Commerciorum libertate in omnibus, & ubique integrè perfruantur.*

que ; & que ses Sujets puissent en toutes choses , & par tout , jouir à l'avenir , de la pleine & même liberté de Commerce, dont Elle a jouï autrefois , & pendant la vie de Charles second Roi Catholique des Espagnes.

## XXV.

*Civitas iidem Gedanensis hisce pactis eo cum effectu includitur, ut pristinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum, sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem in utroque Regno antehac usafuerit, in posterum quoque gaudere queat.*

## XXV.

La Ville de Genève sera pareillement comprise en ce Traité, afin qu'elle puisse jouir à l'avenir de tous les avantages du Negoce, dont Elle a jouï ci devant dans l'un & l'autre Royaume, soit par des Traitez ou une ancienne coutume.

## XXVI.

*Præsentis Tracta-*

## XXVI.

Enfin les Ratifications

*tus solennes & ritè confecta Ratihabitiones, intra sex Hebdomadam Spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri poterit, utrinque exhibeantur, & réciproquè debiteque commutentur.*

cations solennelles du présent Traité, expédiées en bonne & duë forme, seront échangées de part & d'autre, dans le terme de fix semaines, à compter du jour que ledit Traité aura été signé, ou plutôt s'il est possible.

*In quorum omnium Fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentarii supramemorati, exhibitis utrinque ac ritè commutatis Plenipotentiarum suarum Tabulis, presentem hunc Statum Subscripserunt. & Sigillis suis muniverunt, Trajecti ad Rhenum, Die*

En foi de quoi, nous les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires susnommés, aiant produit de part & d'autre nos Plein-pouvoirs, & en aiant dûement fait l'échange, avons signé le présent Traité, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le  $\frac{2}{13}$  jour de Juil-

*secundo decimo tertio Mensis Julii Anno Domini mil-*

millesimo septingentesimo decimo tertio.

Juillet, l'an de Grace  
1713.

(L.S.) JOH. BRISTOL.  
C.P. S.  
(L.S.) STRAFFORD.

(L.S.) D. de OSSUNA.  
(L.S.) EL MARQUE de  
MONTELEONE.

RATI HABITIO

RATIFICATION

Reginæ Magnæ  
Britanniæ.

de la  
Reine de la Grande  
Bretagne.

ANNA, Dei Gra-  
tiâ, Magna Bri-  
tannia, Francia,  
& Hibernia Regi-  
na, Fidei Defen-  
sor, &c. Omni-  
bus & singulis ad  
quos Præsentes  
Literæ pervene-  
rint Salutem.  
Quandoquidem  
Tractatus quidam  
Pacis & Amici-  
tæ, inter Nos &  
Bonum Fratrem  
Nostrum Philip-  
pum Quintum,  
His-

ANNE, par la  
Grace de Dieu,  
Reine de la Gran-  
de Bretagne, Fran-  
ce & Irlande, Dè-  
fenseur de la Foi  
&c. A tous ceux  
qui ces présentes  
verront, salut.  
Comme un cer-  
tain Traité de Paix  
& d'Amitié a été  
conclu entre Nous  
& notre bon fre-  
re Philippe V. Roi  
Catholique des  
Espagnes, & sig-  
né

*Hispaniarum Regem Catholicum, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Autoritate utrinque munitos, Trajecti ad Rhenum, die  $\frac{2}{13}$  Mensis præsentis Conclusus & Signatus fuerit, forma, & verbis quæ sequuntur:*

*signé à Utrecht le  $\frac{2}{13}$  du présent mois par nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pourvus de part & d'autre d'une autorité suffisante, dont voici la teneur.*

*Fiat insertio.*

**N**os viso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitia suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, eundem approbamus,

*Fiat insertio.*

**N**ous, après avoir vû & examiné le Traité de Paix & d'Amitié susdit, l'avons approuvé & Ratifié dans tous & un chacun des Articles & Clausules y contenues, comme par ces présentes Nous l'approuvons, Ratifions & déclarons valable, pour Nous,

& I 5 nos

*& ratum, firmumque habemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituras & observaturas, neque passuras unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem Fidem & Robur, hisce præsentibus Manu nostrâ Regiâ signatis, Magnum nostrum Magnæ Britannix Sigillum appendijussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, Tricesimo primo die Mensis Julii, Anno Domini Millesimo septuagesimo*

nos Héritiers & Successeurs, promettant & nous obligeans sur notre Parole Royale d'accomplir & d'observer sincèrement & de bonne foi ledit Traité & toutes les choses qui y sont contenuës, & que nous ne permettrons jamais qu'elles soyent violées par qui que ce soit, autant qu'il nous sera possible. Et pour donner plus de créance & de force à la présente Ratification, nous y avons fait apposer notre grand sceau de la Grande Bretagne. & l'avons signée de notre main Royale. Donné en notre Cour à Kensington le 31. de Juillet l'an



*touchant la Paix d'Utrecht.* 203  
*tingentesimo decimo* 1713. & le douzié-  
*tertio, Regnique no-* me de notre Reg-  
*stri Duodecimo.* nc.

ANNA R.

ANNE R.

Primus Articulus  
Separatus.

Premier article  
séparé.

**P***raeter ea quæ per*  
*Traſſatum Ma-*  
*driti die 27. Martii*  
*nuperrimè elapſi, in-*  
*ter Dominum Baro-*  
*nem de Lexington,*  
*ex parte Regiæ Ma-*  
*jeſtatis Magnæ Bri-*  
*tanniæ, & Dominum*  
*Marchionem de Bed-*  
*mar, ex parte Regiæ*  
*Majeſtatis Catholicæ,*  
*conventa ſunt & ſti-*  
*pulata, hoc inſupèr*  
*Articulo Separato,*  
*qui ejusdem roboris e-*  
*rit, ac ſi Traſſatui,*  
*inter Regias ſuas Ma-*  
*jeſtates hodiè inito,*  
*verbotenus eſſet inſer-*  
*tus,*

**O**utre ce qui a é-  
té conclu & ar-  
rêté par le Traité  
de Paix, fait à Ma-  
drid le 27. de Mars  
dernier, entre le  
Seigneur Baron de  
Lexington, de la  
part de ſa Royale  
Majeſté de la Gran-  
de Bretagne, & le  
Seigneur Marquis  
de Bedmar, de la  
part de ſa Royale  
Majeſté Catholique;  
on eſt encore con-  
venu par ce préſent  
Article ſeparé, qui  
aura la même force  
& vertu, que ſ'il  
étoit

*tus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per presentes ex parte suâ solennitèr spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam Hispaniæ spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram; proinde S. Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ex parte quoque suâ reciproce, spondet, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab Ipsâ provisum cautumque est, ne quis ex Partibus belligerantibus, in Pace inveniendâ ulte-*

étoit inferé de mot à mot dans le Traité conclu aujourd'hui entre leurs Royales Majestez, que comme sa Royale Majesté Catholique est fortement resoluë, & promet solennellement par ces présentes, qu'Elle ne consentira point à une plus ample Aliénation des Etats, Provinces ou Terres appartenant à la Couronne d'Espagne, de telle nature qu'elles soient, & en quel lieu qu'elles soient situées: Sa Royale Majesté de la Grande Bretagne promet aussi de son côté qu'elle persistera dans les mesures & Conseils, par lesquels Elle a pour-

*riorem partis alicujus Monarchiæ Hispaniæ avulsionem à Regiâ suâ Majestate Catholicâ exigat, aut adipiscatur; quin postulata istiusmodi nova dene-gante suâ Majestate Catholicâ, eo istud Negotium directuram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ut ab iisdem penitus desistatur.*

pourvû & pris soin, qu'aucunes des Parties engagées en cette Guerre ne requiera ni n'obtiendra de sa Majesté Catholique un plus ample démembrement de la Monarchie d'Espagne; mais au contraire, qu'au cas qu'on fît quelque nouvelle demande de cette nature, & qu'elle fût rejetée par sa Majesté Catholique, sa dite Royale Majesté de la Grande Bretagne, fera tous ses efforts pour empêcher qu'on n'insiste sur de pareilles prétensions.

*Et cum Regia Majestati Magnæ Britanniæ è re communi visum sit, ut inter Ma-*  
*gesta-*

Et lorsque la Royale Majesté de la Grande Bretagne jugera à propos, pour

*iestatem suam Britan-  
nicam, Regem Ca-  
tholicum, & Regem  
Lusitaniæ, novum  
ineatur Fœdus, quo  
Corona Lusitaniæ Se-  
curitati provideatur,  
consensum suum ad  
opus tam salutare per  
presentes prabet sua  
Majestas Catholica, &  
constatum facit.*

le bien commun,  
que l'on fasse un  
nouveau Traité en-  
tre sadite Majesté  
Britannique, le Roi  
Catholique & le  
Roi de Portugal,  
pour pourvoir à la  
sûreté de la Cou-  
ronne de Portugal,  
sa Majesté Catholi-  
que consent dès à  
présent à une chose  
si salulaire, & le  
certifie par ces pré-  
sentes.

*Hic Articulus ra-  
tus habebitur, & Ra-  
tificationum permuta-  
tio fiet Trajecti ad  
Rhenum intra sex  
Hebdomadas, & ci-  
tius, si fieri potest.*

Cet Article sera  
Ratifié, & les Ra-  
tifications en seront  
échangées à Utrecht  
dans six semaines,  
ou plutôt s'il est  
possible. En foi de-  
quoi, nous les Am-  
bassadeurs Extraor-  
dinaires, & Pleni-  
potentiaires de leurs  
Royales Majestez  
Bri-

*In quorum Fidem,  
Nos Legati Extraor-  
dinarii, & Plenipo-  
tentiarii Regiarum  
Majestatum Britan-  
nicæ,*

nicæ, & Catholica, Britannique & Catholique, en vertu  
vigore Plenipotenti- des Plein-pouvoirs,  
ram hodiè commuta- dont nous avons fait  
tarum præsentem Ar- l'échange aujourd'  
ticulum subscripsimus, hui, avons signé le  
& Sigillis Nostris présent Traité, &  
communivimus, Tra- y avons apposé les  
jecti ad Rhenum die Cachets de nos Ar-  
<sup>secundo</sup> <sup>decimo tertio</sup> Mensis Ju- mes. Fait à Utrecht  
lii, Anno Domini le  $\frac{2}{13}$  pour de Juil-  
Millesimo septingen- let, l'an de Grace  
tesimo decimo tertio. 1713.

(L.S.) JOH. BRISTOL. (L.S.) D. de OSSUNA.  
C. P. S. (L.S.) EL MARQUE de  
(L.S.) STRAFFORD. MONTELEONE.

RATI HABITIO RATIFICATION  
primi Articuli se- du premier Arti-  
parati facta a Re- cle séparé, par sa  
gina Magna Bri- Majesté Britan-  
tannia. nique.

ANNA Dei Gra- ANNE, par la  
tiâ, Magnæ Bri- Grace de Dieu,  
tannia, Francia & Reine de la Gran-  
Hibernia Regina, de Bretagne, Fran-  
Fi- ce

Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentēs Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Primus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiae inter Nos & Bonum Fratrem nostrum Philippum Quintum Hispaniarum Regem Catholicum, Trajecti ad Rhenum die  $\frac{2}{13}$  Mensis præsentis conclusum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Autoritate utrinque munitos, signatus fuerit, formâ & verbis quæ sequuntur:

ce & Irlande, Défenseur de la Foi &c. A tous ceux qui ces présentes verront Salut. Comme un certain Article séparé, dit le premier Article séparé du Traité de Paix & d'Amitié conclu à Utrecht le  $\frac{2}{13}$  du mois passé, entre nous & nôtre bon frere Philippe V. Roi Catholique des Espagnes, a été signé le même jour & au même lieu, par nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis d'une Autorité suffisante pour cet effet, dont voici la teneur.

Fiat

Fiat

Fiat insertio.

Fiat insertio.

**N**os viso perpenso-  
 que. *Articulo*  
*Primo separato supra-*  
*scripto, eundem ap-*  
*probavimus, ratum,*  
*gratum, firmumque*  
*habuimus, sicut per*  
*Præsentes eundem ap-*  
*probamus, ratum,*  
*gratum, firmumque*  
*habemus, spondentes,*  
*& in Regio Verbo pro-*  
*mittentes, Nos ea que*  
*in præfato Articulo*  
*Primo continentur sin-*  
*cerè, & bonâ fide*  
*præstare & observare*  
*velle. In quorum ma-*  
*jorem Fidem & Ro-*  
*bur hisce præsentibus*  
*manu nostra Regiâ sig-*  
*natis, Magnum no-*  
*strum Magnæ Bri-*  
*tanniæ Sigillum appo-*  
*ni jussimus. Quæ da-*  
*bantur in Palatio no-*  
*stro apud Kensington*  
 tri-

**N**ous, après a-  
 voir vû & exam-  
 iné le susdit pre-  
 mier Article séparé  
 l'avons approuvé &  
 Ratifié, comme par  
 ces présentes nous  
 l'approuvons & le  
 Ratifions, & enga-  
 geons nôtre Parole  
 Royale d'accomplir  
 & d'observer sincer-  
 ement & de bonne  
 foi tout ce qui est  
 contenu dans cet  
 Article. En témoin  
 de quoi nous avons  
 fait apposer nôtre  
 Grand Seau de la  
 Grande Bretagne à  
 ces présentes & les  
 avons signées de nô-  
 tre main Royale.  
 Donné a nôtre Cour  
 à Kensington le 31.  
 de Juillet l'an 1713.  
 & de nôtre Regne  
 le

*tricesimo primo die* le douzième.

*Mensis Julii, Anno*

ANNE R.

*Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.*

ANNA R.

Secundus Articulus  
Separatus.

Second Article  
séparé.

**U**t constaret quanti sua Sacra Majestas Regina Magnæ Britannicæ D. Principissam Ursini faciat, jam Articulus Vigesimo primo Conventionum Pacificationum inter Baronem de Lexington, ex parte dictæ Majestatis Britannicæ, & Marchionem à Bedmar, à parte Majestatis sue Catholicæ, Madriti, die Vigesimo septimo Martii  
pro :

**P**our faire connoître la considération, que sa sacrée Majesté la Reine de la Grande Bretagne a pour la Princesse des Ursins, sadite Majesté s'est engagée par le 21 Article des Conventions de Paix faites, entre le Baron de Lexington de la part de sadite Majesté Britannique, & le Marquis de Bedmar de celle de sa Majesté :



*proximè elapsi firmitatum, dicta sua Majestas Regina Magnæ Britannia se obligavit, ut presenti Articulo, pro se & Successoribus suis, iterum se obligat, promittit, & spondet, se effecturam & realitèr procuraturam, ut statim, & nullâ interpositâ morâ, dicta Domina Principissa Ursini mittatur in realem & actualem possessionem Ducatus Limburgi, aut aliarum Ditionum, quæ in Belgicis Provinciis ad plenam dictæ Principissæ Ursini Satisfactionem subrogabuntur, cum omnimodâ, absolutâ, & independenti Superioritate ab omni Feudi, & alio quocunque vinculo.*

ité Catholique, à Madrid le 27. Mars. dernier, comme elle s'engage par le présent Article, promet & s'oblige, pour Elle & ses Successeurs, de procurer réellement, en effet & sans aucun délai, que l'on accorde à ladite Princesse des Ursins la possession réelle & actuelle du Duché de Limbourg, ou de quelqu'autre Païs aux Pais-bas, substitué au lieu dudit Duché, à la satisfaction de ladite Dame Princesse des Ursins, avec une supériorité absolue & indépendante, ne relevant de qui que ce soit, qui produise un revenu annuel de

*culò solutâ, quæ redi-  
tum triginta millium  
Scutorum annuatim  
reddant, secundum  
Formam & Tenorem,  
& ad mentem Diplo-  
matis à dictâ Regiâ  
Majestâ Catholicâ  
dictæ Domina Princi-  
pissæ, die Vigesimo  
octavo Septembris  
anni 1711. concessi,  
cujus Tenor sequitur:*

de 30000 Ecus sui-  
vant la forme & te-  
neur des Lettres Pa-  
rentes accordées à  
ladite Princesse par  
sadicte Majesté Ca-  
tholique le 28 jour  
de Septembre 1711,  
dont voici la teneur.

**P**hilippe, par la Grace de Dieu, Roi  
de Castille, de Leon, d'Arragon, des  
deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre,  
de Grenade, de Tolède, de Valence, de Ga-  
lice, de Majorque, de Seville, de Sardai-  
gne, de Cordouë, de Corseque, de Murcie,  
de Jaën, des Algarves, d'Algecire, de Gi-  
braltar, des Isles de Canarie, & des Indes  
Orientales, & Occidentales, Isles, &  
Terre Ferme de la mer Oceane, Archi-  
duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de  
Brabant, & de Milan, Comte d'Apsburg,  
de Flandres, de Tirol, & de Barcelone,  
Seigneur de Biscaie, & de Molina, &c.

A

A tous présens, & à venir qui ces présentes verront, ou lire ouïront, salut. Nôtre très-chere & très-ainée Cousine la Princeſſe des *Urfins* nous a rendu depuis le commencement de nôtre Regne, & continue de Nous rendre tant de ſignalés & agréables Services, que Nous avons crû ne devoir pas différer davantage à luy donner des Témoignages éclatans de nôtre reconnoiſſance, & de l'Eſtime que nous faiſons de ſa perſonne. Cette Princeſſe apres avoir quitté le Rang, & les Prerogatives, qu'Elle avoit à la Cour de *Rome*, pour accepter l'employ de *Camarera Major* de la Reine nôtre très-chere Epouſe, Elle a été la joindre à *Nice de Proveince*, & la conduite dans nos Etats d'*Eſpagne*, & s'eſt acquittée de toutes ces Fonctions avec tant d'attention, d'Exactitude, & de Sageſſe, qu'Elle s'y eſt acquiſe toute la Confiance & toute la Conſideration poſſible.

Lorsque pour aller Commander nos Armées dans nos Royaumes, & Etats d'*Italie*, nous avons confié la Regence de nos Royaumes d'*Eſpagne* à la Reine nôtre très-chere Epouſe; la Princeſſe

celle des *Ursins* a redoublé son Zele, & son Assiduité aupres de sa Personne, Elle l'a toujours assistée de ses Soins, & de ses Conseils avec tant de Prudence & d'Affecti<sup>on</sup>, que nous avons dans tous les tems, & dans toutes les occasions senti les heureux effets d'une Conduite si Judicieuse, si Fidelle, & si estimable.

Depuis qu'il a plû à Dieu de bénir nôtre Maison Royale, & d'en assurer la Succession par une heureuse Lignée, Elle s'est encore chargée de donner les Soins les plus tendres, & les plus effectifs à l'Education de nôtre très-cher & très-ami Fils le Prince des *Asturies*, en qui on en remarque déjà le Fruit & le Progrès. Tous ces Services si distingués, & si importans au Bien de nos Etats, & à la Felicité de nôtre Regne, l'application avec laquelle cette Princeesse Nous donne de plus en plus des preuves d'un parfait attachement à nôtre Personne, & à celle de la Reine nôtre très-chere Epouse, & des Princes nos Enfans, & les bons Succès qui ont suivi les Salutaires Conseils, qu'Elle nous a donné, nous ont engagé à chercher les moiens de lui donner une récompense qui pût estre proportionnée

tionée à tant de Services, & qui pût servir à l'avenir d'une marque certaine de la Grandeur de nôtre Reconnoissance, aussi bien que du merite, & des vertus de cette Princeſſe. C'est ce qui Nous a donné Sujet de porter nos pensées à lui assurer non seulement un Revenu considerable, mais encore un Pays dont Elle pût jouir à Titre de Souveraineté, à quoi Nous Nous Sommes d'autant plus disposés, que cette Princeſſe étant sortie de la Maison de la *Tremouille*, une des plus anciennes, & des plus illustres du Royaume de *France*, se trouve alliée non seulement aux Princes du sang de la Maison de *France*, mais encore à plusieurs autres Maisons Souveraines de l'*Europe*, & que connoissant les Lumieres de son Esprit, & la Sageſſe de sa Conduite en toutes choses, Nous sommes persuadés qu'Elle gouvernera avec Justice les Païs & les Peuples qui luy Seront soumis; & que cette grande Grace sera toujours regardée comme un juste effet de la Justice & de la Magnificence des Souverains envers ceux qui ont été assez heureux pour leur rendre des Services importants. A ces causes déclarons, que de nôtre  
pleine

pleine Puissance, propre Mouvement, & Autorité Royale, & Absolüe, Nous avons donné, cédé, & transporté, & par ces présentes donnons, cédon, & transportons à nôtre très-chère & très-amée Cousine *Marie Anne de la Tremouille*, Princesse des *Ursins*, pour Elle, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, le Duché, Ville & Chateau de *Limbourg*, faisant partie des *Pays-bas Espagnols*, avec les Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Maisons, Pais, & autres Circonstances & Dépendance du dit Duché, pour en jouir par la dite Princesse des *Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, en toute Propriété, & en Souveraineté parfaite, sans aucune chose en réserver ny retenir à Nous, & à nos Successeurs, Roys d'*Espagne*, à quelque Titre que ce soit, soit de Ressort, soit de Feodalité, & encore sans retour, ny reversion, en aucuns cas, ni en aucuns tems, dont Nous avonsexempté le dit Duché de *Limbourg*, & Dépendances comprises dans la présente Donation: à l'Effet de quoy en tant que besoin est, ou Seroit, Nous avons éteint, & supprimé, éteignons & supprimons les  
dits

dits Droits ; Voulant que ladite Prin-  
 cesse des *Ursins* exerce en son Nom, tous  
 les Droits de Souveraineté dans le dit  
 Duché de *Limbourg*, Territoires, & Ju-  
 risdiccions y annexées, avec la même Au-  
 thorité que Nous les exercions, & avions  
 droit de les exercer avant ces présentes ;  
 & qu'Elle y jouisse de tous les Revenus,  
 Fruits, Profits, & Emolumens quelcon-  
 ques, tant Ordinaires, qu'Extraordinaire-  
 res & Casuels, de quelque Nature qu'ils  
 puissent être, soit pour la Collation &  
 Patronage des Benefices, soit pour la  
 Provision & Destitution des Offices, soit  
 pour les Péages, Entrées, Subsidés, Im-  
 positions, & autres Droits exprimés, &  
 non exprimés, soit pour la défense du  
 Pais, & la Tranquillité des Peuples, soit  
 pour la levée des Revenus du dit Duché  
 & Dépendances ; de tous lesquels Droits  
 & Revenus ladite Princesse des *Ursins*  
 commencera à jouir du Jour des présen-  
 tes, à compter duquel, les Agens, Re-  
 ceveurs, Commis, & Préposés à la per-  
 ception desdits Revenus en rendront  
 compte, & remettront le produit entre  
 les mains des Porteurs des Pouvoirs de  
 ladite Princesse ; quoy faisant ils en de-

meureront valablement quites & déchargés envers Nous, comme par ces présentes Nous les en déchargeons; & en consequence, ladite Princeſſe des *Urſins* demeurera Propriétaire incommutable dudit Duché de *Limbourg* & des Dépendances d'iceluy, tant pour la Souveraineté, que pour tous les revenus, comme le tout à Elle appartenant en pleine, libre & entiere propriété, avec pouvoir d'en diſpoſer par Donation entre viſs, ou Teſtament à telle perſonne, & avec telles Clauſes & Conditions, qu'Elle jugera à propos; même d'en traiter par échange, ou autrement; & les meſmes Droits & pouvoirs appartiendront ſucceſſivement apres Elle à ſon plus proche Heritier, en cas qu'Elle n'en ait pas autrement diſpoſé. A l'effet de quoy, Nous avons déchargé, absous, & liberé, & par ces préſentes déchargeons, absolvons, & liberons les Habitans dudit Duché de *Limbourg*, & Dépendances, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils ſoient, tant Eccleſiaſtiques, que Seculiers, Politiques, Militaires, & de quelques autres Clafſes & Conditions qu'ils ſoient, & puiſſent eſtre, & chacun d'eux  
en



en général & en particulier, des Sermens de Fidelité, Foy, & Obéissance, Promesses, Obligations, & Devoirs qu'ils Nous gardoient comme à leur Seigneur & Prince Souverain: Leur ordonnons & enjoignons très expressement, qu'en vertu des présentes ils aient à recevoir & reconnoître ladite Princesse *des Ursins*, & apres Elle ses Hoirs, Successeurs ou Ayans cause, Successivement pour leurs Princes & Seigneurs Souverains; qu'ils luy fassent & jurent les Sermens de Fidelité & Obéissance en la maniere accoutumée, & que de plus ils luy voient & rendent tout Hoñeur, Reverence, Affection, Obéissance, Fidelité, & Services, comme bons & loyaux Sujets sont obligés de rendre à leur Seigneur Souverain, & comme jusqu'à présent ils l'ont rendu aux Roys nos Prédecesseurs, & à Nous. Et de plus nôtre Intention étant, que le dit Duché de Limbourg, & Dépendances produisent au moins, de Revenu effectif annuel & réel, par chacun an, au Profit de la dite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs & Ayant cause, trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Réaux d'Argent double

ble Monnoye ancienne de Castille, déduction faite de toutes les Charges locales, Entretiens de Lieux, & d'Officiers qui ont accoutumé d'estre payés, & entretenus sur les Revenus du dit Duché. Voulons & Nous plait, que pendant la première Année de la Jouissance de ladite Princeſſe *des Urſins*, après ſa priſe de Poſſeſſion du Duché de *Limbourg*, & après la Publication de la Paix, il ſoit fait un Etat des Revenus, & des charges du Duché de *Limbourg* & Dépendances, en préſence de Gens qui ſeront commis à cet effet, tant de nôtre part, que de celle de ladite Princeſſe *des Urſins*; & en cas que déduction faite desdites charges, les Revenus, pour ce qui en reſtera net au profit de la dite Princeſſe *des Urſins*, ne ſe montent pas auxdits trente mille Ecus par An, Soit à cauſe des Aliénations qui pourroient avoir été faites de quelque partie de ce Duché, ſoit parce que aucuns des dits Droits, Revenus, Circonſtances, & Dépendances auroient été vendus, engagés, ou chargés de quelques Rentes, même de quelques Dettes, pour Sommes priſes par Emprunt, ou Anticipation, en ce cas Nous ordonnons

nous, voulons, & il Nous plait, que le tout soit racheté & dégagé, & les Acquéreurs, Engagistes, Rentiers, & autres Créanciers remboursés, payés & satisfaits du produit des Revenus les plus liquides des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*, en sorte que ladite Princesse jouisse pleinement, réellement & sans charge des dits trente mille Ecus de Rente, à l'effet de quoi, & jusqu'au parfait remboursement du rachat desdites Aliénations, ou Engagemens, Constitutions de Rentes, Anticipations, ou autres Emprunts, tels qu'ils puissent estre, les Acquéreurs des Fonds Aliénés, ou Engagistes, Rentiers, & tous autres Créanciers seront & demeureront assignés comme des à présent Nous les Assignons à recevoir les Arrérages, ou Intérêts de leur Capitaux sur lesdits Revenus des autres Provinces des *Pays-bas Espagnols*; & en conséquence, Nous avons dès à présent cédé & transporté, cédon, & transportons tous & tels de nos Revenus qu'il conviendra aux Engagistes & Créanciers, & jusqu'à Concurrence de leur Deub, en principaux Interêts à prendre, avoir & percevoir du plus Liquide, &

effectif des Revenus desdits *Pays-Bas Espagnols*, autres que ceux du dit Duché de *Limbourg*, pour par eux en jouir, jusqu'à leur parfait Remboursement, & s'il le trouvoit que nonobstant ledit rachat, & Remboursement, faits, ou assignés, le Revenu dudit Duché de *Limbourg* ne fût pas de la dite Somme de trente mille Ecus par An, toute charge déduite. Nous voulons qu'il soit démembré, comme dès à present Nous démembrons des autres Païs qui Nous appartiennent adjacens, ou à la Bienseance du dit Duché de *Limbourg*, telles autres Villes, Bourgs, Villages, & Territoires qu'il conviendra pour parfaire par leur Revenu & produit Annuels ce qui manquera desdits trente mille Ecus de Rente dans le Duché de *Limbourg*, lesquelles Villes, Bourgs, Villages, & Territoires, ensemble le Revenu, Circonstances, & Dépendances demeureront demembrés de nos autres Seigneuries, & seront unis & joints à l'avenir & pour toujours audit Duché de *Limbourg*, pour être possédés par ladite Princesse des *Ur-fins*, au même Titre de Souveraineté, Jurisdiction, & Perogative, cy dessus,

&

& comme faisant partie dudit Duché de *Limbourg*. Et attendu que par les diverses propositions qui Nous sont faites de tems à autre, pour parvenir à la Paix tant désirée par Nous, & par les autres Princes & Etats de l'*Europe*, engagés en la présente Guerre, aucunes tendent à certains Démembrements desdits *Pays-Bas Espagnols* & des autres Etats qui composent nôtre Monarchie, Nous déclarons que nôtre Intention est, qu'il ne soit donné aucune atteinte à ces Présentes, par les Traités de Paix qui se feront, & que tous les Princes, & Puissances intéressées dans lesdites propositions ratifient le démembrement que Nous faisons par ces présentes dudit Duché de *Limbourg*, & l'Erection d'iceluy. en toute Souveraineté en faveur de la Princesse des *Urffins*, en sorte qu'Elle en soit mise, & demeure en pleine possession, & paisible jouissance dans toute l'Etendue des présentes, selon leur Forme & Teneur, & sans aucune réserve, ny restriction, telle qu'elle puisse estre; voulant que la présente Donation soit une des Conditions des Traités, qui pourront être faits en ce qui concernera lesdits *Pays-*

*Bas Espagnols*, afin que ladite Princeesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, puissent jouir dudit Duché *de Limbourg*, Circonstances, & Dépendances, pleinement, paisiblement, perpetuellement & à toujours, en Titre de Souveraineté, sans Trouble & Empêchement au contraire; à l'effet de quoy, & pour y faire contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce feront à contraindre, Nous avons de nôtre pleine Puissance & Authorité Royale supplée, & suppléons à tous défauts ou obmissions de Droit ou de Fait, qui pourroient se trouver, ou survenir dans cette Donation, Cession, & Transport, soit par le défaut de l'Expression de la valeur des Revenus, & des Charges dudit Duché *de Limbourg*, qui n'y sont pas spécifiés, ny déclarés, & qui pourroient estre requises par de précédentes Ordonnances, auxquelles, & aux Dérégatoires des Dérégatoires y contenues, Nous avons expressement dérogé & dérogeons par ces présentes, parce que telle est nôtre Volonté & bon Plaisir; Voulant que les présentes Lettres Patentes soient delivrées à ladite Princeesse *des Ursins* pour les faire

faire enregistrer, & publier ou besoin sera, même les faire inserer avec la Donation & Cession y continuë, dans le Traité de la Paix qui se négociera, s'y faire inclure & reconnoitre en qualité de Princesse Souveraine du Duché de *Limbourg*, & en cette qualité en exercer les Droits, & y faire Traitez, & Alliances, avec les Princes, & Souverains qui y interviendront; enjoignant aux Ministres & Ambassadeurs qui y seront de notre part, de l'y reconnoitre comme telle, & à tous nos Officiers audit Duché de *Limbourg*, d'obeir à ces présentes, au moment qu'elles leur seront notifiées; & afin que cette présente Donation soit chose Ferme & Stable à toujours & à perpétuité, Nous avons Signé ces présentes Lettres de nôtre main, & y avons fait mettre nôtre Grand Scel; Voulons, & Ordonnons qu'Elles soient regitrées en tous & chacun de nos Conseils & Chambres des Comptes, où il appartiendra. Donnée en nôtre Ville de *Corella*, au Royaume de *Navarre* le 28. Jour du mois de *Septembre*, l'an de Grace Mil Sept cent & onze, & de nôtre Regne l'onzième.

K 5

Spon-

*Spondetque dicta Regia Majestas Britannica, se dictam D. Principissam Ursini, ejusque Successores, aut causam habentes, in reali, actuali, & pacificâ possessione dictæ Superioritatis, & Dominii, adversus omnes & quoscunque, quolibet tempore & in perpetuum, tuituram, neque permissuram, quod in prædictâ possessione a quolibet D. Principissa, Jure, Factove molestetur, turbetur, aut inquietetur. Et cum Realis Possessio Superioritatis dicti Ducatus Limburgi, vel Ditionum, ut supra, subrogandarum dictæ D. Principissa Ursini, vigore prælaudatæ Conventionis, die*

*Vige-*

Et ladite Majesté de la Grande Bretagne promet de maintenir ladite Princesse des Ursins, ses Successeurs & ayant cause, dans la possession réelle & paisible de ladite Souveraineté & de son Territoire contre tous & un chacun, en tous tems & à jamais, & qu'Elle ne permettra pas que ladite Dame Princesse soit troublée ou inquiétée dans ladite possession, par qui que ce puisse être, ni de droit ni de fait. Et d'autant que la possession réelle de la Souveraineté dudit Duché de Limbourg, ou des Territoires susdits, sub-

stitu-



*Vigesimo septimo Martii proxime prateriti conclusa, jam tradidubuisse, licet nondum fuerit tradita: Ideo pralaudata Regia Majestas Britannica pro majori Cantela promittit, Verboque Regio spondet, quod cuiquam dictas Provincias Belgicas Catholicas non dimittet, nec relaxabit, nec dimitti, nec relaxari patietur, sed eas servabit, & servari faciet, non solum quousque dicta D. Principissa Ursini sit in actuali, & pacifica Possessione pralaudata Superioritatis, sed & etiam quousque a Principe, cui dicta Provincia Belgica dimittenda sunt & relaxanda, dicta D. Principis-*

*stitues en sa place, devroient déjà être entre les mains de ladite Dame Princesse, en vertu de la Convention susexprimée, ce qui n'a pas été exécuté: Sa dite Royale Majesté de la Grande Bretagne promet pour plus de sûreté, & engage sa Parole Royale de ne point céder ou remettre, ni permettre qu'on cède ou remette, à qui que ce puisse être, leldits Pais-Bas Elpagnols, mais de les garder ou faire garder, jusques à ce que ladite Dame Princesse des Ursins soit mise dans la possession paisible de ladite souveraineté, & même jusques à ce que ladite*

*cipis-*

*dite*

*cipiffa Urfini pro fupremâ Dominâ praulandata Superioritatis, ut fuprà, agnofcatur, & manu teneatur.*

la dite Princeffe ait été reconnue, comme deffus, Dame Souveraine de ladite Souveraineté, & qu'elle ait été mise en poffeffion d'icelle par le Prince auquel lefdits Pais-Bas feront cédés & remis.

*Præfens Articulus ratatus habebitur, & Ratihabitionum Permutatio fiet Trajecti ad Rhenum intra Sex Hebdomadas, & citius, fi fieri poffit.*

Le prefent Article fera ratifié & les Ratifications en feront échangées à Utrecht dans fix femaines, ou plutôt s'il eft poffible.

*In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ præfentem Articulum fubfcripfimus, & Sigillis noftris communivimus, Trajecti ad Rhenum*  
die

En foi de quoi, nous les Ambaffadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de fa Sacrée Royale Majesté de la Grande Bretagne avons figné le prefent Article, & y avons appofé les  
ca

die <sup>Secundo</sup> <sub>Decimo tertio</sub> Men- cachets de nos Ar-  
 fis Julii, Anno Do- mes. Fait à Utrecht  
 mini Millesimo sep- le <sup>2</sup>/<sub>13</sub> Juillet, l'an  
 tingentesimo decima de Grace 1713.  
 tertio.

(L.S.) JOH. BRISTOL. (L.S.) D. de OSSUNA.  
 C. P. S. (L.S.) El MARQUE de  
 (L.S.) STRAFFORD. MONTELEONE.

RATI HABITIO RATIFICATION  
*secundi. Articuli* du second Arti-  
*separati facta a Re-* cle séparé, par la  
*gina Magna Bri-* Majesté Britan-  
*tannia.* nique.

ANNA, Dei Gra- ANNE, par la  
 tiâ, Magna Bri- Grace de Dieu,  
 tannia, Francia, Reine de la Gran-  
 & Hibernia Re- de Bretagne, de  
 gina, Fidei De- France & d'Irlan-  
 fensor, &c. Om- de, Défenseur de  
 nibus ad quos la Foi &c. A tous  
 Præsentes Literæ ceux qui ces pré-  
 pervenerint, Sa- sentes verront, sa-  
 lutem. Quando- lut. Comme un cer-  
 quidem Artic- tain Article sepa-  
 lûs quidam Se- ré, dit le 2 Article  
 para- K 7 se-

paratus Secundus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiae inter Nos & Bonum Fratrem nostrum Philippum Quintum Hispaniarum Regem Catholicum, Trajecti ad Rhenum die  $\frac{2}{13}$  Mensis praesentis conclusum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros, sufficienti Autoritate utrinque munitos, signatus fuerit, formâ & verbis quae sequuntur:

separé du Traité de Paix & d'Amitié, conclu à Uirecht le  $\frac{2}{13}$  du mois passé, entre nous & notre bon Frere Philipe V. Roi Catholique des Espagnes, a été signé le même jour, & au même lieu, par nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis d'une Autorité suffisante pour cet effet, dont voici la teneur.

*Fiat insertio.*

*Fiat insertio.*

Nos viso perpenso-  
que Articulo  
Secundo separato su-  
pra-

Nous, après a-  
voir vû & exami-  
né le susdit se-  
cond

*prascripto, eundem*  
*approbavimus, ratum,*  
*gratum, firmumque*  
*habuimus, sicut per*  
*Præsentes eundem ap-*  
*probamus, ratum,*  
*gratum, firmumque*  
*habemus, spondentes,*  
*& in Regio Verboprom-*  
*ittentes, Nos ea qua*  
*in præfato Articulo*  
*Secundo continentur*  
*sincere & bonâ fide*  
*præstare & observare*  
*velle. In quorum ma-*  
*jorem Fidem & Ro-*  
*bur hisce præsentibus*  
*manu nostrâ Regiâ*  
*signatis, Magnum no-*  
*strum Magnæ Britan-*  
*niæ Sigillum apponi*  
*jussimus. Quæ daban-*  
*tur in Palatio nostro*  
*apud Kensington tri-*  
*cesimo primo die Men-*  
*sis Julii, Anno Do-*  
*mini Millesimo sep-*  
*tingentesimo decimo*  
*ter.*

cond Article séparé  
 l'avons approuvé &  
 Ratifié, comme par  
 ces présentes nous  
 l'approuvons & le  
 Ratifions, & enga-  
 geons nôtre Parole  
 Royale d'accomplir  
 & d'observer sincer-  
 ement & de bonne  
 foi tout ce qui est  
 contenu dans cet  
 Article. En foi  
 de quoi nous avons  
 fait apposer nôtre  
 Grand Seau de la  
 Grande Bretagne à  
 ces présentes, & les  
 avons signées de nô-  
 tre main Royale.  
 Donné à nôtre Cour  
 à Kensington le 31.  
 de Juillet l'an 1713.  
 & de nôtre Règne  
 le douzième.

ANNE R.

tertio , Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

*Mandatum plenum Dominorum Legatorum, Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Regina Magna Britannia.*

*Plein-pouvoir des Seigneurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande Bretagne.*

**A**нна, Dei gratiâ, Magnæ Britanniaë, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos presentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restinguendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gessimus maxi-

**A**nne par la Grâce de Dieu, Reine de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Après avoir pris la résolution de travailler à terminer une si longue & si pernicieuse Guerre & de rétablir la Tranquillité publique, Nous

mas,

2.

*mas, eo animum præ-  
primis advertimus, ut  
arctissima illa Amici-  
tia necessitudinisque  
vincula, quæ à lon-  
gissimo usque tempore  
inter Coronas Britan-  
nicam, & Hispani-  
cam, intercessere,  
summo cum utriusque  
Nationis Commodo,  
inter Nos & bonum  
Fratrem Nostrum  
Philippum Quintum  
Hispaniarum Regem  
Catholicum, novis &  
quam firmissimis ne-  
xibus in perpetuum  
constringerentur. Mi-  
nistris itaque iisdem,  
qui tam diu, tamò-  
que cum Successu,  
Concordiæ operi ma-  
ximè Salutari inter  
Principes, Statusque  
Christianos promoven-  
do conficiendoque Ul-  
trajecti ad Rhenum*

*sefe*

avons songé en pré-  
mier lieu à renouër  
& à resserer entre  
nous & nôtre bon  
frere Philippe V. Roi  
Catholique des Es-  
pagnes, les liens de  
l'Amitié & de la  
bonne correspon-  
dance, qui avoient  
subsisté si long tems  
entre les Couronnes  
de la Grande Breta-  
gne & d'Espagne,  
à l'avantage mutuel  
des deux Nations :  
Dans cette vuë  
nous aurions nom-  
mé les même Mi-  
nistres, qui ont tra-  
vaillé si longtems &  
avec tant de succès  
de nôtre part à a-  
vancer & à conclu-  
re un Ouvrage auf-  
si saint, que l'est ce-  
lui de la Paix, entre  
les Princes & Etats  
Chrè.

*seſe Nomine noſtro addixerint, etiam partes hæſce demandare volumus, ut tam Pacis & Amicitia, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, ſignarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Industriâ, & in Rebus magni momenti tractandis, Uſu ac Perſpicaciâ Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis, & dilecti Conſultarii noſtri, Johannis Episcopi Briſtoliensis, Privati noſtri Sigilli Cuſtodis, Decani Windſorienſis, & Nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii;*

Chrétiens à Utrecht, pour conclure & ſigner les termes & conditions tant de Paix & d'Amitié, que de Commerce & de Navigation, entre nous & ledit Roi Catholique. C'eſt pourquoy, favoir faiſons qu'ayant une entière confiance en la fidélité, ſuffiſance, capacité & prudence, pour traiter des Affaires les plus importantes, du très Reverend Pere en Dieu, nôtre bien Amé & très fidelle Conſeiller Jean Evêque de Briſtol, Garde de nôtre Seau Privé, Doyen de Windſor, & Regiſtraire du très Noble Ordre de la Jartie-  
re;



*rii; Et perquam fi-* re; & de nôtre bien  
*delis, & pradilecti* Amé & tres fidelle  
*Consanguinei & Con-* Cousin & Conseil-  
*filiarii nostri Thomæ* ler Thomas Comte  
*Comitis de Strafford,* de Strafford, Vi-  
*Vice-comitis Went-* comte Wentworth  
*worth- de Went-* de Wentworth,  
*worth- Woodhouse* Woodhouse, & de  
*& de Stainebo-* Staineboroug, Ba-  
*rough, Baronis de* ron de Raby, Lieu-  
*Raby, Exercituum* tenant General de  
*nostrorum Locum-Te-* nos Armées, pré-  
*nentis Generalis, Pri-* mier Commissaire  
*marii Admiralitatis* de l'Amirauté, Che-  
*nostra Commissarii,* valier du très Noble  
*Nobilissimi Ordinis* Ordre de la Jartie-  
*nostri Periscelidis E-* re, & nôtre Am-  
*quitis, & Legati* bassadeur Extraordi-  
*nostri Extraordinarii* naire & Plenipo-  
*ac Plenipotentiarum ad* tentiaire, près de  
*Cellos & Prapotes* leurs Hautes Puif-  
*Dominos Ordines Ge-* sances les Etats Ge-  
*nerales. Uniti Bel-* neraux des Provin-  
*gii, plurimum Con-* ces Unies; Nous  
*fise, Eosdem nomi-* les avons nommés;  
*navimus, fecimus, &* faits & constitués,  
*constituimus, quem-* comme par ces  
*admodum per Prasen-* présentes nous les  
nom-

tes.

*tes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiariorum, Dantes & Concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam, Potestatem, Facultatem, Autoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, quos pradietus Rex Catholicus, sufficienti Autoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate Ultrajectina*

ad.

nommons, faisons & constituons nos vrais certains, & indubitables Ambassadeurs Extraordinaires, Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leurs donnant conjointement ou séparément, tout pouvoir, faculté & autorité, avec Mandement general & spécial, sans que la généralité déroge à la spécialité, de se rendre à Utrecht, ou en tel autre lieu dont on sera convenu, & d'y tenir des Conférences avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, que ledit Roi Catholique y députera de sa part, pour-

*ad Rhenum, aut in alio quocunque loco, Congrediendi, Colloquendi, ac de Pacis atque Amicitia Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Tractandi, Conveniendi, & Concludendi; eaque omnia quae ita Conventa & Conclufa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine Signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, Conficiendi, mutuòque Tradendi, Recipiendique, ac generaliter ea omnia praestandi, perficiendique, quae quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitia Conditiones, ut supra dictum*

pourvûs d'un pouvoir & autorité suffisante pour négocier & conclure avec eux une Paix stable, permanente & honorable, entre nous & ledit Roi Catholique, & de signer, pour nous & en nôtre Nom, toutes les Conditions & Articles, dont ils seront convenus entr'eux; de dresser & expedier toutes sortes d'Actes & Instrumens, en tel nombre & de telle qualité qu'il en sera besoin, & de les donner & recevoir reciproquement; et généralement de faire tout ce qu'ils jugeront nécessaire et à propos, pour conclure & établir les

Con-

dictum est, ineun- Conditions de Paix  
 das, stabiliendasque & d'Amitié comme  
 vel quomodo libet, dessus, & en la mê-  
 opportuna esse judica- me forme, inanie-  
 verint, tam amplis re, force & vertu,  
 modo & formâ, ac que nous pourrions  
 vi, effectuque pari, faire nous même, si  
 ac Nos Ipsa, si In- nous étions présen-  
 teressemus, facere ac te en personne aux  
 prestare possemus; dites Conférences;  
 Spondentes, & in promettant sur nô-  
 Verbo Regio promit- tre Parole Royale,  
 tentes, Nos omnia & d'approuver & de  
 singula, quacunque Ratifier toutes &  
 à dictis nostris Lega- chacune des Con-  
 tis Extraordinariis, vention ou Arti-  
 Commissariis, Pro- cles que nos dits  
 curatoribus, & Ple- Ambassadeurs Ex-  
 nipotentiariis, con- traordinaires, Com-  
 junctim vel divisim, missaires, Procure-  
 vi presentium Tran- reurs & Plenipo-  
 sigi, Concludi, & tentiaires auront  
 Signari contigerit, transigé & conclu,  
 grata, rata, & ac- conjointement ou  
 cepta, iis prorsus mo- séparément dans la  
 do & formâ quibus maniere & la for-  
 conventa fuerint, ha- me dont on sera  
 bituras. In quorum convenu: Et pour  
 omnium don-

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>omnium majorem fi-</i><br/> <i>dem &amp; robur, Præ-</i><br/> <i>sentibus Manû nostrâ</i><br/> <i>Regiâ signatis, Mag-</i><br/> <i>num nostrum Magnæ</i><br/> <i>Britanniæ Sigillum</i><br/> <i>aponi jussimus. Da-</i><br/> <i>bantur in Palatio no-</i><br/> <i>stro Divi Jacobi Ter-</i><br/> <i>tio die Mensis Maji,</i><br/> <i>Anno Domini Mil-</i><br/> <i>lesimo Septingentesi-</i><br/> <i>mo decimo tertio,</i><br/> <i>Regniq; nostri Duo-</i><br/> <i>decimo.</i></p> | <p>donner plus de for-<br/> ce &amp; de créance à<br/> tout ce qui a été<br/> stipulé par ces pré-<br/> sentes, nous les a-<br/> vons signées de nô-<br/> tre main Royale, &amp;<br/> y avons fait apposer<br/> le grand Seau de la<br/> Grande Bretagne.<br/> Donné dans nôtre<br/> Palais de St. Jaques<br/> le 3 de Mai, l'an<br/> 1713. &amp; le 12. de<br/> nôtre Regnc.</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

ANNA R.

ANNE R.

|                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Mandatum plenum</i><br/> <i>Legatorum Extra-</i><br/> <i>ordinariorum &amp;</i><br/> <i>Plempotentiario-</i><br/> <i>rum Majestatis</i><br/> <i>Catholica.</i></p> | <p><i>Plein - pouvoir des</i><br/> <i>Ambassadeurs Ex-</i><br/> <i>traordinaires &amp;</i><br/> <i>Plenipotentiaires</i><br/> <i>de sa Majesté Ca-</i><br/> <i>tholique.</i></p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                         |                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <p><b>D</b>ominus PHILIP-<br/> <b>LIPPUS</b>, Dei<br/>         Gra-</p> | <p><b>D</b>on PHILIPPE,<br/>         par la Grace<br/>         de</p> |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Gratiâ , Rex Casti-</i><br/> <i>liæ , Legionis , Ar-</i><br/> <i>ragonix , utriusque</i><br/> <i>Siciliæ , Hierosoly-</i><br/> <i>mæ , Navarræ , Gra-</i><br/> <i>natæ , Toleti , Va-</i><br/> <i>lentiæ , Galæciæ ,</i><br/> <i>Majoricæ , Hispalis ,</i><br/> <i>Sardinia , Cordubæ ,</i><br/> <i>Corficæ , Murcia ,</i><br/> <i>Giennæ , Algarbiæ ,</i><br/> <i>Algeziræ , Gibral-</i><br/> <i>ta , Canariarum ,</i><br/> <i>Indiarum Orienta-</i><br/> <i>lium &amp; Occidenta-</i><br/> <i>lium , Insularum , &amp;</i><br/> <i>Continentis , Maris</i><br/> <i>Oceani , Archidux</i><br/> <i>Austriæ , Dux Bur-</i><br/> <i>gundia , Brabantia ,</i><br/> <i>&amp; Mediolani , Com-</i><br/> <i>es Halpurgi , Flan-</i><br/> <i>driæ , Tirolis , &amp;</i><br/> <i>Barcelonæ , Domi-</i><br/> <i>nus Biscaia , &amp; Mo-</i><br/> <i>linæ , &amp;c. Cum pro-</i><br/> <i>pter inscrutabilia Dei</i><br/> <i>Judicia , sanguino-</i><br/> <i>lentum ,</i></p> | <p>de Dieu , Roi de<br/>         Castille , de Leon ,<br/>         Arragon , des deux<br/>         Siciles , de Jerusa-<br/>         lem , Navarre , Gre-<br/>         nade , Toledé , Va-<br/>         lence , Galice , Ma-<br/>         jorque , Seville , Sar-<br/>         dagne , Cardouë ,<br/>         Corsique , Murcie ,<br/>         Jaën , des Algarves ,<br/>         Algezire , Gibraltar ,<br/>         des Canaries , des<br/>         Indes Orientales &amp;<br/>         Occidentales , des<br/>         Isles &amp; Continent<br/>         de l'Océan ; Ar-<br/>         chiduc d'Autriche ;<br/>         Duc de Bourgogne ,<br/>         Brabant &amp; Milan ;<br/>         Comte d'Apsbourg ,<br/>         Flandres , Tirol &amp;<br/>         Barcelonne ; Sei-<br/>         gneur de la Biscaye<br/>         &amp; de Molina &amp;c.<br/>         Comme , par les ju-<br/>         gemens impénétra-<br/>         bles de Dieu , l'Eur-<br/>         rope</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*lentum, obstinatum-  
que, magis quam vi-  
sum unquam fuerit,  
Bellum, cum Popu-  
lorum, & Provin-  
ciarum ruinâ, passa  
fuerit Europa, quin  
ad illius ignem extin-  
quendum ullum hu-  
manum medium suf-  
fecerit, usque in præ-  
sens tempus, quo Di-  
vina Pietatis Gratiâ  
manifestantur Signa,  
& positiva Dispo-  
sitiones recuperandi  
Pacem & Quietem,  
tantoperè ab omni Or-  
be Christiano deside-  
ratas, sed à nobis  
principaliter ob ea  
quæ respectivè passa  
fuerint Dominia No-  
stra. Cumque ab ali-  
quibus ex Principali-  
bus Potentiis Bellum  
gerentibus nominati  
fuerint Plenipotentia-  
rii,*

rope a été agitée  
d'une Guerre la plus  
sanglante & la plus  
inveterée qu'on ait  
jamais vûe, à la rui-  
ne de ses Peuples &  
de ses Provinces, &  
dont toutes les vo-  
yes humaines n'ont  
pû arrêter ni étein-  
dre la fureur jus-  
ques à présent, que  
par la grace & bon-  
té Divine il paroît  
des signes manife-  
stes d'une certaine  
disposition à rétablir  
la Paix & la Tran-  
quillité, tant désirée  
de toute la Chréti-  
enté, & particulie-  
rement par nous, à  
cause des maux que  
nos Etats ont souf-  
ferts respective-  
ment: Et comme  
quelques unes des  
plus considérables  
L. Puif-

*rii, Pacis tractanda, & cum reciproca amicitia ineunda Authoritatem habentes; Ea propter tam laudabili, tamque glorioso desiderio ex parte nostra concurrere volentes, Vós, D. Franciscum Mariam de Paula, Tellez Giron, Venavides, Carrillo, & Toledo, Ponce de Leon, Ducem de Ossunâ, Cognatum, Comitem de Uzena, Marchionem de Pennafiel, ex Primis Nobilibus à Cubiculo nostro, Majoremque Cubicularium, Regnorum meorum Castellæ Notarium majorem, Equitem Ordinis de Calatrava, in ipso Ordine Majorem à Clavibus, &*

*ejus*

Puissances engagées dans la présente Guerre, ont nommé des Plenipotentiaires munis d'une autorité suffisante pour traiter de la Paix, dans laquelle on doit entrer avec une amitié mutuelle; pour parvenir à une si bonne fin, & concourir de notre part à un desir si louable & si glorieux, nous avons résolu de nommer, & nommons par ces présentes Don Francisco Maria de Paula, Telles Giron, Venavides, Carrillo & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, notre Cousin, Comte d'Uzena, Marquis de Pennafiel, un des premiers



*ejus Commendatorem, nec non de Usagre in Divi Jacobi Ordine, Ducem Primum Regalium Corporis Custodum: D. Joannem de Browkoven, Comitem de Bergueych, Consiliarium nostrum, Bellicum Ministrum, & nostri Aerarii in Flandriâ Generalem Super-Intendentem: Et D. Isidorum Cazado de Rosales, Marchionem de Monteleon, Affinem, & in Regio nostro Indiarum Concilio Senatorem; Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nominare Statuimus, quemadmodum presentium vigore nominamus, quia Personas vestras*

miers Seigneurs de notre Chambre, & grand Chambellan; Notaire major de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'ordre de Calatrava, Commandeur & grand Clavero du dit Ordre, & de l'Usagre de l'Ordre de St. Jaques, Capitaine de la premiere Compagnie de nos Gardes du Corps: Don Juan de Broukoven Comte de Bergeyck, nôtre Conseiller & Ministre des Guerres, Surintendant général de nos Finances en Flandres: Et Don Isidore Cazado de Rozalis, Marquis de Monteleon, nôtre Cousin, Sénateur dans

*Præ-*

L 2

nô-

*Prudentia, Experientia, & pro Interesse nostro Zeli & Amoris qualitatibus, & Prærogativis ad tam gravis, & tanta consequentia Negotii Dispositionem & Directionem summoperè necessariis, ornatas esse certo scimus. Vos itaque oneramus, vobisque mandamus, ut eo citius Trajectum Rheni Conventui Pacis tractanda destinatum iter faciatis; ut ibi simul cum Ministris, Plenipotentariis à Regibus & Potentiis interesse habentibus, nominatis, & Autoritate, & sufficienti mandato munitis, ad Colloquia aut Conventus Pacis particularis aut generalis intretis, & intrare*

*va-*

notre Conseil des Indes; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ayant pleine confiance en leur fidélité, prudence & experience, & connoissant leur Zele pour nos interets, qualitez requises pour le maniement des affaires de la dernière importance; & les chargeons & leur commandons de se transporter, avec toute la brieveté possible au Congrès à Utrecht, où l'on doit traiter de la Paix, & y entrer en Conference avec les Plenipotentiaires nommés par les Rois & les Puissances intéressées,

*valeatis ; & vobis* ressees , aiant des  
*Duci Ossunæ , Co-* facultez légitimes &  
*miti à Bergueych, &* suffisantes , & les  
*Marchioni à Mon-* Instructions néces-  
*teleone , plenam &* saires pour entrer  
*integram facultatem,* en Conference , &  
*& auctoritatem con-* traiter d'une Paix  
*cedimus , ut vos tres* particuliere ou gé-  
*simul , vel duo , in* nerale: Et nous ac-  
*casu absentia aut in-* cordons au dit Duc  
*firmitatis alterius, aut* d'Ossune; au Com-  
*unus solus , in simi-* te de Bergeyck , &  
*li casu absentia vel* au Marquis de Mon-  
*infirmittatis aliorum* teleon , pleine &  
*duorum , Tractatum* entiere autorité &  
*Pacis inter nos , &* tout le pouvoir qui  
*alios Reges , & Po-* est requis , à tous  
*tentias belligerantes ,* trois ensemble , ou  
*simul cum omnibus ,* à deux , par absence  
*aut separatim cum* ou indisposition de  
*quibusdam , Nomine* l'un d'entr'eux , &  
*nostro inire , conclu-* à chacun d'eux en  
*dere , & manuali Sub-* particulier , par ab-  
*scriptione vestrà mu-* sence ou indisposi-  
*nire , ut & omnia* tion des deux au-  
*Instrumenta ad hunc* tres , pour établir,  
*effectum , necessaria ,* conclure & signer,  
*concordare ; conclu-* pour nous & en nô-  
*dere,* L 3 tre

*dere, Subscriptione firmare, & tradere valeatis; & generaliter facere, promittere, stipulari Actus Declarationesque quae fuerint necessariae ad Conventiones permittendas, & ad quasque res Pacis Negotiationi, aut Conclusioni conducentes, & ad eas spectantes, quamvis hic non exprimantur, & cum eisdem Facultate, Potestate, & Ampliatione, quibus nos, si praesentes essemus, facere possemus; & etiam in illis Negotiis & Actis, quae specialius, magisque expressum quam quod in hac Plenipotentiâ continetur, mandatum requirere possent: Et omne quod vestres simul,*

tre nom, un Traité de Paix entre nous & les autres Rois, & Puissances engagées dans la présente Guerre, conjointement avec eux tous, ou séparément avec aucun d'entr'eux; comme aussi pour former, expedier, souscrire & délivrer tous les Instrumens nécessaires pour cet effet, & généralement faire, promettre stipuler & conclure les Actes et Déclarations, échanger les Conventions, & faire toutes les autres choses appartenant à ladite Négociation ou conclusion de Paix, quoi qu'elles ne soient pas exprimées ici, avec la même liberté

*simul, vel duo, in Casu absentia aut agri- tudinis aliorum duo- rum, ut supradictum est, feceritis, tracta- veritis, promiseritis, concluderitis, & Sub- scriptione vestra fir- maveritis, nos Fide nostra, Verboque Re- gio nostro datis, pro- mittimus confirmare, approbare, & ratum habere, sine quavis Diminutione, cum Juramento aliisque Requisitis, & Solem- nitatibus in simili ca- su necessariis, intra Terminum reciproce à Plenipotentariis di- cti Congressus assigna- tum. In quorum Fi- dem, & ad eorum majorem vim & Cor- roboracionem, expe- diri mandamus, & expedimus presentem*

té & faculté, que nous pourrions la faire nous même si nous étions présent; même dans les Af- faires & Actes qui pourroient exiger un ordre plus spé- cial & plus exprés que celui que con- tient les présentes; & nous promettons, assurons & donnons nôtre foi & Paro- le Royale, que nous confirmerons & ra- tifierons par ser- ment, & avec tou- tes les solemnitez requises en de pa- reilles occasions, & dans le tems, du- quel on sera conve- nu d'un commun accord, tout ce que nosdits Plenipoten- tiaires, tous trois en- semble, ou deux d'

*Manu nostrâ subscrip-  
tam Sigillo nostro Se-  
creto munitam , &  
ab infrascripto San-  
ctioris Consilii Se-  
cretario Subsignatam.  
Datum Madriti, die  
vegesimâ octavâ De-  
cembris anni mille-  
simi septingentesimi  
undecimi.*

EGO REX.

D. Emanuel à Va-  
dillo & Velasco.

entr'eux par absen-  
ce ou indisposition  
de l'autre , ou un  
seul par absence ou  
indisposition des  
deux autres , aura  
fait, traité, promis,  
signé et conclu, au  
dit Congrès. En foi  
de tout ce que des-  
sus, et pour sa plus  
grande force, nous  
avons fait dépêcher  
& avons dépêché  
les présentes , si-  
gnées de nôtre  
main , scelées de  
nôtre Seau privé,  
et contresignées par  
notre Secrétaire d'  
Etat. Donné à Ma-  
drid le 28. Decem-  
bre 1711.

*Signé*

MOI LE ROI.

*Don Manuel de Va-  
dillo & Velasco.*

TRAC-

*Tra-*

TRACTATUS  
NAVIGATIONIS

DU  
TRAITÉ

ET  
COMMERCIORUM

DE  
MARINE

ET DE  
COMMERCE.

Inter Serenissimam  
ac Potentissimam  
Principem AN-  
NAM, Dei Gra-  
tiâ, Magna Bri-  
tannia, Francia,  
& Hibernia, Re-  
ginam, Fidei De-  
fensorem, &c.  
& Serenissimum  
ac Potentissimum  
Principem PHI-  
LIPPUM V.  
Dei Gratiâ, Hi-  
spaniarum Re-  
gem Catholicum,  
Conclusus Traje-  
cti ad Rhenum die

*Conclu à Utrecht le*

*28 Novembre*  
*9 Decembre* 1713.

*entre la très Sere-  
nissime & très  
Puissante Princesse  
Anne, Reine de  
la Grande Breta-  
gne, de France &  
d'Irlande, Dé-  
fenseur de la Foi  
&c. d'une part,  
& le très Serenis-  
sime & très Puis-  
sant Prince Phil-  
ipe V. Roi Catho-  
lique des Espa-  
gnes, d'autre part.*

*28 Novembris*  
*9 Decembris* Anno  
1713.

Sta-

L 5

Une

Stabilitâ felicitèr,  
 Deo O. M. clem-  
 mentèr Annuente,  
 Pace bonâ, firmâ,  
 verâque, & sincerâ  
 Amicitîâ, inter Se-  
 renissimam ac Po-  
 tentissimam Princi-  
 pem & Dominam,  
 Annam, Dei Gra-  
 tiâ, Magna Britan-  
 nia, Francia, &  
 Hibernia Reginam,  
 &c. & Serenissimum  
 ac Potentissimum  
 Principem & Do-  
 num, Philippum V.  
 Dei Gratiâ, Hispa-  
 niarum Regem Ca-  
 tholicum, &c. Eo-  
 rumque Hæredes ac  
 Succesores, Regna,  
 & Subditos, per Pa-  
 cificationis Tracta-  
 tum, Trajecti ad Rhe-  
 num die <sup>Secundo</sup>  
 Decimo tertio  
 Mensis

Une bonne, et so-  
 lide Paix, & une  
 vraye & sincere ami-  
 tié, aiant été heureu-  
 sement établie, par  
 la Misericorde &  
 bénédiction de Dieu,  
 entre la très Serenif-  
 sime & très Puissante  
 Princesse Anne, par  
 la Grace de Dieu,  
 Reine de la Grande  
 Bretagne, France, &  
 Irlande &c. & le  
 très Serenissime &  
 très Puissant Prince  
 Philipe V. par la  
 Grace de Dieu, Roi  
 Catholique des Espa-  
 gnes &c. leurs Héri-  
 tiers & Successeurs,  
 leurs Royaumes & Su-  
 jets, par un Traité  
 de Paix, conclu à U-  
 trecht le <sup>2</sup>/<sub>13</sub> de Juillet  
 dernier; Leurs Ma-  
 jestez



Mensis Julii, non-  
 viffimè præteriti, con-  
 clufum, in eam præ-  
 primis Curam iverunt  
 Regiæ fuæ Majestates,  
 ut mutuis Subditorum  
 fuorum in re Com-  
 merciorum Utilita-  
 tibus omni meliori  
 modo prospiceretur;  
 & propterea Legatis  
 fuis Extraordinariis  
 & Plenipotentariis,  
 quorum Opera in Pace  
 pangendâ prosperè  
 fufficit, in Mandatis  
 clementiffimè dederunt,  
 ut quæ in Finem hunc  
 Salutarem, post perpen-  
 ſarum omnium Momenta  
 in Colloquiis eâ de re  
 Madriti habitis, maxi-  
 mè convenire perſpectum  
 fuerat, in Tractatibus

*ſtez ce ſont appliquées  
 avant toutes chofes,  
 à pourvoir à l'avantage  
 mutuel de leurs Sujets,  
 de la maniere la plus  
 efficace, à l'égard du  
 Commerce: Pour cet  
 effet leurs dites Majeſtez  
 ont donné les Inſtructions  
 néceſſaires à leurs  
 Ambaſſadeurs Extraordi-  
 naires & Plenipotentiaires,  
 par les ſoins deſquels la  
 Paix a été heureuſement  
 conclue, de drefſer dans  
 un Traité ſolemnel de  
 Commerce tout ce qui  
 pourroit le plus contri-  
 buer à une ſi bonne fin,  
 après avoir, examiné  
 dûment ce qui ſ'eſt  
 paſſé dans les Confé-  
 rences tenues à Madrid  
 ſur ce ſujet. Sur quoi,  
 lesdits Ambaſſa-*

tūs *Commerciorum* *bassadeurs* sont con-  
solennis formam re-*venus*, en vertu de  
digerent; Dicti igitur *leurs Plein-pouvoirs*,  
Legati, vigore *dont on a inferé de*  
Plenipotentiarum, *mot à mot les Copies*  
quarum Apographa *à la fin de ce Traité,*  
sub Finem hujus In-*des Articles de Com-*  
strumenti verbo te-*merce nécessaires pour*  
nus inserta erunt, *l'explication des Trai-*  
super *Commercio-*  
rum Articulis, ad *tez précédens, & pour*  
Elucidationem Tra-*faciliter le Negoce,*  
ctatum antero-*dont voici la forme*  
rum, & procuran-*& la teneur.*  
dam uberio-  
rem in  
Commerciorum ne-  
gotiis expediendis  
Facilitatem, modo  
& formâ conven-  
runt, prout sequi-  
tur:

I.

**T**raçtatus *Pacis*,  
*Commerciorum*,  
& *Confederationis*,  
*inter Coronas Magnæ*  
*Britanniæ & His-*  
*paniæ*, Madriti die  
De-

I.

**L**e Traité de Paix,  
de Commerce  
& de Confédéra-  
tion, conclu à Ma-  
drid entre les Cou-  
ronnes de la Gran-  
de

touchant la Paix d'Utrecht. 253

*Decimo tertio  
Vigesimo tertio*

*Mensis*

Maji, Anno Domini  
1667, conclusus, per  
hunc Tractatum rati-  
habetur & confirma-  
tur.

de Bretagne & d'E-  
spagne le  $\frac{13}{23}$  de Mai  
1667. est Ratifié &  
confirmé par ce pré-  
sent Traité.

*Ici étoit inseré ledit  
Traité de Paix &c.*

*Spondent mutuò  
Regia sua Majesta-  
tes, sese omnes &  
singulos Tractatus an-  
tecedentis Articulos,  
& quacunque in iis-  
dem, ut & Schedu-  
lis annexis, Privile-  
gia, Concessionones, Con-  
cordata, aliave cu-  
juscunque generis ad  
Subditos utrinque re-  
dundantia beneficia  
continentur, bonâ fi-  
de præstaturas, &  
adimpleturas; utque  
à Ministris suis &  
Offi-*

Leurs Royales  
Majestez s'engagent  
mutuellement, d'ex-  
ecuter & d'ac-  
complir de bonne  
foi, tous & un châ-  
cun des Articles du  
Traité ci dessus, &  
tous les Privileges,  
Concessions, Ac-  
cords & autres avan-  
tages, qui en doi-  
vent resulter aux Su-  
jets de part & d'au-  
tre, & qui y sont  
contenus, ou dans  
les Cedulaes anne-  
xées;

*Officialibus aliisque Subditis præstentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorundem omnium & singulorum effectu, iis solummodo exceptis, de quibus in sequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in Articulis sequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratihabetur. Tractatus Anno 1670. inter Coronas Magnæ Britannię & Hispanię, pro tollendis Dissidiis, Depredationibus restringendis, stabiliendaque Pace in Americâ, inter di-*  
*ctas*

xées; & qu'Elles les feront executer & accomplir de bonne foi par leurs Ministres, Officiers; ou autres Sujets, en sorte que leurs Sujets de part & d'autre, puissent jouir du plein effet de tous & un chacun d'iceux, (à la reserve de ceux, à la place desquels on ordonnera autre chose dans les Articles suivans, à la satisfaction mutuelle des deux parties,) & de tout ce qui est contenu dans les Articles suivans. De plus, on a ratifié & confirmé de nouveau le Traité de 1670, fait entre les Couronnes de la Grande Bretagne & d'Es-

*Elas Coronas initus, sine Præjudicio nihilominus Contractus allicujus, aliûsve Privilegii aut Licentie Regine Magnæ Britannicæ, ejusve Subditis, per Majestatem suam Catholicam concessis in Tractatu Pacis nuperrimè conclusa, aut in Contractu de Assiento, atque etiam absque Præjudicio Libertatis, aut Facultatis allicujus Subditis Britannicis antea sive competentis, sive missa, aut indulta.*

d'Espagne, pour prévenir les disputes, empêcher les déprédations, & établir la Paix dans l'Amerique entre les deux Couronnes, sans déroger cependant, à aucun Contract, Privilege ou Permission accordée par sa Majesté Catholique à la Reine de la Grande Bretagne ou à ses Sujets, dans le dernier Traité de Paix, ou dans le Contract de l'Assiento, aussi bien que sans prejudice aux Libertez ou Privileges, dont lesdits Sujets de la Grande Bretagne jouissoient auparavant, soit de droit, par tolérance ou indulgence.

*Sub.*

*Les*

## II.

## II. Les Sujets de

• *Subditi Regiarum suarum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes, non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipsis importatis exportandisve, Vectigalia, aliave Onera quacunque solvere, quam qua à Subditis amicissima cuiusvis Gentis exigentur, & solventur; ac si qua Vectigalium Diminutiones, aliave Beneficia extera cuiusvis Genti ab unâ alterâve parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque Corona Subditi reciproce & plenissime gaudebunt. Et sicuti circa Vectigalium Rationes, uti supra conventum, ita etiam*

l'une de leurs dites Majestez, négociant respectivement dans les Etats de l'autre ne seront pas obligez de payer de plus grands Droits d'entrée & de sortie pour leurs Marchandises, que ceux que l'on exige des Nations les plus favorisées; & au cas qu'il arrivât à l'avenir que l'on accordât quelque diminution de Droits, ou autres avantages de part ou d'autre, à aucune Nation étrangère, les sujets de chaque Couronne en jouiront pareillement. Et d'autant qu'on est déjà convenu, comme dessus, à l'égard de l'im-

*etiam pro Regulâ ge-* l'imposition des  
*nerali inter Regias* Droits , on pose  
*suas Majestates sta-* encore comme une  
*tutum est , quod om-* Règle générale en-  
*nes & singuli ipsa-* tre leurs Majestez ,  
*rum Subditi in omni-* que tous & un châ-  
*bus Terris Locisque* cun de leurs Sujets,  
*hinc indè earundem* dans tous les Païs  
*Imperio Subjectis, cir-* & Places , qui sont  
*ca omnes Impositiones* sous l'obéissance de  
*aut Vætigalia qua-* leurs respectives  
*cunque , Personas ,* Majestez , jouiront  
*Merces , Mercimo-* tout au moins des  
*nia , Naves , Navi-* même Privileges ,  
*la , Nautas , Navi-* Libertez & Immu-  
*gationem & Commer-* nitez , à l'égard de  
*cia concernentia , iis-* toutes les Imposi-  
*dem ad minimum Pri-* tions & Droits ,  
*vilegiis , Libertati-* quels qu'ils puissent  
*bus , & Immunitati-* être , tant par rap-  
*bus utantur , fruan-* port à leurs Person-  
*tur , parique favore* nes qu'à leurs Den-  
*in omnibus gaudeant,* rées , Marchandises,  
*tâm in Curiis Justi-* Vaisseaux , Frets ,  
*tia , quàm in iis om-* Matelots , Naviga-  
*nibus qua sive Com-* tion & Commerce ,  
*mercia , sive aliud* & seront favorisez  
*Jus quodcunque re-* en toutes choses ,  
*spiciunt ,* tant

*spiciunt, quibus amicissima quævis Gens extera utitur, fruatur, gaudetque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit, prout in Articulo 38<sup>o</sup> Tractatus de Anno 1667. in Articulo precedente specialim inserti, fusiùs explicatur.*

tant dans les Cours de Justice, qu'en tout ce qui regarde le Commerce, ou tel autre Droit que ce soit, autant que la Nation la plus favorisée l'est à présent, ou pourra l'être à l'avenir, comme cela est exprimé plus amplement dans le 28 Article du Traité de 1667. spécialement inséré dans l'Article précédent.

## III.

*Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias suas Majestates nuperrimè conclusum, pro Basi & Fundamento positum & stabilitum fuerit, quod Subditi Britannici per omnia in Regnis Hispaniæ, iisdem*

## III.

Comme par le Traité de Paix nouvellement conclu entre leurs Royales Majestez, on a établi pour Base & Fondement dudit Traité, que les Sujets de la Grande Bretagne au-



*dem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re. Commerciorum Libertatibus, quibus tempore Caroli Secundi gavisi sunt; ea- que proinde Regula Tractatus presentis Commerciorum Basis pariter & Fundamentum sit, & esse debeant, quod & reciproce quoad Subditos Hispaniæ in Magnâ Britannia commercantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipsis per Pacta competunt: Cumque ad Commerciorum Rationes rite & mutuâ cum Utilitate constituendas, plurimum faciat Vectigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Conventum proinde & conclusum est,*

auroient & jouïroient des mêmes Privileges & Libertez de Commerce, dans tous les lieux de l'obéissance de l'Espagne, dont ils ont jouï du tems de Charles second; & par consequent que la même règle sert & doit aussi servir de Base & de Fondement au présent Traité de Commerce; bien entendu qu'elle doit aussi s'étendre reciproquement à l'égard des Sujets de l'Espagne qui negocient dans la Grande Bretagne, par rapport à ce qui leur est accordé par les Convention: Et d'autant que la methode & l'expéditi- on, pour le payement des

*Eligali & unâ in sum-  
mâ pendenda conti-  
neantur omnia varia  
Onera, quæ tempore  
nuperi Regis Caroli  
Secundi, variis sub  
Nominibus, & in  
diversis Teloniis, su-  
per Mercibus intran-  
tibus aut exeuntibus  
in Portibus Hispa-  
niæ, comprehensis e-  
tiam Regnis Arrago-  
niæ & Valentia, &  
Principatûque Cata-  
launiæ, exceptis tan-  
tummodò Guipuscoa  
& Biscayâ, de qui-  
bus infra dicetur, so-  
luta erant.*

Marchandises qui  
seront introduites  
en Castille, Arragon,  
Valence & Catalo-  
gne, ou qu'on en-  
tirera; & ils les fi-  
xeront de maniere,  
que toutes les diffe-  
rentes Impositions,  
lesquelles se payoi-  
ent sous differens  
noms, sous le Re-  
gne du Roi Char-  
les second, & en  
divers Bureaux, pour  
l'entrée & la for-  
tie des Marchan-  
dises dans les Ports  
de l'Espagne, y com-  
pris les Royaumes  
d'Arragon & de Va-  
lence, & la Princi-  
pauté de Catalogne,  
à la seule reserve de  
Guipuscoa et de la  
Biscaye, comme on  
le marquera en son  
lieu, seront jointes

*Cum*

*en-*

ensemble, et ne feront qu'un seul Droit, payable en une seule somme.

*Cum autem per Legatum Britannicum quàm instantissime postulatum fuerit, ut dictis Commissariis pro Regulâ prescriberetur, illud in novo Indice propriis curare, ne per eundem majora ulla Vectigalia, aliave Onera quacunque in Portu aliquo, sive Maritimo, sive Terrestri, intra Regis Catholici Dominia, exigenda & solvenda in posterum sint, quàm qua in Teloniis Portus Sanctæ Mariæ aut Gadium, regnante nupero Rege Hispaniarum Carolo Secundo, soluta fue-*

Et comme l'Ambassadeur de la Grande Bretagne a fait, des Instances pressantes, qu'on prescrive pour règle auxdits Comissaires, de n'imposer pas plus de Droits ni d'Impôts, par ce nouveau Tarif, payable dans aucuns des Ports ou Places de la Domination de sadite Majesté Catholique, qu'on n'en payoit à la Douâne ou dans les Bureaux du Port de Ste. Marie ou de Cadix, sous le Regne du défunt Roi Char-

*fuertint; Consenserunt* Charles second: Les  
*Legati Hispaniæ*, Ambassadeurs d'E-  
*adeoque conventum &* spagne ont consen-  
*stipulatum est; quod* ti, & l'on est con-  
*nempè quoad ipsos* venu d'observer cet-  
*Portus Gadium &* te Règle dans les  
*Sanctæ Mariæ*, en Ports même de Ca-  
*observetur Regula; ita* dix & de Ste. Ma-  
*ut cessante & subla* rie; en sorte que  
*tâ omni Vectigalium* toutes les augmen-  
*Augmentatione, qua* tations de Droits,  
*post tempus Caroli* introduites dans les-  
*Secundi, ex occasio-* dits Ports apres  
*ne Belli, sive sub* la mort de Char-  
*Habilitationis nomi-* les second, à l'oc-  
*ne, aliove quocunque* casion de la Guer-  
*ibidem introducta for-* re, ou sous le nom  
*sitan fuit, Subditi* de *Habilitation*, ou  
*Britannici in Portu-* quelqu'autre que ce  
*bus Sanctæ Mariæ &* soit, cesseront &  
*Gadium, pro Mer-* seront abolies, de  
*cibus advectis vel a-* maniere que les Su-  
*vehendis nulla mayo-* jets de la Grande  
*ra Onera cujuscun-* Bretagne ne paye-  
*que generis, aut sub* ront pas de plus  
*quocunque Titulo, si-* grands Droits, soit  
*ve ante sive post con-* devant ou après que  
*fectos dictos Indices,* l'on aura fixé ledit  
 sol- . Tarif,

*solvere tenebuntur ,  
quam qua ibidem  
tempore Caroli Se-  
cundi soluta fuerunt.*

Tarif, de quelque  
maniere , ni sous  
quel titre que ce  
puisse être , pour  
l'entrée & la sortie  
des Ports de Ste. Ma-  
rie & de Cadix, que  
ceux qu'on y payoit  
sous le Regne du  
Roi Charles se-  
cond.

*Dictis proinde Com-  
missariis illud præpri-  
mis , quoad Portus  
Sanctæ Mariæ &  
Gadium observan-  
dum injungetur , ne  
in novis Indicibus  
conficiendis ad Indi-  
ces Vætigalium anti-  
quos , qui propter ex-  
orbitantiam Furium  
per ipsos constitutorum  
tempore Caroli Se-  
cundi in usu esse de-  
sistant , sese confor-  
ment , sed ductum eo-  
rum tantummodò In-  
dicum*

De plus , on en-  
joindra fortement  
auxdits Commissai-  
res , à l'égard des  
Ports de Ste. Ma-  
rie & de Cadix ,  
de ne point faire  
le nouveau Tarif ,  
suivant les ancien-  
nes Listes , les-  
quelles à cause des  
Droits exorbitans  
qu'elles imposoient,  
cessèrent d'être en  
usage du tems de  
Charles second; mais  
de suiye unique-  
ment

*dicum sequantur, quos sive vulgo Arancel, sive Registros nuncupatos, tempore Caroli Secundi substituisse, & secundum quos Vectigalia soluta fuisset, compertum fuerit.*

ment la teneur de celles, que l'on trouvera qui ont subsisté du tems de Charles second, soit qu'ils fussent nommez *Arancel* ou *Regîtres*, & qui servoient de Règle pour le payement des Droits en ce tems là.

*Quinetiam conven-  
tum pariter est, quod  
Subditis Britannicis  
liberum omnino erit,  
Merces post soluta pro  
iisdem in dictis Por-  
tibus Vectigalia, ea  
nempè quæ, donec In-  
dices supradicti con-  
ficiantur, tempore Ca-  
roli Secundi soluta e-  
rant, aut quæ postea  
ad dictorum Indicium  
Tenorem pro Mercibus  
adveclis pendenda  
fuerint, Terræ  
Ma-*

On est pareil-  
lement convenu,  
qu'il sera libre aux  
Sujets de la *Gran-  
de Bretagne*, en at-  
tendant que les Ta-  
rifs ci dessus soient  
faits, & en payant  
dans lesdits Ports  
les mêmes Droits,  
qui se payoient du  
tems de Charles se-  
cond, ou ceux qui  
seront établis en-  
suite par lesdits Ta-  
rifs, de transpor-  
ter

*Marive transfere ad alium quemvis Dominiorum Hispaniæ antedictorum Portum aut Locum, neque eâ occasione Vectigalia ante soluta, ullo modo ab ipsis exigentur.*

*Quinetiam ad praecidendas quascunque Lites, quales non obstante exactâ aliâ Justitia in Hispaniâ Administratione, ortas olim esse constat, respectu aliorum Onerum maximo cum Commercantium Incommodo, & Commerciorum Prajudicio aliquando exactorum; Conveniunt est quod Merces pro quibus Vectigalia, prout*

ter lesdites Marchandises, par Mer ou par Terre, dans quelque autre Port ou Lieu de la susdite Domination d'Espagne, sans qu'on puisse exiger d'eux en cette occasion, de payer une seconde fois lesdits Droits.

De plus, pour prévenir toutes les disputes, lesquelles, nonobstant l'exacte administration de la Justice en Espagne en tous autres égards, ont été suscitées autrefois, par rapport aux autres Droits, qu'on a exigé quelque fois au grand prejudice du Commerce & des Négocians; on est convenu, que les

Mar-

*antedictum est, Ga-* Marchandises, qui  
*dibus, aut in Portu* auront payé les  
*Sanctæ Mariæ solu-* Droits de la manie-  
*ta fuerunt, & quæ in* re susdite à Cadix  
*magnâ Mercaturâ,* ou au Port de Ste.  
*vulgò en gros, ven-* Marie, & qui au-  
*denda transportata* ront été transportées  
*fuerint, ab omni alio* pour être vendues  
*Onere quocunque per* en gros, seront ex-  
*totam Hispaniam li-* emtes de tous autres  
*bera & immunes e-* Droits, par toute  
*runt. Ita tamen ut* l'Espagne; bien en-  
*Mercium Proprieta-* tendu que les Pro-  
*rius, aut Institor Te-* priétaires desdites  
*stimonia adducat, quæ* Marchandises, ou  
*Vestigialium, prout* leurs Facteurs soient  
*præfertur, ritè solu-* munis de Certifi-  
*torum fidem faciant;* cats, qui fassent foi  
*sin secus fiat, Merces* que les Droits en  
*per Fraudem trans-* ont été dûement pa-  
*ferri censebuntur. Re-* yez de la maniere  
*spectu verò solutionis* spécifiée, sans quoi  
*Jurium de Alcava-* ces Marchandises se-  
*los, Cientos & Mil-* roient censées com-  
*lonēs, vulgò nuncu-* me aiant été frau-  
*patorum, conveniunt* duleusement trans-  
*est, quod circa ea-* ferées. Et quant  
*dem Jura, secundum* au paiement des  
Te- M 2 Droits



*Tenorem Articulo-  
rum hujus Tractatus  
Quinti & Octavi a-  
gendum sit.*

*Quoniam verò Le-  
gati Hispanici per-  
suasum sibi habue-  
runt, illas Regni  
Hispaniæ Legibus,  
variisque ibidem Pri-  
vilegiis vim Legis  
habentibus, atque e-  
tiam absque nimio  
Regis & Domini sui  
Præjudiciò, componi  
non posse Vætigalia in  
unoquoque Hispaniæ  
Portu ad Normam  
eorum, quæ Gadibus  
aut in Portu Sanctæ  
Mariæ obtinuerunt,  
aut obtinere possint;  
visum proinde est i-  
tam*

Droits communé-  
ment nommez de  
*Alcavalos*, *Cientos*  
& *Millones*, on est  
convenu de les ré-  
gler selon la teneur  
du cinquième &  
Huitième Articles  
de ce Traité.

Mais, comme les  
Ambassadeurs d'Es-  
pagne sont persua-  
dez, qu'on ne sauroit  
reduire les Droits  
dans tous les Ports  
d'Espagne sur le mê-  
me pié de ceux,  
qui sont ou pour-  
ront être établis à  
Cadix ou au Port de  
Ste. Marie, sans con-  
trevenir aux Loix  
d'Espagne, & à plu-  
sieurs Privileges,  
qui ont forcé de  
Loi, ni sans faire  
trop de prejudice au  
Roi leur Maître;  
on

*Item materiam Commissariis, qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.* on a jugé à propos de laisser cela à la détermination des Commissaires, qui seront nommez pour faire le nouveau Tarif.

*Spondet autem Rex Catholicus, tollendas statim in dictis Portibus omnes Vectigalium Augmentationes, quæ post tempus Caroli Secundi, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introducta forsitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem statueretur in dictis Portibus Regula, de qua respectu Gadium & Portus Sanctæ Mariæ conventum est, aut eam saltem observandam esse Regulam, tam ante, quam* Au reste, le Roi Catholique promet, d'ôter immédiatement toutes les augmentations de Droits, qu'on a introduites dans lesdits Ports depuis le tems de Charles Second, à l'occasion de la Guerre, ou sous le nom d'Habitations, ou quelque autre que ce puisse être; & qu'on observera la même Règle dans ces Ports là, dont on est convenu pour ceux de Ste. Marie & de Cadix, ou tout

*quàm post confectos dictos Indices, quæ tempore Caroli Secundi in unoquoque respectivè Portu obtinuit; ita ut majora post hac ibidem, aut in alio quocunque Transitus Loco, non exigantur Vectigalia, quàm quæ tempore Caroli Secundi dictis in Locis soluta erant. In iisdem insuper ea observanda erunt; quæ ratione Furium de Alcavalos, Cientos, & Millones, in hoc Articulo superius indigitantur.*

tout au moins, que l'on observera, tant avant qu'après que le nouveau Tarif aura été dressé, la même règle qui ce pratiquoit respectivement dans l'un & l'autre Port, au tems du Roi Charles second: Ensorte qu'à l'avenir on ne pourra exiger de plus grands Droits là, ni dans aucun autre lieu de passage, que ceux qui s'y payoient du tems de Charles second. On observera aussi dans ces Lieux là; ce dont on est déjà convenu dans cet Article, touchant les Droits de Alcavalos, Cientos & Millones.

*Quoad Portus Guipulcoæ & Biscayæ,*  
altos-

Quant aux Ports de Guipulcoa, de Bis-

Bis-

*aliosve Legibus Castiliæ non Subjacentes, in quibus Tempore Caroli II. Vectigalia pendebantur iis minora quæ Gadiibus, aut in Portu Sanctæ Mariæ soluta erant, spondet Regia sua Majestas Catholica eadem Vectigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non esse; interea autem prout Tempore Caroli II. permansura. Merces tamē in Portus Biscayæ & Guipuscoæ introductæ, quæ in Regna Castiliæ, aut Arragoniæ postea per Terram deferentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vectigalia tempore Caroli II. ibidem soluta, aut*

Biscaye & autres, qui ne sont pas soumis aux Loix de la Castille, & dans lesquels on ne payoit pas de si grands Droits du tems de Charles second, qu'à Cadix ou dans le Port de Ste. Marie, sa Majesté Catholique promet, qu'on n'augmentera point lesdits Droits dans ces Lieux là, en faisant le nouveau Tarif, & qu'en attendant ils resteront sur le même piéd où ils étoient au tems de Charles second. Au reste, toutes les Marchandises apportées dans les Ports de Biscaye & de Guipuscoa, qui seront transportées ensuite par terre dans

les

*qua per Novum Indicem statuentur, solvere tenebuntur.*

les Royaumes de Castille ou d'Arragon, y payeront, dans le premier Port où elles entreront dans lesdits Royaumes, les Droits qu'on y payoit sous le Regne de Charles second, ou ceux qui seront établis par le nouveau Tarif.

## IV.

## IV.

*Consentit Rex Catholicus promittitque, licitum in posterum fore Subditis Britannicis, qui in Provinciis Biscayæ & Guipuscoæ degent, Domos vel Repositoria Mercibus suis conservandis idonea, conducere, id quod ut fieri possit, pari modo, isdemque cum Privilegiis, quibus in Andalusîâ, aut in aliis*

Le Roi Catholique consent & promet, qu'à l'avenir il sera toujours permis aux Sujets de la Grande Bretagne, qui demeurent dans les Provinces de Biscaye & de Guipuscoa d'y louer des Maisons & des Magasins, pour la conservation de leurs Marchandises : Et sadite Majesté prendra

*liis quibuscunque Hispaniæ Portibus aut Locis, dicti Subditi Britannici istâ Libertate vigore præfati Tractatûs de Anno, 1667. aut etiam vigore Diplomatis alicujus, aut Ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ, gavisî sunt, aut gaudere debuerint, Regia sua Majestas per Mandata repetita effectum dabit. Eâdem Libertate gaudebunt Subditi Hispanici, in quibuscunque Magnæ Britanniæ Portibus & Locis, cum Privilegiis omnibus ipsis per prædictum Tractatum competentibus.*

dra soin, en renouvelant ses Ordres pour cela, de les autoriser à le faire de la même manière, & avec les mêmes Privileges dont lesdits Sujets de la Grande Bretagne ont jouï ou dû jouir de cette Liberté en Andalousie, ou en quelque autre Port ou Lieux d'Espagne, en vertu du Traité susdit de l'an 1667. ou de quelques Lettres Patentes ou Ordonnances accordées par leurs Majestez Catholiques. Les Sujets d'Espagne jouïront de la même liberté dans tous les Ports & Places de la Grande Bretagne, & de tous

les Privilèges qui leur sont accordés par ledit Traité.

## V.

## V.

*Ut autem obviam  
eatur abusibus in col-  
ligendis Juribus de  
Alcavalos & Cien-  
tos nuncupatis, con-  
sensit Catholica sua  
Majestas, quod Sub-  
ditis Britannicis, qui  
Merces suas in ma-  
gnâ Scil. Mercaturâ,  
vulgo en gros; ven-  
dendas in quemcun-  
que Hispaniæ Por-  
tum, sive Terrestrem,  
sive Maritimum, in-  
tulit, in optione ef-  
se debet, utrum di-  
cta Jura de Alcava-  
los & Cientos in ipso  
primi Appulsus Loco  
aut Portu, vel potius  
secundum Leges Ca-  
stiliæ, ubi, & quan-  
do venduntur, solve-  
re*

Pour prevenir les  
abus, qui se pour-  
roient commettre  
dans la Collecte des  
Droits nommez de  
Alcavalos & Cien-  
tos, sa Majesté Ca-  
tholique consent  
que les Sujets de la  
Grande Bretagne,  
qui apporteront des  
Marchandises dans  
aucun Port d'Espa-  
gne, soit de Terre  
ou de Mer, pour y é-  
tre vendues en gros,  
auront à leur choix  
de payer lesdits  
Droits de Alcava-  
los & Cientos, dans  
le premier lieu ou  
Port où ils arrive-  
ront, ou selon les  
Loix de Castille,  
dans

*re velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ Tempore Caroli II. soluta fuerunt. Conventum etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura de Alcavalos & Cientos soluta semel fuerint, Subditi Britannici in magnâ Scil. Mercaturâ, vulgò en gros, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcunque. Majestatis sue Catholice Dominio in Europâ subjacentem, absque ullâ molestiâ, ullâve dictorum Jurium exactione repetitâ, aut etiam aliorum propriâ venditione; ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Recepta vel Testimo-*

niâ dans le lieu, & au tems auquel ils en feront le débit; & ces Droits là seront les mêmes qui se payoient au tems du Roi Charles second. On est deplus convenu, que lesdits Sujets de la Grande Bretagne, pourront envoyer ou transporter les Marchandises, pour lesquelles lesdits Droits de Alcavalos auront une fois été payez, en aucun Port ou Lieu de la Domination de la Majesté Catholique en Europe, pour les y vendre en gros, sans aucun trouble & sans qu'on puisse leur redemander d'autres Droits, ni même ceux de la premie-



*nia à Teloniarum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliâque itidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si verò Mercator quisquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales Impositiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, unâ cum Juribus de Alcavalos & Cienzos, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub penis lege præfixitis.*

re vente ; bien entendu toujours, que ceux qui transporteront lesdites Marchandises, seront munis de Reçus & de Certificats des Fermiers, ou Commissaires des Douanes, par lesquels il puisse apparoître, que lesdits Droits ont été payés pour ces Marchandises là, & qu'elles n'ont pas encore été vendues : Mais au cas qu'aucun Marchand veuille vendre ses Marchandises en détail, il sera obligé de payer, sous les peines portées par les Loix, tous les Droits ordinaires des Lieux & des Villes, où on les vend, aussi bien que les Droits de

de Alcaualos & Cientos, & tous les autres, s'il y en a.

Consentit insuper Sa Majesté Catholique consent outre cela, que si Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Certificats auront Officialis quispiam, été produits aux Officiers ou Collector eadem Jura de nouveau exigent, aucun d'entr'eux vouloit exiger encore une fois le paiement de causâ moraretur, desdits Droits, empêcher, ou s'opposer aut quocunque modo au passage des Marchandises pour cela, molestiâ aliquâ afficeret, l'Officier qui aura Officialis culpa prædicta reus pœnam commis cette faute incurret bis Mille sera condamné à Ducatorum, in usum payer la somme de Camera Regia sua deux mille ducats, Majestatis, aut Hospitalii Generalis Madridensis; solvendum applicabile à l'usage de la Chambre de sa Majesté, Teloniorum autem, ou de l'Hopital general Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatis.

*ficatoriis expediendis  
ultra quindecim Ryals  
Villon non accipiant,  
nisi aliter in Novo In-  
dice conficiendo con-  
ventum fuerit.*

les Notairès des  
Doüanes, ou ceux  
des Contrebandes  
ne pourront pas e-  
xiger plus de 15.  
*Reales de Billon* pour  
faire lesdits Cer-  
tificats, à moins  
que cela ne se ré-  
gle autrement dans  
le nouveau Tarif  
encore à faire.

## VI.

*Et sicuti Subditis  
Regiarum suarum  
Majestatum integer;  
incolumis, & ab om-  
ni molestia immunis  
Navigationis & Com-  
merciorum Usus &  
Libertas utrinque con-  
stare debet, quamdiu  
Pax & Amicitia in-  
ter Regias suas Ma-  
jestates, eorūque Co-  
ronas inita, subsistet,  
ita quoque cautum  
voluerunt Regia sua  
Ma-*

## VI.

Et comme les Su-  
jets de leurs Maje-  
stez doivent jouir  
de part & d'autre, de  
l'usage & de la li-  
berté entiere de la  
Navigation & du  
Commerce, en tou-  
te sureté & sans au-  
cun trouble, tant  
que la Paix & l'A-  
mitié établies en-  
tre leurs Majestez  
& leurs Couronnes  
subsistera; leurs di-  
tes

*Majestates, ne propter orituras forsân Discordiarum Scintillas, eâdem dicti Subditi Incolumitate priventur, quin pleno è contra Pacis Beneficio fruantur, quousque Bellum inter ambas Coronas declaratum non fuerit.*

tes Majestez sont convenuës, que leurs dits Sujets ne seront point privez de cette sureté, en vertu des petits differens qui pourroient naître ou survenir; mais au contraire qu'ils ne laisseront pas de jouir de tous les bénéfices de la Pajx, jusques à ce que la Guerre soit déclarée entre les deux Couronnes.

*Quinetiam conventum insuper est, quod si quando contigerit ut Bellum (quod Deus avertat) inter Regias suas Majestates, earumque Regna, suboriatur & declaretur, tum ad prescriptum Art. 36. sapefati Tractatus de Anno 1667. Terminus sex*

On est convenu de plus, que s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'on renouvelât la Guerre & qu'elle fût déclarée entre leurs Majestez & leurs Royaumes, on accorderoit, en vertu du 36. Article du Traité de l'an 1667.

*sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Subditis, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum Familiis, Bonis, Mercimoniis, Navibus & Facultatibus suis, easque, solutis Vectigalibus debitis & consuetis, asportare licebit Terrâ Marive, quoquo versum ipsis placuerit, sicuti & iis permissa tunc erit Venditio & Alienatio Bonorum suorum, Mobilium, Immobiliūque rerum, ut & Pretii divenditorum Evectio, libere & absque ullâ Interturbatione, nec eorum Bona, Res, Merces, & Facultates, nedum ipsimet,*

ar-

1667. sus mentionné, ensuite de la Déclaration de cette rupture, le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre, demeurans sous l'une ou l'autre Domination, pour se retirer avec leurs Familles, Biens, Marchandises, Effets & Vaisseaux & les transporter, apres avoir payé les Droits ordinaires, soit par mer ou par terre, par tout où il leur plaira. Il leur sera aussi permis de vendre & d'aliener leurs Biens meubles & immeubles, & d'en emporter librement le provenu, sans qu'on puisse en aucune maniere arrêter leurs Biens, Mar-

touchant la Paix d'Utrecht. 281

*arresto, vel Manûs* Marchandises ou Ef-  
*Injectione, interea* fets; encore moins  
*Temporis detinendi* leurs Personnes,  
*vel infestandi sunt.* ni les troubler ou  
*Bonâ quinetiam inte-* inquieter de quel-  
*rea promptâque Ju-* que façon que ce  
*stitiâ fruuntur, &* soit. Qui plus est,  
*utentur alternâque* les Sujets de part &  
*Subditi, quo currente* d'autre ne laisseront  
*dicto Semestri Spatio* pas en attendant, d'  
*Res & Facultates suas,* obtenir & de jouir  
*tâm Publico quàm* d'une prompte &  
*Privatis conceditas,* bonne Justice, a-  
*recuperare possint.* fin qu'avant l'expi-  
 ration des six mois,  
 qui leur sont accor-  
 dez, ils puissent re-  
 couvrer les Biens &  
 les Effets qu'ils au-  
 ront confiez, soit au  
 Public ou à des Par-  
 ticuliers.

## VII.

*Conventum insuper*  
*est, quod damna om-*  
*nia, quæ Subditi utri-*  
*usque Corona, ineun-*  
*te Bella nuperrimo,*  
 con-

## VII.

On est convenu  
 outre cela, que tous  
 les dommages que  
 les Sujets de l'une  
 ou de l'autre Cour-  
 ronne

contra Tenorem Art. 36. *supramemorati* bonne prouveront, qu'ils ont soufferts au commencement de la dernière Guerre, contre la teneur du 36. Article du susdit Traité de 1667, soit qu'ils consistent en Biens meubles ou immeubles, leur seront reparez reciproquement, sans aucun delai, à eux, ou à leurs legitimes Procureurs ou Héritiers, ou à ceux qui auront Cause pour eux, & ce qui se trouvera rester, & tout ce qui aura été confisqué, soit en Fonds, Bâtimens, ou Heritages de quelque nature qu'ils puissent être, leur sera rendu, & la juste valeur des Biens.

*ut.*

*ut antedictum est*, Biens qu'on ne sauroit recouvrer, soit meubles ou immeubles, sera payée de bonne foi par les Trésoriers de part & d'autre, leurs prétentions étant évidemment vérifiées, comme dessus.

VIII.

*Conventum est, & Regia sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vectigalia Millones nuncupata, super Piscibus, aliâque Annonâ, in Loco primi earum Mercium appulsus non exigantur, sed eadem Vectigalia more pristino per Leges Stabilito, in Loco tantummodo Consumptionis, Mercibusque di-*  
ven-

VIII.

Sa Majesté Catholique convient aussi, & donnera les Ordres nécessaires pour cet effet, que les Droits imposez sur le Poisson, & autres provisions, nommez *Millones*, ne seront pas exigez dans les lieux où lesdites Marchandises arriveront; mais que ces mêmes Droits se payeront, suivant l'ancienne coutume établie.



*venditis, & non ante solvenda erunt.*

tablië par les Loix, dans les Lieux de la consommation, & apres la Vente desdites Marchandises, & non auparavant.

## IX.

*Spondet Regia sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium conficiendi sunt, Nominata non fuerint, iisdem nec majoribus ad Valorem Vætigalibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponuntur. Lite verò ortâ inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum Mercium Valore, Mercatoris in*

## IX.

Sadite Majesté Catholique promet, que les Marchandises, qui ne seront pas mentionnées particulièrement dans le Catalogue des Tarifs, qu'on doit faire, suivant le troisième Article de ce Traité, ne pourront être chargées de plus gros Droits, à proportion de leur valeur, que ceux qu'on imposera sur les Marchandises nommées dans ledit Catalogue des Tarifs. Et au cas qu'il survint quel-

que

*in optione erit, Mercibus istas Redemptori vel Commissario relinquare, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis imposito, quod paratâ pecuniâ, deductis solummodo Vectigalibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum Valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vectigalis, Redemptori vel Commissario relinquare.*

que different entre les Fermiers des Doüanes, ou les Commissaires & le Marchand, sur le prix ou la valeur desdites Marchandises, il sera au choix dudit Marchand de laisser ses Marchandises au Fermier ou au Commissaire, au prix que ledit Fermier de la Doüane les aura taxées, lequel prix ce dernier sera obligé de payer immédiatement en argent comptant, en déduisant seulement les Droits. Le Marchand pourra aussi donner une partie de ses Marchandises, au prix qu'elles auront été estimées, comme dessus, audit Fermier ou Commiss-

missaire au lieu des Droits, & garder le reste.

## X.

*Conventum est , quod casu quo Subditi Britannici Merces ex quibusvis Africæ Oris in Hispaniam advehant , eademque ad Vectigalia solvenda admissa fuerint , iisdem debite solutis , dicta Merces nullis aliis Oneribus , sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales , vel Portuum Praefectos , aliove quocunque Nomine , aut Titulo exigendis , in posterum gravanda erunt , præter ea quæ pro Mercibus in universum omnibus ejusdem generis in earum Venditione pendenda sunt.*

*Na.*

## X.

On est convenu de même , qu'au cas que les Sujets de la Grande Bretagne apportent en Espagne quelques Marchandises des Côtes d'Afrique , & qu'elles aient été admises à payer les Droits , lesdites Marchandises , après avoir dûment payé ces Droits , ne pourront plus être chargées d'autres Impôts par les Capitaines généraux des Côtes , par les Gouverneurs des Ports ni par qui que ce soit , sous quel nom ou titre que ce puisse être , à la réserve de ceux qu'on

qu'on doit payer en général, pour toutes les Marchandises de la même espece, au tems de leur vente.

XI.

*Navium Mercatoriarum Praefecti Portum quemcunque Hispaniae, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventaria Mercium Advectarum, vel illius earundem Partis quam ibidem exonerare debent, unam Scil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commissario, alteram Contrabandae Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acce-*  
pe-

XI.

Les Capitaines ou Maitres des Vaisseaux Marchands, qui entreront dans quelque Port d'Espagne avec leurs Vaisseaux, seront obligez vingt quatre heures après leur arrivée de donner deux Déclarations ou Inventaires de leurs Marchandises, ou de la partie, qu'ils y voudront décharger, à savoir une Déclaration au Fermier ou au Commissaire du Bureau de la Douane, & une autre au Juge des Contrebandes: Et ils

*perint, vel per Vexigalium Redemptores ea ipsis Licentia concessa fuerit. Nulla autem Merces alio intuitu exoneranda erunt, quam ut re-  
 Età in Telonium, secundum Permissionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Judicibus autem Contrabanda, aliisque Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub prætectu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involucra Mercium quorumcunque ad Subditos Britannicos spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequàm eò pervenerint, atque etiam ad sit earundem Proprie-*

ils ne pourront ouvrir les écoutilles de leurs Vaisseaux, jusques à la venue des Visiteurs, ou qu'ils en aient obtenu la permission du Fermier de la Douane. On ne pourra aussi décharger aucunes Marchandises, que dans la vuë d'être portées immédiatement à la Douane, en ayant la permission par écrit. Cependant, il ne sera aussi permis aux Juges des Contrebandes, ni aux autres Officiers des Douanes, sous quelque prétexte que ce soit, d'ouvrir aucuns Barils, Caisses, Tonneaux, ou autres envelopes de Marchan-

*prietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vestigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adesse autem poterunt dicti Contrabanda Judices, eorumve Deputati, dum à Navi solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expediunturve, & datâ Fraudis suspicione, alias nempe aliarum Loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, modo id in Telonio, nec alibi fiat, prasente Mercatore, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Expeditis autem & à Telonio evectis Mercibus, Cistisque, Doliis, aliisque involu-*  

cris

chandises que ce puisse être, appartenant aux Sujets de la Grande Bretagne, pendant qu'on les transportera à la Douane, & avant qu'elles y soient arrivées, & que le Propriétaire des Marchandises ou son facteur y soit présent, pour payer les Droits & retirer les Marchandises. Mais lesdits Juges de Contrebandes ou leurs Délégués pourront être présents lors qu'on déchargera les Marchandises des Vaisseaux, aussi bien que lors qu'elles seront déclarées, & ouvertes à la Douane: Et au cas qu'on donnât lieu de soupçonner quel-

N que

*cris easdem continen-  
tibus, Officialis com-  
petentis Sigillo, Si-  
gnove Munitis, eas-  
dem denuò aperire,  
aut Abductionem ea-  
rundem ad Domum  
Mercatoris impedire,  
nullus Contrabanda  
Judex, aliufve Offi-  
cialis prafumet. Ne-  
que illis postea lici-  
tum erit, quocunque  
sub Prætextu, earun-  
dem Transvectionem  
ab unâ Domo aut Re-  
positorio in aliud, in-  
tra ejusdem Urbis,  
aut Loci Muros, aut  
Ambitum impedire,  
modo illud intra ho-  
ras octavam Matuti-  
nam & quintam Ve-  
spertinam fiat, præ-  
viâ etiam Notifica-  
tione Redemptoribus  
Jurium de Alcava-  
los & Cientos fa-*  
*ctâ,*

que fraude, comme  
si on vouloit faire  
passer une sorte de  
Marchandise pour  
d'autres, il leur se-  
ra permis d'ouvrir  
tous les Balots Caif-  
ses & Tonneaux,  
pourvu que cela se  
fasse dans la Doüa-  
ne, & non ailleurs,  
& même en la pré-  
sence du Marchand  
ou de son Facteur,  
& pas autrement.  
Mais il ne sera pas  
permis aux Juges  
de Contrebandes ni  
à aucun autre Offi-  
cier de les ouvrir,  
ni d'empêcher qu'  
on les transporte  
chez le Marchand,  
après que les Mar-  
chandises auront été  
visitées & rapportées  
de la Doüane, &  
que les Caisses, Ton-  
neaux

*Et, quo eadem In-  
tuitu transferantur,  
Scilicet si ad venundan-  
dum; ut Jura ista,  
modo antea soluta non  
fuerint, ibidem aut  
in Loco venditionis  
persolvantur; sin mi-  
nus, ut Mercatori  
Institorive Libellus  
Certificatorius ab ipsis  
more consueto tradat-  
tur. De cetero Jus  
& Libertas Merces  
sub Conditionibus in  
Art. 5. hujus Tracta-  
tus indigitatis, a Por-  
tu, aut Loco quocun-  
que intra Dominia Re-  
gis Hispaniæ, ad al-  
lium quemvis Portum  
aut Locum, sive Ter-  
ræ sive Mari trans-  
ferendi, plenissime &  
integerrime constabit.*

neaux ou autres en-  
velopes auront été  
munies du cachet ou  
de la marque de l'  
Officier, qui en a la  
Commission. Il ne  
leur sera plus permis  
après cela non plus,  
sous quelque pretexte  
que ce soit, d'em-  
pêcher le transport  
desdites Marchandi-  
ses d'une Maison,  
ou d'un Magasin à  
l'autre, dans l'encei-  
ne des murs de la  
même Ville ou Pla-  
ce; pourvû que ce-  
la se fasse entre huit  
heures du matin &  
cinq heures du soir,  
& qu'on ait noti-  
fié aux Fermiers des  
Droits de *Alcavalos*  
& *Cientos* dans qu'  
elle vuë on les fait  
transporter, savoir si  
c'est pour les vendre,



afin que ces Droits, en cas qu'ils n'aient pas encore été payez, le soient alors, ou dans le lieu de la vente; & que si ce n'est pas pour les vendre, on donne un Certificat au Marchand, selon la coutume. Il sera permis de plus, de transporter les Marchandises d'un Port ou autre Lieu de la Domination du Roi d'Espagne, dans aucun autre Port ou lieu, soit par mer ou par terre, aux conditions marquées dans le 5. Article de ce Traité.

## XII.

*Vestigalia pro Mercibus per Subditos Britannicos in Insu-*  
las

## XII.

Les Droits imposez sur les Marchandises portées dans les

*las Canarias adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quàm quæ ibidem regnante nupero Rege Carolo Secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos Indices solvenda erunt.*

les Isles des Canaries, où qui en seront transportées par les Sujets de la Grande Bretagne, n'excederont pas ceux qui se payoient sous le Regne du Roi Charles second, où ceux qui seront reglez dans le nouveau Tarif.

XIII.

*Utriusque Regia Majestatis Subditi, qui Subditis alterius in ære alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra Sex Menses ab eodem inito, vel eo durante, sub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debita contraxerint, ad eadem bonâ*

XIII.

Les Sujets respectifs de leurs Majestez, qui seront redevables les uns aux autres, soit que ces dettes aient été contractées avant le commencement de la Guerre, ou pendant l'espace de six mois après qu'elle a été déclarée, ou même pendant la durée à la faveur des Passeports, ou enfin

*bonâ fide solvenda te-  
nebuntur & cogentur,  
perinde ac si Bellum  
inter ambas Coronas  
obortum omnino non  
fuisse; neque ipsis Ex-  
ceptiones ullas ex oc-  
casionè Belli contra  
justa Creditorum po-  
stulata. injicere lice-  
bit.*

après une Armisti-  
ce conclue entre les  
deux Couronnes ,  
seront obligez de les  
payer de bonne foi,  
comme s'il n'y eut  
eu aucune Guerre  
entre les deux Cou-  
ronnes , sans qu'il  
leur soit permis d'  
alleguer aucunes ex-  
ceptions contre les  
justes demandes de  
leurs Créanciers ,  
à l'occasion de la  
Guerre.

## XIV.

*Subditis Britanni-  
cis Facultatem con-  
cedit sua Majestas Ca-  
tholica Domicilia sua  
figendi, & habitandi  
in Oppido St. Ander  
nuncupato, iis sub Con-  
ditionibus, quæ in Ar-  
ticulis Nono & Trice-  
simo Tractatus de An-  
no 1667. indigitate  
sunt.*

Quan-

## XIV.

Sa Majesté Ca-  
tholique accorde aux  
Sujets de la Grande  
Bretagne , d'établir  
leurs Domiciles &  
de demeurer dans la  
Ville de St. An-  
der , aux conditi-  
ons stipulées dans  
les Articles 9. & 13.  
du Traité de l'année  
1667. Quant

*Quantum ad Judicem Conservatorem, aliisque per ipsum substituendos, concessâ alii cuicunque Nationi exterâ istâ Libertate, Subditi Britannici eâdem paritèr gaudere debent. Interea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum dabit omnibus & singulis Regni sui Judicibus, aliisque quibuscunque, quibus Justitia Administratio aut Executio ullatenus incumbit, eisdem sub pœnis gravissimis injunget, ut in causis omnibus Subditorum Britannicorum, absque morâ*

ant

Quant au Juge Conservateur, & à ceux qui doivent être par lui substitués, au cas qu'on en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de la Grande Bretagne en jouiront de même. Cependant jusqu'à ce qu'on ait réglé quelque chose de certain à cet égard, sa Majesté Catholique ordonnera expressément à tous & à chacun des Juges de son Royaume, & à tous ceux qui sont employez dans l'administration ou l'exécution de la Justice, & leur enjoindra sous les plus grosses peines, de

N 4.

ren-

*aut partium studio, rendre justice, & favore, vel effectui, de la faire executer, Jus dicant, & ex- sans retardement, & qui faciant. sans aucune partia-*

*lité, faveur ou affec- tion, dans toutes les Causes où les Sujets de la Grande Bretagne, seront interreslez.*

*Consentit Rex Catholicus, quod Appellationes à Sententiis latis in Causis, quæ Subditos Britannicos tangunt, ad Concilium Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.*

Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Causes qui regardent les Sujets de la Grande Bretagne, soient déferez, au Tribunal du Conseil de Guerre à Madrid, & non ailleurs.

## XVI.

*Si quis Regia Majestatis Britannicæ, sive Regia Majestatis Catholicæ Minister, aliusve Subditus, hunc*  
Tra-

## XVI.

Au cas qu'aucun Ministre ou autre Sujet de sa Majesté de la Grande Bretagne ou de sa Majesté

ité

*Tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac si quo in Officio publico constitutus fuerit, prater Satisfactionem parti laesa, uti praefertur, praestandam, eodem quoque Officio privabitur.*

sté Catholique viole le présent Traité ou aucun de ses Articles, il sera responsable de tout le Dommage qui en sera provenu; & avenant qu'il fût pourvû de quelque Office public, outre la satisfaction qu'il sera obligé de faire à la partie lésée, comme dessus, il sera encore privé de sa Charge.

XVII.

XVII.

*Subditis Britannicis, per Mare ad ductis ex alio quocunque Hispaniæ Portu, Vino, Vino adu sto, Oleo, Smegmate, Uvis exsiccatis, aliisque Mercimoniis, & solutorum in existis Loco Vectigalium Testimonia producentibus,*

Les Sujets de la Grande Bretagne, qui auront apporté par Mer de quelque Port d'Espagne que ce soit, du Vin, de l'eau de Vie, de l'Huile, du Savon, des Raisins secs, ou d'autres Marchandises, auront la N<sup>o</sup> 5 per-

tibus, Navibus suis  
*in Portu Gadum sub-*  
*sistentibus eadem im-*  
*ponere, aut etiam ibi-*  
*dem ex unâ Navi in*  
*aliâ, consentienti-*  
*bus Rerum Mariti-*  
*marum Praefectis, ip-*  
*sisque aut eorum De-*  
*putatis, si velint, Pra-*  
*sentibus, ad evita-*  
*das quascunque Fra-*  
*des, tempore idoneo*  
*per dictos praefectos*  
*intra Viginti quatuor*  
*Horas designando,*  
*transfere, indeque*  
*avehere licitum erit;*  
*câ cum Libertate, ut*  
*neque Impositionem*  
*Hondeaxe vocatam,*  
*aliâve Introitus, E-*  
*xitusve quamcunque,*  
*solvere teneantur.*

permission, en pro-  
 duisant les Certifi-  
 cats du payement  
 des Droits, des lieux  
 de leurs sortie, de  
 les faire charger sur  
 les Vaisseaux qu'ils  
 auront à Cadix,  
 ou de les transpor-  
 ter d'un Vaisseau à  
 l'autre, du consen-  
 tement néanmoins  
 des Inspecteurs de  
 la Marine; & en  
 leur présence, ou  
 celle de leurs Com-  
 mis, s'ils veul-  
 lent s'y trouver,  
 dans un tems pro-  
 pre, marqué par les-  
 dits Inspecteurs dans  
 l'espace des vingt-  
 quatre heures, pour  
 prévenir toutes les  
 fraudes, & d'em-  
 porter lesdites Mar-  
 chandises en tou-  
 te liberté sans être

Ra-

obli-

obligés de payer l'Impôt nommé *Hondeaxe*, ni aucun autre Droit d'entrée ou de sortie.

*Ratihabebitur praesens Tractatus à Serenissimâ Magnæ Britanniae Reginae & Serenissimo Rege Catholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabula intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.*

*In quorum Fidem, nos infra scripti S. Magnæ Britanniae Reginae, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentarii praesentes Tabulas Manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munivimus, Tra-*  
eti

Le présent Traité sera ratifié par la très Sérénissime Reine de la Grande Bretagne, & le très Sérénissime Roi Catholique; & les Ratifications en seront échangées à Utrecht, dans deux mois de tems, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi, Nous les soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande Bretagne, & du Roi Catholique, avons signé le présent Traité & y avons apposé le Cachet de  
N 6 nos



Acti ad Rhenum Die nos Armes. Fait à  
*Vigefimo octava.*

*Nono* Mensis Utrecht le <sup>28</sup> Novembre  
*Novembris*

*Decembris* Anni à Chri- l'an de Grace 1713.

sto nato, Millefimi (L.S.) D. de OSSUNA.

septingentesimi deci- (L.S.) El MARQUE de  
 mi tertii. MONTELEONE.

(L.S.) JOH. BRISTOL:

RATI HABITIO

Regina Magna  
 Britannia.

RATIFICATION

de la Reine de la  
 Grande Bretagne.

ANNA, Dei Gra-

tiâ, Magna Bri-

tannia, Franciâ,

& Hibernia Re-

gina, Fidei De-

fensor, &c. Om-

nibus & singulis

ad quos Præsen-

tes Literæ perve-

nerint, Salutem.

Cum Reveren-

dus admodum in

Christo Pater,

perquam Fidelis

& delectus Con-

siliarius Noster,

Jo.

ANNE, par la

Grace de Dieu,

Reine de la Gran-

de Bretagne, Fran-

ce & Irlande, Dé-

fenseur de la Foi

&c. à tous & un

châcun de ceux qui

verront ces-préfen-

tes, Salut. Comme le

très Reverend Pe-

re en Dieu, notre

bien Amé & Féal

Conseiller, Jean

Evêque de Bristol,

notre Ambassadeur

Ex.

Johannes Episcopus  
Bristolienſis ,  
Legatus Noſter  
Extraordinarius  
& Plenipotentia-  
rius , Decanus  
Windeſorienſis , &  
Nobiliffimi Or-  
dinis Noſtri Pe-  
riſcelidis Regi-  
ſtrarius , ex par-  
te Noſtrâ , unâ  
cum Plenipoten-  
tariis Sux Maje-  
ſtatis Catholicæ ,

*Viceſimo octavo*

*Nono*

die

Menſis

*Novembris*

*Decembris*

Anno Milleſimo  
ſeptingentefimo  
decimo tertio ,  
Ultrajecti ad Rhe-  
num , Tractatum  
Commercii inter  
Subditos Magnæ  
Britannia & Hi-  
ſpania concluſe-  
rit & ſignave-  
rit,

Extraordinaire &  
Plenipotentiaire ,  
Doyen de Windſor ,  
Regiſtraire du très  
Noble Ordre de  
la Jarretiere , a  
conclu & ſigné de  
notre part , avec  
les Plenipotentiai-  
res de ſa Maje-  
ſté Catholique , un  
Traité de Com-  
merce , à Utrecht  
le <sup>28</sup> Novembre  
<sup>9</sup> Decembre 1713.  
entre les Sujets de  
la Grande Bretag-  
ne & ceux d'Eſ-  
pagne , dont voici  
la teneur.

N 7

Fiat

rit, prout sequi-  
tur :

Fiat insertio.

Fiat insertio.

**N**os viso perpen-  
sive Tractatu  
suprascripto, eundem  
Approbavimus, &  
Ratum, Firmumque  
habuimus, sicut &  
per Prasentes, tam  
pro Nobismet Ipsis,  
quam pro Haredibus  
& Successoribus No-  
stris, Approbamus,  
& Ratum, Firmum-  
que habemus, excep-  
tis solummodo Tribus  
ejusdem Articulis,  
videlicet, Tertio,  
Quinto, & Octavo,  
Ultrajecti conclusis,  
quos formâ & modo  
sequentibus intelli-  
gi & observari volu-  
mus :

**N**ous aiant vu  
& examiné le  
susdit Traité de  
Paix, l'avons ap-  
prouvé, Ratifié &  
Confirmé, comme  
nous l'approuvons,  
le Ratifions & Con-  
firmons par ces pré-  
sentes, tant pour  
nous, que pour nos  
Héritiers & Succes-  
seurs, à la réserve de  
trois de ses Articles,  
savoir le troisiéme,  
le cinquiéme & le  
huitiéme, conclus  
à Utrecht, que nous  
voulons être enten-  
dus & observez de  
la maniere & for-  
me suivante :

Quan-

Comme

*Quandoquidē per ultimum Pacis Tractatum, pro Basi, & Fundamento positum, atque stabilitum fuerit, quod Magna Britanniae Subditi gauderent, quoad Commercium, iisdem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante Carolo Secundo, in totā Regnorum Hispaniae amplitudine gavisī sunt; Hac ipsa Regula itidem pro Basi & Fundamento praesentis huius Tractatus Commerci est constituenda, quod etiam reciprocē intelligendum in gratiam Subditorum Hispaniae, qui intra Limites Terrarum Magnae Britanniae Commercium exercituri sunt.*

*Quum*

Comme par le dernier Traité de Paix on a posé pour Base & Fondement, & qu'il à été établi que les Sujets de la Grande Bretagne, en ce qui regarde le Commerce, jouiroient des mêmes droits & Privileges, dont ils jouissoient sous le Regne du Roi Charles second, dans toute l'étendue de la Monarchie d'Espagne, & que cette Règle doit aussi servir de Base & de Fondement au présent Traité de Commerce, ce qui doit s'entendre aussi reciproquement en faveur des Sujets du Roi d'Espagne, négocians dans les Païs qui

*Quumque nihil magis conducere possit ad Commmercium, mutuâ cum Utilitate Stabiliendum, quam Regula constans, clara, simul & facillima, pro Solvendis Vectigalibus, & qua maximè sit libellata ad normam moderatorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercium valorem, secus etenim fraudes inducuntur, magno cum Detrimeto Vectigalium Principum; quod ipsa persapè Experientia comprobatum est in Hispaniâ, ubi Tributa in antiquis Indicibus (seu Tarisis, ut vulgò dicitur) designata, omnem sane modum excedunt. Idcirco Majestas sua*

Ca-

qui sont sous l'obéissance de la Grande Bretagne: Et d'autant qu'il n'y a rien qui puisse contribuer davantage à établir le Commerce à l'avantage mutuel des uns & des autres, que de faire un Règlement stable, clair & facile pour le payement des Droits; lequel doit être modéré, & proportionné à la valeur des Marchandises, afin de prévenir les fraudes; qui ne manqueraient pas de s'introduire sans cela, au prejudice des Revenus des deux Couronnes; comme l'expérience a souvent fait voir en Espagne, où les Impôts

*Catholica , cupiens  
non solum devitare  
qua inde nascentur  
incommoda , sed &  
faciliorem , quantum  
in ipsâ est , reddere  
viam ad Libertatem  
Commerciorum ea-  
démque fovere , &  
augere ex parte suâ ,  
tantum quantum vi-  
cissim id ipsum ex  
suâ desiderat Maje-  
stas sua Britannica :  
Voluit suppressere ,  
tam varia ad Mer-  
ces invehendas , &  
evehendas Veltigalia  
in præfatis Indici-  
bus antiquis conten-  
ta , quam illa etiam  
qua deinceps , sub qui-  
buscunque Nomini-  
bus , & pretextis im-  
posita fuerint : Satis-  
que sibi esse duxit , si  
unum solum , & uni-  
cum Veltigal aquali-  
tèr*

pots établis par les  
anciennes Listes ou  
Tarifs sont excessifs :  
A ces Causes , sa  
Majesté Catholique,  
voulant éviter de pa-  
reils inconveniens ,  
& autant qu'il est  
en Elle , favoriser ,  
augmenter , & fa-  
ciliter le Commer-  
ce , tout autant que  
sa Majesté Britan-  
nique le desire de  
son côté , a con-  
senti de supprimer  
& anéantir les dif-  
ferens Droits d'en-  
trée & de sortie ,  
contenus dans les  
anciens Tarifs , aussi  
bien que ceux qui  
ont été imposez de-  
puis , sous quelque  
nom ou pretexte  
que ce soit , & se  
contentera d'un seul  
Droit d'entrée pour  
toutes

*ter colligatur in Ingressu & Egressu Regni, nimirum Decem pro Centum, ut vulgo dicitur, Valoris Mercium, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur expendere, mensurâ, numero solidorum Mercimoniorum, seu Computatione, vel Aestimatione. Exigetûrque hoc Tributum aqualiter in Regis Commodum, in omnibus Portibus, & Exhedris Vestigalium Hispaniæ, comprehensis simul hic Portibus, & Exhedris Aragoniæ, Valentiae, & Cataloniæ, solummodo ex hac Generali Regulâ Provinciis, quæ Guipuscoa & Biscaya nuncupantur, exceptis.*

toutes les Marchandises, sur le piéd de 10. pour cent de leur Valeur; & la même chose à l'égard de celles qui sortiront de ses Etats, soit que leur prix soit évalué par le Poids, la Mesure, la Piece, ou *ad Valorem*: Et le même Tribut sera également exigé au profit du Roi dans tous les Ports d'entrée de l'Espagne, y compris ceux d'Aragon, de Valence & de Catalogne, les seules Provinces de Biscaye & de Guipuscoa étant exceptées de cette Règle générale, les Droits d'entrée & de sortie desquelles Provinces demeureront sur le piéd où elles étoient du

*ceptis: Quarum Provinciarum Vectigalia in Ingressu, & Egressu fixa remanebunt, sicuti erant Regnante Carolo Secundo. Quum vero hoc Tributum Decem pro Centum, in ipso Ingressu solutum fuerit, Locatores, vel Administratores Telonii, per quod dicta Merces fuerunt inuenta, tenebuntur curare, ut signentur, & plumbeantur Tesseris, & Plumbis propriis ejusdem Telonii; utque tradatur Acceptilatio scripta, vi cuius Proprietario, Proprietariisve elicitum erit, easdem Merces ad quasvis Regiones Hispaniæ transferre, nec deinceps exigatur ab eis aliud prorsus*

du tems de Charles second. Et lesdits Droits de 10. pour cent étant une fois payés, les Fermiers ou Administrateurs des Doüanes, où ces Marchandises auront été enregîtrées, seront obligés de les faire marquer & plomber des marques particulieres de chaque Douane, & de les expedier autant qu'il sera possible: En vertu de quoi les Proprietaires des Marchandises pourront les transferer librement dans toutes les autres parties de l'Espagne où il leur plaira, sans être obligez de payer aucuns Droits, Impôts ou charge, au profit



*sus Vectigal, Tributum, vel Onus, in commodum sua Catholica Majestatis, propter Transportationem prefatarum Mercium, quam illud, quod jam pensum fuerit, juxta novum Indicem (vulgó Tarifam) & de quo Acceptilationes & Plumbea Sigilla, aut Tesera exhibebuntur, qua, si desint, fraudulenter translatas fuisse censebitur, salvis tamen Tributis, qua Alcavalas, Cientos & Millones nominantur, de quibus infra Articulis Quinto & Octavo tractabitur.*

*Quum autem Angliæ Legatus significaverit, ad evitandas*

profit de sa Majesté Catholique, dans quelque Port d'Espagne que ce soit, pour le transport desdites Marchandises, que celui qui aura été payé selon le nouveau Tarif, en produisant la quittance, les plombs & les marques susdites, à faute d'être déclarées frauduleusement transportées : Bien entendu, cependant, que cela ne doit pas s'étendre sur les Droits de *Alcavalas, Cientos & Millones*, à l'égard desquels il sera pourvû ci-dessous aux Art. 5. & 8. de ce Traité.

Et comme l'Ambassadeur d'Angleterre a représenté, qu'il étoit absolument

*das in posterum quas-  
cunque Discussiones,  
omnino necessarium  
esse, jam nunc in  
perpetuum ad Aesti-  
mationem prædicta-  
rum Mercium certam  
Normam figere, ita  
ut Tributum, Decem  
pro Centum, variari  
nequeat, propter au-  
ctum, vel imminu-  
tum commune pre-  
tium, quo in Com-  
mercio, diversis tem-  
poribus, & in variis  
Regni Partibus esti-  
mari possent; in hunc  
finem inter Majesta-  
tes suas Catholicam  
& Britannicam, per  
suos Oratores conven-  
tum, atque stabilitum  
fuit, quod intra tem-  
pus Trium Mensium,  
post hujus Tractatus  
Ratificationem, im-  
mo cuius, si fieri pos-  
sit,*

lument nécessaire ,  
pour prévenir dés-  
ormais toutes sortes  
de discussions , de fi-  
xer à peu près la va-  
leur & le prix des  
differentes sortes de  
Marchandises , afin  
de payer toujours  
lesdits Droits de  
10. pour cent sur ce  
piéd là , sans aucu-  
ne variation , eu é-  
gard à l'augmenta-  
tion ou à la dimi-  
nution du prix des-  
dites Marchandises,  
qui pourroit arriver  
dans la suite dans le  
Commerce , en dif-  
férens tems , & en  
différens endroits du  
Royaume ; pour cet-  
te raison , leurs Maje-  
tez Britannique &  
Catholique seroient  
convenue & auroi-  
ent conclu par leurs

Am-

fit, convenient Madridi vel Gadibus, nomine suarum Majestatum, Commissarii ritè ab eisdem nominati, & auctoritate roborati, qui sine ullâ temporis jacturâ, ad constituendum novum Vestigialium Indicem, vel Catalogum incumbent, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Invectione, quàm Evectione, ita stabiliatur, & limitetur, ut omnia Vestigialia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore Caroli Secundi, quam antè, vel post ipsius Regnum,

Ambassadeurs, qu'on nommeroit des Commissaires, dans l'espace de trois mois apres la Ratification de ce Traité, où plutôt s'il est possible, lesquels seroient autorisez en bonne forme par leurs dites Majestez, & se rendroient à Madrid ou à Cadix, pour y travailler sans perdre de tems, à former le nouveau Tarif, & fixer & limiter par ce moyen ce qu'on devra payer à l'avenir d'entrée & de sortie, pour toutes sortes de Marchandises, en sorte que tous les differens Droits, qui se payoient soit du tems de Charles second, ou avant, ou même apres

*num, exigebantur, après son Regne, sous quelques noms, & pretextes & en quelques diverses Douanes ou Bureaux, que ce pût être, seront compris sous le seul & unique Droit, qu'on sera obligé de payer une-seule fois, à l'entrée ou à la sortie des Ports d'Espagne, sous lesquels Ports sont compris ceux des Royaumes d'Aragon & de Valence, & la Principauté de Catalogne, à la reserve des Provinces de Guipuscoa & de Biscaye, dont on a déjà fait mention. Et comme l'Ambassadeur de la Grande Bretagne a fait aussi de très fortes instances, pour qu'il fût*

*sub quibusvis Nominibus, & Prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quacunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Vætigali comprehendantur, quod unâ simul Summâ pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum Hispaniæ, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna Aragoniæ, Valenciæ, & Principatum Catalauniæ pertinent, exceptis tantummodo Provinciis Guipuscoæ, & Biscayæ jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus Magnæ Britanniæ perquam enixè institit, ut præfatis Commissariis*

en-

*riis injungatur impri-  
mis Cura servanda  
Regula, quâ hoc Ve-  
tigal aqualitèr, &  
generalitèr stabiliatur  
pro cunctis Portibus,  
& Teloniis Ingressus,  
& Egressus Hispani-  
æ, ad Normam,  
quam vulgò vocant  
Decem pro Centum,  
Valoris, quo di-  
cta Merces in Cursu  
Commerci, & inter  
Negociatores estiman-  
tur in Portibus Ga-  
densis & Sanctæ Ma-  
riæ nominatis: Le-  
gati Hispaniæ, huic  
Rei assentiti sunt, ita  
tamen ut Mercibus,  
quæ invehantur in Hi-  
spaniam, per Portus  
Provinciarum Bisca-  
yæ, & Guipulcoæ,  
& quæ postea trans-  
ferantur ad alia Pro-  
vincias, a Re- nis*

Ca-

enjoint aux Com-  
missaires, de pren-  
dre soin sur toutes  
choses, d'observer  
une Règle fixe,  
selon laquelle ce  
Droit soit établi é-  
galement & généra-  
lement pour tous les  
Ports & Doüanes d'  
Espagne, à l'entrée  
& à la sortie de tou-  
tes les Marchandi-  
ses, sur le piéd de  
10. pour cent de  
la valeur, auquel les-  
dites Marchandises,  
selon le cours du  
Commerce, sont é-  
stimées entre Mar-  
chands, dans les Ports  
de Cadix & de Ste.  
Marie; les Am-  
bassadeurs d'Espag-  
ne y ont consenti;  
bien entendu nean-  
moins, que les Mar-  
chandises qui en-  
treront

Castillæ, & Aragoniæ dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum Ingressus in præfata Regna, Portoria illa, quæ per novum Indicem designabuntur.

treront en Espagne par les Ports des Provinces de Biscaye & de Guipuscoa, & qui seront ensuite transportées dans quelques Provinces dépendantes des Royaumes de Castille & d'Arragon, seront obligées de payer à la première Douane d'entrée desdits Royaumes, les Droits qui seront établis dans le nouveau Tarif.

V.

Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ Alcavalas & Cientos vulgò dicuntur, Majestas sua Catholica assentitur, quod Subditis Magnæ Britannię liberum sit

V.

Pour prevenir les abus, qui pourroient se commettre dans la perception des Droits nommez de *Alcavalas* & *Cientos*, sa Majesté Catholique consent qu'il soit libre aux Sujets de sa Majesté Britan-

*differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cantione, solvendi Impositiones Alcavalas & Cientos dictas, pro primâ Venditione, Duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis traden-*

tur

tannique de differer le paiement de ces Droits là, pendant tout le tems qu'ils jugeront à propos de laisser leurs Marchandises en dépôt dans les Magazins des susdites Doûanes, destinés à cela. Mais lors qu'ils les en voudront retirer, soit pour les transporter plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le lieu, ou pour les emporter chez eux, il leur sera permis de le faire, en donnant une Obligation par écrit, sous une caution valable & suffisante, de payer lesdits Droits de *Alcavalas & Cientos* à la première vente, deux mois

*tur ea de re Apocha;* mois après la suscrip-  
*simul dicta Merces* tion de leur Obliga-  
*notabuntur, & plum-* tion, & il leur sera  
*babuntur Tesseris, &* donné pour lors u-  
*Signis plumbeis pro-* ne quittance du re-  
*priis Mancipum Im-* çu desdits Droits ;  
*positionum Alcavalas* & les Marchandi-  
*& Cientos dictarum,* les seront marquées  
*illis in Locis, ubi* & plombées des  
*prafata Tributa pri-* marques particu-  
*ma Venditionis hoc* res des Fermiers  
*modo soluta fuerint,* desdits Droits de  
*tunc quoque poterunt* *Alcavalas & Cientos,*  
*dicti Mercatores il-* dans les lieux où  
*las transferre, &* les susdits Droits de  
*vendere summam,* premiere vente au-  
*in quibusvis Portibus* ront été payez de  
*& Terris sub Domi-* cette maniere ; en-  
*natione Majestatis sue* suite de quoi les-  
*Catholica in Europâ* dites Marchandises  
*fiis; nec propter pra-* pourront être trans-  
*fatas Impositiones,* portées & vendues  
*Alcavalas & Cien-* en gros, en aucun  
*tos dictas, nullum eis* Port ou Lieu de  
*Impedimentum affer-* l'obeissance du Roi  
*ri poterit, nec ad a-* d'Espagne en Euro-  
*liam solutionem, ob* pe: Et on ne pour-  
*causam dicta prima* ra les troubler ni les  
*Ven-* O 2 in-



*Venditionis, impellentur: Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Testeras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si è contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secundâ vice solvere dictas Impositiones Alcavalas & Cientos nominatas, sub Pœnis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius*

inquieter pour raison desdits Droits, ni obliger les Propriétaires à les payer une seconde fois, à l'égard de la première vente; pourvu néanmoins, que les Conducteurs desdites Marchandises produisent les quittances, les plombs ou les cachets des Fermiers, ou des Commissaires employés à la collecte desdits Droits, ou une attestation qui prouve qu'elles n'ont pas encore été revendues. Mais si au contraire quelque Marchand vouloit vendre ses Marchandises en détail, il sera obligé de payer lesdits Droits de Alcavalas & Cientos

*rius aliquis, Commiffariisve colligendarum Impositionum Alcavalas & Cientos dictarum, ierum exigeret aliam solutionem prefatorum Onnerum pradiſtis Mercibus impositorum, & ſupradicto modo ſignatis, Plumbeiſque Teſſeris munitis, vel ſeſe opponeret earum Tranſitui, & Tranſlationi, ſive illis aſſerret vel minimum Impedimentum, condemnentur ad multam Duorum mille Scutorum, Eſcudos vulgò dictorum, Regio Erario adſcribendorum. Adminiſtris Regionum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam Quindecim Reales de Vellon, pro Expeditione*

entos à la ſeconde fois, ſous les peines preſcrites par les Ordonnances. Et ſa Majesté Catholique déclare que ſi aucun Officier employé à recevoir lesdits Droits de *Alcavalas & Cientos* les exigeoit une ſeconde fois des mêmes Marchandises, après l'exhibition des dites quitances & marques, ou qu'il s'oppoſât à leur paſſage ou transport, & y apportât le moindre empêchement, cet Officier ſera condamné à une amande de 2000 Ecus applicable au Tréſor Royal. Et les Officiers des Douanes Royales ne pourront exiger

O 3

pour.

*ne Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo Indice, de quo in posterum convenietur.*

pour l'expédition desdites quittances ou Certificats au delà de 15. Reales de Billon, à moins qu'on n'en convienne autrement dans le nouveau Tarif.

## VIII.

*Pacta est sua Catholica Majestas, iussuram se, ut Tributum, vulgò Millones Ducatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuariæ spectantibus, non exigatur posthac, in Portibus vel primis Teloniis ad Ingressum in Hispaniam, quamdiù Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hâc Conditione tamen, quod*

## VIII.

Sa Majesté Catholique consent que les Droits, communément nommez *Millones*, payables sur le poisson & autres sortes de Provisions de Bouche, ne seront point exigés désormais dans les Ports ou premières Doüanes à l'entrée de l'Espagne, tant que les Propriétaires les voudront laisser en dépôt dans les Magazins ordonnez pour cela. Mais au cas que

*cum*

que

*cum ea extraxerint, que lesdits Proprietaires* veuillent les  
*tam ad ulterius in* Regnum introducenda, *quàm in ipso loco* vendenda, *vel ad* sua Domicilia vehenda, *Syngraphum suum* tradant, *sub valida* & *sufficienti Cautione*, *solvendi Impositiones*, de Millones dictas, *intra Duos* Menses à Die *Subscriptionis* *suorum* *Syngraphorum*, *tunc-* que *iisdem illâ* de re *tradentur Apocha*, *simul etiam dicta Merces* signata, *vel Plumbeis Tesseris munita* *propriis Mancipum* dictarum *Impositionum* de Millones *illorum Locorum*, *in quibus dicta Tributa* soluta fuerint, & *tunc demùm poterunt* *transgredi*, & *vendi*

en retirer, soit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le lieu ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous caution valable & suffisante, pour le paiement. desdits Droits de Millones, deux mois après le jour de la date de cette Obligation ; ensuite de quoi on leur donnera les expéditions nécessaires : Et lesdites Marchandises seront marquées ou munies de plombs avec les marques particulieres des Fermiers desdits Droits

in O 4. de

*in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de Millones solvendi. Ideoque vult sua Majestas, quod si post Exhibitionem pradiatarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de Millones, dicta Tributa de Millones de iisdem Mercibus rursum exigat, vel sese earum Transitu, Transvectioni, aut Venditioni apponat, sive ipsis, vel minimum offerat Impedimentum, condemnentur ad multam Bis mille Scutorum, Escudos dictorum, Regio Arario adscribendorum.*

de Millones, des lieux où l'on aura payé lesdits Droits; après quoi lesdites Marchandises pourront être transportées, & vendues dans les lieux où la consommation s'en pourra faire, sans être obligez à aucune autre charge par rapport aux Droits de Millones. Sa Majesté déclare en outre, que si quelque Officier ou Commissaire des Fermiers de Millones, après l'exhibition des susdites quittances du Droit de Millones, venoit à exiger de rechef les mêmes Droits ou à s'opposer au passage, transport ou vente desdites Marchandises,

Vigore

ou

touchant la Paix d'Utrecht. 321

ou à y apporter le moindre empêchement, cet Officier sera condamné à une amande de 2000. Ecus applicable au Tresor Royal.

*Vigore itaque Presentium, Nos superscriptum Tractatum Approbamus, & Ratum habemus, ita tamen ut Tres Articuli, videlicet, Tertius, Quintus, & Octavus, sicut in hoc Ratihabitionis Instrumento sese habent, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum sortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent: Spondentes, & Verbo Regio Promittentes, Nos omnia &*

*sin-*

C'est pourquoi en vertu de ces présentes, nous approuvons & Ratifions le Traité écrit ci-dessus, en sorte néanmoins, que ces trois Articles, savoir le Troisième, le Cinquième & le Huitième, de la maniere qu'ils se trouvent dans cet Instrument de Ratification, soient censez faire partie de ce Traité, & aient la même force & effet que s'ils étoient inserez dans le même Traité: Et nous promettons &

O 5

en.

*singula de quibus in hoc Tractatu conventum est, sanctè religioſèque Præſtituras & Observaturas, neque Paſſuras, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violentur. In quorum majus Robur & Testimonium, Præſentibus Manu Noſtrâ Regiâ Signatis, Magnum Magnæ Britanniz Sigillum affigi juſſimus. Dabantur in Arce Noſtrâ Vindeſoræ, Septimo Die Menſis Februarii, Anno Domini Milleſimo ſeventieſimo decimo*  
*Tertio*  
*Quarto, Regniſque Noſtri Duodecimo.*

ANNE R.

engageons notre Parole Royale d'exécuter de bonne foi & religieusement, toutes & châcunes des choses dont on est convenu dans ce Traité, & que nous ne permettrons point, autant qu'il est en nous, qu'elles soient violées par qui que ce soit. En foi de quoi, & pour donner plus de créance & de force à ces présentes, nous y avons fait apposer notre Grand Seau, de la Grande Bretagne & les avons signées de notre main Royale. Donné dans notre Chateau de Windsor, le 7. Février l'an de notre Seigneur 17<sup>13</sup><sub>14</sub>

&

Arti-

touchant la Paix d'Utrecht. 323  
& le douzième de  
notre Regne.

ANNE R.

Articulus Separatus. Article Séparé.

**P**er præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatus Commerciorum, hodiè inter Regias suas Majestates Magnæ Britanniæ & Hispaniæ concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, Consentit Regia sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis Britannicis, qui Commerciorum Causâ in Insulis Canariis

**P**ar le présent Article séparé, qui aura en tous égards la même force & vertu, que s'il étoit inseré de mot à mot dans le Traité de Commerce, conclu aujourd'hui entre leurs Royales Majestez de la Grande Bretagne & d'Espagne, & qui sera Ratifié à cette fin comme le Traité même; sa Majesté Catholique consent, qu'à l'avenir il soit permis en tous tems; aux Sujets de la Grande Bretagne, qui demeurent  
O 6 dans



*ricis degent, unum aliquem ex Subditis Hispanicis nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercium Britannorum Spectantibus, in primâ instantiâ cognoscat; promittitque Regia sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram, unâ cum eadem Authoritate & Privilegiis omnibus, quibus Judices Conservatores in Andalusîa gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere, aut constitutos quovis Triennio mutare cupiant Subditi Britannici, id ipsis*

dans les Isles Canaries, pour y Négocier, de nommer quelque'un des Sujets de l'Espagne, pour y faire l'office de Juge Conservateur, & connoître en première instance de toutes les Causes, qui concerneront le Commerce des Sujets de la Grande Bretagne : Et la Royale Majesté promet d'actorder les Commissions nécessaires à un tel Juge Conservateur, nommé de cette manière, avec la même autorité & les mêmes Privileges, dont les Juges Conservateurs jouissoient autrefois en Andalousie. Qu'en outre, si les Sujets de la

Gran,

*liberum erit, & concedetur. Consentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Concilii Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.*

Grande Bretagne souhaitent d'y avoir plusieurs pareils Juges, ou qu'après les avoir établis ils souhaitent d'en changer de trois en trois ans, cela leur sera accordé. Sa Majesté Catholique consent pareillement, que les appels des Sentences données par lesdits Juges Conservateurs, soient portez au Tribunal du Conseil de Guerre à Madrid, & point ailleurs.

*In quorum Fidem, Nos infra scripti S. Magnæ Britanniae Regina, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii, & Plenipotentiiarii, Praesentes Tabulas Manibus Nostreis Subscriptas Sigillis Nostreis munitis,*

En foi de quoi, nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la sacrée Majesté de la Grande Bretagne, & de la sacrée Majesté Catholique,

*vimus*, Trajecti ad  
 Rhenum <sup>die Novembris</sup>  
<sup>Decembris</sup>  
*viceſimo oſtavo.* Anno Do-  
<sup>nano</sup>  
*mini Milleſimo ſep-  
 tingenteſimo decimo  
 tertio.*

(L.S.) JOH. BRISTOL.

lique, avons ſigné ces  
 préſentes, & y avons  
 appoſé le Cachet de  
 nos Armes, à Ut-  
 recht le <sup>28 Novembre</sup>  
<sup>9 Decembre</sup>  
 l'an de Grace 1713.

(L.S.) D. de OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE de  
 MONTELEONE.

# RATI HABITIO

*Articuli Separati  
 facta a Regina  
 Magna Britan-  
 nia.*

# RATIFICATION

de l'Article ſepa-  
 ré par ſa Maje-  
 ſté la Reine de  
 la Grande Breta-  
 gne.

*ANNA*, Dei Gra-  
 tiâ, Magna Bri-  
 tannia, Francia,  
 & Hibernia Regi-  
 na, Fidei Defen-  
 ſor, &c. Omni-  
 bus & ſingulis ad  
 quos Præſentes  
 Literæ pervene-  
 rint, Salutem.  
 Cum Reveren-  
 dus

*ANNE*, par la  
 Grace de Dieu,  
 Reine de la Gran-  
 de Bretagne, Fran-  
 ce & Irlande, Dé-  
 fenſeur de la Foi  
 &c. A tous & un  
 chacun de ceux qui  
 ces préſentes ver-  
 ront, Salut. Com-  
 me le très Reve-  
 rend

dus admodum in  
 Christo Pater ,  
 perquam Fidelis  
 & Dilectus Con-  
 siliarius Noster ,  
*Johannes* Episco-  
 pus *Bristolienfis* ,  
 Legatus Noster  
 Extraordinarius  
 & Plenipotentia-  
 rius , Decanus  
*Windsorienfis* , &  
 Nobilissimi Or-  
 dinis Nostri Pe-  
 riscelidis Regi-  
 strarius , ex parte  
 Nostrâ , cum Ple-  
 nipotentiaariis Se-  
 renissimi Regis  
 Catholici Tracta-  
 tum Commer-  
 cii inter Coro-  
 nas *Magna Bri-  
 tannia & Hispa-  
 nia* ,

*Vicesimo octavo*  
*Novo*

Die *Novembris* An-  
*Decembris*  
 no Millesimo se-  
 ptia-

rend Pere en Dieu ,  
 nostre très amé &  
 fidele Conseiller ,  
*Jean Evêque de*  
*Bristol* , notre Am-  
 bassadeur Extra-  
 ordinaire & Ple-  
 nipotentiaire , Do-  
 yen de *Windsor* ,  
 & Registraire de  
 notre très Noble  
 Ordre de la Jar-  
 retiere , a Conclu &  
 signé de notre part ,  
 avec les Plenipo-  
 tentiaires du très  
 Serenissime Roi Ca-  
 tholique , à Utrecht  
 le <sup>28 Novembre</sup> 1713,  
<sup>9 Decembre</sup>  
 un Traité de Com-  
 merce , entre les  
 Couronnes de la  
 Grande Bretagne  
 & d'Espagne , &  
 que lesdits Ple-  
 nipotentiaires munis  
 de Plein-pouvoirs  
 Cessi-

ptingentesimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum* • concluderit & signaverit, & eodem tempore inter dictos Plenipotentiarios, sufficientibus Autoritatibus ab utraque parte instructos, *Articulus Separatus* factus fuerit, prout sequitur :

*suffisane, ont Conclu & fait en même tems un Article Separé, dont voici la teneur.*

*Fiat insertio.*

*Fiat insertio.*

**N**os viso, perpen-  
soque hoc Ar-  
ticulo Separato, eun-  
dem Approbavimus,  
ratum, gratum, ac-  
ceptumque habuimus,  
sicut ac per Præsentes  
Approbamus, ratum,  
gratum, acceptumque  
habemus, Sponden-  
tes,

**N**ous, après a-  
voir vû & exami-  
né cet Article Sé-  
paré, l'avons Ap-  
prouvé, Ratifié &  
Confirmé, & par  
ces présentes, l'Ap-  
prouvons, le Rati-  
fions & le Confir-  
mons, promettant  
sur

*tes, & Verbo Regio* sur notre Parole Ro-  
*Promittentes, Nos* yale, d'observer &  
*omnia & singula in* faire observer sain-  
*eodem Articulo con-* tement & inviolabl-  
*tenta, sanctè & in-* ement toutes & châ-  
*violabilitèr Servatu-* cune des choses qui  
*ras, neque quicquam* sont contenues dans  
*fieri Passuras, quod* ce même Article,  
*illi contrarium sit. In* sans souffrir qu'on  
*quorum majus Robur* fasse rien qui y soit  
*& Testimonium, huic* contraire. En foi de  
*Instrumento Manu* quoi, & pour lui  
*Nostrâ Regiâ Signa-* donner plus de for-  
*to, Magnum No-* ce, nous avons signé  
*strum Magnæ Bri-* cet Instrument de  
*tanniæ Sigillum assi-* notre main Royale,  
*gi jussimus. Daban-* & y avons fait ap-  
*tur in Arce Nostrâ* poser notre grand  
*Vindesoræ, Septimo* Seau de la Grande  
*Die Februarii, An-* Bretagne. Donnè  
*no Millesimo septin-* dans notre Château  
*gentesimo decimo ter-* de Windsor le 7.  
*tio, Regniq̃ue Nostri* Février l'an 17<sup>13</sup><sub>14</sub>,  
*Duodecimo.* le douzième de no-

ANNE R.

tre Regne.

ANNE R.

Man-

Plein-

|                                                                                                                                             |                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mandatum plenum<br/>Dominorum Le-<br/>gatorum, Extra-<br/>ordinariorum &amp;<br/>Plenipotentiariorum<br/>Reginæ Magnæ<br/>Britanniæ.</p> | <p>Plein - pouvoir des<br/>Seigneurs Ambaf-<br/>fateurs Extraor-<br/>dinaïres, &amp; Pleni-<br/>potentiaires de la<br/>Reine de la Gran-<br/>de Bretagne.</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>A</b>NNA, Dei gra-<br/>tiâ, Magnæ Bri-<br/>tanniæ, Franciæ,<br/>&amp; Hiberniæ Regi-<br/>na, Fidei Defensor,<br/>&amp;c. Omnibus &amp; sin-<br/>gulis ad quos præsen-<br/>tes Literæ pervene-<br/>rint, Salutem. Cum<br/>Bello huic tam diu-<br/>turno, tamque exitio-<br/>so reſtinguendo ope-<br/>ram dare institueri-<br/>mus, inter curas pu-<br/>blicæ Tranquillitatis<br/>redintegranda, quas<br/>geſſimus maximas,<br/>eò animum præprimis<br/>advertimus, ut ar-<br/>etiſſima</p> | <p><b>A</b>NNE, par la<br/>Grace de Dieu,<br/>Reine de la Gran-<br/>de Bretagne, Fran-<br/>ce &amp; Irlande, Dé-<br/>fenſeur de la Foi<br/>&amp;c. A tous ceux<br/>qui ces présentes<br/>verront, Salut. A-<br/>pres avoir pris la<br/>reſolution de ter-<br/>miner &amp; mettre<br/>fin à une ſi longue<br/>&amp; ſi pernicieuſe<br/>Guerre, remplie<br/>des ſoins de réta-<br/>blir la tranquillité<br/>publique, nous a-<br/>vons ſongé en pré-<br/>mier</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*Etissima illa Amicitia* mier lieu à renou-  
*necessitudinisque vin-* veller & à resserer  
*cula, quæ a longissi-* les liens de l'ancien-  
*mo usque tempore in-* ne Amitié & Cor-  
*ter Coronas Britanni-* respondance, entre  
*cam, & Hispani-* nous & notre bon  
*cam, intercessere,* Frere Philippe 5.  
*summo cum utrius-* Roi Catholique des  
*que Nationis Com-* Espagnes, laquel-  
*modo, inter Nos* le a subsisté si long-  
*& bonum Fratrem* tems entré les Cou-  
*Nostrium Philippum* ronnes de la Gran-  
*Quintum Hispania-* de Bretagne & d'  
*rum Regem Catholi-* Espagne, à l'avanta-  
*cum, novis & quam* ge mutuel des deux  
*firmis nexibus in* Nations: Dans cet-  
*perpetuum constringe-* te vuë, nous avons  
*rentur. Ministris ita-* jugé à propos de  
*que iisdem, qui tam-* nommer les mêmes  
*diu, tamque cum* Ministres, qui se  
*Successu, Concordia* sont appliquez de-  
*operi maxime Saluta-* puis longtems & a-  
*ri inter Principes,* vec tant de succès  
*Statusque Christianos* en notre nom, à a-  
*promovendo conficien-* vancer & à finir un.  
*doque Ultrajecti ad* Ouvrage aussi salu-  
*Rhenum sese No-* taire que l'est celui  
*mine nostro addixe-* de la Paix, entre  
les  
rint,



*rint, etiam partes  
 hasce demandare vo-  
 luimus, ut tam Pacis  
 & Amicitia, quam  
 Navigationis & Com-  
 merciorum, inter Nos  
 & dictum Regem  
 Catholicum, Leges,  
 Conditionesque con-  
 cluderent, signarent-  
 que. Sciatis igitur,  
 quod Nos, Fide, In-  
 dustriâ, & in Rebus  
 magni momenti tra-  
 ctandis, Usu ac Per-  
 spiciâ Reverendi  
 admodum in Christo  
 Patris, perquam fi-  
 delis, & dilecti Con-  
 siliarii nostri, Johan-  
 nis Episcopi Bristo-  
 liensis. Privati no-  
 stri Sigilli Custodis,  
 Decani Windelori-  
 ensis, & Nobilissimi  
 Ordinis nostri Peris-  
 celidis Registrarii;  
 Et perquam fidelis,*

les Princes & les  
 Puissances Chréti-  
 ennes à Utrecht,  
 pour Conclure &  
 signer des Condi-  
 tions de Paix & d'  
 Amitié, aussi bien  
 que de Commerce  
 & de Navigation  
 entre nous & le-  
 dit Roi Catholique.  
 Pour ces Causes,  
 savoir faisons qu'  
 ayant une entière  
 confiance en la fi-  
 delité, suffisance,  
 capacité & pruden-  
 ce, du très Reve-  
 rend Pere en Dieu,  
 notre bien Amé &  
 très fidele Conseil-  
 ler, Jean Evêque  
 de Bristol, Garde  
 de notre Seau privé,  
 Doyen de Windsor,  
 & Registraire de  
 notre très Noble  
 Ordre de la Jarretie-



*& pradilecti Confan-* re; & de notre très  
*guinei & Consiliarii* Amé. & très fidele  
*nostri Thomæ Co-* Cousin & Conseil-  
*mitis de Strafford,* ler Thomas Comte  
*Vice-comitis Went-* de Strafford, Vi-  
*worth de Went-* comte Wentworth  
*worth - Woodhou-* de Wentworth -  
*le & de Stainebo-* Woodhouse, & de  
*rough, Baronis de* Staineborough, Ba-  
*Raby, Exercituum* ron de Raby, Lieu-  
*nostrorum Locum-Te-* tenant General de  
*nentis Generalis, Pri-* nos Armées, Pre-  
*marii Admiralitatis* mier Commissaire  
*nostra Commissarii,* de nôtre Amirau-  
*Nobilissimi Ordinis* té, Chevalier de no-  
*nostri Periscelidis E-* tre très Noble Or-  
*quitis, & Legati no-* dre de la Jarretie-  
*stri Extraordinarii ac* re, & notre Ambassa-  
*Plenipotentiarum ad* deur Extraordinaire  
*Celfos & Prapoten-* & Plenipotentiaire  
*tes Dominos Ordines* près de leurs Hautes  
*Generales Uniti Bel-* Puissances les Seig-  
*gii, plurimum Con-* neurs Etats Gene-  
*fisa, Eosdem nomi-* raux des Provinces  
*navimus, fecimus, &* Unies, nous les a-  
*constituimus, quem-* vons nommés, fait,  
*admodum per Præ-* & constitués, & par  
*sentes nominamus,* ces présentes nous  
les

faci-

*facimus, & constituimus, Nostros vestros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & Concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam, Potestatem, Facultatem, Autoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac Speciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Autoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate Ultrajectinâ ad*

Rhe-

les nommons, faisons, constituons & députons nos vrais, certains & indubitables Ambassadeurs Extraordinaires, Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnant & accordant conjointement ou séparément, tout pouvoir, faculté & autorité, avec Mandement général & spécial, sans que la généralité déroge à la spécialité, ni la spécialité à la généralité, de se rendre à Utrecht, ou à tel autre lieu dont on sera convenu, & y entrer en Conférence avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires que ledit

Roi

Rhenum, aut in alio quocunque loco, Congrediendi, Colloquendi, ac de Pacis atque Amicitia Conditionibus iuris, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Tractandi, Conveniendi, & Concludendi; eaque omnia qua ita Conventa & Conclufa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine Signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, Conficiendi, mutuòque Tradendi, Recipiendique, ac generaliter ea omnia praestandi, perficiendique, qua quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitia Conditiones, ut supra dictum

Roi Catholique députera de son côté, & qui seront munis d'un pouvoir & autorité suffisante de leur part, pour traiter à l'amiable, négocier & conclure avec eux une Paix & une Amitié stable & permanente à des Conditions honorables, entre nous & ledit Roi Catholique, & de signer pour nous & en notre nom, toutes les conditions dont ils seront convenus entr'eux; de dresser & expédier toutes sortes d'Actes & Instrumens en tel nombre & en telle qualité qu'il en sera besoin, & généralement de traiter & faire tout ce qu'ils ju.

dictum est, ineundas, jugeront à propos  
 stabiliendasque vel ou nécessaire pour  
 quomodo libet, op- fixer & établir des  
 portuna esse judica- conditions de Paix  
 verint, tam amplis & d'Amitié, com-  
 modo & formâ, ac me dessus, & en la  
 vi, effectusque pari, même forme, ma-  
 ac Nos Ipsa, si niere, force & ver-  
 Interessemus, facere tu que nous pour-  
 ac prestare possemus; rions faire nous mê-  
 Spōdentes, & in me si nous étions  
 Verbo Regio promit- présens en person-  
 tentes, Nos omnia & ne; promettant sur  
 singula, quacunque à notre Parole Royale  
 dictis nostris Lega- d'approuver & de  
 tis Extraordinariis, ratifier tous & châ-  
 Commissariis, Procu- cun des Articles,  
 ratoribus, & Plegi- que nos dits Am-  
 potentiariis, conjun- bassadeurs Extraor-  
 ctim vel divisim, vi dinaires Commis-  
 prasentium Transigi, saires, Procureurs  
 Concludi, & Signa- & Plenipotentiai-  
 ri contigerit, grata, res auront transigé,  
 rata, & accepta, iis conclu & signé, con-  
 prorsus modo & for- jointement ou sépa-  
 mâ quibus conventa rément en vertu des  
 fuerint, habituras. In présentes, en la for-  
 quorum omnium ma- me & maniere dont  
 jorem ils

touchant la Paix d'Utrecht. 337

*jorem fidem & ro-  
bur, Prasentibus Ma-  
nû nostrâ Regiâ sig-  
natis, Magnum no-  
strum Magnæ Bri-  
tanniæ Sigillum ap-  
poni jussimus. Da-  
bantur in Palatio no-  
stro Divi Jacobi Ter-  
tio die Mensis Maii,  
Anno Domini Mil-  
lesimo Septingentesi-  
mo decimo tertio,  
Regnique nostri Duo-  
decimo.*

ils seront convenus:  
Et pour donner plus  
de force & de cré-  
ance à tout ce que  
dessus, nous avons  
signé les présentes  
de notre main Ro-  
yale, & nous y a-  
vons fait apposer le  
grand Seau de la  
Grande Bretagne.  
Donné dans notre  
Palais de St. Jaques  
le 3. Mai, l'an 1713  
& le douzième de  
notre Regne.

ANNE R.

ANNE R.

## PLEIN-POUVOIR

*des Seigneurs Ambassadeurs Extraor-  
dinaires & Plenipotentiaires de  
sa Majesté Catholique.*

**D**on Philippe, par la Grace de Dieu,  
Roi de Castille, Leon, Arragon,  
des deux Siciles, Jerusalem, Navar-  
re,  
P

re, Grenade, Toledé, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardagne, Cordouë, Corfique, Murcie, Jaën & des Algarves, Algezin, Gibraltar, des Isles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, & des Isles & Continent de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, Brabant & Milan; Comte d'Apsbourg, Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Bilcayé, Molina &c. Comme nous avons souhaité & souhaitons de rétablir la paix & la tranquillité de nos Sujets, après les afflictions & les calamitez dont ils ont été agitez par une si longue & si sanglante Guerre, & d'en prevenir les déplorables suites, afin qu'ils puissent jouir du repos, de la splendeur & de la prospérité, qu'ils souhaitent ardemment, & que nous sommes obligez de leur procurer: Et aiant considéré que rien ne sauroit contribuer davantage à leur assurer un si grand bien, que de faire & conclure un Traité de Commerce entre cette Couronne & celle de la Grande Bretagne, à l'avantage mutuel des Sujets des deux Couronnes: Nous avons jugé à propos de nommer pour cet effet Don Francisco Marie de Paula,

Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carrillo y Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune notre Cousin, Comte d'Ureña, Marquis de Peñafiel, Gentilhomme de notre Chambre, Grand Chambellan & Grand Echanfon, Grand Nôtaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Callatrava, Grand Tresorier & Commandeur dudit Ordre & Chevalerie, & de *l'Usagre* dans l'Ordre de St. Jaques; Capitaine de la premiere Compagnie de nos Gardes du Corps Espagnols: Et Don Isidro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon notre Cousin, de notre Conseil des Indes; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, étant bien assurez & persuadez, & aiant pleine confiance en leur fidelité prudence & experience, aussi bien qu'en leur Zele & affection pour notre service Royal, qualitez requises pour une Negociation de cette importance, pour traiter, conclure & finir, avec les Ministres Plenipotentiaires, nommez pour cet effet par la Reine de la Grande Bretagne, le susdit Traité de Commerce, à l'avantage mutuel & commodité des Sujets des deux Couronnes; promettant,



comme nous promettons par les présentes, pour nous & pour nos Successeurs, sur notre Foi & Parole Royale, d'exécuter & tenir à jamais ce qu'ils auront stipulé, conclu & arrêté avec lesdits Ministres Plenipotentiaires de la Reine de la Grande Bretagne, pour établir ledit Traité de Commerce, & que nous l'observerons & le ferons observer exactement sans y contrevenir en aucune maniere, ni permettre qu'on y contrevienne directement ni indirectement. Et pour cet effet, & tout ce qui pourra y contribuer, nous donnons & accordons à nosdits Plenipotentiaires tout le pouvoir, autorité & faculté requise, & promettons d'approuver & de Ratifier tout ce dont ils seront convenus mutuellement: Déclarant qu'en cas d'absence ou d'indisposition de l'un ou de l'autre, ledit Duc d'Osune ou le Marquis de Monteleon, pourra proceder à la conclusion dudit Traité de Commerce. Nous promettons aussi sur notre Foi & Parole Royale de l'approuver, confirmer & Ratifier, avec toutes les solemnitez & formes requises, de même que s'il eut été ajusté & conclu par l'un & l'autre. En  
foi

*touchant la Paix d'Utrecht.* 341

foi de quoy nous avons fait expedier & expedions les présentes, signées de notre Main, & Scellées de notre Seau privé, contresignées par notre soussigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 20. Octobre 1713.

MOI LE ROI.

*Don Manuel de Vadillo & Velasco.*

Nous Certifions que le présent Ecrit est une copie tirée de mot à mot sur l'original du Plein-pouvoir dont sa Majesté nous a honoré. A la Haye le 23. Fevrier 1714.

DUQUE DE OSSUNA.

EL MARQUE DE MONTELEON.

# T R A I T É D. E P A I X

E N T R E

Sa Majesté Imperiale &  
Catholique,

E T

Sa Majesté Très Chrétienne.

Conclû & Signé au Palais de Raslat le 6.  
de Mars 1714.

**A**u nom de la très sainte & indivisible  
Trinité, soit notoire à tous, & à cha-  
cun à qui il appartient, ou qu'il pourra en  
quelque façon appartenir, que depuis plusieurs  
Années l'Europe ayant été agitée de longues  
& sanglantes Guerres, où les principaux  
Etats & Royaumes qui la composent, se sont  
trouvez enveloppez, il a plu à Dieu, qui  
tient les Cœurs des Rois entre ses mains, de  
porter enfin les esprits des Souverains à une  
parfaite réconciliation, & de préparer les  
voies.

*voyes à terminer la Guerre commencée premièrement entre le Sérénissime, & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, &c. de glorieuse mémoire, & depuis son décès, entre le Sérénissime, & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Joseph son Fils, élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, &c. de glorieuse mémoire, & après sa mort entre le Serenissime, & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles VI. élu Empereur des Romains toujours Auguste, Roi de Germanie, de Castille, d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croacie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corse, de Murcie, des Algarbes, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes, Isles & Terre ferme de l'Océan, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limburg, de*

Luxemburg, de Gueldres, de Wirtemberg, de la Haute & basse Silesie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Asturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la haute & basse Lusace; Comte de Hapsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Roussillon, & de Cerdaigne; Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Mahon, & de Salins, de Biscaye, de Molline, de Tripoli & de Malines, &c. *& le Saint Empire d'une part; & le Serenissime & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Louis XIV. Roi Très Chretien de France & de Navarre de l'autre part: en Sorte que sa Majesté Impériale, & sa Majesté très Chrétienne ne souhaitant rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétablissement d'une Paix ferme & inébranlable, à faire cesser la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, Elles ont consenti, que pour y parvenir plus promptement, il se tint des Conférences à Rastadt, entre les deux Generaux Commandans en Chef leurs Armées, qu'Elles ont munis à cet effet de leurs Plein-*  
*pu-*

pouvoirs, & établi leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce sujet, Savoir de la part de l'Empereur, le très haut Prince & Seigneur Eugène de Savoie, &c. & de la part du Roi très Chrétien, le très haut, & très excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. lesquels après avoir imploré l'assistance Divine, & s'être communiqué réciproquement les Pleinpouvoirs, dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin de ce Traité, sont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des conditions reciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'ensuit.

## I.

Il y aura une Paix Chrétienne, universelle, & une Amitié perpetuelle, vraie & sincere entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté Royale très Chrétienne, & leurs Héritiers, Successeurs, Royaumes & Provinces, en sorte que l'une n'entreprenne aucune chose, sous quelque prétexte que ce soit, à la ruine, ou au prejudice de l'autre, & ne prête aucun Secours, sous quelque nom que ce soit, à ceux, qui voudroient l'entre-

prendre, ou faire quelque dommage en quelque manière que ce pût être. Que la Majesté Imperiale & l'Empire, & la Majesté très Chrétienne ne protegent ou aident, en quelque sorte que ce soit, les Sujets rebelles ou desobéissans à l'une ou à l'autre, mais au contraire, qu'Elles procurent sérieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre, nonobstant toutes promesses, Traitez, ou Alliances contraires faites, ou à faire en quelque sorte que ce soit.

# I I.

Qu'il y ait de part & d'autre, un perpétuel Oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque manière, & en quelque lieu que les Hostilités se soient exercées; de sorte que pour aucune de ces choses, ni sous quelque prétexte que ce soit, on ne fasse dorénavant l'un à l'autre, ni ne souffre faire aucun tort, directement ou indirectement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étendue de l'Empire & des Païs Héréditaires de la Majesté Impériale & du Royaume de France, nonobstant tous Pactes faits au contraire auparavant;

avant; mais que toutes les injures qu'on a reçues de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hostilités, dommages, & dépenses, sans aucun égard aux personnes & aux choses, soient entièrement abolies, de manière que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre sur l'autre à cet égard soit entièrement oublié.

I I I.

Les Traitez de Westphalie, de Nimègue, & de Ryswick, sont considérez comme la Base & le fondement du présent Traité, & en conséquence, immédiatement après l'Echange des Ratifications, lesdits Traitez seront entièrement exécutez à l'égard du Spirituel & du Temporel, & seront observez inviolablement à l'avenir, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement dérogé par le présent Traité, en sorte que tout sera rétabli généralement dans l'Empire & ses Apartenances; ainsi qu'il a été prescrit par le susdit Traité de Ryswick, tant par rapport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été exécuté, s'il se trouve effectivement que quelque



Article soit demeuré sans exécution, ou que l'exécution faite, ait été changée depuis.

## I V.

Conformément au susdit Traité de Ryſwick, ſa Majeſté très Chrétienne rendra à l'Empereur la Ville & Fortereſſe du vieux Briſack entièrement & dans l'état où elle eſt à préſent, avec les Greniers, Arſenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dépendances ſituées à la droite du Rhin, laiſſant au Roi très Chrétien celles qui ſont à la gauche, nommément le Fort apellé le Mortier, le tout aux Clauſes & Conditions portées par l'Article vingtième du Traité conclu à Ryſwick au mois d'Octobre 1697. entre le défunt Empereur Leopold & le Roi très Chrétien.

## V.

Sa Majeſté très Chrétienne rend pareillement à ſa Majeſté Imperiale & à la Sereniſſime Maïſon d'Autriche, la Ville & Fortereſſe de Fribourg, de même que le Fort de St. Pierre, le Fort appellé de l'Etoile & tous les autres Forts conſtruits

struits ou reparez, là ou ailleurs, dans la Forêt noire, ou dans le reste de Brisgaw, le tout en l'état, où il est présentement, sans rien démolir, ou détériorer, avec les Villages de Lehem, Merzhausen & Kirchzarten, & avec tous leurs droits, archives, écritures, & documens écrits, lesquels y ont été trouvez, lors que sa Majesté très Chrétienne s'en est mise dernièrement en possession, soit, qu'ils soient encore sur les lieux, soit qu'ils aient été transportez ailleurs, sauf & réservé le droit Diocésain & autres Droits & revenus de l'Evêché de Constance.

V I.

Le Fort de Kehl construit par sa Majesté très Chrétienne à la droite du Rhin, au bout du Pont de Strasbourg sera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en son entier sans en rien démolir, & avec tous ses droits & dépendances.

Quant au Fort de la Pile & autres construits dans les Isles du Rhin sous Strasbourg, ils seront entièrement rasez au dépens du Roi très Chrétien, sans qu'ils puissent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre Party; Lesquelles cessions,

démolitions des Places & fortifications cy-dessus enoncées seront faites dans les termes portez par les articles suivans, c'est à dire, à compter du jour de l'échange des Ratifications du Traité de Paix Solennel ou général entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres usages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujets des deux Partis, & à tous ceux qui voudront y passer, naviger, ou transporter leurs Marchandises, sans qu'il soit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner le dit Fleuve, & en rendre en quelque sorte le Cours & la Navigation ou autres usages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux droits, impôts ou péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plutôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs Charges, & Marchandises, ou d'y en recevoir, mais le tout sera toujours à la liberté de chaque particulier.

## V I I.

Lesdits Lieux Châteaux & Forteresses de Brisack, Fribourg & Kehl seront rendus à sa Majesté Impériale & à l'Empire avec toutes leurs Jurisdctions, appartenances

nances & dépendances, comme aussi avec leurs Artilleries & munitions, qui se sont trouvées dans lesdites Places, lorsque sa Majesté très Chrétienne les a occupées pendant cette Guerre, suivant les Inventaires, qui en ont été faits, & seront delivrés sans aucune reserve, ni exception, & sans en rien retenir, de bonne foi & sans aucun retardement, empêchement ou pretexte, à ceux qui après l'échange des Ratifications du présent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix solennel ou général entre sa Majesté Impériale, l'Empire, & sa Majesté très Chrétienne, seront établis & députés spécialement pour cet effet par sa Majesté Impériale seule, ou selon la différence des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Plein-pouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux, qui doivent être rendus; en sorte que les dites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Priviléges, utilités, revenus, & émolumens & autres choses quelconques y comprises retournent sous la juridiction, possession actuelle & absolue, puissance & Souveraineté de sa Majesté

Im-

Impériale , de l'Empire & de la Maison d'Autriche , ainsi qu'ils leurs ont appartenu autre fois , & ont été possédés depuis par sa Majesté très Chrétienne , sans que sa dite Majesté très Chrétienne retienne ou se reserve aucun droit ou pretension sur les Lieux susdits & sur leurs Jurisdictions.

Il ne sera rien exigé non plus , pour les fraix & dépenses employées aux fortifications & autres édifices publics ou particuliers. La pleine & entière restitution ne pourra être différée , pour quelque cause que ce soit , dans les terme qui seront prescrits ci après , en sorte que les Garnisons Françoises en sortent entièrement , sans molester , ni vexer les Citoyens & habitans , leur causer quelque perte ou quelques peines , non plus qu'aux autres Sujets de sa Majesté Impériale ou de l'Empire , sous pretexte de dettes , ou de pretensions , de quelque nature qu'elles puissent être.

Il ne sera pas permis non plus , aux Troupes Françoises de demeurer plus long tems au de là des termes , qui seront stipulés ci-après , dans les Lieux , qui doivent être rendus , ou autres quel-

con-

conques , qui n'appartiendront pas à sa Majesté très Chrétienne , d'y établir des quartiers d'Hyver , ou quelque Séjour , mais seront obligées de se retirer incessamment sur les Terres appartenant à sa dite Majesté.

### V I I I.

Sa Majesté très Chrétienne promet pareillement de faire raser à ses dépens , les Fortifications construites vis à vis Huningue sur la droite & dans l'Isle du Rhin , de même que le Pont construit en cet endroit sur le Rhin , en rendant les fonds & édifices à la famille de Baden. Comme aussi le Fort de Sellingue , les Forts qui se trouvent dans les Isles entre les dits Forts de Sellingue & le Fort Louis ; & quant au Terrain du Fort démoli , il sera rendu avec les maisons à la famille de Baden : de détruire la partie du Pont , qui conduit du dit Fort de Sellingue au Fort Louis , & le Fort bâti à la droite du Rhin vis à vis le dit Fort Louis , sans qu'ils puissent désormais être rétablis par aucun des Partys ; bien entendu que le Fort Louis & l'Isle demeureront au pouvoir du Roi très Chrétien. Généralement , sa dite Majesté très Chrétienne

tienne promet de faire raser à ses dépens tous les Forts , retranchemens , Lignes & Ponts spécifiés dans le Traité de Ryswick , & que sa Majesté aura fait construire depuis la dite Paix de Ryswick , soit le long du Rhin , dans le Rhin , ou ailleurs dans l'Empire & ses appartenances , sans qu'il soit permis de les rétablir.

## I X.

Le Roi très Chrétien s'engage & promet parillement , de faire évacuer le Château de Bitsch avec toutes ses appartenances , comme aussi le Château de Hombourg en faisant auparavant raser les fortifications pour n'être plus rétablies , en sorte néanmoins , que les dits Châteaux & les Villes , qui y sont jointes , n'en reçoivent aucun dommage , mais demeurent totalement en leur entier.

## • X.

Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou solennel , à faire entre sa Majesté Impériale , l'Empire & sa Majesté très Chrétienne , auront été échangées , & même plutôt , si faire se peut , les Places , & Lieux fortifiés tant ci-dessus nommés ,  
que

que généralement tous ceux qui doivent être rendus suivant le présent Traité relatif à celui de Ryswick, dont les Articles seront tenus pour compris dans ce Traité, & exécutés ponctuellement de même que s'ils se trouvoient ici inferés de mot à mot, seront remis entre les mains de ceux, qui seront autorisés pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les posséder en vertu du Traité de Ryswick, sans qu'il soit permis de rien démolir des Fortifications ni des édifices publics ou particuliers, & sans rien détériorer de l'état, où ils se trouvent présentement, ni rien exiger pour les dépenses faites dans les dits Lieux, ou à leur occasion. Seront aussi renduës en même tems, toutes les Archives & documens appartenans, soit à sa Majesté Impériale ou aux Etats de l'Empire, soit aux Places & Lieux, que sa Majesté très Chrétienne s'engage de remettre.

## X I.

Comme l'intention du Roi très Chrétien est d'accomplir, le plus promptement qu'il sera possible, les conditions  
du



du présent Traité, sa Majesté promet, que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ses dépens, le feront; savoir les plus considérables, dans le terme de deux Mois au plus tard, après l'échange des Ratifications du Traité Général ou solennel à faire entre sa Majesté Impériale, l'Empire, & sa Majesté très Chrétienne, & les moins considérables dans l'espace d'un Mois à compter aussi de l'échange des Ratifications.

## X I I.

Et comme sadite Majesté très Chrétienne veut véritablement & de bonne foi rétablir une sincère union avec l'Empereur & l'Empire, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrès général avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, aussi bien qu'aux Sujets, Clients & Vassaux dudit Empire, tant Ecclésiastiques que Seculiers, & généralement à tous ceux qui sont nommez & compris dans la Paix de Ryswick, quoi qu'ils ne soient pas ici nommément exprimez, les Etats, Places, Biens, dont Elle se seroit mise en possession pendant le cours & à l'occasion de la présente

sente Guerre, soit par la voye des Armes, par confiscation, ou de telle autre maniere que ce puisse être, comme aussi d'exécuter pleinement & ponctuellement toutes les clauses & conditions du Traité de Ryswick, auxquelles il n'aura pas été expressement derogé par le présent Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été exécutée depuis la conclusion de la Paix de Ryswick.

X I I I.

Reciproquement, sa Majesté Impériale voulant témoigner le desir qu'Elle a de contribuer à la Satisfaction de sa Majesté très Chrétienne, & d'entretenir désormais avec Elle une amitié sincere & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de Ryswick rétablie par ce présent Traité, consent que la Ville de Landau avec ses dépendances, consistant dans les Villages de Nusdorff, Danheim & Queicheim avec leurs bans, ainsi que le Roi très Chrétien en jouissoit avant la Guerre, demeure fortifié à sa Majesté très Chrétienne; sa Majesté Impériale se faisant fort d'en obtenir le consentement & l'approbation de l'Empire, quand il sera question de dresser & de conclure le  
Traité

Traité de Paix Solemnel ou général entre sa Majesté Impériale, l'Empire, & sa Majesté très Chrétienne.

## X I V.

La Maison de Brunswick-Hanovre ayant été élevée par l'Empereur, du consentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, sa Majesté très Chrétienne reconnoitra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale dans ladite Maison.

## X V.

Pource qui est de la Maison de Bavière, sa Majesté Impériale & l'Empire consentent, par les motifs de la tranquillité Publique, qu'en vertu du présent Traité, & du Traité général & Solemnel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur Joseph-Clément, Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Bavière, soient rétablis généralement & entièrement dans tous leurs Etats, Rangs, Prérogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales, & autres, & dans tous les Droits, en la manière qu'ils en ont joui, ou pû jouir avant cette Guerre, & qui appartenoient à l'Archevêché de Cologne, & autres Eglises nommées ci-après, ou à la Maison

son de Bavière , médiatement ou immédiatement.

Ils pourront envoyer , avec des Plein-pouvoirs & sans caractère , au Congrès du Traité General ou Solemnel à faire entre sa Majesté Imperiale , l'Empire , & sa Majesté très Chrétienne , pour y négocier , & veiller à leurs Interets , sans aucun obstacle , aussi-tôt que les Conferences commenceront. Pour cet effet , leurs seront aussi rendus de bonne foy , tous les meubles , pierreries , bijoux & autres effets de quelque nature , qu'ils puissent être , comme aussi toutes les munitions , & Artilleries spécifiées dans les Inventaires authentiques , que l'on produira de part & d'autre , c'est à dire toutes celles , qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur , & de ses Prédécesseurs de glorieuse memoire , depuis l'occupation de la Baviere , de leurs Palais , Chateaux , Villes , Forteresses & Lieux quelconques , qui leur ont appartenu , & qui leur appartiendront , à l'exception de l'Artillerie , qui appartenoit aux Villes & Etats voisins , qui leur a été restituée , & pareillement toutes les Archives & papiers seront restitués.

Et

Et sera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en son Archevêché de Cologne, ses Evêchés de Hildesheim, de Ratisbonne, de Liège, & de la Prepositure de Berchtolsgaden, sans qu'aucune raison des procès ou prétensions puissent en façon quelconque alterer la restitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir, lesquels, il leur sera permis, après que les deux Electeurs y auront été actuellement rétablis, de poursuivre, comme avant la présente guerre par les voyes de Justice établies dans l'Empire. Sauf aussi les privileges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne, & des autres Eglises établis précédemment suivant leurs Unions, Traités, & Constitutions.

Et quant à la Ville de Bonn, en tems de Paix il n'y aura point de garnison du tout, mais la garde en sera confiée aux bourgeois de la Ville ; Et quant à celle du Corps, & du Palais, elle sera restrainte dans les simples Compagnies de ses Gardes, dont il conviendra avec sa Majesté Imperiale & l'Empire ; bien entendu pourtant, que dans un tems de guerre, ou apparence de Guerre, sa Majesté

Im-

Imperiale & l'Empire, puissent y mettre autant de Troupes, que la raison de guerre le demandera, conformément aux loix & constitutions de l'Empire: bien entendu aussi, que moyenant cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs de la Maison de Bavière renonceront pour tousjours, & seront censés déchûs dès à présent de toutes prétensions, satisfactions ou dedommagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire & la Maison d'Autriche, pour raison de la présente guerre, sans pourtant, que cette renonciation déroge en aucune manière aux anciens droits & prétensions, qu'ils pourroient avoir eues avant cette guerre, lesquelles, il leur sera permis de poursuivre, comme cy devant, par les voyes de Justice établies dans l'Empire; de sorte pourtant, que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau droit contre qui que ce soit: Renonceront aussi & sont pareillement censés déchûs dès à présent de toutes Prétensions, Satisfactions, ou dedommagemens quelconques, tous ceux, qui voudront former des prétensions pour raison de la présente guerre contre la

Q

Mai-

Maison de Baviere , & les susdits Archevêchés, Evêchés & Prévosté.

En vertu de cette restitution totale, les Susdits Seigneurs Joseph Clement Archevêque de Cologne , & Maximilien Emanuel de Baviere rendront obeïssance, & garderont fidelité à sa Majesté Imperiale , de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire , & seront tenus à demander & à prendre deüiement de sa Majesté Imperiale le renouvellement de l'Investiture de leurs Electorats, Principautez , Fiefs, Titres & Droits, dans la maniere & tems prescrits par les loix de l'Empire, & sera tout ce qui est arrivé de part & d'autre, pendant cette guerre, mis à perpetuité dans un entier oubli.

### X V I.

Les Ministres, Officiers, tant Ecclesiastiques que militaires, politiques & civils, de quelque condition, qu'ils soient, qui auront servi en l'un, ou en l'autre Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vassaux de sa Majesté Imperiale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, aussi bien que tous les Domestiques quelconques de la Maison de Baviere,

re, & du Seigneur Archevêque de Cologne, seront pareillement rétablis dans la possession de tous leurs biens, charges, honneurs & dignités, comme avant la guerre, & jouiront d'une amnistie générale de tout ce qui à précédé, moyennant & à condition, que cette même amnistie soit entièrement reciproque envers ceux de leurs Sujets, Vassaux, Ministres, ou Domestiques, qui auront suivi pendant cette guerre le parti de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, lesquels ne pourront pour ce sujet être molestés ou inquiétés en maniere quelconque.

X V I I.

Quant au tems, auquel la restitution totale, spécifiée dans les deux Articles précédents, doit se faire, il sera limité dans le Traité général ou Solemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrétien, trente jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainsi qu'il a été convenu dans l'Article dixième pour l'évacuation des Places & lieux, que sa Majesté Très-Chrétienne promet de rendre à sa Majesté Imperiale, & à l'Empire, de maniere que l'un & l'autre, comme aussi la resti-

Q 2

tution



tution à l'Empereur, des Etats & Païs, que la Maison de Baviere possede présentement aux Païs-Bas, se feront en même tems.

#### X V I I I.

Si la Maison de Baviere, après son rétablissement total, trouve qu'il lui convienne de faire quelque changemens de ses Etats contre d'autres, sa Majesté Très-Chrétienne ne s'y opposera pas.

#### X I X.

Sa Majesté Très-Chrétienne ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que sadite Majesté ou ses Alliez possedoient encore des Païs-Bas, communément appellés Espagnols, tels que le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possedés ou dû posséder, conformément au Traité de Ryswick, sa Majesté Très-Chrétienne consent, que l'Empereur entre en possession desdits Païs-Bas Espagnols, pour en jouir, lui, ses Héretiers & Successeurs, desormais & à toujours, pleinement & paisiblement selon l'ordre de Succession établi dans la Maison d'Autriche; Sauf les Conventions, que l'Empereur fera  
avec

avec lesdits Etats Généraux des Provinces Unies, touchant leur Barriere & la reddition des susdites Places & Lieux; bien entendu, que le Roy de Prusse retiendra du haut Quartier de Gueldres tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, savoir, la Ville de Gueldres, la Prefecture, le Baillage & le bas Baillage de Gueldres, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Baillages, & Seigneuries de Sthralen, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & Klein Kevelaar, avec toutes leurs appartenances & dépendances. Deplus, il sera remis au dit Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Pais de Kessel pareillement avec toutes ses appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & le dit District, sans en rien excepter, si ce n'est Erckalens avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir au dit Roy, & aux Princes ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec-tous les droits, prérogatives, revenus, & avan-  
Q 3 tagés

tages de quelque nom , qu'ils puissent être appellés , en la même qualité , & de la même maniere , que la Maison d'Autriche , & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédés , toutefois avec les charges & Hypoteques , la conservation de la Religion Catholique Romaine , & des privileges des Etats.

### X X.

Et comme outre les Provinces , Villes , Places & Forteresses , qui étoient possédées par le feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son décès , le Roy Très-Chrétien a cédé , tant pour sa Majesté Très-Chrétienne même , que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs , nés & à naître , aux Etats Généraux , en faveur de la Maison d'Autriche , tout le droit qu'Elle a eu , ou pourroit avoir sur la Ville de Menin , avec toutes ses fortifications & sa Verge ; sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaisis , sans se rien réserver de son droit là dessus , n'y sur aucune de leurs dépendances , appartenances , annexes , Territoires , & enclavemens , & sa Majesté consent , que les Etats Généraux des Provinces Unies rendent lesdites Villes , Places ,

Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens à l'Empereur, aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec sa Majesté Imperiale; pour en jouir Elle, les Héritiers & Successeurs, pleinement, paisiblement & à toujours, aussi bien que des Pais-Bas Espagnols, qui appartenoient au feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son décès; bien entendu toute fois, que ladite remise des Pais-Bas Espagnols, Villes, Places, & Fortereses cedées par le Roy très Chrétien, ne pourra être faite par les dits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traités de Paix entre sa Majesté Imperiale, l'Empire, & sa Majesté très-Chrétienne; bien entendu aussi, que Saint Amand avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, demeureront à sadite Majesté Très-Chrétienne, à condition neantmoins, qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortification ni Ecluse, de quelque nature qu'elles puissent être.

X X I.

Pareillement, le Roy très-Chrétien confirme en faveur de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, la cession, que

sa Majesté a déjà faité en faveur de la dite Maison, aux Etats Généraux des Provinces Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs, nés & à naître, de tous les droits sur Furnes, & Furnambacht, y compris les huit Paroisses & le Fort de la Knocque; sur les Villes de Loo & Dixmude avec leurs dépendances; sur la Ville d'Ypres avec sa Chatelenie; Ruffelaer y compris, avec les autres dépendances, qui seront desormais Popperinge, Varneton, Commynes, Warwick, ces trois dernieres Places, pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy dessus exprimés; desquels droits ainsi cedés à l'Empereur, ses Héritiers & Successeurs, sa Majesté Très Chrétienne ne se reserve aucun sur lesdites Villes, Places, Forts & Pays; ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens, consentant, que les Etats Généraux puissent les remettre à la Maison d'Autriche, pour en jouir irrevocablement, & à toujours, aussi-tôt, qu'ils seront convenus avec Elle sur leur Barrière, & que les Ratifications des Trai-  
tés

*touchant la Paix d'Utrecht.* 369  
tés de Paix entre l'Empereur, l'Empire  
& sa Majesté Très-Chrétienne auront été  
échangées.

X X I I.

La Navigation de la Lys, depuis l'em-  
boucheure de la Deule en remontant, sera  
libre ; & il ne s'y établira aucun péage ,  
ni imposition.

X X I I I.

Il y aura de part & d'autre, un oubli  
& une amnistie perpetuelle & recipro-  
que, de tous les torts, injures & offen-  
ses, qui auront été commises de fait & de  
parole , ou en quelque maniere que ce  
soit , pendant le cours de la présente  
guerre par les Sujets des Païs-Bas Espa-  
gnols , & des Places & Païs cedés , ou  
restitués , sans qu'ils puissent être expo-  
sés à quelque recherche que ce soit.

X X I V.

Par le moyen de cette Paix, les Sujets  
de sa Majesté Très-Chrétienne & ceux  
desdits Païs-Bas Espagnols , & des Pla-  
ces cedées par sadite Majesté Très-Chrê-  
tienne, pourront, en gardant les loix,  
coutumes & usages du Païs aller, venir,  
demeurer, trafiquer, retourner, traiter &  
négocièr ensemble, comme bons Mar-  
chands ,

chands, même vendre, changer, alie-  
ner, ou autrement disposer des biens,  
effets, meubles, & immeubles, qu'ils  
ont ou auront, situés respectivement de  
part & d'autre, & chacun les y pourra  
acheter, Sujets, ou non Sujets, sans que  
pour cette vente, ou achat ils ayent be-  
soin de part n'y d'autre, de permission au-  
tre, que le présent Traité.

Il sera aussi permis aux Sujets des Pla-  
ces & Pais reciproquement cedés ou re-  
stitués, comme aussi à tous les Sujets  
desdits Pais-Bas Espagnols, de sortir des-  
dites Places & Pais-Bas Espagnols pour  
aller demeurer où bon leur semblera  
dans l'espace d'un an, avec la faculté de  
vendre à qui il leur plaira, ou de dispo-  
ser autrement de leurs effets, biens, meu-  
bles & immeubles, avant & après leur  
sortie, sans qu'ils puissent en être empê-  
chés directement ou indirectement.

#### X X V.

Les mêmes Sujets de part & d'autre,  
Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Com-  
munautés, Universités & Colleges-seront  
retablis tant en la jouissance des hon-  
neurs, dignités, benefices, dont ils é-  
toient pourvus avant la guerre, qu'en  
celle

celle de tous, & chacuns leurs droits, biens meubles & immeubles, rentes saisies, ou occupées à l'occasion de la présente guerre, ensemble leurs droits, actions, & successions à Eux survenues, même depuis la guerre commencée, sans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus, & échus pendant le cours de la présente guerre, jusques au jour de la publication du présent Traité; lesquels rétablissements se feront réciproquement, nonobstant toute donation, concession, déclaration, confiscation, Sentence donnée par contumace, les parties non ouyès, qui seront nuls & de nul effet, avec une liberté entiere aux dites parties de revenir dans les Païs, d'où elles se sont retirées pour & à cause de la guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en personne ou par procureurs, conformément aux Loix & coutumes des Païs & Etats: dans lesquels rétablissements sont aussi compris ceux, qui la dernière guerre, ou à son occasion auront suivi le Parti des deux Puissances contractantes: néanmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conseils & autres Cours superieures,



ou inferieures, & aux quelles il n'aura pas été expressement dérogé par le présent Traité auront lieu, & sortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu des dits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession des Terres & Seigneuries & autres biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux parties, qui se croiront lésées, par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires, & devant les juges compétens.

#### X X V I.

Et à l'égard des rentes affectées sur la généralité de quelques Provinces des Païs-Bas, dont une partie se trouvera possédée par sa Majesté Très-Chrétienne, sa Majesté Imperiale ou autres, il a été convenu & accordé, que chacun payera la quote part, & seront nommés des Commissaires pour regler la portion, qui se payera de part & d'autre.

#### X X V I I.

Comme dans les Païs, Villes, & Places des Païs-Bas Catholiques, que le Roi Très-Chrétien cède à l'Empereur, plusieurs Benefices ont été conférés par sa Majesté Très-Chrétienne à des personnes

sonnes capables , les dits Benefices ainsi accordés seront laissés à ceux , qui les possèdent présentement ; & tout ce qui concerne la Religion Catholique , Apostolique & Romaine ; y sera maintenu dans l'état , ou les choses étoient avant la guerre , tant à l'égard des Magistrats , qui ne pourront être que Catholiques Romains , comme par le passé , qu'à l'égard des Evêques , Chapitres , Monastères , des biens de l'ordre de Malthe & généralement de tout le Clergé , lesquels seront tous maintenus & restitués dans toutes leurs Eglises , libertéz , franchises , Immunitéz , Droits , Prérogatives & honneurs , ainsi qu'ils l'ont été sous les précédents Souverains Catholiques Romains : Tous & chacun du dit Clergé pourvûs de quelques biens Ecclesiastiques , Commanderies , Canoncats , Personnats , Prevôtés , & autres Benefices quelconques , y demeureront sans en pouvoir être dépossédés , jouïront des biens & revenus en provenans , & les pourront administrer & percevoir comme auparavant ; comme aussi les Pensionnaires jouïront comme par le passé de leurs pensions assignées sur les Benefices ,

soit qu'elles soient créées en Cour de Rome, ou par des brevets expédiés avant le commencement de la présente guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause & prétexte que ce soit.

# X X V I I I.

Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que sa Majesté Très-Chrétienne cède dans les Païs-Bas Catholiques par le présent Traité, seront conservés & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs privilèges, prérogatives, coutumes, exemptions, droits, octrois communs, & particuliers, charges & offices héréditaires, avec les mêmes honneurs, gages, emolumens, & exemptions, ainsi qu'ils en ont joui sous la domination de sa Majesté Très-Chrétienne; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habitans des Places, Villes & Païs que sa Majesté a possédés immédiatement après la conclusion du Traité de Ryswick, & non des Places, Villes & Païs, que possédoit le feu Roy d'Espagne Charles II. au tems de son décès, dont les Communautés & Habitans seront conservés dans la jouissance des privilèges prérogatives,

tives , coutumes , exemptions , Droits , octroys , communs & particuliers , charges , & offices hereditaires , ainsi qu'ils les possedoient lors de la mort dudit feu Roy d'Espagne.

X X I X.

Pareillement , les Benefices Ecclesiastiques mediats ou immediats , qui auront été durant la présente guerre conferés par l'un des Partis dans les Terres ou lieux , qui lui étoient alors Sujets , à des personnes capables , selon la regle de leur premiere Institution & Statuts legitimes , généraux ou particuliers , faits sur ce sujet , ou par quelques autres dispositions Canoniques faites par le Pape , les dits Benefices Ecclesiastiques seront laissés aux présens Possesseurs , en sorte qu'aucuns ne les puissent , où doivent desormais troubler ou empêcher dans la possession & legitime administration d'iceux , ni dans la perception des fruits , ni être à leur occasion , ou quelque autre raison , passée ou présente , appellés ou cités en Justice , ou en quelque autre sorte inquiétés ou molestés à ce sujet ; à condition neanmoins , qu'ils s'acquittent de ce à quoy ils sont tenus

nus en vertu des dits Benefices.

## X X X.

Sa Majesté Imperiale , & sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront, pour aucun Sujet, interrompre desormais la Paix, qui est établie par le present Traité, reprendre les Armes, & commencer, sous quelque pretexte que ce soit, aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre, mais au contraire Elles travailleront sincerement & de bonne foi, & comme Amis veritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, si necessaire pour le bien de la Chrétienté. Et d'autant que le Roy Très-Chrétien, sincerement reconcilié avec sa Majesté Imperiale, ne veut desormais lui causer aucun trouble ni prejudice, sa Majesté Très-Chrétienne promet & s'engage de laisser jouir sa Majesté Imperiale, tranquillement & paisiblement, de tous les Etats & lieux, qu'Elle possède actuellement, & qui ont été ci-devant possédés par les Roys de la Maison d'Autriche. en Italie, savoir du Royaume de Naples, ainsi que sa Majesté Imperiale le possède actuellement, du Duché de Milan, ainsi que sa Majesté Imperiale le possède

possède. aussi actuellement , de l'Isle & Royaume de Sardaigne, comme aussi des Ports & Places sur les côtes de Toscane, que sadite Majesté Imperiale possède actuellement, & qui ont été possédées ci-devant par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche , ensemble de tous les droits attachés aux subdits Etats d'Italie, que sadite Majesté Imperiale possède, ainsi que les Rois d'Espagne les ont exercés depuis Philip I. jusques au Roy dernier décedé, sa dite Majesté Très-Chrétienne donnant sa parole Royale de ne jamais troubler ni inquieter l'Empereur & la Maison d'Autriche dans cette possession, directement ni indirectement, sous quelque pretexte ou par quelque voye que ce puisse être , ni de s'opposer à la possession, que sa Majesté Imperiale & la Maison d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir , soit par Negotiation, Traité, ou autre voye légitime & paisible , en sorte toute fois , que la Neutralité d'Italie n'en soit point troublée ; L'Empereur promettant & engageant sa parole de ne point troubler la dite Neutralité, & le repos d'Italie , & par consequent de n'employer la voye  
des

des armes pour quelque cause ou pour quelque occasion, que ce soit; mais au contraire de suivre & observer ponctuellement les engagements, que sa Majesté Imperiale a pris dans le Traité de Neutralité, conclu à Utrecht le 14. de Mars de l'année 1713, lequel Traité sera censé comme repeté ici, & fera exactement observé par sa Majesté Imperiale, pourvû que de l'autre part l'observation en soit reciproque, & qu'Elle n'y soit point attaquée, sa dite Majesté Imperiale s'engageant pour le même effet à laisser jouir paisiblement chaque Prince en Italie, des Etats, dont il est actuellement en possession, sans que cela puisse prejudicier aux Droits de Personne.

**X X X I.**

Pour faire gouter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Très-Chrétien, la Neutralité non seulement y sera exactement gardée, mais sera aussi rendue bonne & prompte justice par sa Majesté Imperiale aux Princes ou Vassaux de l'Empire pour les autres Places, Païs & Lieux en Italie, qui n'ont point été possédés par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche,

triche , & sur lesquels lesdits Princes pourroient avoir quelque prétension legitime , savoir au Duc de Guastalle , Pico de la Mirandole , & au Prince de Castiglione , sans pourrant que cela puisse interrompre la Paix , & Neutralité d'Italie ny donner sujet d'en venir à une nouvelle guerre.

**X X X I I.**

Outre les susdites prétensions , le Marechal Duc de Villars se trouvant chargé de plusieurs autres , pour lesquelles il auroit à insister au nom de sa Majesté Très-Chrétienne , savoir sur la prétension de Madame la Duchesse Douairiere d'Elbeuf , pour raison du Douaire & conventions matrimoniales de la feüe Duchesse de Mantouë sa Fille ; celle de Madame la Princesse des Ursins , la Princesse Piombin ; & enfin le Duc de Saint Pierre sur la Principauté de Sabionette : & de l'autre côté le Prince Eugène de Savoye se trouvant aussi chargé de plusieurs prétensions , sur lesquelles il auroit à insister au nom de sa Majesté Imperiale , savoir quelques prétensions de Monsieur le Duc de Lorraine , outre celles , qui sont comprises dans le Traité de Ryswick ,



wick , & sous les Articles précédens relatifs audit Traité; celle du Duc de Modene , comme aussi celle de la Maison d'Arenberg , de la Maison de Ligne , & enfin du remboursement des dettes , que les Troupes Françoises ont laissé dans le Duché de Milan , lesquelles toutes demanderoient trop de tems pour être vidées dans ce Traité , l'on est convenu d'en remettre la discussion reciproquement aux Conférences , qui seront établies pour le Traité de Paix général ou solennel entre sa Majesté Imperiale , l'Empire , & sa Majesté Très Chrétienne , où il sera permis à chacun de représenter ses droits , & de produire ses Titres & raisons , lesquelles bien examinées , sa Majesté Imperiale & sa Majesté très-Chrétienne promettent d'y avoir l'égard que demande la justice , sans que pourtant cela puisse alterer ou retarder l'exécution de la Paix.

X X X I I I.

La Conjoncture présente n'ayant pas laissé le tems à sa Majesté Imperiale de consulter les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire sur les conditions de la Paix , non plus qu'à ceux-cy de consentir dans  
les

les formes ordinaires, au nom de tout l'Empire, aux conditions du présent Traité, qui les regardent, sa Majesté Impériale promet, que les dits Electeurs, Princes & Etats enverront incessamment, au nom de l'Empire, des plein-pouvoirs ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs plein-pouvoirs, au lieu, qui sera choisi pour travailler au Traité général ou solennel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Christien, sa Majesté Impériale engageant sa parole, que la dite Députation, ou ceux, qui seront chargés des plein-pouvoirs consentiront au nom du dit Empire à tous les points, dont il est convenu entre Elle & sa Majesté Très-Christienne par le présent Traité, lequel, Elle s'engage & promet d'exécuter.

X X X I V.

Comme il est porté par l'Article précédent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront, au nom de l'Empire une Députation de leur Corps, ou bien leurs plein-pouvoirs pour les Conférences du Traité de Paix général ou solennel, à faire entre sa Majesté Impériale, l'Empire, & sa Majesté Très-Christienne.

Chrétienne, dans le lieu, qui sera choisi & destiné à cet effet, l'Empereur & le Roy Très-Chrétien, conviennent de fixer ce lieu dans un Pays neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majestés ont jetté les yeux sur le Territoire de la Suisse, dans lequel il sera nommé par sa Majesté Imperiale, ou par sa Majesté Très-Chrétienne trois Villes pour en choisir une en la maniere suivante, à savoir que sa Majesté Imperiale nommant & proposant les dites trois Villes, sa Majesté Très-Chrétienne fera le choix de celle, qui servira pour les Conférences, ou reciproquement, si sa Majesté Très-Chrétienne propose les trois Villes, sa Majesté Imperiale aura le choix de celle des trois, qu'Elle voudra preferer, lesquelles propositions & elections se feront en même tems, que le présent Traité sera signé, en sorte qu'il n'y ait ny retardement, ny tems perdu pour traiter & conclurre au plutôt la Paix générale & solennelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrétien, & que leurs Ministres Plenipotentiaires puissent s'assembler le quinzième jour du Mois d'Avril

vril prochain , ou le premier May prochain au plus tard , dans le lieu destiné pour y tenir les Conférences , pendant lesquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui , outre ce qui leur revient par l'exécution stipulé cy dessus des Articles du Traité de Ryswick, auront des prétensions & raisons pour se faire comprendre particulièrement dans le Traité de Paix général à faire , pourront les produire , pour lesquelles sa Majesté Très-Chrétienne promet d'avoir l'égard , que demande la justice ; néanmoins pourque la fin desdites Conférences ne soit pas retardée, on est convenu de part & d'autre, qu'elles aient à se terminer par la conclusion du Traité général ou solennel dans deux Mois, ou trois au plus tard, à compter du premier jour que commenceront les Conférences.

X X X V.

Au moment que le présent Traité de Paix aura été signé , toutes hostilités & violences cesseront de la part de l'Empereur & de l'Empire , aussi bien que de celle du Roy Très-Chrétien , & du jour de l'échange des Ratifications, sa Majesté

ité Très-Chrétienne n'exigera plus des Etats de l'Empereur & de l'Empire, ni contributions, ni impositions des fourrages pour les Troupes, non plus que sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en exigeront des Etats de sa Majesté Très-Chrétienne; & cesseront généralement toutes autres demandes reciproques faites à l'occasion de la présente guerre, tant de la part de sa Majesté Imperiale, & de l'Empire, que de sa Majesté Très-Chrétienne.

Les Prisonniers tant d'Etat que de guerre de part & d'autre, seront renvoyés sans rançon, & quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, chaque Prince retirera ses Troupes du plat País dans ses propres Etats; sa Majesté Imperiale s'engageant à retirer aussi dans le même tems ses Troupes, & de faire aussi retirer celles de l'Empire du plat País de l'Archevêché de Cologne & de la Bavière, lesquels País & Etats, au reste, seront restitués dans la forme & terme, spécifiés par les Articles 15. 16. 17. & 18. du présent Traité.

X X X V I.

Le commerce défendu durant la guerre

*touchant la Paix d'Utrecht.* 385

re entre les Sujets de sa Majesté Imperiale, de l'Empire, & ceux de sa Majesté Très-Chrétienne sera rétabli, aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec la même liberté, qu'il étoit avant la guerre, & jouiront tous & chacun, particulièrement les Citoyens & Habitans des Villes Anseatiques, de toute sorte de sûreté par Mer & par Terre, conformément à l'Article 52. de la Paix de Ryswick.

X X X V I I.

Le présent Traité sera Ratifié par l'Empereur & par le Roi Très-Chrétien, & l'échange des Ratifications sera fait au Palais de Radstat dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la Signature, où plutôt, si faire se peut. En foi de quoi les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, tant de sa Majesté Impériale, que de sa Majesté Très-Chrétienne, ont soussigné le présent Traité de leurs propres mains, & y ont apposé les sceaux de leurs armes. Fait au Palais de Rastadt ce sixième Mars, mil sept cent & quatorze.

(L. S.) *Eugene de* (L. S.) *Le M. Duc*  
*Savoie.* *de Villars.*

R

Ple.

Plenipotencia Sacræ Cæsareæ  
Majestatis.

**N**os Carolus Sextus Divinâ favente Cle-  
mentiâ electus Romanorum Imperator  
semper Augustus, ac Rex Germania, Ca-  
stilla, Arragonia, Legionis, utriusque Si-  
cilia, Hierusalem, Hungaria, Bohemia,  
Dalmatia, Croatia, Sclavonia, Navarra,  
Granata, Toleti, Valentia, Gallicie, Ma-  
joricarum, Sevilia, Sardinia, Corduba,  
Corsica, Murcia, Giennis, Algarbia,  
Algezira, Gibraltaris, Insularum Cana-  
ria, & Indiarum, ac terræ firmæ, Maris  
Oceani, Archidux Austria, Dux Burgun-  
dia, Brabantia, Mediolani, Styria, Ca-  
rinthia, Carniola, Limburgia, Lucembur-  
gia, Geldria, Wirtembergæ, superioris &  
inferioris Silesia, Calabria, Athenarum &  
Neopatria, Princeps Suevia, Catalonia &  
Asturia, Marchio Sacri Romani Imperii  
Burgovia, Moravia, superioris & inferio-  
ris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandria,  
Tyrolis, Ferretis, Kyburgi Goritia & Ar-  
thesia, Marchio Oristhani, Comes Gozia-  
ni, Namurci, Rossilionis & Cerretania,  
Dominus Marchia Sclavonica, Portus Nao-  
nis,

*touchant la Paix d'Utrecht.* 387  
*nis, Biscaya, Molina, Salinarum, Tripolis & Mechlinæ &c.*

Notum testatumque facimus: Quòd cum Nobis à quibusdam de salute publica probè sollicitis insinuaturn fuerit, ad pacem inter Nos & Imperium ex una, & Sere-  
nissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte conciliandum, opportunum fore, si de nostra cum Supremo Exercitûs Gallici Ductore (Tit.) de Villars autoritate & Mandato hunc in finem necessariis instructo ageretur; & Nos, tametsi pacificatio Ul-  
trajecti ex causis passim ognitis nuper dissoluta fuerit, nihilominus adhuc parati sumus conjunctim cum Imperio pacem æquis conditionibus inire, nihil, quod eò facere possit, prætermittendum ac  
proinde, quantumvis à Nobis delibera-  
tum agnitumque fuerit, de ejusmodi mandato priùs cum Romano Imperio communicandum fuisse, ne tamen huic salutarì negotio mora interponeretur, haud diutius cunctandum existimaveri-  
mus, quin Illustrissimum Eugenium Principem Sabaudix & Pedemontium,



aurei velleris Equitem , Cæsareum Nostrum Consiliarium intimum , Consilii Aulico-bellici Præsidem , Locumtenentem Generalem , Sacri Imperii Campi Marschallum , nec non Consanguineum ac Principem charissimum , in cujus fide , prudentia , & singulari rerum gerendarum usu plenè confidimus , ad supraddictum finem Legatum Extraordinarium constituerimus , quemadmodum hisce constituimus , Dantes & concedentes Eidem plenam potestatem agendi , tractandi , concludendi & signandi cum supra nominato Supremo Exercitûs Gallici Ductore (Tit.) de Villars omnia , quæ ad procurandam Pacem pertinent , nec non promittentes verbo Nostro Imperatorio , Nos quidquid per dictum Principem Eugenium actum , tractatum , conclusum & signatum fuerit , acceptum & gratum firmum quoque & ratum habituros : In quorum fidem ac robur præfentes manu Nostrâ subscriptas , Sigillo Nostro Imperatorio muniri iussimus , quæ Dabantur in Civitate Nostra Viennæ die decimâ sextâ mensis Decembris , Anno millesimo septingentesimo decimo tertio , Regnorum Nostrorum Romani  
tertio ,

touchant la Paix d'Utrecht. 389  
tertio, Hispanicorum undecimo, Hun-  
garici & Bohemici verò pariter tertio.  
Signatum, &c.

CAROLUS

Inferius

*Ut Frid. Carl. Comes de Schönborn.*

*ex tergo.*

*Ad Mandatum Sacrae Caesaræ  
Majest. proprium.*

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

PLEIN-POUVOIR

de sa Majesté Très-Chrétienne.

**L**ouis par la grace de Dieu, Roi de France  
& de Navarre: à Tous ceux qui ces  
présentes Lettres verront, salut. Comme  
Nous désirons sincèrement de contribuer de  
tout Notre pouvoir à consommer l'ouvrage  
de la Paix générale, de convenir au plu-  
tôt des intérêts de notre très cher & très  
aimé Frere l'Empereur des Romains, & de  
ceux de l'Empire, & de chercher les mo-

R 3

yens

yens d'arrêter l'effusion du sang Chrétien, & de faire cesser la desolation de tant de Provinces, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zèle & fidelité pour Notre service, de Notre très-cher & bien aimé Cousin le Duc de Villars, Pair & Marechal de France, Général de Nos Armées en Allemagne, Chevallier de Nos Ordres, Gouverneur & Notre Lieutenant Général en notre Pays & Comté de Provence; pour ces causes, & autres bonnes considerations, à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre main commettons, ordonnons & députons Notre dit Cousin le Duc de Villars, & lui avons donné, & donnons plein-pouvoir, commission & mandement special, en qualité de Notre Ambassadeur Extraordinaire & de Notre Plenipotentiaire, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis de pouvoir en bonne forme, de la part de Notre dit Frere, & des Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclurre, & signer tels Traités, Articles & Conventions, que Notre dit Cousin le Duc de Villars avisera bon-être, en sorte, qu'il agisse en tout ce qui regarde la Négociation de la Paix, avec.

*touchant la Paix d'Utrecht.* 391

*avec la même autorité, que Nous ferions, & pourrions faire, si Nous y étions présents en personne, encore qu'il y eut quelque chose, qui requit un mandement plus special non contenu en ces dites présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que Notre dit Cousin le Duc de Villars aura stipulé, promis & signé en notre nom, en vertu du présent pouvoir, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en fournir Notre Ratification en bonne forme, pour être échangée dans le tems, dont il sera convenu, car tel est Notre plaisir, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre Notre scël à ces dites présentes. Donné à Marli le vint quatrième jour d'Aoust, l'An de grace mil sept cent & treise, & de Notre Regne le soixante onsième.*

*étoit signé*

**L O U I S.**

*& plus bas sur le replis.*

*Par le Roi, de Colbert.*

R 4

I. Ar-

## I. Article séparé.

Comme dans les Titres, que sa Majesté Imperiale employe, soit dans ses Plein-pouvoirs, soit dans le préambule du Traité, qui doit être signé ce jourd'hui entre le Prince Eugene de Savoye & le Marechal Duc de Villars, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de leurs Majestés Imperiale & très-Chrétienne, quelques uns desdits Titres ne peuvent être reconnus par sa Majesté très-Chrétienne, il a été convenu entre lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, par cet Article séparé & signé par Eux avant le dit Traité, que les qualités prises ou obmises de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne causeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes, & le présent Article séparé, aura la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstat ce sixième Mars mil. Sept Cent quatorze.

(L. S.) Eugene de (L. S.) Le Mar.  
Savoye. Duc de Villars.

2. Ar-

## 2. Article séparé.

**L**e présent Traité, par les raisons mentionnées dans l'Article 33. ayant été commencé, poursuivi & achevé sans les solennités & formalitez requises & usitées à l'égard de l'Empire, & composé & redigé en langue Françoisse, contre l'usage ordinairement observé dans les Traités, entre sa Majesté Imperiale, l'Empire, & sa Majesté très Chrétienne, cette différence ne pourra être alléguée pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune maniere, à qui que ce soit, & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, tant à l'égard de la langue latine, que pour les autres formalités, & nommément dans le Congrès & Traité général & solennel à faire entre sa Majesté Imperiale, l'Empire, & sa Majesté très-Chrétienne: le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que si toutes les susdites formalités y avoient été observées, & comme s'il étoit en langue latine, & le présent Article séparé aura pareillement la même force, que s'il étoit inseré mot à mot

394. *Actes & Mémoires*  
*dans le Traité de Paix. Fait au Palais de*  
*Radstadt ce sixième Mars Mil sept Cent qua-*  
*torze.*

(L. S.) Eugene de (L. S.) Le Mar.  
Savoie. Duc de Villars.

### 3. Article séparé.

**S**a Majesté Imperiale, conformément à  
l'Article 34. du Traité conclu ce jour-  
d'hui, ayant nommé & proposé pour le lieu  
des Conférences du Traité de Paix Général  
& solennel, à faire entre Elle, l'Empire &  
sa Majesté Très-Chrétienne, les trois Villes  
suivantes dans le Territoire de la Suisse, sa-  
voir Schafhausen, Baden en Ergau, &  
Frauenfeld, & le Maréchal Duc de Vil-  
lars n'ayant pu encore recevoir les ordres de  
sa Majesté Très-Chrétienne sur le choix de  
celle desdites trois Villes, qu'Elle voudra  
préférer, il promet de le faire savoir inces-  
samment au Prince Eugene de Savoie par  
un Courier. Fait au Palais de Radstat ce  
sixième Mars, mil sept cent & quatorze.

(L. S.) Eugene de (L. S.) Le Mar.  
Savoie. Duc de Villars.

C O P I A

Ratificationis Pacis cum Galliâ  
Rastadii conclusæ.

*Vienna 17. Martii 1714.*

**N**os CAROLUS Sextus Divinâ fa-  
vente clementiâ electus Romano-  
rum Imperator semper Augustus, ac Rex  
Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Le-  
gionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem,  
Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croa-  
tiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, To-  
leti, Valentini, Gallitiæ, Majoricarum,  
Seviliæ, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ,  
Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algezi-  
ræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ &  
Indiarum, ac terræ firmæ Maris, Ocea-  
ni, Archidux Austriæ, Dux Burgun-  
diæ, Brabandiæ, Mediolani, Styriæ,  
Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lu-  
cemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ,  
superioris & inferioris Silesiæ, Calabria,  
Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sue-  
viæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sa-  
cri Romani Imperii Burgoviæ, Mora-  
viæ,



viæ, Superioris & inferioris Lusatiz, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Landgravius Alsatiz, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, Biscariæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad dolendum, quòd cum inter Serenissimos quondam & Potissimos Principes, Dominum Leopoldum colendissimum Parentum nostrum & Dominum Josephum amatissimum Nostri Fratrem, Romanorum Imperatores, semper Augustos, Prædecestores Nostros gloriosissimæ memoriæ, tum inter Nosmetipsos & Romanum Imperium ex unâ: & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte, multis ab hinc annis duravit gravissimum bellum, tractatum instituere  
pla

placuerit, factum Divinâ bonitate esse, ut per constitutos utrinquè Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, à Nobis quidem Illustrissimum Eugenium Principem à Sabaudia & Pedemontium, auri Velleris Equitem, Cæsareum Nostrium Consiliarium intimum, Consilii Aulico-bellici Præsidentem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareschallum, Nostrique & Imperii Exercitus supremum Ducem, Consanguineum & Principem nostrum charissimum, à Rege Christianissimo verò Illustrum Ludovicum Hectorem de Villars, Ducem & Patrem Franciæ, Supremumque Exercitus Gallici Ducem, pax & amicitia conclusa sit, formâ & tenore sequenti.

*Inferatur Instrumentum unâ cum binis mandatis & tribus Articulis separatis.*

Cum igitur hæc omnia Instrumento Principali, tribusque Articulis separatis contenta, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, mandato Nostro gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula præhabita

maturâ & diligenti consideratione, ex-  
certâ nostra scientiâ approbamus, ratifi-  
camus, & confirmamus rataque & firma  
esse & fore virtute præsentium declara-  
mus, simulque verbo Imperiali & Re-  
gio promittimus Nobis, pro Nostri-  
que Successoribus, Nos omnes & sin-  
gulos supradescriptos Articulos, & quic-  
quid totâ hac Pacis Conventione conti-  
netur, firmiter, constanter & inviola-  
biliter servaturos, atque executioni man-  
daturus, nullâque ratione, ut vel ex  
nostrâ parte, vel per alios contravenia-  
tur, passuros, quomocunque id fieri  
possit, omni dolo & fraude exclusis,  
Salvâ de reliquo linguæ latinæ cætera-  
rumque solennitatum aliâs requisitarum  
reservatione Articulo separato tertio ube-  
rius expressâ. In horum omnium testi-  
monium & fidem Sigillum nostrum Cæ-  
sareum majus huic Diplomati manu No-  
strâ Subscripto appendi fecimus. Datum  
in Civitate nostra Viennæ, die decimâ se-  
ptimâ mensis Martii, Anno Domini mil-  
lesimo septingentesimo decimo quarto,  
Regnorum Nostrorum Romani tertio,  
Hispanicorum undecimo, Hungarici &  
Bohemici verò pariter tertio.

TRAJ-

# TRAITÉ DE PAIX

ET DE

COMMERCE

ENTRE

*Sa Majesté Catholique*

ET LES

*Etats Generaux des Provinces Unies.*

— Conclu à Utrecht le 26. Juin 1714.

**A**u nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Pais de l'obeissance des Seigneurs Rois des Espagnes, & Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, Eux Seigneurs Roy & Etats, touchez de compassion chrétienne & desirant de mettre fin aux calamités publiques, d'arrêter les suites déplorables, que la continuation ultérieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agreables d'une  
bonne.

bonne & sincere Paix , & en des fruits doux d'un entier & ferme repos , & desirant aussi de rétablir , conserver & augmenter la bonne intelligence , qui avoit si long tems & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Etat des Provinces Unies , & dont les sujets de part & d'autre , par leur Commerce & Navigation ont tant profité ; Lesdits Seigneurs Roi des Espagnes , Don Philippe V. & Etats Generaux des Provinces Unies , pour parvenir à une si bonne fin & un but tant desirable , ont commis & député pour leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , Savoir , ledit Seigneur Roi , Don François Marie de Paula , Teller & Giron Duc d'Offune , Comte de Uruena , Marquis de Penafiel , Grand d'Espagne de la premiere classe , Grand Chambellan du Roy Catholique , Grand Notaire dans les Royaumes de Castille , Commandeur de l'ordre de Calatrave , & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'ordre de St. Jaques , un des grands assistans à la Chambre du Roy Catholique ; General dans ses Armées , premier Capitaine de la premiere Compagnie de ses Gardes du Corps ; & Don Isidore Cazado de Azevedo de Rozales , Marquis de Monteleon , Vicomte d'Alcazar

zar Real, Sénateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique, un des gentilshommes de la Chambre de sadite Majesté: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs, Jaques de Ramdwyk, Seigneur de Rossum &c. Bourgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimégue; Guillaume Buys, Conseiller Pentionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Goude, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dykgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel Seigneur de Spanbroek, Bulkestein &c. Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Frederik Adrien Baron de Reede, Seigneur de Renswoude, d'Imminkhuysen & Moerkerken &c. President de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franequeradeel; & Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold &c. Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise & de

de la Ville de Groningue, & Ommelandes. Lesquels Ambassadeurs Extrordinaires & Plenipotentiaires, munis respectivement des Plein-pouvoirs, dont les copies sont inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & assemblés en cette Ville d'Utrecht, destinée aux Negociations d'une Paix generale, en vertu de leurs dits Plein-pouvoirs, pour & au nom des dits Seigneurs Roi & Etats, ont fait, conclu & accordé les Articles qui suivent.

## I.

**I**l y aura à l'avenir, entre ledit Seigneur Roi & ses Successeurs Rois des Espagnes & ses Royaumes d'une part, & les-dits Seigneurs Etats Generaux del'autre, une Paix. bonne, ferme, fidèle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissés, immediatement après la signature de ce Traité, tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soyent, entre les-dits Seigneurs Roi & Etats Generaux, tant par mer & autres eaux, que par terre, & tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & habitants, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, sans exception de lieux, ou de personnes.

I. I.

Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occasion de la dernière guerre, & ainsi tous les Sujets desdits Seigneurs Roi, & Etats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, sans nul excepter, pourront rentrer, & feront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privilèges, franchises, droits, exemptions, constitutions & libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ni inquiétés en général ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre, & en consequence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

I I I.

De même, ceux sur lesquels quelques  
biens.



biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs héritiers ou ayant cause, de quelque condition qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la justice, nonobstant incorporations au fisc, engagements, dons faits, Traités, accords & transactions, quelques renonciations qui aient été mises es dites transactions, pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous châteaux, biens & droits, qui conformément au présent Traité seront restitués ou devront être restitués réciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour cela consentement particulier; & ensuite les propriétaires des rentes, qui de la part des fisci seront constitués au lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions constituées à la charge des fisci respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres biens.

Les

I V.

Les Sujets & habitans de part & d'autre, pourront aussi reclamer leurs biens & effets, qui ont été detenus à l'occasion de la Guerre, soit par leurs correspondans ou autres qui que ce soit, & en cas que ces biens & effets soyent vendus, par qui que ce puisse être, ils en pourront demander le provenu, & au cas de dispute la dessus, il leur sera permis d'y contraindre les détenteurs de leurs biens & effets, ou leurs débiteurs par les voyes de justice, & les Juges seront obligés de leur rendre prompte & bonne justice, & dans l'examen de tels procès avoir seulement attention aux mérites de la cause, sans réfléchir aucunement sur la Guerre passée.

V.

Les Sujets dudit Seigneur Roi, ne pourront prendre aucunes Commissions pour des armemens particuliers, ou lettres de represailles des Princes, ou Etats ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles Commissions, ou lettres de represailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme

me des pirates. Ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces Unies, à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les terres de l'obéissance desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, publiées & renouvelées défenses tres expressees & tres précises, de se servir en aucune manière, de telles Commissions ou lettres de represailles, sous la peine sous mentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entière à laquelle ils seront tenus, envers ceux auxquels ils auront causé dommage.

## V I.

Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises faites, par ignorance de cette Paix, & principalement dans les lieux éloignez, il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font, de part ou d'autre, dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norwegue jusques au bout de la Manche, après l'espace de 12. Jours, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap. de St.

Vin.

Vincent, après l'espace de 4. semaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & jusqu'à la ligne, après l'espace de 6. semaines, & au delà de la ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'espace de six mois, à compter respectivement du jour de la signature du présent Traité de Paix; lesdites Prises & les dommages, qui se feroient après ces termes, comme aussi les prises & les dommages qui se feroient dans lesdits termes, par ceux qui auroient eu connoissance de la conclusion de cette Paix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

V I I.

Toutes lettres de marque & de reprisailles, qui pourroient avoir été ci devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourront être ci après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deni de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celui qui demande les Reprisailles n'est communiquée au Ministre qui se trou-

trouvera sur les lieux de la part de l'E-  
tat , contre les Sujets duquel elles doi-  
vent être données , afin que dans le ter-  
me de 6. mois, ou plutôt s'il se peut , il  
puisse s'informer du contraire ou procu-  
rer l'accomplissement de justice qui sera  
dû.

## V I I I.

Ne pourront aussi les particuliers, Su-  
jets dudit Seigneur Roi, être mis en action  
ou arrêt en leurs personnes ou biens,  
pour aucune chose que sa Majesté Catho-  
lique peut devoir, ni les particuliers, Su-  
jets desdits Seigneurs Etats, pour les det-  
tes publiques de l'Etat.

## I X.

La Paix & la bonne amitié & corres-  
pondance étant ainsi rétablie, entre les-  
dits Seigneurs Roi & Etats Generaux,  
comme aussi entre leurs Sujets & habi-  
tants reciproquement, & même ayant été  
pourvû que rien de ce qui pourroit avoir  
entretenu ou causé quelque inimitié n'ar-  
rive, lesdits Seigneurs Roi & Etats Ge-  
neraux procureront & avanceront fidele-  
ment le bien & la prosperité l'un de l'au-  
tre, par tout support, aide, conseil &  
assistance, en toutes occasions & en tout  
tems,

tems, & ne consentiront à l'avenir à aucun Traité ou Négociations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis reciproquement, avec soin & sincerité, aussitôt qu'ils en auront connoissance.

**X.**

Le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. fait entre le feu Roi Philippe 4. & les Seigneurs Etats Generaux, servira de base au présent Traité, & aura lieu en tout, autant qu'il ne sera pas changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable, & pour ce qui regarde les Articles 5. & 16. de ladite Paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne seulement lesdites deux hautes Puissances contractantes & leurs Sujets.

**XI.**

Les Sujets & habitans des Païs desdits Seigneurs Roi & Etats, auront toute bonne correspondance & amitié ensemble, & pourront frequenter, séjourner & demeurer es Païs l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce, tant par mer & autres eaux, que par terre, le tout respectivement en toute sureté & liberté,

& sans aucun empêchement.

# X I I.

Pourront aussi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre, leurs propres maisons pour y demeurer, & leurs magasins & celiers, pour y mettre leurs marchandises, & en jouir reciproquement en toute liberté & sûreté, comme un effet de la Paix, & ne seront sujets à de plus grands droits ou impositions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, visités ni inquietés à cause de leur Négoce ou trafic, dans leurs maisons, magasins & celiers, soit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent; si ce n'est sur des avis & indices suffisans de fraude ou de commerce de contrebande, auquel cas les Commis & Facteurs des fermiers pourront faire telle visite qu'il conviendra, avec la permission du Juge conservateur des Douanes & autres revenus, & pourra le Commerçant qui sera visité, appeler le Juge conservateur ou le Consul de sa Nation, pour assister à la visite, lequel pourra seul servir de témoin, & sans qu'il soit permis de faire aucun déplaisir au Commerçant ni à son commerce: toujours entendu

du que si les propres Sujets dudit Seigneur Roi, ou de quelqu'autre Prince, Etat, Nation ou Ville, étoient déjà, ou seroient ci après traités plus favorablement à cet égard, les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront traités de même.

X I I I.

Lesdits Sujets de part & d'autre, pourront aussi frequenter avec leurs marchandises & navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & rivières de l'un & de l'autre, y porter & vendre, à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de marchandises, dont l'entrée & la sortie ne sera pas deffenduë généralement & universellement à tous, tant Sujets qu'étrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les droits d'entrée ou de sortie & autres, qui se payeront par les propres Sujets & autres Nations amies les plus favorisées, & ainsi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la sortie de leurs vaisseaux sans autre retardement ni empêchement.

X I V.

Lesdits Sujets de part & d'autre, ne seront pas aussi tenus de payer de plus grands



ou autres droits , charges , gabelles ou impositions quelconques , sur leurs personnes , biens , marchandises , denrées , navires ou frets d'iceux , directement ni indirectement , sous quelque nom , titre ou pretexte que ce puisse être , que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

## X V.

Et afin que les Officiers & Ministres ne puissent demander ni prendre des marchands & sujets respectifs , de plus grandes taxes , droits ni salaires , que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité , & que lesdits marchands & Sujets puissent sçavoir avec certitude ce qui est ordonné la dessus ; il à été accordé qu'il y aura des pancartes ou listes , par tout où ces droits sont ordinairement payés , dans lesquelles sera exprimé combien on doit payer de droits d'entrée & de sortie ; & sur ce qui a été représenté à sa Majesté Catholique , que les Inspecteurs communément appelés *Vistas* , favorisent trop les fermiers de la Douane , particulièrement par des estimations excessives des marchandises , qui ne sont pas assés spécifiées dans lesdites listes , & que cela seroit extrêmement

ment prejudiciable au commerce & trafic, sa Majesté voulant y remedier, donnera les ordres necessaires, à ce que ces plaintes cessent entierement.

**X V I.**

Lesdits Sujets de part & d'autre, ayant une fois payé les Droits d'entrée compris dans les Tarifs & autres Loix, ne seront pas obligés d'en payer encore d'autres, quoi qu'ils transportent par terre leurs marchandises ou denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Espagne, & cela s'observera de même dans l'Etat des Provinces Unies, & pour les autres droits on payera respectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favorisées payent.

**X V I I.**

Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne pourront aussi être traités en Espagne, ni dans les Royaumes & Etats en dépendans, autrement ou moins favorablement que la Nation la plus favorisée, mais ils y jouiront en fait de commerce & de navigation & généralement en tout, sans aucune exception ni reserve, des mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités & seuretés, dont

ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favorisées pourroient avoir joui, ou pourroient encore ci après jouir par dessus, soit en vertu des Traités de Paix, ou de Commerce, ou par des Contrac̃ts, Ordonances ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités, & suretés, qui ont été accordées, ou seroient accordées au Roi de France, à la Reine de la Grande Bretagne ou à quelqu'autre Royaume, Etat, Nation ou Ville, quelles qu'elles soyent, ou à leurs Sujets, seront pareillement accordées auxdits Seigneurs Etats ou à leurs Sujets, avec toutes les clauses & circonstances avantageuses qui y seroient ajoutées. La même chose aura aussi lieu à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui dans toute l'étendue des Pais de l'obéissance desdits Seigneurs Etats seront traités aussi favorablement que la Nation la plus favorisée.

## X V I I I.

Ne pourront les Marchands, maitres de navires, pilotes, matelots, leurs navires, marchandises, denrées & autres biens à eux appartenant être saisis & arrêtés, soit  
en

en vertu de quelque mandement général ou particulier, ni pour quelque cause que ce soit de Guerre ou autrement, ni même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pais. On n'entend pas néanmoins en ce comprendre les saisies & arrêts de justice, par les voyes ordinaires, à cause des dettes propres, obligations & contractz valables de ceux sur qui lesdites saisies auront été faites, en quoi il sera procédé selon qu'on a accoutumé par droit & raison.

X I X.

Les navires chargés par les Sujets de l'un des hauts Contractans passant devant les côtes de l'autre, & relâchant dans les rades ou ports par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou debiter leurs marchandises en tout ou en partie, ni tenus d'y payer aucuns droits à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils n'en vendent quelque partie: Il sera cependant libre, après en avoir obtenu la permission de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de décharger & de vendre une petite partie de la cargaison, seulement pour acheter des vivres ou les choses nécessaires pour

le radoub du vaisseau ; & en ce cas on ne pourra exiger des droits pour toute la cargaison , mais seulement pour la petite partie , qui aura été déchargée ou vendue ; Mais en cas qu'ils en déchargent davantage que la permission donnée ne porte , ils payeront pour toute la cargaison.

**X X.**

Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre , trouveront les rades , rivières ports & havres libres & ouverts , pour entrer , sortir & demeurer à l'ancre , tant qu'il leur sera nécessaire sans pouvoir être visités ; à la charge , qu'ils seront néanmoins obligés d'en user avec discrétion , & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de vaisseaux , par un trop long & affecté séjour , ni autrement , aux Gouverneurs desdites Places & Ports , auxquels les Capitaines desdits navires feront savoir la cause de leur arrivée & de leur séjour ; mais à l'égard des vaisseaux marchands des Sujets de l'un & de l'autre , il sera permis aux fermiers , ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'il seront entrés dans lesdits ports ou havres.

Les.

Les Navires de Guerre desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis ou bon leur semblera, sans être obligés à aucuns droits, soit des Amiraux ou de l'Amirauté, ou d'aucun autre, en cas que lescdites prises ne déchargent pas, ce qui sera pourtant permis après en avoir obtenu la permission, & en ce cas les droits d'entrée en seront payés respectivement selon les loix du lieu: bien entendu qu'il ne sera pas permis de décharger des marchandises de contrebande ou défendues: aussi lescdits Navires ou lescdites prises entrant dans les havres ou ports dudit Seigneur Roi ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, & les Officiers des lieux ne pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, que les Capitaines desdits Navires seront obligés de faire apparoir: & au contraire ne sera donné azile

ni retraire dans leurs ports ou havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de la Majesté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, y étant entrés par nécessité de tempête ou peril de la mer; mais on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

· X X I I .

Les Consuls, que lesdits Seigneurs Etats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roi pour le secours & la protection de leurs Sujets, y auront & jouiront du même pouvoir & autorité dans l'exercice de leur charge, aussi bien que des mêmes exemptions & immunités qu'aucun autre Consul ait eu ci devant, ou pourroit avoir ci après dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols qui demeureront dans les Provinces Unies y auront & jouiront de tout ce qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, ait eu jusqu'ici ou pourroit avoir ci après, dans lesdites Provinces.

X X I I I .

Les Sujets & habitans des Païs-bas pourront par tout, dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneurs Roi, se faire servir par tels Avocats, Procureurs,  
No-

Notaires, sollicitateurs, & Exécuteurs que bon leur semblera, a quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que ces Juges en seront requis; & reciproquement les Sujets & habitans dudit Seigneur Roi venant aux Païs desdits Seigneurs Etats jouiront de la même assistance.

X X I V.

Les mêmes Sujets & habitans de part & d'autre, ne seront point contraints de montrer ni représenter leurs Regîtres & livres de compte à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour éviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être saisis, retenus ni pris d'entrer leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit; & il sera permis auxdits Sujets de part & d'autre, dans les lieux respectifs où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de négoce, & correspondances en telle langue qu'il leur plaira, soit Espagnol, Flamand, ou telle autre langue que ce soit, pour raison de quoi ils ne seront point molestés, ni sujets à quelque recherche de qui que ce soit; Et quelque autre chose qui ait été accordée par l'un ou l'autre des hauts Con-



tractans à aucune autre Nation sur ce point, sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

**X X V.**

Les Sujets & habitans des Païs desdits Seigneurs Roi & Etats Généraux, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont déclarés capables de succéder respectivement les uns aux autres, tant par testament que sans testament, selon les coutumes des lieux, & si quelques successions étoient ci devant échües à quelques uns d'eux, seront maintenues & conservées.

**X X V I.**

Les biens, marchandises, papiers, écritures, livres de compte & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets desdits Seigneurs Etats, morts en Espagne, appartiendront immédiatement à leurs héritiers, qui étant présent & majeurs, ou bien les exécuteurs & tuteurs testamentaires, ou leurs autorisés selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer & en disposer librement comme de droit : mais en cas que les héritiers desdits Sujets morts en Espagne, fussent absens ou mineurs, & que le défunt n'eut pas pourvû à ces cas,

cas, & que les héretiers absens qui seroient majeurs n'y eussent pas pourvû non plus, par leur procuration ; les biens, marchandises, papiers, écritures, livres de compte & tout le reste du défunt seront alors inventariés par un Notaire public en présence du Juge conservateur de la Nation ; ou en cas qu'il n'y en eut pas, en présence du Juge ordinaire, accompagné du Consul ou autre Ministre desdits Seigneurs Etats, & de deux Marchands de la Nation, & déposés entre les mains de deux ou trois marchands, qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre, pour être gardés & conservés pour les propriétaires & les creanciers : & dans les lieux ou il n'y a ni Consul ni autre Ministre, tout cela se fera en présence de deux ou trois marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité des voix ; ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des sujets du Roi Catholique dans les Provinces Unies.

X X V I I.

Comme on a déjà assigné à Cadiz un lieu convenable pour l'enterrement des corps de ceux des Sujets desdits Seigneurs Etats, qui y meurent, ledit Seigneur

Roi donnera au plûtôt les provisions nécessaires à ce que dans d'autres Villes marchandes soyent aussi ordonnées des places honorables pour y enterrer les corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à décéder sous l'obéissance dudit Seigneur Roi.

## X X V I I I.

Et afin que les loix de commerce, qui ont été obtenues par la paix ne puissent demeurer infructueuses, comme il arri-  
veroit si les Sujets desdits Seigneurs Etats étoient molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent & demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le commerce ou autrement; pour cette cause, & afin que le Commerce soit sur & sans danger, tant par mer que par terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres nécessaires à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestés, contre & au prejudice des loix de commerce, & qu'aucun d'eux ne soit inquité ni troublé pour sa conscience, aussi longtemps qu'ils ne donneront point de scandale & ne commettront point d'offense publique, dont lesdits Sujets seront obligés de s'abstenir & de se gouverner  
&

& comporter en toute modestie; le même sera fait & observé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui seront & demeureront dans les Provinces Unies.

X X I X.

Ledit Seigneur Roi conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, dans les Villes Marchandes de son Royaume, où ils ont eu des Juges conservateurs du temps de feu Roy Charles second, la même faculté, & ils en jouiront aussi dans les autres Villes ou d'autres Nations en jouissent ou pourroient encore en jouir ci après: le tout de la même manière & avec la même autorité, dont les Juges conservateurs ont usé durant le Règne du feu Roy Charles 2. & l'appel des sentences de ces Juges conservateurs pourra aussi être interjeté & poursuivi, selon ce qui à été pratiqué durant le même Règne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

X X X.

Les droits imposés sur les marchandises & manufactures des sujets des Provinces Unies pendant & à cause de la Guerre, au dessus de ceux portés par les tarifs du temps du Roy Charles 2. cesseront

ront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux qui pourroient avoir été mis pendant & à cause de la dite Guerre, sur les marchandises & manufactures sortant d'Espagne, & d'orénavant lesdits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes droits, que ceux des autres Nations les plus favorisées.

X X X I.

Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation étrangère quelle qu'elle puisse être, & pour quelque raison ou sous quelque prétexte que ce soit, envoie ou Vaisseau ou Vaisseaux, ou aille trafiquer dans les Indes Espagnoles; Mais au contraire sa Majesté s'engage de rétablir & de maintenir la navigation & le commerce dans ces Indes, de la manière que tout cela étoit pendant le Regne du feu Roy Charles 2. & conformément aux loix fondamentales d'Espagne, qui défendent absolument à toutes les Nations étrangères l'entrée & le commerce dans ces Indes, & réservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols Sujets de sadite Majesté Catholique: & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Etats  
Gé-

Généraux promettent aussi d'aider sa Majesté Catholique ; bien entendu, que cette règle ne donnera pas de préjudice au contenu du Contract de l'Assiento des Nègres, fait en dernier lieu avec sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne.

X X X I I.

Tous Prisonniers de Guerre seront délivrés de part & d'autre, sans payer aucune rançon, & sans distinction des lieux, ni des drapeaux ou étendarts, ou & sous lesquels ils auront servi, pour autant que ces prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux ; & les dettes que lesdits prisonniers de Guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols par sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Etats par l'Etat respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

X X X I I I.

Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre, encore plus libre & sure, on est convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le 17. Decembre 1650. entre le feu Roi Philippe 4. & les Seigneurs Etats Généraux, &  
qua

que ce Traité sera observé & executé en tout, comme s'il étoit inferé ici de mot à mot, excepté que la défense comprise dans l'Art. 3. & 4. de ce Traité n'aura aucun lieu.

### X X X I V.

Quoi qu'il soit dit dans plusieurs des Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, fréquenter, demeurer, naviguer & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, ports, places & rivières de l'un & de l'autre des hauts Contractants: On entend néanmoins que lesdits Sujets ne jouiront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressément convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnoles, la navigation & le commerce ne s'y feront, que conformément à l'Article 31. de ce Traité; & que dans les Indes tant Orientales qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la navigation & le commerce s'y feront, comme ils s'y sont faits jusqu'à présent; Et que pour ce qui regarde les Isles Canariës, la navigation & le commerce des Sujets des Seigneurs Etats s'y feront de la même manière que sous le Règne du feu Roy Charles second. Si

X X X V.

Si par inadvertance.ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité, de la part desdits Seigneurs Roi ou Etats, ou de leurs successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on réparera promptement lesdites contraventions, & si elles procèdent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls chatiez, & le dommage sera réparé au même lieu où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps ni biens, de quelque manière que ce soit.

X X X V I.

Et pour mieux assurer à l'avenir, le commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé qu'arrivant ci après, quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne d'Espagne & lesdits Seigneurs Etats, ce qu'a Dieu ne plaise, il sera toujours donné un terme.



me d'un an & d'un jour après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera ; ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit terme d'un an & d'un jour, à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

### X X X V I I.

Puisque l'heureuse continuation de cette Paix, aussi bien que le repos & la sûreté de l'Europe dépendent entr'autres, principalement de ce que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours indépendantes l'une de l'autre, & qu'elles ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roi ; & que sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roi tres Chrétien a renoncé le 5 Novembre de l'année 1712. pour elle même, ses héritiers & successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts à tout droit, titre & prétension, quelle qu'elle pût être à la Couronne de France, & que de l'autre côté,

les

les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux mêmes, leurs héritiers & successeurs à perpétuité, & dans les termes les plus forts, à tout droit, titre ou prétention, quelle qu'elle puisse être à la Couronne d'Espagne; & comme ces renonciations, & les déclarations qui s'en sont ensuivies en Espagne & en France, sont aussi devenues des loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, sa Majesté Catholique confirme encore par ce Traité, de la manière la plus forte, sadite renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage, tant pour Elle même que pour ses héritiers & successeurs, d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette renonciation, sans permettre ni souffrir, que directement ni indirectement on y contrevienne, soit en tout soit en partië, comme aussi d'employer tout son pouvoir à ce que lesdites renonciations des Princes de la Maison Royale de France, sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France, demeurent toujours tellement séparées l'une de l'autre qu'elles ne puissent jamais être unies.

En

En ce présent Traité de Paix & d'Al-  
liance seront compris tous les Rois, Prin-  
ces & Etats, qui seront nommés d'un  
commun & mutuel consentement, & à  
la satisfaction des deux partiës, dans un  
tems convenable.

**X X X I X.**

Et pour plus grande sureté de ce Trai-  
té & de tous les points & Articles y con-  
tenus, sera ledit Traité publié, verifié  
& enregistré de part & d'autre, dans les  
Conseils, Cours & autres places, où l'on  
a accoutumé de faire les publications, ve-  
rificatons & enregistremens.

**X L.**

Sera le présent Traité ratifié & ap-  
prouvé par lesdits Seigneurs Roi & Etats  
Generaux, & les lèttres de Ratification  
échangées dans le terme de six semaines  
ou plutôt si faire ce peut, à compter du  
jour de la signature.

En foi de quoi, nous Ambassadeurs Ex-  
traordinaires & Plenipotentiaires de sa  
dite Majesté, & des Seigneurs Etats Gé-  
néraux, en vertu de nos pouvoirs respec-  
tifs, avons esdits noms signé ces présen-  
tes

*touchant la Paix d'Utrecht.* 431  
tes de nos Seings ordinaires, & à icelles  
fait apposer les Cachets de nos Armes, à  
Utrecht le 29. Juin 1714.

*Signé*

|                             |                                |
|-----------------------------|--------------------------------|
| (L. S.) <i>M. Duc d'Os-</i> | (L. S.) <i>B. v. Dussen.</i>   |
| <i>una.</i>                 | (L. S.) <i>C. v. Gheel van</i> |
| (L. S.) <i>El Marque de</i> | <i>Spanbroek.</i>              |
| <i>Monteleon.</i>           | (L. S.) <i>A Baron de</i>      |
|                             | <i>Reede de Rens-</i>          |
|                             | <i>woude.</i>                  |
|                             | (L. S.) <i>Graef van</i>       |
|                             | <i>Kniphuysen.</i>             |

**L**es Etats Généraux des Provinces U-  
nies des Pais-bas, à tous ceux, qui  
ces présentes verront, salut, comme Nous  
ne souhaitons rien plus ardemment, que  
de voir finir par une bonne Paix la guer-  
re, dont la Chrétienté est à présent  
affligée, & que la Ville d'Utrecht à été  
agréée pour le lieu des Conférences; Nous,  
par ce même desir, d'arrêter autant qu'il  
fera en Nous, la desolation de tant de  
Provinces, & l'effusion de tant de sang  
Chrétien, avons bien voulu y contribuer  
tout ce qui dépend de Nous, & pour  
cet

cet effet députer à la dite Assemblée quelques personnes du Corps de la Nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience, qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de Nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schie-land, Dykgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bolkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Sur-Intendant des Fiefs, relevans du Bourg de Bruges, dans Nôtre ressort; Frederic Adriaen Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Imminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyfen &

& de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Deputez en Notre assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalés en plusieurs emplois importants pour Nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse, au maniement des affaires; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Randwyk, Buys, vander Dussen, de Spanbroeck, de Renswoude, de Goslinga, & le Comte d'Inkhuysen & Kniphuysen, les commençons, ordonnons, & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special, d'aller à Utrecht, en qualité de Nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & d'y contester avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de sa Majesté le Roi d'Espagne, munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens, de terminer & pacifier les differens, qui causent aujourd'huy la Guerre, entre sa Majesté Catholique &

T

Nous,

Nous , & pourront nosdits Ambassadeurs extraordinaires, tous ensemble , ou quelques uns, ou quelqu'un d'entre eux, en cas d'absence des autres, par maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure paix , & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce, qu'ils estimeront necessaire, pour le susdit effet de la Paix , & faire généralement tout ce que Nous pourrions faire, si nous y estions présens, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & mandement plus special, non contenu dans ces présentes , promettant sincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agreable , ferme & stable , tout ce que par lesdits Sieurs Nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, ou bien par quelques uns, ou quelqu'un d'entre eux , en cas de maladie , d'absence ou autre empêchement des autres , aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier Nos Lettres de ratification, dans le tems qu'ils auront promis en Nôtre nom de les fournir. *Donné à la Haye en Nôtre assemblée, sous Nôtre grand Seau, la paraphure du Président de Nôtre-*

*touchant la Paix d'Utrecht.* 435

tre Assemblée, & le Seing de Nôtre Greffier, le neuvième May mil sept cent treize. Etoit paraphé, *J. v. Welderen*, vt. Par ordonnance des fusdits Seigneurs Estats Généraux. Signé, *F. Fagel*.

*Mandatum plenum Philippi Regis  
Hispaniarum.*

**D**on Philippe par la Grace de Dieu, Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, Navarre, Grenade, Toledé, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordouë, Corfique, Murcie, Jaën, des Algarves, d'Algesire, de Gibraltar, des Îles de la Terre ferme de l'Océan; Archiduc d'Aûtriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte de Hapsburg, de Flandre, du Tirol & de Barcelonne; Seigneur de Biscaye & de Moline, &c. Comme nous n'avons eû rien plus à cœur, ni ne souhaitons rien avec plus d'ardeur, que le soulagement & le repos de nos Sujets, dans les afflictions & les calamités d'une Guerre si sanglante & de si longue durée, qu'a été celle que nous avons soufferte jusques icy; & comme nous sommes obligez d'avancer leur soulagement & repos, par une heureuse fin des

T 2

effets



effets & suites pernicieuses de la Guerre susdite, pour jouir par là de la tranquillité, splendeur & des prosperités qu'ils souhaitent si ardemment ; & considerant que pour l'affermissement du bien commun, on doit commencer par une Paix particuliere, & une amitié reciproque entre cette Couronne & les Etats Généraux des Provinces Unies. Nous avons trouvé à propos de nommer pour cette fin, & de munir de Plein-pouvoir & d'autorité entiere vous Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carello, & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, nôtre Cousin, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de nôtre Chambre, premier Chambellan & Echanfon, premier Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevallier de l'ordre de Calatrave, Grand Commandeur de cette Chevalerie, & Commandeur d'icelle, comme aussi de celle d'Ussagre dans celle de St. Jago, Capitaine de la premiere Compagnie Espagnole de nos Gardes Royales du Corps : Et Don Isidoro Calado de Rosales, Marquis de Montelcon, nôtre parent, Conseiller dans nôtre Conseil des Indes, en qualité de nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires

res

res à cause de la satisfaction & de la confiance entiere, que nous avons en vos Personnes, comme aussi des preuves que nous avons de vôtre prudence, sagesse, experience, zele, & amour pour nôtre service Royal, dont nous avons eû des marques en plusieurs occasions, qualitez requises dans une Negotiation de cette importance, pour pouvoir traiter, conclure, & effectuer avec les Ministres & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces Unies, nommés pour cette même fin, un bon, ferme & inviolable Traité d'une Paix particuliere & convenable avec les interets & les avantages reciproques des Sujets de nôtre Couronne & desdits Etats Généraux: Promettant comme nous le promettons par celle ci sur nôtre foi & Parole Royale, que nous, aussi bien que nos Successeurs, certifierons & approuverons tout ce que vous terminerez, conclueres, & effectuerez avec lesdits Ministres des Etats Généraux, pour l'obtenir d'une Paix particuliere, comme il est dit cy dessus, & l'executerons exactement, & que nous prendrons soin, que tout soit executé sans la moindre con-

travention , & de même , que nous ne souffrirons jamais , qu'on y contrevienne , soit directement , ou indirectement , à quoi aussi bien que pour toute autre chose nécessaire , nous donnons toute autorité , Plein-pouvoir ; & faculté requise , & nous le ratifierons & l'approuverons , dans le terme , qui sera stipulé réciproquement. Nous déclarons de plus , que par absence ou par maladie d'un de vous Duc d'Osuna , & Marquis de Monteleon susdits , un seul de vous deux pourra succéder à terminer & à conclure cette Negotiation , promettant de même bonne foi , & sur Nôtre parole Royale , d'avoir tout pour agreable & stable , & même de le ratifier avec toutes les solennités & autres circonstances requises , comme s'il eut été ajusté par vous deux. En foi de quoi , nous ordonnons de dépêcher , comme nous dépeschons par celle-ci , les présentes , verifiées par Nôtre signature , cachetées de Nôtre Seau secret & contresignées par nôtre Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le cinquième Avril mil sept cent treize. Signé, *Moi le Roi*. Et plus bas, *Don Manuel de Vadillo & Velasco.* s'En-

*s'Ensuit la Ratification des Seigneurs  
Etats Généraux des Provinces U-  
nies des Pays-bas, sur le Traité  
de Paix, Commerce, Navigation  
& Marine.*

**L**es Etats Généraux des Provinces U-  
nies des Pays-bas, à tous ceux qui  
ces présentes Lettres verront, salut. A-  
yant vû & examiné le Traité de Paix,  
d'amitié & de Commerce, fait & con-  
clu à Utrecht le vingt & sixième jour du  
mois de Juin de la présente année mil  
sept cent quatorzè, par le Sieur Don  
François Marie de Paula, Tellez & Gí-  
ron, Duc d'Ossune, Comte d'Urena,  
Marquis de Penafiel, grand d'Espagne de  
la première classe, grand Chambellan du  
Roi Catholique, grand Notaire dans les  
Royaumes de Castille, Commandeur de  
l'Ordre de Calatrava, & grand Commàn-  
deur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Ja-  
ques, un des grands Assistans à la Chambre  
du Roi Catholique, Général dans ses Ar-  
mées, Capitaine de la première Compagnie  
de ses Gardes du Corps; & le Sr. Don  
Isidore Casado de Azevedo de Rosales,

Marquis de Monteleon , Vicomte d'Alcazar Real, Sénateur au Conseil Souverain des Indes de sa Majesté Catholique; un des Gentilhommes de la Chambre de la dite Majesté ; Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté le Roi d'Espagne au Congrès d'Utrecht; & par les Sieurs Jaques de Randwyck , Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nymegue; Guillaume Bays, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam ; Bruno vander Dussen , Bourgemaitre , Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Goude, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bulkensteyn, &c. grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Reede, Seigneur de Renfwoude, d'Imminckhuysen & Mourkercken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franqueradeel, & Curateur de l'Université de Franquer; & Charles Ferdinand.

dinand Comte d'Inkhuyfen & de Kniphuyfen , Seigneur de Vredewold , &c. Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre , de Hollande & West-Frise , de Zeelande , d'Utrecht , de Frise , de Groningue & Ommelandes , Nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée d'Utrecht , en nôtre nom & de nôtre part , en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs , du quel Traité la teneur s'enfuit.

*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte , que les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines , ou plutôt ; si faire se peut , a compter du jour de la signature ; Nous voulant bien donner des marques de nôtre sincérité , & Nous acquiter de la parole , que Nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous , Nous avons agréé , approuvé & ratifié le dit Traité , & un chacun des Articles d'icelui , ci dessus transcrits , comme Nous l'agréons , approuvons & ratifions par ces présentes , promettant en

T 5

bonne

bonne foi & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foi de quoi, Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le sixième d'Aoust l'an mil sept cent quatorze. Etoit paraphé, *C. v. Gheel van Spanbroeck*, vt. Sur le pli. étoit écrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux. Signé, *F. Fagel*. Et scellé du grand Seau de cire rouge.

## TRANSDUCTION.

*s'Ensuit la Ratification de sa Majesté Catholique sur le Traité de Paix, Commerce, Navigation & Marine.*

**D**on Philippe par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Majorque de Seville,

ville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corse, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte d'Apsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. D'autant que le vingt sixième Juin dernier, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-bas, ont dans la Ville d'Utrecht, ajusté, conclu & signé un Traité de paix & d'amitié dont la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Du quel Traité ci dessus écrit & inséré, comme il est dit, après l'avoir vû & examiné murement de mot à mot dans mon Conseil, j'ay résolu de l'approuver & de le ratifier, comme en vertu des présentes je l'approuve & ratifie, & tout ce qui y est exprimé & mentionné, pour moi & mes Héritiers & Successeurs, comme aussi pour mes Vassaux, Sujets & Habitans de



tous mes Royaumes & Seigneuries, & ce en la meilleure & plus ample forme que faire se peut, & tiens pour bon, ferme & de valeur tout ce qui y est contenu, & je promets en foi & parolle de Roi, aussi bien que pour mes Successeurs & Héritiers, de l'observer & executer inviolablement, selon la forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit executé & observé de la même maniere, que si je l'avois fait en propre Personne, sans rien faire ou rien faire aller contre, de quelque maniere, que ce puisse être, ni de permettre, qu'il se fasse rien qui y soit contraire; & qu'en cas qu'il se fît quelque contravention contre la teneur du susdit Traité, je donneray ordre qu'on le repare actuellement, sans difficulté ni délai, par la punition des Delinquants; obligeant en outre, pour l'observation de ce que dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pays, & seigneuries en particulier, aussi bien que mes autres biens, présens & avenir, comme paréillement mes Héritiers & Successeurs, sans rien excepter; Et pour plus grande fermeté de cette obligation, je renonce à toutes loix, coutumes & autres choses à ce contraires:

Pour

*touchant la Paix d'Utrecht.* 445

Pour confirmation de quoi, j'ay ordonné de faire dépêcher ces présentes, signées de ma main, & confirmées de mon Cachet, & qu'elles fussent contresignées par mon Secrétaire d'Etat. Fait au Pardo le vingt Septième Juillet mille sept cent quatorze. Etoit signé, *Moi le Roi.* Et contresigné, *Man. de Elyondo.*

INSRUMENTUM

P A C I S  
B A D E N S I S,

CONCLUSUM ET RATIFICATUM

*Die 7. Septembris Anno 1714.*

In Nomine Sacrosanctæ Trinitatis,  
Patris, Filii, & Spiritûs  
Sancti.

**N**otum sit universis: Cùm almâ Pace per  
Summî numinis Benignitatem feliciter  
instauratâ Rastadii sextâ die. nuper præteriti  
mensis Martii inter Serenissimum, & Po-  
tentissimum Principem, ac Dominum, Do-  
minum

minum **CAROLUM SEXTUM** E-  
 lectum Romanorum Imperatorem, semper  
 Augustum, ac Regem Germania, Castella,  
 Arragonia, Legionis, utriusque Sicilia,  
 Hierusalem, Hungaria, Bohemia, Dal-  
 matia, Croatia, Sclavonia, Navarra, Gra-  
 nata, Toleti, Valentia, Gallicia, Majo-  
 risarum, Sevilia, Sardinia, Corduba, Cor-  
 fica, Murcia, Giennis, Algarbia, Al-  
 geziræ, Gibraltaris, Insularum Canaria, &  
 Indiarum, ac Terra firma, Maris Ocea-  
 ni; Archi-Ducem Austria; Ducem Bur-  
 gundia, Brabantia, Mediolani, Styria,  
 Carinthia, Carniola, Limburgia, Lucem-  
 burgia, Gelria, Wirtembergæ, Superioris  
 & Inferioris Silesia, Calabria, Athenarum,  
 & Neopatria; Principem Suevia, Catalau-  
 nia, & Asturia; Marchionem Sacri Ro-  
 mani Imperii, Burgovia; Moravia, Supe-  
 rioris & Inferioris Lusatia; Comitem Habs-  
 spurgi, Flandria, Tyrolis, Ferretis, Ky-  
 burgi, Goritia, & Arhesia; Marchionem  
 Oristani; Comitem Goziani, Namurci, Ros-  
 silionis, & Ceritania; Dominum Marchia  
 Sclavonica, Portus Naonis, Biscaya, Mo-  
 lina, Salinarum, Tripolis, & Mechlinia,  
 &c. &c. ac Sacrum Romanum Imperium  
 ab una, & Serenissimum ac Potentissimum  
 Prin-

Principem ac Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Francia & Navarra Regem Christianissimum ab altera parte convenit, ut quæ illic operis tam salutaris magis accelerandi gratiâ vel citra omnem, quæ observari debuisset, solemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliasve addenda essent, novo, solemnior, & generalior in Helvetiæ partibus instituendo congressu recepto more perficerentur, id nunc divino rursus adspirante favore completum esse. Comparantes quippe Bada Ergovia, loco utrinque delecto Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii nomine Sacra Casarea Majestatis & Sacri Romani Imperii Celsissimus Princeps ac Dominus Eugenius Sabaudia & Piedemontium Princeps, aurei velleris Eques, Sacra Casarea Majestatis Consiliarius status intimus, Consilii Aulico-Bellici Præses, Locum-tenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Marefchallus, nec non illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Petrus Comes de Goes in Carlsberg Sacra Casarea Majestatis Consiliarius, status Camerarius & Carinthiæ supremus Capitaneus Provincialis: Et Dominus Joannes Fridericus Comes à Seileren & Aspang, Sacra Casarea Majestatis Consiliarius Aulicus, &

Can-

*Cancellaria Secretioris aulica Austriaca Affessor: Nomine verò Sacra Regia Majestatis Christianissima, Celsissimus & Excellentissimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par, & Marechallus Francia, Martigii Princeps, Meloduni Vice-Comes, Exercituum Regiorum in Germaniâ Dux, Supremus Regiorum Ordinum, ut & aurei velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provincia Gubernator & Locum-tenens Generalis: nec non Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Franciscus Carolus de Ventimillia ex Comitibus Masilia Comes Du Luc, Marchio de la Marthe, pro Rege in Provincia Locum-tenens, Ordinis sancti Ludovici Commendator, Insularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacra Regia Majestatis Christianissima ad Helvetos, Rhetos, & Rempublicam Valesianam Legatus: Et Dominus Dominus de Barberge Eques, Dominus de Saint Contest Regi Christianissima à Sanctioribus Consiliis, Libellorum Supplicum in Aula Regia Magister, Reique Judiciaria Civilis, & araria, nec non bellica per districtus Metensem, Tullensem, & Virodunensem, ut & Regiorum Exercituum in consiniis Campania, & ad Saram Mossellamque Præfectus, post invocatam Cælestem*

*stem open, & commutatas ritè in calce mandatorum hujus Instrumenti descriptorum Tabulas mutuas initæ jam Pacis leges confirmarunt, auxerunt, & in solemnem formam redegerunt tenore sequenti.*

I.

**P**ax Christiana Rastad. 6. Martii Curærentis conclusa, sit & maneat perpetua ac universalis, concilietque, ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores totum Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones Hæreditarias, Clientes, ac Subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam. Ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte: eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore, quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, præstare alteriusve subditos, rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quâvis ratione possit; aut debeat, sed potius utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum seriò promoveat, non obstantibus quibuscunque in contra-

trarium facientibus, promissionibus, Tractatibus & Fœderibus, quomodocunque factis aut faciendis.

## I I.

Sit perpetua utrinque amnestia & oblivio omnium eorum, quæ ob causam vel occasione præteriti belli, quocunque loco, modove ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec alius ulterius rei causâ vel prætextu alter alteri quicquam inimicitia directè vel indirectè specie Juris aut viâ facti, neque intra neque extra Sacrum Romanum Imperium Regna & Ditiones Sacræ Cæsareæ Majestatis hæreditarias, Regnumque Galliæ inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni personarum rerumve respectu ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætereunda possit, perpetua sit oblivione sepultum.

## I I I.

Pacis hujus Basis & fundamentum sit Pax Westphalica, Neomagensis & Ryswicensis, hæque statim à commutatis ratificationum formulis in sacris & profanis pleni executioni mandentur, & in-

vio.

violabiliter imposterum ferventur, nisi quatenus nunc aliter conventum est.

Hunc in finem omnia tam quoad mutationes, quæ durante ultimo bello vel ante illud factæ, quàm quæ executioni vel plane non vel imperfectè datæ, vel post factam executionem rursus immutatæ fuere, si quid re ipsâ tale reperiatur, eum in statum in Sacro Romano Imperio. Ejusque appertinentiis reponantur, qui per supradictum Tractatum Ryswicensem præscriptus fuit.

I V.

Restituet Sacra Regia Majestas Christianissima secundum hanc & Pacem Ryswicensem Sacræ Cæsar. Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Brisacum vetus integrum in moderno statu cum Granariis, armamentariis, munimentis, vallibus, muris, turribus aliisque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra Rheni parte sitis: iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea Fortalitio *le Mortier* dicto Regi Christianissimo relictis: omnia ad normam & sub conditionibus Articuli vigesimi dictæ Pacis Ryswicensis mense Octobri 1697. inter Imperatorem LEOPOLDUM



DUM inclytæ memoriæ & Regem Christianissimum conclusæ.

## V.

Reddet quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæs. Majestati, & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium Sancti Petri, Fortalitium item Stella nuncupatum, & quæcumque alia munimenta ibi aut alibi per sylvam Herciniam, vel reliquum Brisgovix Districtum erecta aut restaurata in statu quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione cum villis Lelen, Merzhausen & Kirchzarth, omnique jure cum Archivis, item omnibusque Scripturis & Documentis litorariis tempore ultimæ occupationis repertis, sive ibi adhuc extent, sive aliorum translata sint, jure Diocesano aliisque Juribus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

## V I.

Restituet pariter Sacræ Cæs. Majestati & Imperio Sacra Regia Majestas Christianissima munimentum Kehl à se constructum in Dextra Rheni parte ad pontem Argentinensem situm, integrum cum omnibus Juribus & dependentiis.

Muni-

Munimentum. verò de la Pile, cæteraque in ipso Rheno seu Rheni Insulis propè Argentinam jacentibus exstructa sumptibus Regis Christianissimi solo\* planè æquabuntur, à neutrà parte posthàc reedificanda. Quæ conventæ restitutiones, ac destructiones locorum & monumentorum supradictorum post ratificationem hujus Tractatus termino Articulis sequentibus expresse executioni dabuntur. Fluminis autem navigatio, aliusve usus utriusque Partis subditis, aut qui aliàs illac commeare, navigare, aut merces transvehere volent, æquè patebit, nec quidquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo flumen divertatur, aut ejus cursus, seu navigatio, aliusve usus difficilior quâvis ratione reddatur, multò minùs nova Telonia, portoria aut pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, navésque, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram Ripam appellere, aut onera seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debebit.

V I I.

Nominata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia, Brisacum, Friburgum, & Kehl  
red-

reddentur Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, cum omni districtu, jurisdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus, item tempore postremæ occupationis ibi repertis tormentis apparatu & ammutionibus bellicis, quæ ex inventariis exhibendis apparebunt, absque omni reservatione, exceptione, aut retentione, bona fide, & sine dilatione, impedimento, vel prætextu iis, qui post commutatas ratihabitionum tabulas, à Sacra Cæsarea Majestate sola, vel pro differentia Locorum à Sacra Cæsarea Majestati, & Imperio ad id constituti & specialiter Deputati fuerint, eaque de re Locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut officialibus Gallicis fidem fecerint, ita, ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia, & Loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus, proventibus, & emolumentis, ac quibuscunque ibidem comprehensis in jus, possessionem actua-lem, & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacræ Cæsareæ Majestatis, Imperii & Domûs Austriacæ redeant, quemadmodum antehâc ad ipsos spectârunt, & à Sacra Regiâ Majestate Christianissima hæctenus possessa fuere, nihilque om-  
ninò

ninò Juris aut prætensionis in Loca præfata, aut eorum districtus Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, Coronæque Galliæ remansisse, aut reservatum fuisse intelligatur.

Nec quidquam porrò exigatur pro sumptibus & impensis in Munimenta aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à commutatis Pacis ratihabitionibus executioni demandanda, adeò, ut Præsidia Gallica inde protinùs abducantur, absque omni molestia, damno, vel gravamine Civibus & incolis aut aliis quibuscunque Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii subditis ex causa debitorum aut quarumlibet prætensionum inferendo.

Neque fas sit militiæ Gallicæ in Locis evacuandis, aut aliis quibusve ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus, ultra terminos infra præscriptos cominorari, hyberna vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Gallicæ ditiones illico abire teneantur.

#### V I I I.

Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è Regione Hun-

Hunningæ in Dextra ripa & Insulâ Rheni exstructa; similiter & qui illic est pontem Rheni fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo.

Destruentur eâdem ratione munimenta cûm Selligenſe, tum alia in Insulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum sitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Selligenſi ad Ludovicianum & quod è Regione Ludoviciani in dextra Rheni ripâ constructum est, à neutra parte deinceps reparanda, fundo pariter cum ædificiis Domui Badensi restituendo. Fortalitium Ludovicianum verò & Insula penes Regem Christianissimum permanebit.

Generaliter Sacro Regia Majestas Christianissima suis expensis destrui faciet, omnia cujuscunque generis Fortalitia, munimenta, fossas, propugnacula, valla, & pontes, siue eo fine in Tractatu Ryswicensi expressa, siue post illum à Regia sua Majestate Christianissima ad ripam Rheni, vel in ipso Rheno aut alibi in Imperio seu terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet spectantibus exstructa, quæ reparari non poterunt.

I X.

Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas

ſtas

Has Christianissima Castrum Pitsch cum omnibus pertinentiis, uti & Castrum Homburg destructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen, ut ipsis Castris &, quæ illis juncta sunt, oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnia illæsa conserventur.

X

Trigintâ dierum spatio post commutatas hujus Tractatûs ratificationum tabulas tam civitates & Loca munita, quam universim omnia alia Loca; quæ secundum hunc & Rastadiensem, adeoque & Ryswicensem Tractatum, cujus omnes & singuli Articuli pro insertis in hoc Tractatu habentur, & proinde effectui dabuntur, ac si eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuisset, reddi debent, extradentur iis, qui ad hunc effectum à Sacra Cæs. Majestate & Imperio aut Principibus particularibus, aliisvè, qui ea secundum dictam Pacem Ryswicensem possidere debent, plena potestate muniti erunt, absque demolitione munimentorum & fortificationum, aut destructione ædificiorum publicorum & particularium, & absque deterioratione Statûs, in quo nunc sunt, nequidquam pro impensis in

V

ca

ea aut eorum occasione factis petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæsaream Majestatem vel ad Imperii Principes & Status, aut Civitates, & Loca, quæ Sacra Regia Majestas Christianissima restituere promittit, pertinent.

## X I.

Cum Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ mens sit atque intentio, adimplere Tractatum hunc quantociùs id fieri poterit, Sua Regia Majestas promittit munimenta & loca à se demolienda majoris momenti ad summum spatium duorum Mensium, minoris verò momenti unius spatii Mensis; utroque post commutatas ratificationum tabulas computando, Regiæ Suæ Majestatis impensis eo, quo conditum est, modo destructum soloque æquatum iri.

## X I I.

Sacra Regia Majestas Christianissima promittit non minus Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio sese restitutam omnibus Imperii membris Clientibus & Vassallis, Ecclesiasticis & Sæcularibus nominatim Domino Electori Trevirensi,  
Do-

Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magistro, & Episcopo Wormatiensi, atque inclyto Ordini, Domino Episcopo Spirensi, Domui Wirtembergicæ, & Sigillatim Domino Duci Mompelgardensi, utrique Domui Badensi, & generaliter omnibus pace Ryswicensi comprehensis, liceat hi speciatim expressi non fuerint quæcunque Territoria, Civitates, Loca & bona, quæ proximè præterito bello aut ejus occasione, sive armis, sive confiscatione aut alio quocunque modo Paci Ryswicensi contrario occupaverit, quamvis hoc Tractatu nominata non sint, uti & plenariè & accuratè executuram omnes conditiones & Clausulas Pacis Ryswicensis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, siquæ post conclusam dictam Pacem Ryswicensem executione caruerint vel postea mutatae fuerint. Spondet eadem ratione Sacra Regia Majestas Christianissima quantociùs bona fide executioni mandaturam omnes & singulos Pacis Ryswicensis Articulos Dominum Ducem Lotharingæ concernentes, quibus hic plenarium robur suum confirmatur.



Vicissim Sacra Cæsarea Majestas & Imperium promittunt omnes Conditiones & clausulas Pacis Ryswicensis, quæ ad istas restitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratione Episcopatus Argentoratensis spectant, impletum iri.

## X I I I.

Collatam quoque à Sacra Cæs. Majestate cum Sacri Romani Imperii Consensu Domui Brunswico-Hannoveranæ Electoralem dignitatem Rex Christianissimus, & per præcedentem Tractatum agnovit & in posterum agnoscet.

## X I V.

Vicissim Sacra Cæs. Majestas atque Imperium testari cupientes pronum suum erga Sacram Regiam Majestatem Christianissimam colendæque cum illa in posterum amicitia concordiaque sinceræ atque semper duraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryswicensis hoc in Tractatu restauratæ consentiant ut Landavia urbs cum suis dependentiis, quæ in pagis Nussdorff, Danheimb, & Queicheim, eorumque banis consistunt, pro ut iis Rex Christianissimus ante bellum fruitus fuit, munita penes Sacram Majestatem Christianissimam maneat.

Do-

## X V.

Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ universim restabiliendæ gratiâ, annuit Sacra Cæs. Majestas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienfis, & Dominus Maximilianus Emanuel à Bavaria generaliter & integrè restituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prærogativas, regalia, bona, dignitates Electorales, aliasque, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum bellum frui sunt vel frui potuerunt, & quæ ad eundem Archi-Episcopatum Coloniensem cæterasque Ecclesias mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediatè vel immediatè pertine-  
runt.

Redduntur quoque utrisque bona fide archiva, Documenta literaria, omnia suppellectilia, Gallicè *meubles*, lapides pretiosi, gemmæ aliæque cujuscunque generis res, sicut & tormenta, apparatus & ammunitiones bellicæ in Inventariis fide dignis utrinque producendis enumeratæ; Illæ omnes nimirum, quæ ex illorum Palatiis, arcibus, urbibus, munitis & quibuscunque aliis locis resti-  
tuen-

tuendis post Bavarix occupationem Sacrae Cæsareæ Majestatis ejusque inclytæ memoriæ Antecessorum mandato ablatae fuerunt, exceptis illis Machinis bellicis, quæ ad vicinos status aut urbes pertinebant, iisque restitutæ sunt, atque pro deficientibus vel in aliam formam commutatis aut difficulter conquirendis cæteris rebus sic ablatis, quæ aliàs restituendæ forent, æquum pretium paratâ pecuniâ solvatur aut de iis aliter conveniatur. Restituetur quoque Dominus Archi-Episcopus Colonienfis in suum Archi-Episcopatum Coloniensem, Episcopatum Ratisbonensem, Leodiensem & in Præposituram Berchtolsgadensem, capiet etiam speciatim possessionem Episcopatus Hildesienfis, cum omnibus prærogativis, Juribus & bonis ad dictum Episcopatum & Ecclesiam spectantibus, uti ea ante præteritum bellum Episcopi sui prædecessores & Ecclesia possederunt, aut possidere debuerunt; ita ut nulla litis aut prætensionis ratio; à quocunque mota aut movenda, integram ejus restitutionem impedire possit, salvo tamen manente Jure, quod aliis competere poterit, via judiciaria in competentibus Imperii Tribunalibus

nali-

nalibus persequendum, postquam ambo Electores actu restituti fuerint, salvis etiam & illæsis manentibus Capitulorum, & Statuum Archi-Episcopatus Colonien-sis & reliquarum Ecclesiarum Privilegiis uti per uniones, Tractatus & Constitutiones stabilita sunt. Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum est, ut tempore Pacis nullum illi præsidium militare imponatur, sed ejus custodia solis civibus committatur, de necessario verò militum Prætorianorum ad custodiam corporis, & Palatii Archi-Episcopalis destinandorum numero cum Sacra Cæsareâ Majestate & Imperio transigatur; tempore verò belli aut ingruente ejus periculo integrum sit Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, urbi huic tantum præsidii imponere, quantum ratio belli requisiverit, idque secundum leges & constitutiones Imperii.

Per hanc plenariam restitutionem præfati duo Domini fratres è Domo Bavari-câ oriundi renuntiare tenebuntur in perpetuum omnibus prætensionibus, satisfactionibus & quorumlibet damnorum reparationibus, quas propter hoc ultimum bellum à Sacra Cæsarea Majestate Impé-

rio & Domo Austriaca petere vellent, eaque adeo universæ, & singulæ jam nunc pro abolitis haberi debent, cassæque inanes & nullæ sunt & semper manebunt; quâ nihilominus renunciatione nullo modo derogatum erit antiquis prætensionibus vel Juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerunt, eaque per Juris tramitem in Imperio receptum persequi fas erit, ita tamen, ut illis nullum jus novum adversus quemcunque per hanc integram restitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Josephum Clementem Archi-Episcopum Coloniensem, & Maximilianum Emanuelem cessabunt & abolebuntur, ac pro jam abolitis, cassis, & nullis reputabuntur, nullæque inanes & cassæ erunt, ac sunt omnes prætensiones, satisfactiones & indemnitatis petitiones propter hoc bellum contra Domum Bavaricam, & supra nominatos Archi-Episcopatum, Episcopatus & Præposituram à quibuscunque motæ aut movendæ. Vi hujus totalis restitutionis præfati Domini Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienfis, & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præstabunt Sacræ Cæsareæ Majestati.

jestati, uti cæteri Imperii Electores ac Principes & in fidelitate perseverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem investiturarum suorum Electoratum, Principatum, Feudorum, Titulorum & Jurium, modo & tempore per Imperii leges perscriptis, omniaque quæ durante hoc bello hinc inde contigerunt, æternâ manebunt obliuione extincta.

### X V I.

Ministri & officiales tam Ecclesiastici quàm Militares, politici & civiles cujlibet conditionis sint, qui uni alterivè parti servierunt, etiam illi, qui subditi & vasalli Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperii & Domûs Austriacæ sunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Episcopi Coloniensis Domestici restituentur similiter in possessionem omnium bonorum, officiorum, honorum, & dignitatum, quibus ante bellum gavisi sunt, fruenturque generali amnestiâ omnium illorum, quæ belli occasione patrata sunt; sub ea expressa conditione, ut ejusdem amnestiæ fructus, sicut esse debet reciprocus, ad illos etiam pertineat Bavaricæ, & Domini Archi-Episcopi subditos, Ma-

sallos, Ministros, aut Domesticos, qui hoc bello partes Sacræ Cæsareæ Majestatis, Imperii & Domûs Austriacæ fecuti sunt, nec ea de causa illis quicquam molestiæ aut incommodi unquam inferatur.

### X V I I.

Temporis ratione, intra quod restitutio integra præcedentibus duobus articulis contenta fieri debebit, iidem statuti triginta dies sunt post commutatas Ratihabitiones proximi, qui de locis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio à Sacra Regia Majestate Christianissima restitutiendis supra definiti fuerunt; ita ut ambæ utrinque restitutiones, sicut restitutio partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio possidet, & Sacræ Cæsareæ Majestati reddere tenetur, eodem pariter tempore perficiantur.

### X V I I I.

Si Domus Bavarica à sua integra restitutione aliquam statuum suorum cum aliis permutationem rebus suis convenire autumaret, Et tum Sacra Regia Majestas Christianissima nihil obstaculi injiciet.

### X I X.

Cum Sacra Regia Majestas Christianissima

simâ Statibus Generalibus fœderati Belgii, loco, & in commodum Serenissimæ Domus Austriacæ possidendum concessisset, seu concedi fecisset, quidquid Sacra Regia Majestas, ipsiusve fœderati adhuc possidebant in Belgio vulgo Hispanico appellato, prout id quondam Rex Carolus Secundus possederat, vel virtute Pacis Ryswicensis possidere poterat, eadem Sacra Regia Majestas consentit, ut Sac. Cæs. Majestas possessionem ingrediatur, hujus Belgii Hispanici, eo deinceps & in perpetuum plenè & quietè fruitura ipsa, illiusque hæredes & successores, juxta successionis ordinem in Domo Austriacâ receptum, salvâ, quam Imperator cum iisdem Statibus Generalibus de eorum Repagulo (vulgò *Barriere*) dictorumque locorum redditione initurus est conventionione.

Retinebit nihilominus Rex Borussiæ ex superiori Tetrarchia Geldriæ, quidquid illic actu possidet; nimirum, urbem Geldram; Præfecturamque Balliviam & Balliviam inferiorem Geldrensem, cum omnibus pertinentiis & dependentiis, uti & urbes, Præfecturas, & Dynastias Stralâm, Wachtendoncam, Midelaram, Wal-



becam, Aretseniam, Afferteniam, & Weelam, pariter quoque Racym, & minorem Keyelaaram, cum omnibus pertinentiis & dependentiis: Tradetur præterea dicto Borussia Regi Præfectura pagana vulgo Ammania, Krichenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent, indeque dependent: Præfectura item seu Ditio Castellensis sive Kesselana similiter cum pertinentiis & dependentiis, & generaliter omnia dicta Præfectura & districtu contenta, sine ulla exceptione, nisi solius Civitatis, Herculani, seu Erckelæ cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Principesque utriusque sexus, Ipsius hæredes & successores, cum omnibus Juribus prærogativis, proventibus, commodis, cujuscunque generis, aut nominis, eadem qualitate, & ratione, quâ Domus Austriaca & præsertim Rex quondam Hispaniarum CAROLUS secundus ea possedit, cum oneribus tamen & hypothecis conservandaque perpetuò juxta eum, qui sub eodem Rege CAROLO fuerat, Statum Religione Catholica Apostolico-Romana & Privilegiis Statuum illæsis.

Cum

## X X.

Cumque præter Provincias , Urbes , Loca , & munimenta possessa à quondam Hispaniarum Rege Carolo II. sui decessus tempore , Rex Christianissimus pro se , & Principibus suis hæredibus & successoribus natis & nascituris cesserit Statibus Generalibus , vice & in utilitatem Domûs Austriacæ omne Jus , quod habuit , aut habere posset in & super urbem Menenam , seu Meninam , cum omnibus munimentis & Præfectura , aliàs Vergè appellata , præterea super & in urbem & arcem Tornacensem cum omni Ditione Tornacensi , nullo super eam , ullasve dependentias , pertinentias , annexa , Territoria & inclusa Jure reservato , Sacra Majestas Christianissima consentit , ut Status Generales unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes , Loca Territoria , Dependentias , Pertinentias , annexa , & inclusa , Sacra Cæsareæ Majestati statim atque illa cum Statibus Generalibus , uti artic. præcedenti decimo nono dictum est , convenerit , fruituræ ipsi , illiusque hæredibus , & Successoribus plenè , pacatè & perpetuò non secus ac Belgio Hispanico quoad quondam Hi-

spaniarum Regem CAROLUM secundum die obitus Sui Ipectavit: Eâ tamen mente, ut isthæc redditio Belgii Hispanici, urbiumque, Locorum, & Munimentorum à Rege Christianissimo cessorum, à Statibus Generalibus non ante fieri possit, quam Rati habitationes Pacis inter Sacram Cæsaream Majestatem, Imperium, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam commutata fuerint, eo prætereâ sensu, ut Fanum Divi Amandi cum suis dependentiis, & Mortania sine dependentiis penes Sacram Majestatem Christianissimam permaneant, sub ea nihilominus conditione, ne illic loci aliquod cujuscunque generis munimentum aut Cataractam seu obicem construere ullatenus fas, aut permissum sit.

### X X I.

Confirmat pariter Rex Christianissimus in commodum Sacræ Cæsareæ Majestatis & Domûs Austriacæ cessionem, quam eodem modo & fine fecit Statibus Generalibus pro se & Principibus suis hæredibus & successoribus natis & nascituris omnium Jurium, in & super Furnas & Præfecturam Furnensem, communiter Furnambacht dictam, comprehensis

sis octo Parochiis & Fortalitio Knockiano, in & super Loam & Dixmudam cum dependentiis: in & super Urban Ipras & Castellaniam Ipreensem, comprehensa Rossellara, & cum reliquis dependentiis, quæ imposteriorum erunt Popperinga, Wartena, flandricè Varneton, Communium, Viroviacum, patriâ linguâ Warwîck, quatenus scilicet hæc tria loca sita sunt ex latere Lisæ, versus Ipras spectante, & quicquid à Locis supra expressis dependet, ex quibus juribus sic Sacræ Cæsareæ Majestati Ejusque hæredibus, & successoribus cessis, Sacra Regia Majestas Christianissima nihil sibi reservat Juris, neque in seu super dictas urbes, Loca, munimenta & Provincias, neque in seu super earum pertinentias, dependentias annexa aut inclusa, consentiens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Austriacæ fruituræ deinceps irrevocabiliter, & in perpetuum illicò postquam ratione repaguli sui vulgò Barriere, cum Sacrà Cæsarea Majestate convenerint, & rati habitationes Pacis inter Ipsam, Imperium & Sacram Majestatem Christianissimam commutatæ fuerint.

## X X I I.

Navigatio Lisæ ab Ostio Diliæ adverso flumine libera manebit; nec ullum illic vectigal aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

## X X I I I.

Quæ Articulo secundo hujus Tractatus de Amnestia in genere cauta sunt, hic speciatim repetita censeantur, atque adeo reciprocè oblivioni dentur omnes injuriæ & offensiones verbis, & factis præterito bello quocunque modo per subditos Belgii Hispanici & Civitatum ac locorum restitutorum, aut cessorum, aliosque Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ subditos vicissim illatæ, ita ut nemo eam ob causam conveniri aut quâvis aliâ ratione inquietari possit, aut debeat.

## X X I V.

Hujus Pacis vigore poterunt utrinque Majestatis Christianissimæ ac Provinciarum Belgii, Locorumque per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam cessorum subditi, observatis Regionum seu locorum legibus, consuetudinibus & usibus ire, venire, manere, redire, tractare & commercari justo mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare.

nare, aut alio modo administrare, bona, res mobiles & immobiles, quas apud alterutram partem habent, aut habebunt, omnesque sive subditi sint, sive alii, ea emere poterunt nullo alio Privilegio aut permissu præter præsentem Tractatum requisito: Subditis etiam Locorum ac Territoriorum hinc inde cessorum aut restitutorum uti & subditis dicti Belgii Hispanici non minus liberum erit intra unius anni spacium habitationem transferre quocunque Ipsis visum fuerit, plenâ facultate concessâ vendendi quibuscunque placuerit, bona sua mobilia & immobilia aut aliter de illis disponendi ante, & post ipsorum discessum absque ullo impedimento directo vel indirecto.

Postremò pro confirmatis singulariter habebuntur, & perpetuò observabuntur, quæcunque de abolito vicissim ratione Gallicorum, & Belgicorum subditorum Albinii seu Albinagii jure, prioribus Pacificationibus, Regiisque Decretis, seu edictis Statuta & Jura utrinque usu hætenus recepta fuerunt, non secus ac si expressè integra hic relata essent.

X X V.

Idem quoque utriusque partis Vassalli.

&c

& subditi Ecclesiastici & Sæculares, Corpora, Communitates, Universitates & Collegia, honoribus, dignitatibus, & beneficiis, quibus ante bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, bona mobilia & immobilia, census quoque seu redditus tempore & occasione præteriti belli occupatos, seu detentos unà cum juribus, actionibus & successionebus, quæ ipsis durante bello evenerint, hinc inde ubique restituentur: Ita tamen ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti belli, usque ad diem Publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum petere possint, non obstantibus ullis Donationibus, concessionibus, declarationibus, confiscationibus, sententiis in contumaciam latis, partibus non auditis, quæ nullæ erunt & perinde habebuntur, ac si judicatæ ac pronunciatæ non essent, plena libertate & integra manente, iis omnibus in patriam Regionibus redeundi, è quibus occasione belli exierunt, utque bonis & redditibus suis secundum Regionum, locorum & Statuum leges & consuetudines, vel ipsi vel per Procuratores frui possint.

Restitutiones hæc ad eos quoque exten-

tendentur, qui hoc bello vel ejus occasione ad unas vel alteras nunc paciscentium Partes conversi, easque secuti fuerunt. Aliæ nihilominus Sententiæ, resque in Summis Tribunalibus vulgò Parlements, Dicasteriis & aliis Curiis Superioribus vel Inferioribus Judicatæ, quibus per præsentem Tractatum expressè derogatum non est, locum habebunt plenumque effectum sortientur; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum Rerumque Judicatarum in possessione terrarum, Dominiorum aliorumque bonorum erunt, in iis manutenebuntur: absque præjudicio tamen eorum, qui per dictas sententias, & res judicatas se læsos credunt, qui per viam ordinariam & coram iudice competente prospicere sibi poterunt.

X X V I.

De redditibus seu Censibus à tota aliqua Belgii Provincia pensandis, quæ deinceps partim à Majestate Cæsareâ, partim à Majestate Christianissima aut aliis possidebitur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta, & ad quasunque alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa Belgica utrimquè  
pos-



fidenda, eorumve limites vel jam ortæ sunt; vel in executione hujus Pacis quâlibet ratione oriri possint, ab utrâque Parte Commissarii in Urbem, de quâ convenierit, intra duos post Tractatûs hujus Conclusionem Menses delegentur, omnem ei fini quàmprimùm assequendo diligentiam absque intermissione adhibituri.

X X V I I.

Cum in Territoriis, Civitatibus & Locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cedit, plurâ beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerunt Personis capacibus, ea Modernis possessoribus relinquentur; Sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt; in statu, quo ante bellum fuerant, immutata custodientur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, & ut antea fuere, permanebunt.

Episcopi inprimis & Capitula, Monasteria, bona Ordinis Melitensis, & Generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis & Honoribus, quæ sub præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuere,

buère, & si quâvis ratione destituti fuerint, in ea restituentur. Omnes denique & singuli dictorum Clericorum bona Ecclesiastica, Commendas, Canonatus, Personatus, Præposituras & alia beneficia qualiaunque possidentes, ea retinebunt, nec iis privari poterunt, percipientquè redditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & illis ut ante præteritum bellum fruendi. Fruentur æquè Pensionarii, sicut antea fructi sunt, pensionibus sibi super beneficia assignatis, sive in Curiâ Romanâ obtentæ, vel per Breve ante præteritum bellum expeditæ fuerint, ita, ut iis sub nulla Causa vel prætexu privari possint.

X X V I I I.

Communitates, & Incolæ omnium Civitatum, Locorum, & Regionum, quæ Sacra Majestas Christianissima in Belgio per præsentem Tractatum cessit, conservabuntur & defendentur in possessione omnium Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum, communium, & particularium, munerum & officiorum hæreditariorum, cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus,  
quæ

quæ sub Dominatione Majestatis suæ Christianissimæ habuerunt. Hoc tamen solum intelligi debet de communitatibus & incolis, Locorum, Civitatum & Territoriorum, quæ Majestas sua immediatè post conclusionem Tractatus Ryswicensis possedit, & non de Locis, Civitatibus & Territoriis, quæ quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitus sui tenuit: quorum Communitates & incolæ in possessione Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & officiorum hæreditariorum permanebunt; ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuere.

## X X I X.

Similiter si extra Belgii loca à Sacra Regia Majestate Christianissima cessa, de quibus supra Articulo XXVII. cautum est, aliqua beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata durante hoc bello ab una alterâve Parte in terris seu locis sibi tunc subjectis juxta primævæ institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum statutorum legitimorum normam aut aliam quamvis à Summo Pontifice,  
aut

aut alio modo canonicè factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa beneficia Ecclesiastica; quæ ante præteritum bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus possessoribus relinquantur, ita, ut nec in illorum possessione vel legitima administratione nec in fructuum perceptione à quocunque turbari, aut impediri, vel eorum nomine, seu causa præterita aut præsentis in jus vocari, conveniri aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint, aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum beneficiorum incumbunt.

X X X.

Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque Causa Pacem per præsentem Tractatum firmatam in posterum interrompere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque prætextu committere: omni studio potius, & bona fide ut veri amici mutuam hanc amicitiam, & concordiam Rei Christianæ ad eò necessariam firmiorem reddere allaborabunt: & cum Sacra Regia Majestas Christianis-

nissima Sacræ Cæsareæ Majestati sincerè reconciliata nolit ipsam ullatenus turbare aut illi quodlibet præjudicium creare, Majestas sua Christianissima promittit & sese obstringit, quod suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum, & Locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea à Regibus Domus Austriacæ possessa erant; videlicet Regni Neapolitani, ut id Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatûs similiter Mediolanensis, ut Eum Majestas sua Cæsarea actu possidet: Regni insuper & Insulæ Sardiniae, necnon Portuum ac locorum ad Hetruriæ littora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domûs Austriacæ possessa fuerunt, cum omni Jure, quod dictis Statibus Italiæ à Sacra Cæsarea Majestate possessis adhæret, quodque Reges Hispaniæ à Philippo I. usque ad Regem ultimo defunctum exercuere. Promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regio, quod Imperatorem & Domum Austriacam in hac possessione neque directè neque indirectè unquam turbare, aut sub quocunque prætextu vel quocunque modo inquietare velit,

velit, nec possessionem ullatenus impedire, quam sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriaca habet, aut imposte-  
rum per negotiationem Tractatum aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit; ita tamen, ut neutralitas Italiae non turbetur.

Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & sese obstringit, quod eandem neutralitatem & quietem Italiae turbare nolit & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed è contrario religiosè implere, promissa in Tractatu Neutralitatis Trajecti ad Rhenum die Decimâ quartâ Martii Anno MDCCXIII. facta, qui Tractatus hic pro repetito habebitur, & per Majestatem suam Cæsaream exactè observabitur, dum & altera pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggredia-  
tur; Ad eundem finem recepit Sacra Cæsarea Majestas, quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quæ modo possident; ea semper intelligenda necessaria Conditione, nè id Juribus cujuscunque obesse aut præjudicare quâvis ratione possit.

## X X X I.

Ut tantò magis Principes & Status Italiae fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum initæ gaudere possint , non solùm ut Articulus præcedens complectitur , Neutralitas exactè ibidem observabitur , sed etiam à Sacrà Cæsareâ Majestate bona & prompta justitia administrabitur Imperii Principibus , & Vasallis , ob cæteras Ditionès & Loca Italiae à Regibus Hispaniæ è Domo Austriaca oriundis non possessa , & in quæ dicti Principes legitimam quandam prætensionem seu actionem habere possent , scilicet Duci Guastallæ , Pico Mirandolensi , & Principi Castilionensi , sic tamen , ne hõc Pacem & Neutralitatem Italiae labefactare aut occasionem novo bello dare possit :

## X X X I I.

Cum Sacræ Cæsareæ Majestati & Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ nihil magis cordi sit , quàm ut publica tranquillitas quantocyus stabiliatur , & ad finem tam salutarem , qui omnem aliam rationem superare debet , promptius assequendum , certum Tractatui huic perficiendo terminum præfixissent ,  
jam

jam verò compertum sit, quod terminus iste ad examinandas & complexandas res per Articulum XXXII. Pacis Rastadiensis ad hunc congressum mutuò remissas nequaquam sufficere possit, ulteriùs convenit, quod partibus in dicto Articulo nominatis, fas erit, Titulos, Rationes, Juraque Sua ante Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam suo quæque loco producere. Eæquè denuò promittunt illorum se rationes habituras esse, uti æquum fuerit.

Quæ tamen mora plenariam Pacis executionem nec differre vel immutare, aut ullius Juri quicquàm Præjudicii afferre poterit, aut debebit.

X X X I I I.

Quemadmodum vigore Pacis Rastadiensis cujuscunquè Generis hostilitates ac violentiæ à subscriptæ Pacis tempore contributiones verò & exactiones quæcunquè tam pecuniæ quàm pabuli à die commutatarum ejusdem Pacis Ratificationum non minùs ac aliæ cujuscunque generis impositiones occasione proximè præteriti belli, cùm ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, tum Sacræ Regiæ Ma-



jestatis Christianissimæ factæ penitus cessare debuere, ita etiam omnia ea impostera non solum cessent & nulla ex causa vel prætextu quidquam exigatur, verum etiam quæcunque exactiones pecuniæ, pabuli, aut alterius cujuscunque rei sub quocunque prætextu ab alterutrius Partis subditis, à die ratihabitæ Pacis Rastadiensis contra ejusdem Tractatus Articuli XXXV. expressum tenorem factæ fuere, ea omnia bona fide & absque morâ iis, qui sufficientibus Documentis hæc de re fidem fecerint, restituantur, obsidesque illa aut alia quacunque ex causâ dati vel abducti absque ære protinus reddantur, libereque in patriam dimittantur.

Quod verò de contributionibus ab alterutra parte usque ad statutum in Tractatu Rastadiensi tempus residuum debetur, id intra spatium trium Mensium à die commutatarum Ratificationum præsentis Tractatûs computandum exsolvetur, ita tamen, ut intra istud spatium fas non sit contra morosos debitores viâ executionis uti, dummodo de solutione cautio sufficiens data sit.

Captivi quoque tam militares, quàm  
status

status præterito bello facti qui necdum libertati restituti deprehendentur aut indicabuntur, hinc indè quantocyus absque lytro dimittantur, libertate relicta se quocunque velint, recipiendi.

Copiarum militares quoque, quæ virtute præfati Articuli trigesimi quinti quindecim dies post ratihabitam Rastadii conclusam Pacem è locis non munitis in utriusque partis proprias Ditiones deduci debuere, si quædam præter spem necdum deductæ forent, protinus & absque ulteriori morâ abducantur, ut eò citius omnes & singuli utriusque Partis Incolæ fructibus Pacis & quietis reaptè gaudere possint; quemadmodum & Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Copias suas è locis non munitis Archi-Episcopatus Colonienfis, & Bavarix educere debuerunt, & si quæ forsân restarent, eas quanto citius educi curabunt. Quarum Provinciarum præterea & locorum restitutio juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo sexto, decimo septimo, & decimo octavo præscriptum, limitata maneto.

X X X I V.

Redeant quoque mox à subscripta Pace

X 3

ce

ce commercia inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique, & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regnique Galliarum subditos durante bello prohibita, in eam quæ ante bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum, cives & incolæ terrâ marique plenissimâ securitate, pristinis Juribus, immunitatibus, Privilegiis & emolumentis per solennes Tractatus, aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriore conventionem post ratihabitam Pacem remissâ.

## X X X V.

Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur non obstantibus, sed abrogatis & cassatis omnibus, quæ contraria credi, allegari aut excogitari unquam possint, etsi talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio seu annullatio nulla, seu invalida dici posse videatur.

## X X X V I.

Includentur huic Paci omnes illi, qui post permutationem ratihibitionum intra-

scx.

sex menses ab unâ vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

X X X V I I.

Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque partis legati Extraordinarii, & Plenipotentarii respectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam ratihabituiri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citiùs, si id fieri poterit, hinc reciprochè ritèque commutentur.

X X X V I I I.

Et cum Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore conclusi die vigesimâ tertiâ Aprilis anni currentis Legatis Gallicis sub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii Romani per Suam Cæsaream legationem in hoc congressu ageretur, tam Cæsarei, quam Regii Legati nominibus supradictis præsens Pacis Instrumentum, in omnium, & singulorum eo contentorum fidem majusque ro-

bur, subscriptionibus, sigillisque propriis muniêrunt, & competentes Ratificationes formulâ conventâ, termino supra constituto sese extradituros polliciti sunt. Nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur, aut valeat protestatio vel contradictio. Acta hæc sunt Badæ Ergoviæ Die septimâ Mensis Septembris Anno Domini Millesimo Septingentesimo Decimo Quarto.

- (L. S.) *Eugenius à* (L. S.) *Maréchal*  
*Sabandia.* *Duc de Villars.*  
 (L. S.) *Pet. Comes* (L. S.) *Comte du*  
*à Goes.* *Luc.*  
 (L. S.) *Frid. Comes* (L. S.) *St. Contest.*  
*à Seileren.*

*Articulus separatus.*

Quum Titulorum aliqui, quibus Sacra Cæsarea Majestas sive in Plenipotentiiis, sive in Procæmio Tractatûs hodie subscribendi utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum subscriptum conventum est, ne Tituli hoc aut Rastadiensi

Tia-

Traſtatu adhibiti aut omiſſi , ab una & altera Parte ullum jus tribuere vel uni alterive contrahentium Parti ullum præjudicium inferre unquam cenſeantur.

Hujusque Articuli idem vigor erit, ac ſi de verbo ad verbum Pacis hujus Traſtati inſertus foret.

Actum eſt Badæ Ergoviæ die ſeptimâ Meſiſis Septembris Anno Milleſimo ſeptingentefimo decimo quarto.

E X T R A I T

*Des Regîtres du Conſeil d'Etat du Roi,  
touchant le Prince d'Eſpinoi.*

Sur la Requête préſentée au Roi, étant en ſon Conſeil, par la Princeſſe d'Eſpinoi, Tutrice du Prince d'Eſpinoi ſon fils, contenant que ſa Majeſté aiant envoyé en 1668. un ordre au Sr. le Pelletier, alors Intendant en Flandres, pour faire rétablir en conformité & en exécution des Traités de Paix, le feu Prince d'Eſpinoi en poſſeſſion de l'Hôtel de Roubaix, ſitué dans la Ville de Lille, des Terres de Cyſoing, Antoing & Boubaix, qui appartiennent à la Maïſon de Meleuñ par le Droit du ſang & par les

substitutions contenues dans les contrats de mariages & les testamens de la famille, & dont Pierre de Meleun son bisayeul avoit joui ou dû jouir, ledit Sr. le Pelletier auroit en consequence & sur le vu des pieces & titres, qui furent produits devant lui, rétabli ledit Prince d'Espinoy en possession desdittes terres & autres biens scitués au Pais de Lille, lequel en auroit joui depuis ce tems là, aussi bien que ses héritiers jusqu'en l'année 1709. que le Prince d'Espinoi son petit fils en fut depouillé pendant la Guerre, mais par les Articles 11. & 15. du Traité de Paix, qui vient d'être conclu à Utrecht, toutes les Puissances ont concouru & sont convenues de rétablir ledit Prince d'Espinoi dans sa premiere possession, au moyen dequoi la suppliante, audit nom de Tutrice, ne peut s'adresser qu'à sa Majesté pour obtenir l'exécution des Articles dudit Traité à l'égard des biens scituez dans les Pais de son obeissance, requeroit pour ces causes qu'il plût à sa Majesté d'ordonner que lesdits Articles 11. & 15. dudit Traité de Paix soient executez suivant leur forme & teneur, & en consequence que ladite Prince

cesse

cesse d'Espinoi en ladite qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, soit reintegrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix & des Terres d'Antoing, de Cyloing & de Roubaix & autres biens scitués audit Pais de Lille, conformément aux Articles 11. & 15. dudit Traité, à l'effect dequoi il plaira à sa Majesté ordonner au premier huisfier, qui en sera requis, de faire ladite reintegrande, & d'en dresser son Proces Verbal en la maniere accoutumée, nonobstant toutes oppositions ou appellations, si aucunes interviennent, vû ladite Requête, l'Extrait du Traité de Paix contenant lesdits Articles: tout considéré, sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne qu'en conséquence des Articles onze & quinze dudit Traité de Paix, & conformément à ce qui y est porté, la Princesse d'Espinoi, en qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera reintegrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix scitué dans la Ville de Lille, & des terres d'Antoing, de Cysoing & de Roubaix & autres biens scituez au Pais de Lille, pour en jouir, comme avant la déposition, à l'effet dequoi sa Majesté



a ordonné & ordonne au premier huisier sur ce requis, de proceder à ladite Reintegrate, & d'en dresser son Procès Verbal en la maniere accoutumée, notwithstanding toutes oppositions, ou autres empêchemens, pour lesquels ne sera différé, fait au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y étant, à Marli le vingt neuvième jour du mois de Mai mil sept cent Treize, Signé, Voisin.

## E X T R A I T

*Des Registres des Resolutions de L. L. H.  
H. P. P. les Seigneurs Etats Généraux  
des Pais-Bas Unis, touchant le  
Prince d'Espinoi.*

*Jendy 8. Juin, mil sept cent treize.*

**I**l a été lû à l'Assemblée la Requête d'Elizabeth de Lorraine, Princesse d'Espinoi, Mere & Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, demandant qu'en consequence de l'Article onze du Traité de Paix fait à Utrecht le 11. Avril dernier il plût à leurs H. H. P. P. de faire mettre la suppliante, en sa qualité, en possession des terres d'Antoing scituées dans le  
Tour-

Tournesis, pour en jouir suivant ledit  
Traité, & qu'il plût à L. L. H. H. P. P.  
d'ordonner au premier huissier, sur ce re-  
quis, de remettre ladite Princesse en la  
possession & jouissance desdites terres, &  
d'en faire sa relation ou Procès Verbal,  
ensemble d'ordonner au Gouverneur de  
Tournai & Tournaisis, ou à celui qui  
peut y commander en sa place, de faire  
executer la teneur dudit Article onzième  
du Traité de Paix, & les ordres de L. L.  
H. H. P. P. & d'y prêter la main selon  
qu'il appartiendrait, sur quoi aiant été  
de libéré, il a été trouvé bon & enten-  
du d'acquiescer par cette à ladite requis-  
tion, & que suivant ce ladite Princesse  
d'Espinoi, en sadite qualité de Mere &  
Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera  
mise en la possession & jouissance d'An-  
toing conformément à l'Article onziè-  
me du Traité de Paix, & il est enjoint  
& ordonné par cette au premier huissier,  
sur ce requis, de mettre ladite Princesse  
en sadite qualité, en ladite possession &  
jouissance de la Seigneurie d'Antoing  
avec ses appartenances & d'en faire sa  
relation & Procès Verbal, & il est pa-  
reillement enjoint par cette au Gouver-  
neur

neur de Tournai, ou à l'Officier y commandant en son absence, de preter la main à l'exécution de l'Article onzième du Traité de Paix en ce que dit est ci dessus, étoit signé Burmania, plus bas étoit écrit, il s'accorde audit Registre signé

*F. Fagel.*

## E X T R A C T

Uit het Régister der Resolutien vande Hoog Mog. Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, nopens het protest gedaan van wegen den Grave van Egmont, ontrent het Graafschap Meurs.

Lunæ den 28. Augusty 1713.

**I**s ter Vergaderinge gelesen de Requeste van *Andreas Pierre Marius*, houdende dat hy suppliant sig by de Procuratie nevens de voorsz. Requeste gevoegd, gelaft vond, om in name van *Don Nicolaas Pignalti*, Hertog van *Bisacha &c.* in qualiteyt als Vader en Wettige Voogd van sijnen minderjarigen Soon *Procopé Maria d'Egmont Pignatelli* in Wettig Huwelyk verwekt by *Vrouwe Marie Clara Angelinc Gravinne van Egmont* am haar Hog. Mog. als *Executeurs vande Testamente*, soo van sijn Hoogheid

*Fre-*

Frederik Hendrik van Orange, en Nassau als van zijn Koninklijk Majesteit van Groot Brittanje beide glor. ged. te presenteren de Requeste en de Memorie by den voorn. Hertog van Bisacha in sijne voorsz. qualiteyt op gestelt waar toe de voorn. Procuratie relatief was, behelsende een nadere protestatie, die den meergem. Hertog vermeinde dat tot Conservatie van het regt sijne voorn. Soon onder anderen Competerende op het Graafschap Moeurs als nu behoorde te reitereren, soo als de Voorfaten van den selven sijnen Sone, de Heeren Grave van Egmont soo op de Vredehandeling van Rijswijk als in meer andere occurrentien gedaan hadde breder blykende by de voorsz. geannexeerde Requeste verzoekende dat haar Hoog. Mog. tot voorkominge van alle misduidinge, en verkeerde illatien die nit het stil swygen souden mogen werden gemaakt de voorschreve protestatie gelieven aan te nemen ende op dat daar van 't sijner tyd, en plaats mogte blyken daar van te verleen en soodanige Resolutien en acte als haar Ho. Mo. souden goed vinden te behoren: waar op geen Resolutie is gevallen. Onderstondt, Accordëert met 't voorsz. Register ende was onderteekent

F. Fagel.  
D E.

## D E M A N D E

De S. A. S. de Guastalle.

*Excellentissimi Domini*

Serenissimus Vincentius Gonzaga Guastallæ, & Sablonetæ Dux Dominus meus Clementissimus, ad hoc, ut in proximâ Pace, Deo favente, generosâ interpositione Gloriosissimæ Magnæ Britanniaë Reginaë concludendâ, Mantuani Ducatus successio sibi de jure debita declaretur, & statuatur, humillimas preces Excellentissimus Majestatis suæ Plenipotentariis, uti Rerum totius Europæ compositoribus dignissimis exhiberi jussit. Quibus mandatis obtemperando ego infra scriptus ejus Plenipotentarius Excellentias Vestrâs, aliosque hujus Almi Congressus Excellentissimos Plenipotentarios, hîc Trajecti ad Rhenum ad hunc laudabilem finem congregatos, cû, quâ debeo Reverentiâ, supplex exoro, ut in Tractatu, sive Pacis Instrumento proximè faciendô, præcipuus, & specialis inseratur articulus continens,

tinens, quod sua Cæsarea Majestas Investituram Civitatis Mantuæ, totiusque Mantuani Ducatus, ejusque liberam ab omni, & quocunque Præsidio, & gravamine possessionem tradere dignabitur eo modo, & formâ, quâ per Gloriosissimos Majestatis suæ Cæsareæ Prædecessores in præteritum, aliis de Domo, & Familiâ ejus Gonzagâ Mantuæ Ducibus, tradita, & concessa fuit; Unâ cum armis, Munitionibus, tormentis Bellicis, & aliis quibuscunque ad supremum Dominum spectantibus, tam in dictâ Civitate, & Arce, quàm in aliis Castris, & fortalitiis prædicti Status repertis de tempore, quo per Serenissimum Christianissimum Regem Augustissimo Imperatori Josepho gloriosæ recordationis relaxata, & consignata fuerunt.

Nec non unâ cum redditibus, & proventibus præfati Ducatus ab Administratoribus perceptis à die mortis Serenissimi Ferdinandi Caroli ultimi Ducis.

Prò certo habens, quòd sua Cæsarea Majestas Justitiæ satisfacere non renuet, & eodem tempore Clementiæ, & gratitudinis actum exercere ergà Principem bene

bene meritum, & fidelem æquo, & generoso animo consentiet.

Deus Optimus Maximus justissimæ hujus Causæ Fautores, & Protectores perpetuâ pace, & felicitate compensabit, ipseque meus Dominus, ejusque Descendentes æternâ obligatione, & obsequio devicti, Augustissimis Principalibus, & Excellentissimis Plenipotentariis Excelsum hunc Congressum componentibus vivere, & mori gloriabuntur. Quibus omnibus me humilitèr commendo.

*Trajecti ad Rhenum.*

*Memoire de l'Envoyé de Guastalle.*

**L**e Duc de Mantouë mourût en 1708. & comme il étoit le dernier de la branche de la Maison Gonzague, connue sous le nom de Gonzague Nevers, laquelle vint se rétablir en Italie en 1628. il retrouva deux prétendans à la succession de ses Etats, qui consistoient dans les Duchez de Mantouë, & de Montferrat.

Le Duc de Lorraine prétendit le Duché de Montferrat, qui est un fief, auquel les femmes peuvent succéder & donner droit, comme le plus proche parent du défunt.

Le Duc de Guastalle prétendit au Duché de Mantouë, qui est un fief Masculin, lequel devoit passer  
au

au Prince de la Maison Gonzague le plus proche du défunt.

L'Empereur Leopold étant obligé par des raisons, qui sont connues de toute l'Europe, d'accorder le Montferrat au Duc de Savoye, promit un équivalent au Duc de Lorraine, & cette promesse fût depuis confirmée par l'Empereur Joseph, & depuis par le Roy Charles III. aujourd'hui Empereur, glorieusement Regnant, & toutes ces promesses furent faites avec la garantie de la Reine de la Grande Bretagne, & des Etats Généraux.

L'Empereur Leopold donna de bonnes parolles au Duc de Guastalle, & lui temoigna une sincere intention de le satisfaire. Mais après la mort de cet Empereur les Ministres de l'Empereur Joseph repondirent dans l'occasion, *que le dernier Duc de Mantouë étant mort criminel de Lèze Majesté suivant la Teneur des anciennes loix Feodales des Lombards, & la Constitution publiée dans la Diette de 1495. pour la conservation de la Paix publique dans l'Empire, non seulement le delinquant, & ses enfans, s'il en avoit eû, demeueroient spoliez de leur fiefs, mais que cette spoliation devoit aussi s'étendre à leur Collateraux compris dans l'Investiture à l'infini, parce qu'en pareil cas les fiefs étoient confisqués, & devolus à la Couronne Imperiale.*

On apprit quelque tems après, que l'Empereur Joseph demandoit aux Electeurs leur consentement pour unir le Mantouan aux Pais héréditaires de la Maison d'Autriche, pour s'investir lui même, & ses descendans de ce fief. Durant ce tems il faisoit regir le Mantouan au nom de l'Empire, & par des Commissaires Imperiaux.

Cette procedure parut extraordinaire au Duc de Guastalle par deux raisons. En premier lieu, en ce que, quoique les Duchez de Mantouë, & de Montferrat provin-

vinient



vinrent également de la succession du Prince prétendu délinquant, ils n'étoient pas traités de même, quoique les règles de l'équité, & de la justice le demandassent. Dans le même tems qu'on refusoit absolument le Mantouan au Duc de Guastalle, on ne dispofoit du Montferrat, que moiennant l'équivalent promis au Duc de Lorraine, qui se presentoit comme héritier de cet Etat. En second lieu, en ce que, ni avant que la Maison d'Autriche donnât des Empereurs, ni depuis, qu'elle en a donné, on n'a jamais ouï parler, ni en Italie, ni en Allemagne de ce Droit de confiscation, par lequel un Empereur peut s'emparer du bien des parents innocents. Au contraire Charles Duc de Nevers, & puis de Mantoue, aiant été mis au Ban de l'Empire en 1628. l'Empereur Ferdinand second voulût donner l'Investiture du Duché de Mantouë au Duc de Guastalle. Il ne fût empêché de le faire, que par la France & ses Alliez, qui soutenoient le Duc de Nevers. Ces Puissances stipulèrent dans l'Article quatrieme du Traité, qui fût fait à Ratisbonne en 1630. pour mettre fin à la Guerre de Mantouë; que le Duc de Guastalle renonceroit à toutes ses prétentions sur le Mantouan en faveur de la branche de Gonzague Nevers, avec réserve de ses Droits de succéder immédiatement à ce Fief, en cas d'extinction de cette branche, laquelle dès lors cederait au Duc de Guastalle deux Terres du Mantouan en reconnoissance de cette Cession. On voit par là, que la Religion de l'Empereur Ferdinand second l'engageoit d'avoir attention à ne point envelopper l'Innocent dans le châtimement du coupable.

Quand on examine ce qui s'est passé en Allemagne dans des cas pareils, on trouve, que les fiefs, qui furent ôtez à l'Electeur de Saxe Jean  
Fre-

Frederic, furent conferez à Maurice son Cousin. Ceux, qui furent ôtez au Marquis de Brandembourg, furent donnés après la Mort à ses Parens compis dans leur Investiture. Ceux, qui furent ôtés à l'Electeur Palatin, furent conferez à la Maison de Baviere, qui sort d'une tige commune. Si on n'a point observé en ces cas l'ordre de la proximité, & si on sauta par dessus plusieurs rameaux de la ligne Palatine, ou Rodolphine, quand on conféra les fiefs à la ligne Guillelmine, ou de Baviere, on le fit par des motifs, qui sont connus suffisamment à toute l'Europe, lesquels obligèrent à passer sur bien des difficultez pour parvenir enfin à la Paix de Westphalie apres une Guerre de Trente ans.

Nous ne parlerons donc point de tout ce que disent les Jurisconsultes Italiens & Allemands contre cette Jurisprudence odieuse, qui enveloppe l'Innocent dans le châtimement du coupable: Qu'elle merite le nom de cruelle, & d'impie; qu'étant contraire aux loix divines & humaines, elle ne sauroit avoir lieu. Je me contenterai de dire, que suivant le sentiment unanime de ces Auteurs, les dispositions faites suivant les maximes d'une Jurisprudence si reprouvée, ne doivent pas subsister, ne pouvant être reputées avoir été faites à d'autres fins, que pour épouvanter, & retenir les delinquants. Que ces dispositions ne sauroient être valables dans les fiefs mixtes, ni dans les fiefs *ex pacto, & providentiâ*, tel, qu'est le Mantouan, puisque le successeur ne tire pas son droit de son Prédecesseur, mais du premier Investi. J'ajouteray encore, que ces confiscations odieuses sont encore plus insoutenables, quand il y a eû entre le prétendu delinquant, & ses Collateraux, des dissensions, qui les justifient suffisamment contre le sup-  
çon

çon d'avoir eû part à ses projets. L'Empereur sçait bien le peu d'intelligence, qui étoit entre le Duc de Guastalle, & le Duc de Mantouë mort en 1708. Ce Prince, qui étoit âgé, & sans enfans aura bien pû pour se vanger de ses Collateraux Innocents donner exprez lieu à une accusation de Félonie contre lui même. Enfin quand le prétendu Coupable a été condamné, le jugement ne fût point contradictoire, mais par contumace, ce qui le rend sujet à être infirme. C'est ce, qui est deduit plus au long dans le factum, & Juris imprimé du Duc de Guastalle à la page... Je me reduis donc à exposer les faits. Aussi tôt après la mort de l'Empereur Joseph, les Ministres du Roy Charles Troisième, sans demander le consentement des Electeurs, & sans attendre leur réponse à la demande, qui leur avoit été faite au nom de l'Empereur defunt, prirent au nom de sa Majesté, qui n'étoit pas encore élu Empereur, possession du Mantouan, & obligèrent tous les sujets à prêter serment de fidélité sous peine d'être tenus pour rebelles.

Le Duc de Guastalle en aiant été informé se vit forcé de faire une protestation contre un tel procédé, & eût recours aux Electeurs, afin qu'ils voulussent bien apporter quelque remede à les griefs, lors de l'élection de l'Empereur futur.

L'affaire aiant été portée à Francfort devant le College Electoral, & discutée serieusement, il resolut d'inferer dans la Capitulation Imperiale, qui se redigeoit alors, une stipulation expresse pour statuer; qu'à l'avenir il ne seroit plus loisible aux Empereurs d'envelopper l'Innocent dans le châtiment du delinquant, & que sa Majesté Imperiale seroit tenuë de redresser incessamment les griefs, qui auroient eû lieu dans le cours de la présente Guerre en rendant à chacun la justice, qui lui seroit due.

Il y eût encore plus. Le College Electoral, qui voioit, que l'affaire de Mantoue faisoit beaucoup de bruit, & meritoit ainsi une attention particuliere, écrivit une lettre, ou si vous voulez, envoya un recès du College Electoral au nouvel Empereur, par lequel sa Majesté Imperiale étoit excitée à rendre justice au Duc de Guastalle, & à lui donner, suivant le consentement du College Electoral, ce que lui est dû. Et d'autant que la Guerre avoit ruiné ce Prince, l'Empereur étoit encore exhorté par ce même recès, à lui assigner une subsistance convenable à son rang jusques à la decision de son affaire, comme il paroît par la lettre ou recès, à la page.

Le Vice Chancelier de l'Empire presenta le recès du College Electoral, au nom du College, au nouvel Empereur, après qu'il eût juré d'observer la Capitulation suivant la forme en usage, & sa Majesté Imperiale repondit, qu'on travailleroit incessamment à expedier ces affaires.

Le Duc de Guastalle a fait faire depuis des instances continuelles à Vienne par le Comte Torresini son Envoyé, à fin d'obtenir une prompte expedition. Mais voyant, qu'une année entiere s'étoit écoulée sans qu'il ait pû obtenir ni l'Investiture du Mantouan, ni un sol pour aider à sa subsistance, quoique quelques Electeurs se soient encore employez pour lui, il a pris le parti d'avoir recours au Congrès présentement assemblé à Utrecht par les bons offices de sa Majesté Britannique, à fin de donner moyennant l'aide de Dieu, la Paix à toute l'Europe. Il supplie donc, qu'après avoir tant souffert durant la Guerre présente pour la Maison d'Autriche, & pour la Cause commune, on lui rende enfin justice, & qu'on le mette en un état de tranquillité.

Les

Les raisons , que nous avons alleguées ci dessus font voir suffisamment , que le Duché de Mantouë est du à ce Prince suivant toutes les loix , & on ne sauroit douter aussi , que cette affaire ne doive être réglée par la Paix prochaine.

Dès le commencement de la Guerre présente, l'Empereur Leopold écrivit au Duc de Guastalle pour l'inviter à se déclarer en sa faveur , lui promettant de l'assister , & de le récompenser. Le Duc étant entré de bon cœur dans le parti de sa Majesté Imperiale , & ayant remis sa Place de Guastalle entre les mains de sadite Majesté, l'Ennemi la prit par force , & le Duc demeura cinq ans avec les quatre enfans, chassé de ses Etats sans avoir un sol de revenu. Les Troupes Imperiales ayant repris Guastalle , il rentra bien dans la possession de son Pais, mais ce Pais avoit été également ruine , & saccagé par les Troupes amies , & ennemies.

Sa Majesté Imperiale temoigna bien de la compassion pour l'état pitoyable , où se trouvoit le Duc, mais elle ne le secourut que de paroles , en le faisant assurer par le Prince Eugene , qu'Elle pensoit à le récompenser , & en lui faisant demander par qu'elles voyes on pourroit lui procurer ses avantages dans la Paix prochaine. On fait aujourd'hui cette Paix , & c'est le tems d'accomplir les promesses , qui lui furent faites alors.

En second lieu , si le Duc de Guastalle n'est pas formellement un des Alliez , parce qu'il ne se sera point procuré de garantie par écrit , il doit neantmoins être tenu & réputé pour un des Membres de la Grande Alliance. Il a contribué de toutes ses forces à l'avancement de la Cause commune , & puis qu'il a ainsi adhéré à l'Alliance , il se peut dire un des Alliez , & partie Belligerante. D'ailleurs son procès est une suite de la Guerre présente

te. C'est la Guerre présente, qui est cause, que les Troupes de la Maison d'Autriche, sont mises en possession de Mantouë. Ainsi ce Prince doit être compris dans la Paix, & ses prétentions doivent faire une partie des Traitez. C'est ce qui s'est pratiqué dans toutes les Paix précédentes, ou il a été statué, à qui devoient demeurer les Païs, & les places prises dans le cours de la Guerre, sans avoir autrement égard, si les domaines conquis étoient mouvans de l'Empire, ou d'aucune autre Puissance. En effet on ne peut pas alleguer contre les dispositions faites par une Paix générale, qu'un Potentat en dispose au préjudice d'un autre. Ce sont tous ces Potentats réunis dans une même volonté, qui décident, & qui statuent sur les Païs en dispute, à fin de parvenir au retablissement de la Paix, & de la tranquillité publique.

Enfin, il faut encore faire quelque attention sur le Droit de convenance, & voir si la sûreté de l'Italie n'est pas incompatible avec une garnison Impériale dans Mantouë. Le Duc de Guastalle soutient, que Mantouë entre les mains, & au pouvoir de l'Empereur, seroit la terreur de l'Italie, pour ne rien dire de plus fort.

Rien n'est plus opposé, que ce Droit de convenance, à la Justice, qui ordonne, qu'on rende à chacun ce, qui lui appartient. Ainsi ce Droit odieux ne doit point avoir lieu parmi les Chrétiens. La pitié de l'Empereur ne lui permet pas de mettre un pareil Droit en vigueur, principalement contre les Princes de la Maison de Guastalle, qui ont toujours témoigné tant d'attachement, & rendu tant de services à la Maison d'Autriche, ce qui est même cause de l'état déplorable, où elle se trouve.

D'ailleurs si ce Droit odieux de convenance pouvoit avoir lieu, ce ne seroit que dans les cas d'une

nécessité urgente, comme s'il arrivoit, qu'une place fût exposée par sa situation à être occupée par l'Ennemi commun, & qu'il fallût la laisser entre les mains d'un Prince puissant, & capable de la défendre. Mais aujourd'hui Mantouë se trouve au milieu des Etats des Princes d'Italie, qui sont tous en amitié avec sa Majesté Imperiale; Elle est éloignée de deux cent milles des Frontieres de la France, gardée, & couverte par tout l'Etat de Milan, & ainsi à l'abri de tous les dangers, qu'on peut se figurer. Il est encore arrivé, que le Montferrat, qui rendoit les Ducs de Mantouë voisins de la France, & qui les mettoit en situation d'allumer la Guerre en Italie, est tombé entre les mains du Duc de Savoye, qui sçait si bien garder les passages de ses Etats. On osera même dire, que si Mantouë demeurait entre les mains de sa Majesté Imperiale, le Duc de Guastalle auroit éternellement le poignard dans le cœur, de voir, qu'on lui auroit refusé une satisfaction, dont la justice est si manifeste, & lui & ses descendans seroient obliges à jamais d'imaginer sans cesse des moyens de rentrer dans leur bien, & pour cet effect de chercher la protection de toutes les Puissances, qui auroient pitié de leur situation, & la volonté de les aider.

Aucun des Princes d'Italie ne verra volontiers une pareille oppression, attendu la bien veillance, & l'amitié, qu'ils ont tous pour la Maison Gonzague, qui depuis quatre cent ans possède l'Etat de Mantouë. La Republique de Venise, qui l'a adoptée parmi sa Noblesse, & qui à fait autrefois de si grands efforts pour la soutenir, en aura encore plus de déplaisir, que les autres Puissances. Enfin par beaucoup de raisons, que je passe sous silence, & qui sont parfaitement connues aux Ministres éclaircz, qui composent le Congrès d'Utrecht, la

de-

détention de Mantouë par sa Majesté Imperiale, seroit plus tôt une semence de nouveaux troubles, qu'un appui, qui servît à rendre la Paix solide. Je me contenterai donc de dire, qu'il n'y a pas de Souverain, qui change volontiers un voisin son égal, ou plus foible que lui, contre un voisin, dont les forces sont infiniment superieures aux siennes. La Maison d'Autriche a assez d'Etats en Italie pour ne craindre aucune ligue des Princes d'Italie, & même pour se rendre redoutable à tous ces Princes, quoi qu'ils fussent unis. Ainsi Mantouë ne lui est aucunement nécessaire pour se mettre en état de défense. Cette place dans ses mains est un objet tres propre à mettre en jalousie contre elle tous les autres Princes, & à leur faire craindre, que la destinée du Duc de Guastalle ne soit un jour la leur.

On ne sauroit même dire, que le Mantouan soit nécessaire à sa Majesté Imperiale pour établir la communication entre ses differens Etats d'Italie, & d'Allemagne. Cette foible raison ne peut être alléguée, puisque le Mantouan ne confine pas avec les Païs héréditaires. L'état de Venise se trouve entre deux, & toutes les fois qu'on voudra venir du Tirol en Italie, il faut toujours prendre son passage sur les domaines de cette Republique. Le passage pour venir dans le Milanez est par le Païs des Grisons, & les Espagnols, qui s'en sont servi plusieurs fois durant long tems, ont fait bâtir expres le Fort de Fuentes.

Le Duc de Guastalle espere, que tant de raisons tirées de la justice, & de la politique engageront la Princesse, qui regne si glorieusement sur la Grande Bretagne, à daigner proposer, & appuyer l'humble demande, qu'il fait, comme à reveiller dans le Cœur de sa Majesté Imperiale cette débonnaire-



té naturelle aux Princes de l'Auguste Maison d'Autriche, & à faire en sorte, que sa Paix particulière soit comprise dans la Paix générale, ainsi que la jouissance paisible du patrimoine des ses Ancêtres. Il en demeurera éternellement obligé à sa Majesté Britannique, ainsi qu'à tous les grands Potentats, dont les Ministres composent le Congrès d'Utrecht, qui favoriseront ses instances respectueuses.

*Epistola per Eminentissimum & Serenissimum Collegium Electorale Augustissimo Imperatori Eligendo Conscripta, sub datum Franckofurti 24. Decembris 1711. & M. S. nomine Electoralis Collegii per Excellentissimum vice Cancellarium presentata ad hoc ut Duci Guastalla jus quoad Ducatum Mantuanum reddatur.*

Fideliter, à Germanico idiomate in  
Latinum translata.

## SERENISSIMI.

**N**ecessarium duximus presentibus hisce exponere S. M. V. C. illud, quod ad Collegium Electorale Dux Guastallensis de Ducatu Mantuæ, & quoad ejus possessionem & acquisitionem concernit, per Legatum Comitem Fantoni dederit. Recordamur equidem adhuc bene quam sententiam nos præsentibus Electores, & respectivè nostri absentes DD. Principales respectu S. C. M. b. m. & Illustrissimæ Domus Austriacæ devenerimus. Postquam vero tunc temporis simul mentio facta est  
juris

juris & pretenſionis Domus Guſtallæ, & propterea æquitas diſquiſitionis earundem prætenſionum ſupranominatæ Beatiffimæ memoriæ S. C. M. à nobis, & reſpectivè ſupranominatorum DD. noſtrorum gratioſiſſimorum Principaliū debita reverentia expoſita fuere iſta diſcuſſio vero nondum Finita, quamvis eapropter apud Collegium Electorale de novo fuerit facta iſtantia; V. C. M. non diſplicebit iſtam diſquiſitionem benè memoratæ Domus Guſtallæ jura & pretenſiones quam primum ad manus ſumere, & Gratioſiſſimè dignabitur cum Collegio Electorali, quemadmodum BB. C. Leopoldus in hac Cauſa Principali, felonix nempe, dignatus fuit. Ita quoque in hoc ex iſta cauſa proveniente Negotio conferre, & humillimo Conſilio, ac conſenſu domui Guſtallæ iterum illud reſtituere quod Juſtitia & æquitas poſtulant, Deus O. M. V. C. M. diſquiſitionem rei hujus, maximi ſanè momenti, & Ducatum conſpicuum concernentis, benediſtione ulteriori armorum ſuorum glorioſiſſimorum compenſabit: præprimis ſi durante iſta diſquiſitione Domui Guſtallæ, preſenti bello valdè depauperatæ, alimenta tali Domui digna Gratioſiſſimè preſtaret. Id quod eſt de quo S. C. V. M. diligenter & debito modo humiliter imploramus V. C. M. benediſtioni divinæ commendantes, & permanentes V. C. M.

*Die 24. Decembris 1711.*

*Memoire de l'Envoyé de S. A. S.  
de Guſtalle.*

**L**e Duché de Mantouë avec ſa Ville principale étant ſitué au milieu de la Lombardie, enclavé  
Y 3 dans

dans les Etats de Milan, de Venise, de Parme, de Modene, & du Pape, & n'ayant aucune communication avec la Mer, & enfin étant éloigné de cinquante grandes lieues d'Alemagne des confins de la France, on voit bien, que le Duc, qui le possédera, est incapable d'apporter aucun prejudice au repos d'Italie, ne pouvant par ses propres forces rien faire, & n'ayant avec des Puissances étrangères aucune communication.

Pas un de ces Princes d'Italie, qui sont voisins, n'est assez puissant par soi même pour envahir, & surprendre Mantouë, parceque sa Majesté Imperiale ne le permettra jamais, & qu'avec ses forces non seulement elle pourroit châtier, mais encore écraser tous les autres, quand ils seroient unis ensemble.

Pour ôter neantmoins tous les pretextes, le Duc de Guastalle propose, qu'il s'obligera d'entretenir en tems de Paix dans la Citadelle de Mantouë une garnison de quatre cent hommes suisses Allemands, Irlandois Catholiques, ou Italiens, comme on en couviendra, laquelle garnison, tant Officiers, que soldats prêtera un double serment, savoir, un au Duc son maître, & l'autre à l'Empereur & à l'Empire; & en cas de guerre, une fois déclarée guerre de l'Empire, ou de la Maison d'Autriche en Italie, il s'obligera de recevoir garnison de l'une, ou de l'autre.

Et parce que les revenus des Princes en Lombardie sont beaucoup diminués, à cause que le Pais est fort dépeuple, & les fonds en terre aussi mal traités, le Duc pour avoir la subsistance de cette garnison, & pour mettre ses Arsenaux en état d'avoir des armes, & des munitions en tems de guerre, les fonds en terre n'ayant aucuns impôts dans ce Pais là, chargera chaque Biolque de terre de cinq sols de Hollande par Biolque, laquelle taxe est

*touchant la Paix d'Utrecht.* 511

est si peu de chose, qu'aucun de ses sujets ne pourra se plaindre, non seulement parce qu'une Bicolque de terre est le labourage d'un couple de beufs dans un jour, laquelle un an portant l'autre rend au maître quatre florins ; mais encore parce que pendant la présente Guerre ils ont payé plus de vingt cinq sols par Bicolque de contribution, & outre cela souffert les quartiers d'hiver, & les dommages, que faisoient les soldats.

Le Duc n'auroit pas besoin de raisonner, ni de se faire une affaire d'imposer cette contribution, parce que comme Souverain de son Pais, toutes les fois, qu'il le trouve bon, & nécessaire, il le peut faire sans en demander aucune permission, ou consentement, comme ont fait les autres Ducs de Mantouë, & font tous les autres Feudataires d'Italie ; & pour faire voir aux sujets de Mantouë, que c'est la nécessité, qui leur fait souffrir ces impôts, & non l'inclination du nouveau Maître, il supplie vos Excellences de vouloir expliquer dans le même Article, où l'on parlera de la garnison, ce moyen pour l'entretenir.

L'expedient d'un double serment à une garnison n'est pas nouveau. L'Empereur, & l'Empire le trouvèrent bon, & équitable à la Paix de Munster à l'égard de l'Electeur de Treves, en lui rendant les Châteaux d'Ernbreitshein, & d'Hamersstein, & ayant trouvé bon dans un cas, qu'on rendit des Châteaux aussi proches de la France à un Prince, qui étoit infidelle à l'Empire, on pourra bien convenir, qu'il est plus juste, & équitable de rendre une Place éloignée de la France à un Prince tout à fait fidelle, & dévoué à sa Majesté Imperiale, & à l'Empire.



vi. Martii, Copia hic à  
Car. 31.

*Et ne circa ordinem,  
& modum succedendi ali-  
qua oriri posset Controver-  
sia, Sapientissimus ille  
Imperator alio pariter Di-  
plomate de Anno sequenti  
ordinem succedendi melius  
declaravit, nempe, de Mas-  
culo in Masculum, de Pri-  
mogenito in Primogeni-  
tum; vero, & magis  
exoptabili ordine linearis  
Primogenitura feudalis,  
vocando omnes, & sin-  
gulos Descendentes in infi-  
nitum de uno in alium,  
& exprimendo in uno,  
& altero Diplomate cau-  
sam impulsivam Clemen-  
tissima ejus Gratia fuisse  
Nobilitatem hujus Inclita  
Familia, Servitia, &  
Fidelitatem erga Sacrum  
Romanum Imperium, ut  
latius ex prædicto Diplo-  
mate, cujus Copia hic à  
Car. 37.*

Lettres patentes qu'il en  
fit expedier à Parme,  
dattées du 6. Mars de  
l'Année 1432. p. 31.

Ce sage Empereur,  
pour obvier même à  
tous les differens qui  
pourroient naître sur l'  
ordre & la maniere de  
succéder, donna l'année  
suivante d'autres Lettres  
Patentes pour mieux ex-  
pliquer l'ordre de la Suc-  
cession, déclarant, qu'  
elle n'auroit lieu que de  
Mâle en Mâle, & d'Ai-  
né en Aîné, selon l'or-  
dre loüable du droit d'  
ainesse Feodal, y appelant  
tous & chacun des dé-  
cendans du Marquis, l'un  
après l'autre à perpétui-  
té. Le motif de cette  
faveur se trouvoit expri-  
mé dans l'une & dans  
l'autre de ces Lettres Pa-  
tentes, l'Empereur dé-  
clarant, qu'il l'avoit fait  
en considération de la  
Noblesse de cette Illu-  
stre Maison, des services  
qu'elle avoit rendus &  
de la fidélité qu'elle avoit  
toujours fait paroître en-  
vers sa Majesté Impe-  
riale & envers l'Empire

De.

Y s.

Ro-

*Defuncto Joanne Francisco, Gonzagiaca Domo in plures Ramos separata, Primogeniti semper Linea in Ducatu Mantua regnante, de uno in alium eousque progressa fuit, quousque de anno 1630. vita functo Vincentio Gonzaga Duce Mantuae ultimo illius Linea absque Liberis Masculis, Carolus Dux Niverniensis proximior Agnatus, conjungens Carolum ejus filium in Matrimonium cum Maria unica defuncti Ducis ex Fratre Nepte Possessionem Ducatus Mantuani proprio Marte, Gallia favente, ademit.*

*Ex hoc igitur Augustissimus Imperator Ferdinandus Secundus sibi, & Sacro Romano Imperio injuriosum Caroli factum ad animam revocans, eo quia nulla Caesaris permissione, nullave scientia, & Matrimonium contractum,*

Romain. Ainsi qu'on peut voir plus au long dans lesdites Lettres Patentes. p. 37.

La Maison de Gonzague ayant été partagée en plusieurs branches après la mort de Jean François; & la Ligne de l'aîné ayant toujours regné dans le Duché de Mantouë, s'est continuée de l'un à l'autre, jusqu'à l'An 1630. que Vincent Gonzague Duc de Mantouë & le dernier de sa ligne étant venu à mourir sans enfans mâles, le Duc Charles de Nevers son plus proche parent ayant marié son fils Charles avec la Nièce unique du défunt, se mit en possession du Duché de Mantouë, de son propre mouvement & avec l'appui de la France.

L'Empereur Ferdinand II. regardant l'entreprise de Charles comme donnant atteinte à ses Droits & à ceux de l'Empire, en ce que ce mariage & cette prise de possession s'étoient faites à son insu & sans la

fer-

*Et Possessio adepta fuerit, ipsum Carolum ad Imperiale Bannum posuit, Et ex hoc cruentum Bellum Mantuana Ditioni flebilis memoria exarsit.*

*Pendente igitur Caroli Niverniensis hac contumacia Dux Guastalla Investituram sibi deberi, tamquam proximiori, exclusa Niverniensis Linea Felonia labe illita, proposuit, Augustissimi Caesaris protectione, semper uti fidelissimus Vassallus, munitus.*

*Rebus itaque in hoc statu manentibus, Et ad hoc ut miserabili illi Regioni quies restitueretur, devenit, fuit ad Tractatum Pacis, Et quoad Mantuanam Controversiam per Augustissimum Casarem conclusum fuit in art. IV. Tractatus Pacis Ratisbonensis prout sequitur.*

permission, le mit au Ban de l'Empire; ce qui alluma dans le même Duché de Mantouë cette cruelle guerre, dont on n'a pas encore entièrement perdu le triste souvenir.

Charles de Nevers persistant dans son opiniâtreté, le Duc de Guastalle muni de la protection de l'Empereur, comme aiant été de tout tems vassal très fidelle de l'Empire, demanda l'Investiture du Duché qui lui appartenoit, en qualité de plus proche, après l'exclusion de la branche de Nevers atteinte du crime de félonie.

Les choses étoient en cet état, lorsque dans l'intention de rendre le repos à ce misérable Duché, on en vint enfin à un Traité de Paix: de sorte que pour ce qui regardoit le différent de Mantouë, l'Empereur convint, dans le IV. Article du Traité de Ratisbonne, des conditions suivantes.



Duci autem Guastallæ  
 ut omnibus prætensionibus  
 suis ad Ducatum Mantuanum  
 in favorem Ducis Caroli, ejusque  
 Lineæ Masculinæ renunci-  
 ciet, S. C. M. attribuit  
 annuos redditus Scuto-  
 rum sex millium, unum-  
 que computando, & re-  
 ducendo ad justum valo-  
 rem duorum florenorum  
 Rhennensium, quorum  
 singuli valent sexaginta  
 Cruciferos, sive Karan-  
 tanos, pro quorum so-  
 lutione illi assignabitur  
 cum omni superioritate,  
 & jurisdictione, uti Præ-  
 decessores olim Mantuæ  
 Duces possidebant, una,  
 aut plures ex Terris se-  
 quentibus, nimirum Du-  
 zolo, Luzara, Suzara,  
 Reggiolo, &c. ut latius  
 hic à Car. 40.

*In executionem hujus  
 Articuli per Serenissimum  
 Parma Ducem, tamquam  
 S. C. M. Delegatum, as-  
 signata fuerunt Serenissi-  
 mo Duci Guastallæ Terra  
 Luzara, & Reggioli;  
 Ipseque in Aula Caesaris  
 hac de causa Commorans,  
 & de secuta assignatione*  
*ad.*

*sa Majesté Imperiale  
 accorde au Duc de Gua-  
 stalle, à condition qu'il  
 renoncera à toutes ses pré-  
 tentions sur le Duché de  
 Mantouë, en faveur du  
 Duc Charles, une rente  
 annuelle de six mille écus  
 chaque écu évalué. & ré-  
 duit à la juste valeur de  
 deux Florins d'Allema-  
 gne, dont chacun vaut soix-  
 ante Crucifere, ou Qua-  
 rantains; pour le paye-  
 ment de la quelle somme,  
 il lui sera assigné, en tou-  
 te souveraineté. & juris-  
 diction, & de la même  
 maniere que les Ducs de  
 Mantouë les ont ci-devant  
 possédées, une ou plu-  
 sieurs; des terres suivan-  
 tes, sçavoir Bozzolo, Lu-  
 zara, Suzara, & Re-  
 giolo, p. 40.*

En exécution de cet  
 Article, le Duc de Parme,  
 comme Commissaire de sa  
 Majesté Imperiale, assigna  
 au Duc de Guastalle les  
 terres de Luzara & de  
 Reggiolo; & ce dernier  
 Duc, qui étoit actuelle-  
 ment à la Cour Imperiale  
 où il a prit.

*admonitus renunciandi  
præcepto obtemperavit sub  
scribendo modulam renun-  
ciationis sibi à Casareis  
Ministris exhibitam, cu-  
jus tenor in substantialibus  
est sequens. & integralis  
Copia habetur hic pagina  
42. originalis vero in Ca-  
sareis Cancellaria serva-  
tur.*

Ut mea ex parte quar-  
tum Capitulum Pacis  
Ratisbonensis plenè exe-  
quatur, & voluntati S.  
C. M. Domini nostri Cle-  
mentissimi debita sub-  
missione obediam, Ego  
omnibus Prætensionibus  
meis, meorumque Hæ-  
redum, & Descenden-  
tium ad Ducatum Man-  
tuanum in favorem Du-  
cis Caroli, ejusque Linæ  
Masculinæ renuncio, ut  
in eodem Capitulo ex-  
pressum est; RESERVANS  
TAMEN MIHI, MEISQUE  
HÆREDIBUS ET DESCEN-  
DENTIBUS IN DEFECTUM  
PRÆFATÆ LINÆ MAS-  
CULINÆ (QUOD DEUS  
AYER-

prit l'Assignation qui ve-  
noit d'être faite en sa fa-  
veur, obéit au comman-  
dement qu'on lui faisoit  
de renoncer, & signa  
le formulaire de Renon-  
ciation qui lui fut pre-  
senté par les Ministres  
même de l'Empereur;  
dont voici la substance,  
& dont on trouvera la  
Copie toute entière à la  
page 41. l'Original étant  
gardé à la Chancellerie  
de sa Majesté Imperiale.

*Pour satisfaire pleine-  
ment de ma part au qua-  
trième Article de la Paix  
de Ratisbonne, & pour  
obeir avec le respect dû à  
la volonté de Sa Majesté  
Imperiale nôtre Seigneur  
tres débonnaire, je renonce  
pour moi, pour mes He-  
ritiers & Descendants, à  
toutes mes prétentions au  
Duché de Mantouë, en  
faveur du Duc Charles  
& de la Ligne Masculi-  
ne, de la manière qu'il  
est exprimé dans le même  
Article: ME RÉSERVANT  
NÉANMOINS & À MES  
HÉRITIERS & DESCEN-  
DANTS, LA SUCCESSION  
IMMEDIATE AUDIT DU-  
CHÉ*

AVERTAT) IMMEDIATAM  
SUCCESSIONEM AD DI-  
CTUM DUCATUM MAN-  
TUANUM, ut latius hinc à  
Car. 42.

*Hac peracta Renuncia-  
tione, concessa fuit Inve-  
stitura Ducatus Mantuani  
Carolo Niverniensi, ex-  
ceptis præcisè Terris Duci  
Guastalle assignatis, ut ex  
Investitura apparet sub  
Datum Vienna xi. Decem-  
bris 1632. de qua habetur  
Copia hic à Car. 43.*

*Ex post igitur de uno in-  
diliam Linea Masculina  
ejusdem Caroli investita  
fuit, quousque Ferdinan-  
das Carolus ultimo loco  
absque legitima prole de-  
functus ex ass. Leze Ma-  
jestatis crimine ante sui  
Obitum quoque privatus,  
& ad Imperiale Banum  
positus, Successioni, &  
Investitura Ducis Gua-  
stalle debuit locum ape-  
ruerit.*

*Humillimis ergo Au-  
gustis.*

CHE' DE MANTOUË, EN  
CAS QUE, CE QU'A DIEU  
NE PLAISE, LADITE LIG-  
NE MASCULINE VINT A  
MANQUER. P. 42.

L'Investiture du Du-  
ché de Mantouë, à l'ex-  
ception précisément des  
Terres assignées au Duc  
de Guastalle, fut accor-  
dée, après cette Renon-  
ciation à Charles de Ne-  
vers, comme il paroît  
par l'Acte d'Investiture  
donné à Vienne l'Onziè-  
me de Decembre 1632.  
P. 43.

La Ligne Masculine  
du même Charles a tou-  
jours été pourvûë de l'  
Investiture, de l'un à  
l'autre, depuis ce tems  
là, jusqu'à ce qu'en der-  
nier lieu Ferdinand Char-  
les étant venu à mourir  
sans Enfans legitimes,  
après avoir été privé de  
son Duché & mis, avant  
sa mort, au Ban de l'Em-  
pire, pour crime preten-  
du de Leze Majesté, ce-  
la ouvrit, de Droit, au  
Duc de Guastalle le che-  
min à la succession & à l'  
Investiture dudit Duché.

Le Duc s'étant donc  
hum.

*gustissimo Imperatori Josepho, Primo feliciter Regnanti porrectis precibus Serenissimus Vincentius Dux Guastalla Investituram petiit, representando S. C. M. quod Ipsi tamquam Descendenti à praefato Jo. Francisco Gonzaga, non tantum in vim relatarum Investiturarum, sed etiam in vim Reservationis contenta, & ab eodemmet Casare demandata, mero jure debebatur.*

*Et ad hoc ut Casarea Justitia Augustissima jungeretur Clementia, ad sui favorem representare non pratermisit, Quod Guastallensis Stirps omnimodè Niveinensi dissimilis obedientia & obsequio erga Casaream Majestatem, & Sacrum Romanum Imperium semper constans fuit, absque eo quod ne quid minimum circa hoc quod Vassalli est principale obiectum, & Domini unicuique contentamentum, nec ipsi, vel Ascendentibus suis aliqua macula, circa*  
Fide.

humblement adressé au très-Auguste Empereur Joseph I. heureusement Regnant, lui demanda cette Investiture, représentant à S. M. Impériale, qu'elle lui apartenoit de plein Droit, non seulement en vertu des Investitures dont on a fait mention, comme descendant de Jean François Gonsague, dont on a parlé ci dessus; mais aussi en vertu de la Reservation qui lui avoit été prescrite par l'Empereur même.

Le même Duc n'oublia pas non plus, pour porter sa Majesté Impériale à joindre en sa faveur sa bonté naturelle à la justice de sa Cause, de lui représenter, que la branche de Guastalle, fort opposée en cela à celle de Nevers, a toujours persisté constamment dans l'obéissance & le respect envers sa Majesté Impériale & le St. Empire; sans qu'on puisse reprocher, ni à lui, ni à ses Ancêtres, d'avoir tant soit peu manqué

*Fidelitatis & obedientia Sacrosanctum Præceptum obijci possit; & ulterius non tantum Ascendentium suorum, & sui ipsius obsequia & Servitia in præteritum præstita Augustissima Memoria redigere studuit, sed etiam ea quæ in præsentis, quod adhuc viget, Bello & servitia præstitit, & damna sufferre coactus fuit, recordare voluit.*

*Ipse etenim primus, & Unicus inter Italia Feudatarios Augustissimi Leopoldi, felicitis & gloriosa recordationis, Literis sub datum Luxemburgi XXI. May Anno 1701. excitatus, de quibus hic habetur copia à Car. 47. ad arcendos hostes ipsum pro declaratione impellentes Serenissimum Principem Eugenium cum Casareis Copiis in itinere sollicitavit, & admonuit; Profectum in Arcem Guastalla.*

qué à tout ce qui doit faire l'objet principal du Vassal, & l'unique satisfaction du Seigneur, ni qu'il ait jamais été souillé d'aucune tache d'Infidélité ou de désobéissance: il s'est de plus attaché à remettre en mémoire à sa Majesté Impériale, l'attachement continuel & les services, nonseulement de ses Ancêtres, mais encore les siens propres, particulièrement ceux qu'il vient de rendre dans la guerre présente, & les dommages considérables qu'il en a soufferts.

En effet, il n'eût pas plutôt reçu une Lettre de l'Empereur Leopold, d'Heureuse & de Glorieuse Memoire, datée de Luxembourg du 21. de May 1701, qu'on peut voir à la page 47. qu'il fut le premier & le seul des Feudataires d'Italie, qui pour arrêter les Ennemis qui vouloient l'obliger de se déclarer, sollicita le Serenissime Prince Eugene d'avancer avec les Troupes de sa

Ma-

touchant la Paix d'Utrecht. 521

*la recepit, eique pro viribus suis, velo levato, necessaria quaque subministravit, ea promptitudine, obsequio, & reverentia, qua quilibet Sacro Romano Imperio magis addictus Vassallus, & teneatur & possit, & Inimicorum minus aspernens, promissiones rejectans in nihilo sibi, vel Domui, vel Filiis prospiciens, Augustissima Domus Servitium, & utilitatem prapostit; ita ut idem Serenissimus & utique gloriosissimus Princeps Eugenius amplum Testimonium in Epistolis hic à Car. 50. impressis aperte pluries & pluries dare non pratermiserit, eidem Casaream Clementiam, & recompensationem non defecturam promittens; Quod pariter habetur in Epistola Excellentissimi Principis de Salm hic à Car. 54. & in Clementissima Epistola Augustissimi Imperatoris Josephi hic à Car. 49.*

Majesté Imperiale, l'avertissant en chemin de tout ce qui se passoit, & qui le reçut dans sa Forteresse de Guastalle; lui ayant ouvertement fourni, selon son pouvoir, toutes les choses nécessaires avec autant d'obéissance, de respect & de promptitude, que le Vassal le plus devoüé à l'Empire, soit obligé & puisse faire. Il fit plus; car sans avoir le moindre égard aux menaces ou aux promesses des Ennemis, & sans prendre aucunes mesures pour lui, pour sa Maison ou pour ses Enfans, il préfera le service & l'avantage de l'Auguste Maison d'Autriche à toutes choses; de sorte que le même Prince Eugene n'a pu s'empêcher de lui en donner plusieurs fois dans ses Lettres de très amples témoignages, l'assurant que les récompenses & les marques de bonté ne lui manqueroient jamais du côté de l'Empereur. On trouve le même témoignage dans

dans une Lettre du Prince de Salm & dans celles même de sa Majesté Imperiale présentement Regnante.

*Ea qua ex hoc Fidelitatis Sacrificio in ipsum irruerint damna, & ipsius Serenissimi Principis Eugenii, & totius Italiae Testimonio probantur, Guastalla namque Urbe obsidione cineta & vi Armarum superata una cum quatuor Liberis Patrios derelinquere Laves iis tantum qua in instanti Colligere potuit secum advectis in Civitate Venetiarum se retrahere, & ibidem per quatuor annos cum dimidio morari Coactus fuit, absque eo quod toto illo tempore nec obolum quidem ex propriis redditibus habuerit, vel ab Augustissimo Imperatore obtinuerit, vel petierit.*

*Adversus hac, qua inalterabilibus veritatis Principiis nituntur, illud tantum ex parte Augustissimi Caesaris Ministrorum obiectum fuit, nempe quod defuncti*

Le Prince Eugene & toute l'Italie savent assez les maux que le sacrifice de sa fidélité lui ont attirés, puisque les Ennemis ayant alors le dessus, leur rage ne put être assouvie qu'en abandonnant la Ville de Guastalle & son Territoire: en sorte que le Duc fut contraint d'abandonner sa Patrie, n'emportant avec lui que ce qu'il put ramasser à la hâte dans le moment, pour se retirer avec ses quatre Enfants à Venise, où il fut obligé de rester quatre ans & demi, sans tirer pendant tout ce tems un obole de son revenu, ni de l'Empereur même, auquel il ne demanda jamais rien.

Les Ministres de l'Empereur n'ayant rien à alléguer contre des faits appuyés sur les principes de la vérité la plus incontestable, se retranchent

*defuncti Ducis Mantua  
ass. Laſa Majeſtatis deli-  
ctum non ſolum eidem,  
ejus deſcendentibus, vel  
Haredibus, ſed Domino  
Duci, & ejusdem De-  
ſcendentia, & Univerſa  
Gonzagica Domui in re-  
motiſſimo Conſanguinita-  
tis gradu exiſtenti, nec  
in minima Bonorum par-  
te haredi, ſed tantum ex  
pacto, & providentia  
primi acquirentis Vocata,  
excluſionis cauſa eſſe poſ-  
ſit, ita ut Feudum Man-  
tua tamquam Liberum,  
vel ſibi proprium reddere,  
vel cuilibet Tertio conſerre  
in Arbitrio Caſaris ſit.*

*Pariterque aliud ſuit  
excitatum objectum, nem-  
pe quod ſic diſponatur ab  
aſſ. jure Longobardorum,  
juxta quod Italia Feuda  
judicanda ſint.*

*Absque veritatis injuria  
negari nequit, quin ali-  
qua admiratione digna,  
uſa non fuerint objecta,  
tamquam Sanctiſſimis Im-  
perii*

chent à dire, que le cri-  
me prétendu de Leze-  
Majeſté, dont le feu Duc  
de Mantouë étoit atteint,  
peut ſervir de ſujet d'ex-  
cluſion, non-ſeulement  
pour lui & pour ſes Déſ-  
cendans & Héritiers, mais  
encore pour le Duc de  
Guastalle même, pour  
ſes Déſcendans, & en  
un mot pour toute la  
Maison de Gonzague,  
dans quelque éloigne-  
ment de degré de pa-  
renté où elle ſe trouve,  
& quelque petite part  
qu'elle puiſſe avoir à ſon  
Héritage; de ſorte qu'il  
eût au choix de l'Empe-  
reur de ſ'approprier le  
Fief de Mantouë vacant,  
ou de le conſerer à un  
troiſième.

On fait encore une au-  
tre objection tirée du  
prétendu Droit Lom-  
bard, ſelon lequel on  
ſuppoſe que tous les Fiefs  
d'Italie doivent ſe re-  
gler.

Sans mentir, on ne  
peut pas nier, que ces  
objections n'aient paru  
ſurprenantes, étant en-  
tièrement contraires aux  
Droits



*peris Juribus contraria, aquitati opposita, Imperialibus hucusque emanatis Decisionibus adversantia; Sed ea, quæ ex objecto infligebatur animi in Serenissimum Ducem turbatio, referenavit Augustissimi Josephi viva vocis oraculum, qui Guastallensi Ablegato non tantum Serenissimæ Memoriam sibi presentem asseruit, sed & incorruptam Justitiam, Augustissimamque Clementiam non defecturam spondit.*

Droits les plus Saints de l'Empire, opposées à l'équité, & très éloignées de toutes les Décisions Imperiales qui ont paru jusques ici. Mais il faut avouer aussi que le très-Auguste Empereur Joseph a bien voulu calmer le trouble que ces objections avoient excité dans l'esprit du Duc de Guastalle, sa Majesté Impériale ayant eu la bonté d'assurer de bouche l'Envoyé de Guastalle, que non-seulement il n'avoit pas oublié les services du Duc son Maître, mais qu'il lui feroit justice, & lui feroit entierement favorable.

*Expeditione tamen, vel Negotiorum mole, vel Ministrorum ope de die in diem protracta, Serenissimus Dux propria Domus grave incommodum prospiciens, non tantum ex eo quod Mantuanum Territorium per tot annos Belli Theatrum de presentibus sub Casarea administratione militari modo gubernetur, & eo depauperationis, & miseria reductus*

L'expédition de cette affaire ayant cependant été remise de jour en jour, soit par le poids des affaires, soit par le moyen des Ministres, & le Duc considérant le grand dommage que souffre sa Maison; non-seulement de ce que le Duché de Mantouë, après avoir été si longtemps le Theatre de la guerre est presentement gou-

*redactus sit, ut per plura  
Lustra Principi potius  
gravaminis, & afflictio-  
nis, quàm Beneficii esse  
possit; sed etiam quia  
Domini Ducis decrepita  
etas, Primogeniti Filii  
nobilis conditio, ad ipsius  
Domus propagationem ani-  
mi sui, ante proximam  
mortem, unicam consola-  
men, Casarea Justitia,  
Augustissima Gratia im-  
plementum promptius ex-  
optans, Protectioni Au-  
gustissima Matris, Sere-  
nissimi Palatini Electoris  
Intercessionis se commisit;  
Et quia totius Sacri Ro-  
mani Imperii factum Man-  
tua Negotium, tamquam  
Imperialis Feudi, & Sacri  
Romani Imperii Principis  
pendentia consideranda vi-  
debatur, idcirco ad quos-  
cumque Serenissimos Ele-  
ctores se convertens, pro-  
pria Jura purgatissimis  
eorum oculis exposuit, ad  
hoc ut confratris grava-  
men, benemeritis de Sacro  
Romano Imperio Principis  
servitia, & damna in-  
tuentes Clementissimam  
Augustissimi Caesaris Ju-  
stitiam junctis supplicatio-  
nibus,*

gouverné, sous l'admi-  
nistration de sa Majesté  
Imperiale, d'une manie-  
re toute militaire, & re-  
duit par là à une telle ex-  
trémité de pauvreté &  
de misère, qu'il sera plus  
à charge pendant beau-  
coup d'années au Prince  
qu'il ne lui apportera de  
profit; mais aussi de ce  
que le Duc se trouve  
dans un âge fort avancé  
& son Fils aîné en âge  
de se marier, ce qui est  
nécessaire pour la propa-  
gation de sa Maison, &  
en quoi consiste l'unique  
consolation qu'il attend  
avant sa mort; Toutes  
ces choses, dis-je, lui  
faisant souhaiter l'ac-  
complissement des bon-  
tez de sa Majesté Impe-  
riale avec plus d'empres-  
sement, l'ont porté à  
recourir à la protection  
de l'Imperatrice sa très-  
Auguste Mere, & à l'In-  
tercession du Serenissime  
Electeur Palatin. Et com-  
me l'affaire de Mantouë  
est devenuë celle de tout  
l'Empire, parce qu'il  
s'agit d'un Fief Imperial  
& des intérêts d'un Prin-  
ce

nibus, eorum particularibus  
meritis, ad exoptatam  
expeditionem perducerent.

ce de l'Empire, le Duc  
a cru devoir par cette  
raison s'adresser à tous  
les Electeurs, en expo-  
sant tous ses Droits à leur  
discernement éclairé; a-  
fin qu'ayant considérés les  
griefs d'un de leur Con-  
frère qui a si bien meri-  
té de l'Empire, les ser-  
vices qu'il a rendus & les  
pertes qu'il a souffertes,  
ils veuillent joindre leurs  
prieres & leur mérite  
particulier auprès de sa  
Majesté Imperiale, pour  
la porter à lui rendre  
promptement la justice  
qu'il souhaite avec tant  
d'instance.

Et ad hoc ut libentius,  
& majori animi propen-  
sione beneficium impende-  
rent, breviter objectioni-  
bus sic respondere sibi pro-  
ponit.

Mais afin qu'ils lui ren-  
dent ce bon office plus  
volontiers & avec plus  
d'affection, on a cru de-  
voir ici répondre aux ob-  
jections qui ont été fai-  
tes.

Quod Lasa Majestatis  
crimen, de quo defunctus  
Mantua Dux asseritur il-  
litus, quidquid sit an illi  
tantum, vel Filiis quo-  
que, sive uti paterna Ma-  
litia Hæredibus, sive du-  
rante Patris vita tantum  
damnosum esse possit,  
certum

Quant à ce qui regar-  
de le Crime de Leze-  
Majesté, dont on pretend  
que le feu Duc de Man-  
touë ait été atteint, quoi  
qu'il en soit, soit qu'il  
n'ait dû porter prejudice  
qu'à lui seul, ou à ses  
Enfans, comme Héritiers

*comum est, quod Agnatio remotioni, non Successori, non Haredi Bonorum, nullius esse damni communi Doctorum Calculo juxta Leges Imperii firmatur, unusquisque etenim ex Vocatis ex pacto, & providentia primi acquirentis in Investitura, jure proprio, & distincto succedit, non representando ultimo loco defunctum, sed subintrando in locum illius in vim propria vocationis; præcipue quando ut hic Agnatus, & illius stirps semper in fidelitate, & obsequio constans fuit, & non tantum assertum crimen abhorruit, sed asserti Delinquentis apertum inimicum se publicè demonstravit, ea ratione, qua Naturalis & Civilis Juris Principiis innititur, nempe quia pena, qua à delicto causatur, cadere non potest in innocentem non tantum delicto non gravatum, sed meritis onustum, & fidelitate decoratum, ut latissime probatur in puncto juris Casarei hic à Car. 3. Quæ etenim fidei Vassallo ven-*

tiers de la faute du Pere, ou seulement pendant sa vie, il est toujours certain qu'au sentiment des savans, & selon les Loix de l'Empire, il n'a pu faire tort à un Parent d'un degré fort éloigné, qui n'est ni son Successeur, ni Héritier de ses biens: car un chacun de ceux qui sont appelez par un Pact, ou qui ont été pourvus en qualité de premiers acquireurs, succède dans l'Investiture par un Droit propre & distinct, sans représenter le défunt en dernier lieu, mais entrant en sa place en vertu du Droit qui l'appelle; particulièrement si ce parent appellé, & sa race ont toujours persisté dans l'obéissance & la fidélité, & que ce parent n'ait pas seulement détesté le crime imputé, mais qu'il se soit encore ouvertement déclaré Ennemi de celui auquel on l'impute; & cela par une raison fondée sur les Principes du Droit naturel & civil; savoir, que la peine

*vendi regula dari potest, se uno, & eodem tempore, quo fidelitatis servitia, substantiarum Sacrificium, ex vivo oraculo, Augustissima Clementia Gratiarum, & recompensationem securam reddunt ass: Felonia Titulus remotissimi Agnati, inimici, & odiosi, & recompensationis, & Justitia fructus avellunt!*

ne qui vient du crime peut point tomber sur un Innocent qui n'y a aucune part; mais qui se trouve au contraire chargé de mérites & orné d'une fidélité à toute épreuve; comme on le prouve fort au long sur ce point du Droit Imperial. En effet quelle règle de vivre voudroit on prescrire à un Vassal, si dans le tems même qu'il donne des marques de sa fidélité en sacrifiant ses biens, ce qui de l'aveu même du Seigneur ne doit lui procurer que des graces & des récompenses, la prétendue tache de félonie d'un parent éloigné & d'un ennemi odieux, lui vient arracher cette même récompense si légitimement due à la regularité de sa conduire.

*Adversantur huic rigida objectioni Augustissimorum Imperatorum Decreta, nam de Anno 1548. Inviectissimus Carolus V. Elektoratus Dignitatem Friderico Saxonia Duci ademptam Mauritio Agnato*

Les Décrets des Empereurs sont diametralement opposez à la Règle que suppose l'objection, puisqu'en 1548. l'Empereur Charles V. conféra l'Electorat de Saxe qu'il étoit à Frederic, au Duc Maurice

*Agnato restituit, etiam quod Mauritus eidem Dignitati jam renuncias-  
set.*

*Ferdinandus I. de Anno 1558. Feuda adempta Alberto Brandenburgico tamquam Rebelli, etiam quod post Bannum Imperiale fuerint aliis Principibus concessa, innocentibus Agnatis restituit.*

*Ferdinandus II. Ele-  
ctoratus Dignitatem, &  
superiorem Palatinatum  
Comitis Palatino ad Rhe-  
num ademptam Maximili-  
ano Bavaro Agnato con-  
tulit; Et præcipua Maxi-  
miliani Merita erga Sa-  
crum Romanum Imperi-  
um, & Augustissimam  
Domum, eius prælationi  
ad exclusionem Proximio-  
rum Contradictentium uni-  
cè Causam dederunt.*

*Sed quod magis est,  
idem Augustissimus Fer-  
dinandus II. Casarea Cle-  
mentia Feuda Carolo Ni-  
vernensi*

Maurice son Cousin, quoique ce dernier eut renoncé à cette même dignité.

Ferdinand I. ayant privé Albert de Brandebourg de ses Fiefs, comme rebelle, en 1558. les rendit à ses parents qui n'avoient point de part à son crime, quoique cet Empereur en eut disposé, depuis le Ban Imperial, en faveur de quelques autres Princes.

Ferdinand II. conféra la dignité d'Electeur & le Haut Palatinat qu'il avoit ôtez au Comte Palatin du Rhin, à Maximilien de Baviere qui étoit son parent; Et les merites particuliers de Maximilien, envers l'Empire Romain & l'Auguste Maison d'Autriche, furent l'unique cause de la préférence qui lui fut accordée, à l'exclusion de ceux qui étoient plus proches que lui, & qui s'y opposoient.

Il y a plus, le même Empereur Ferdinand II. par une bonté tout à fait Royale, rendit à Char-  
les

*vernienſi adempta benigniter eidem reſtituit.*

*Et quod obſervatione dignum videtur in ſacienda Duci Nivernienſi reſtitutione, Jurium Guaſtallenſis Domus renunciatiorem, & recompensationem præcedentem exoptavit, quæ inepta, & inutilis abſolutè redderetur, ſi perduellionis Crimen jam declaratum Feudum ad ipſum Caſarem devolutum reddidiſſet, nam tanquam proprium poterat, à Caſare Duci Nivernienſi abſolutè ex integro conſerri; ſpæta non tantùm Guaſtallenſis Ducis Perſona, ſed tota Gonzagiaca Domus, ex pacto, & providentia relata Inveſtitura vocata; Nivernienſis etenim Dux ad mentem obſcientium ſingulorum operabatur excluſionem mediante perpetrato delicto; & gratia, quæ ex Caſaris Clementia ad illius redintegrationem impartiebatur, vel illi tantum beneficii eſſe debebat, vel ſcilicet quo ad alios Gonzagiaca Domus ratione Jurium de præterito, ne quid*

les de Nevers les Fiefs dont il l'avoit prive.

Ce qu'il y eut même de fort remarquable dans cette reſtitution, c'eſt que cet Empereur voulut que la Maiſon de Guaſtalle renonçât à ſes droits, en ſtipulant la compensation dont on a parlé: Cependant cette precaution auroit été abſolument inutile & même ridicule, ſi par le crime de rebellion déjà déclaré, le Fief avoit été devolu à l'Empereur; puisſque S. M. I. auroit été en droit d'en diſpoſer abſolument, & comme de ſon propre, en faveur du Duc de Nevers, non ſeulement ſans avoir aucun égard à la perſonne du Duc de Guaſtalle, mais même à tout le reſte de la Maiſon de Guaſtalle, qui n'y étoit apellée qu'en vertu d'un Pact & par relation d' Inveſtiture: Car le Duc de Nevers donnoit lui même, par le crime commis, l'excluſion à tous ceux de cette Maiſon qui y trouvoient à redire;

*quid minimum deberi operabatur. Sed quia in justissima Caesaris mente, hujusmodi subtilitates, nec imaginabiliter cadere poterunt. Idcirco Justissimus Imperator qui ex benignitate, & Clementia Niverniensis Domui succurrebat Guastallensis ex debito Justitia in aliquo satisfacere voluit; Et Guastallensis Dux cæcis oculis Cæsareis Mandatis obtemperans, Juribus suis exigua recompensatione contentus renunciavit.*

*Sed inutilis videtur esse laboris longius exempla perquirere, dum gloriosissimus Joseph I. feliciter Regnans, Clementia, Justitia, & Pietate nemini*

redire; & la grace que l'Empereur lui faisoit en le rétablissant, ne devoit seulement être considérée que comme un bienfait, ou tout au moins comme une démarche qui n'engageoit point du tout S. M. I. à l'égard du reste de la Maison de Gonzague, à cause de ses droits du passé. Mais comme on ne peut pas s'imaginer que de pareilles subtilitez soient tombées dans l'esprit équitable de l'Empereur, aussi S. M. I. qui faisoit du bien à la branche de Nevers par grace & par bonté, voulut elle, par devoir & par Justice, donner quelque satisfaction à celle de Guastalle; & le Duc de ce Nom obéissant aveuglement au Mandement de l'Empereur renonça à ses droits & se contenta d'une chétive compensation.

Mais il est inutile d'aller chercher si loin des exemples, puisque sa Majesté Imperiale Joseph I. heureusement Regnant, qui ne cède à



*mini secundus, superiorem Palatinatum Bavaria Electoris delicto vacantem Serenissimo Electori Palatino Agnato consulit.*

personne en bonté, en Justice & en piété, vient de donner le Haut Palatinat, vacant par le crime de l'Electeur de Bavière, à l'Electeur Palatin son parent.

*Hac, quæ superius enunciamus exempla, pluribus aliis, quæ brevitatis causa omittuntur, non solum adaugeri possunt, sed etiam audaciter asserere minimè nefas est, quod nullum adfuit contrarium exemplum saltem post felicissimam Dominationem Austriacæ Domus, quæ non solum innoxios pro noxiis minimè pœna subjecit, sed ut plurimum noxiis ipsi clementer percutit.*

On pourroit non seulement ajouter plusieurs autres exemples, qu'on obtient pour n'être pas trop long, à ceux qu'on vient de rapporter; mais on pourroit aussi avancer hardiment, qu'il n'y en a aucun contraire, au moins sous le très heureux Gouvernement de l'Auguste Maison d'Autriche, qui bien loin d'avoir jamais puni les innocens pour les coupables, a le plus souvent usé de clemence envers ces derniers.

*Aliud objectum ex asserita Juris Longobardorum dispositione procedens, non tantum præcedentibus resolvitur responsionibus, sed etiam sequentibus penitus evellitur.*

L'autre objection, tirée de la disposition du prétendu droit Lombard, trouve non seulement sa solution dans les réponses précédentes; mais celles qui suivent la renversent de fond en comble.

*I. Igitur respondetur, quod ista Juris Longobardorum*

I. On répond donc en premier lieu, qu'on avance

*dorum assertio aptabilis casus nostro, quæ sit in viridi observantia judicandi, gratis asseritur, & usque adhuc allegatur, sed non ostenditur; certum est etenim quod ad effectum ut impedimento sit, non tantum de illa constare debet, sed de illius viridi observantia in casu decidendi in Imperiali Foro, quod cum absolute non sit, cessat objectum.*

avance sans fondement, qu'il y a un point du droit Lombard applicable au droit dont il s'agit, qui est en vigueur dans l'usage qu'on observe dans la manière de juger; & que ce point de droit a seulement été allégué jusques ici, sans avoir été produit. Il est cependant certain que pour tenir lieu d'empêchement, il doit non seulement exister, mais qu'il faut encore faire voir, qu'il a été en vigueur dans quelque décision des cours de Judicature Imperiale; ce qui n'étant jamais arrivé l'objection tombe d'elle-même.

II. *Respondetur quod dato per modum objecti quod adesset hujusmodi Juris Longobardi dispositio, quæ ante Annum 1430. locum habere potuisset ab illo tempore infra per supranarratas Sigismundi concessionem, & per Cooptationem Gonzagiacæ Domus inter Sacri Romani Imperii Principes, & novam Legem juxta*

II. On dit en second lieu, que quand même on accorderoit qu'il y eut eu une telle disposition dans le droit Lombard, laquelle auroit eu lieu avant l'Année 1430. & même long tems après, on sera toujours obligé d'avouer, qu'elle aura entièrement cessé par les concessions de l'Empereur Sigismund, dont on a parlé

*juxta formas Imperii Mantuana successioni assignatam penitus cessasse fatendum est ; & Mantua Feudum Imperiale verum, & effectivum redactum fuisse ; Ideoque uti tale inter Feuda Imperii intuetur etiam à Germanicis Juris Professoribus connumeratum , ut videre est pènes Doctissimum Itterium in suo Tractatu de Feud. M. Fol. 642.*

*III. Respondetur, quod dato pariter per modum objecti, quod Longobardorum Jus vigeret, locum non haberet illius dispositio in presenti casu, in quo Ducis Ferdinandi Caroli ultimo loco defuncti aff: perduellionis crimen non ex vera probatione resultante ex ejus confessione probatur, sed tantum ex ficta probatione ab illius contumacia deducta habetur, quare qualibet jura, quæ ex delicto unius alterum*

*ci dessus, par l'admission de la Maison de Gonzague au nombre des Princes de l'Empire, & par la nouvelle Loi de la succession de Mantouë faite selon les formes de celle de l'Empire, puisque Mantouë est devenue, par là, Fief véritable de l'Empire, & doit par conséquent suivre l'usage des autres fiefs Imperiaux, entre lesquels il est considéré, & au nombre desquels il est mis par les Professeurs en droit d'Allemagne, ainsi qu'on le peut voir dans le savant Iterius.*

*III: En troisieme lieu on répond, qu'en supposant encore, que le droit Lombard fût en vigueur, cette disposition ne pourroit avoir lieu dans le cas dont il s'agit, dans lequel le crime de Rebellion du feu Duc Ferdinand Charles n'a jamais été prouvé, par aucune preuve véritable résultante de sa propre confession, mais seulement par une preuve tirée de ce qu'il a paru contumace.*

*rum non delinquentem puniri permittunt, absolute requirunt principalem delinquentem per veram, non per fictam probationem convictum, satis etenim durum est quem alterius facto pergruavi, absque eo quod addatur novum gravamen quoad probationes, & modum procedendi.*

*IV. Respondetur, quod nulla haberi potest in præfenti casu ratio aff. juri Longobardorum, nulla pariter Imperialibus Sanctionibus; quatenus sic dispoherent, quod negatur, quia renunciatio facta à Guastallensi Duce in obsequium Augustissimi Imperatoris cum reservatione Immediatæ successionis in defectum præfatæ Lineæ Masculinæ duplicem operatur effectum; Alterum quod habet vim simultaneæ Investituræ, Pactorum Familix, Confraternitatum, & Contractus, qui quotidie in Germania fiunt ratione Feudorum*

ce. Cependant tout droit qui permet de punir quelqu'un pour le crime d'un autre, exige absolument que le premier coupable soit dûement convaincu de son crime par une preuve véritable & non équivoque. Car il est assez fâcheux de souffrir pour le crime d'autrui, sans être encore Lezé quant aux preuves & à la maniere de proceder.

IV. On répond en quatrième lieu, que dans le cas dont il s'agit on ne doit avoir aucun égard au prétendu droit Lombard, ni même aux Ordonnances Imperiales, quand elles en auroient décidé de cette maniere, ce qu'on nie, parce que la renonciation faite par le Duc de Guastalle, pour complaire à l'Empereur, se reservant le droit de succession immédiate, au défaut de la Ligne Masculine, produit un double effet. L'un, c'est de lui donner force d'Investiture représentative, de Pact de Famille,

Et sic facta cum permis-  
 sione Principis supremi  
 Domini, non tantum ser-  
 vantur, sed novam natu-  
 ram, Et modum succe-  
 dendi inducunt, ita ut  
 nulla alia Lex succedendi  
 (eveniente casu) conside-  
 retur quàm quæ in ipso  
 Contractu legitur. Et de  
 facto, non solum sic ser-  
 vatum fuit durante Ni-  
 verniensi Linea, quia Ter-  
 rarum Luzzara Et Re-  
 gioli Investitura utique  
 concessa fuit Domui Gua-  
 stallensi, ad exclusionem  
 Niverniensis, Et Ducatus  
 Mantuani Niverniensis, è  
 contra ad exclusionem Gua-  
 stallensi; Sed eademmet  
 Niverniensi Linea extincta  
 ab Augustissimo Imperato-  
 re Josepho Primo earun-  
 dem Terrarum concessa  
 fuit Investitura viventi  
 Duci Guastalla; Et quod  
 plus est, Et animadver-  
 sione quoque dignum vide-  
 tur, ab eodemmet Augu-  
 stissimo Imperatore Jose-  
 pho, post jam declaratum  
 Bannum Ducis Ferdinandi  
 Caroli, concessa fuit In-  
 vestitura, eidem Duci  
 Guastalla, Civitatis, Et  
 Ducatus

de Confraternité & de  
 Contract, selon la pra-  
 tique ordinaire d'Alle-  
 magne à l'égard des Fiefs,  
 lesquels Pactés étant taits  
 avec la permission mê-  
 me du Prince Seigneur  
 Souverain, sont non seu-  
 lement observez, mais  
 donnent encore à ces  
 Fiefs une nouvelle nature  
 & réglent la manière d'y  
 succéder. De sorte que  
 le cas venant à arriver,  
 on ne suit point d'autres  
 Loix que celle qui se lit  
 dans le Contract. Effec-  
 tivement on en a non  
 seulement usé ainsi pen-  
 dant que la Ligne de  
 Nevers a subsisté, puis-  
 que l'Investiture des Ter-  
 res de Luzzara & de  
 Reggiole a toujours été  
 contée à la Maison de  
 Guastalle, à l'exclusion  
 de celle de Nevers; &  
 que celle du Duché de  
 Mantouë, au contraire,  
 a été donnée à la bran-  
 che de Nevers à l'exclu-  
 sion de celle de Guastal-  
 le, mais cette même  
 Ligne de Nevers étant  
 éteinte, l'Empereur au-  
 jourd'hui Regnant ac-  
 corda

*Ducatus Sabloneta, & Principatus Bozzuli, qui uti partes ipsius Mantuani Ducatus, eodem jure Investitura dimetiuntur & regulantur; Neque ulla adferri potest congrua ratio, quare Jus quod competit, & conceditur ad partem, non competat, & concedendum sit ad totum quod in nihilo à parte differt. Alterum quod Guastallensis Dux apponendo reservuio verba immediatæ successionis, nihil aliud voluit quàm excludere medium Niverniensis Linea sibi invisa, ad hoc ut casu eveniente, non mediata, per representationem, sed immediata Jure subintrationis, retrahendo actum ad diem renunciationis succederet, ita ut per hanc accuratissimam Juris cautelam, in nihilo representans, vel recognoscens ass: delinquentis Personam in nihilo quoque, illius ass: delicto pergruvari posset.*

corda l'Investiture desdites Terres à Vincent Duc de Guastalle: & ce qui semble de plus mériter quelque attention, le même Empereur Joseph premier, même après la publication du Ban Imperial contre le Duc Ferdinand Charles, ne fit point difficulté d'accorder, au même Duc de Guastalle, l'Investiture de la Ville & du Duché de Sabionette & de la Principauté de Bozzuolo, lesquelles faisant partie du Duché de Mantouë, doivent être mesurées & régées sur le même pied d'Investiture que le Duché, & on ne sauroit donner aucune raison valable, pour quoi le droit qui appartient & qu'on accorde sur une partie, ne doit pas appartenir & être accordé sur le tout qui ne differe en rien de la partie. L'autre effet que produit la renonciation est, que le Duc de Guastalle, en se servant dans sa reservation des Termes de succession imme-

Vi Et

Z 5.

diante,

diatè, a prétendu par là exclure le *Mediat* de la branche de Nevers qui ne le voyoit pas de bon œil, afin que le cas arrivant, il pût succéder, non pas *mediatement* & par représentation, mais *immédiatement* par le droit de *subintraction* en retrogradant jusqu'au jour de la renonciation, de sorte que par cette très exacte précaution du droit, le Duc ne représentant, ni ne reconnoissant en rien la personne du prétendu coupable, ne peut pas être non plus inquieté en rien pour son crime prétendu.

V. Et ultimo responde-  
tur, quod abhorret ani-  
mus non tantum Invictis-  
simi & Piissimi Impera-  
toris, sed etiam cujuslibet  
Justitiæ decus aliquantisper  
colentis, si consideretur,  
quod Dux Guastalla obe-  
diendo Casareis Mandatis  
renunciavit in favorem  
Niverniensis Lineæ tunc  
fellonia labe illita, mise-  
rabilis compensatione con-  
tentus, & quod de præ-  
senti

V. Enfin si l'on fait  
reflexion que le Duc de  
Guastalle, pour obéir aux  
ordres de l'Empereur, a  
renoncé en faveur de la  
branche de Nevers, alors  
souillée du Crime de Fe-  
lonie, & s'est contenté  
d'une si chetive compen-  
sation, on ne peut pas  
s'imaginer, que S. M. I.  
ou tout autre qui aime  
tant soit peu la Justice,  
puisse jamais voir sans  
une

*senti eidem obijciatur delictum Descendentis ab ipso delinquente, ab eodem Casare prapposito, & electo; & quod melioris ad oculum intueatur Conditionis Niverniensis Linea, contumax per Casaream Clementiam ad successionem non tantum reintegrata, sed renunciatione asscurata; quam Guastallensis utique fidelis, utique obediens.*

*Hac sunt qua Serenissimo Guastalla Duci competunt Jura; Hac quapro Causa communi tam libenti animo sustulit damna; Hac qua Caesaris Clementia promissa fuerunt gratia, & recompensationes. Hac igitur simul juncta ad gratiam, & Justitiam impartientiam Piissimum Imperatorem Josephum inducant, & ipsius gloria, & magnanimi animi sit, Justitia parere, Liberalitate gloriari, incorrupta fide promissiones servare. Et ut hoc citius adimpleatur, com-*

une extrême indignation, qu'aujourd'hui on impute au Duc de Guastalle le Crime du Descendant du coupable, qui lui avoit été préféré par S. M. I. puisqu'en ce cas, la branche de Nevers rebelle, non seulement réhabilitée à succéder, par la bonté de l'Empereur, mais encore affermie par la renonciation, paroitroit de meilleure condition que celle de Guastalle toujours fidèle & toujours obéissante.

Ce sont là les Droits qui apartiennent légitimement & incontestablement au Duc de Guastalle; voilà les dommages qu'il a soufferts de si bon cœur pour la Cause commune. Ce sont là les Graces & les récompenses qui lui ont été promises. Il ne faut donc point douter que tout cela joint ensemble ne porte le très pieux Empereur Joseph, à lui accorder grace & Justice en même tems; & que pour l'intérêt de sa Gloire & de sa Magnanimi-



*communis Causa fautorum, pro benemerito Principe jungantur ad ipsum Casarem, intercessiones, & preces. Mantua etenim Regio legitimo Domino restituta, tranquillitati, & præcipuè Italicae quieti, non exigui momenti erit, & Guastallensis Domus, ad vetustum Proavorum Dominium, & decus reintegrata, fidelitatis, & obsequii Jura, quæ usque adeò sic enixè venerari curavit, in futurum summa religione venerari, & colere gloriabitur.*

té, il ne se rende à la Justice, ne fasse éclater sa Liberalité, & n'effectuë ses promesses avec une fidélité que rien ne puisse alterer. Et afin que cela s'accomplisse plus promptement, on espere que tous ceux qui ont à cœur l'intérêt de la Cause commune, joindront, en faveur d'un Prince qui a tant fait pour elle, leurs intercessions & leurs prières auprès du même Empereur; puisque la restitution du Duché de Mantouë à son Maître légitime ne doit pas peu contribuer à la tranquillité commune, & particulièrement au repos de l'Italie; Et que la Maison de Guastalle se voyant retable dans l'ancien Domaine, & dans le Lustre de ses Ancêtres, fasse gloire de continuer à l'avenir, avec beaucoup de devoûement, la pratique des devoirs de fidélité & d'obéissance, dont elle a eu jusqu'à présent tant de soin de donner des marques.

# T A B L E

## D E S

Pieces authentiques, qu'on trouve dans  
le 5. Tôme des Actes & Mémoires  
de la Paix d'Utrecht.

**R**elation Abregée des Négociations de la Paix d'Utrecht. \*

Copie de la lettre du Comte de Strafford au G. Pensionnaire Heinsius, du 19. Novemb. 1711. Pag. 1

Copie de la lettre de son Excellence le Comte de Strafford au G. Pensionnaire, à la Haye le 21. Novemb. 1711. 6

Formulier der passepoorten door de Staten Generaal gegeven voor de Fransche Plenipotentiarissen. 7

Littera a Regina Anglia ad Comitiam Ratisbonensiam missa, ad pacem universam sanciendam. 9

Harangues des Ministres de la Gr. Bretagne à l'ouverture du Congrès d'Utrecht, au nom de tous les Alliez, faites à la Maison de Ville. 15

Traité de la suspension d'Armes entre la Gr. Bretagne & la France. 15

Approbation dudit Traité par la Reine de la Gr. Br. 22

Explication du troisième Article de la suspension d'Armes. 23

Discours de son Excellence le Comte de Strafford aux Deputez de L. H. P. Novemb. 1712. 24

Déclaration des Ministres de S. M. B. à la signature du Traité de Barriere. 36

Remontrance des Ministres des Alliez Protestans, au Roi de Pologne, au mois de Decembre 1712. 37

Articulus separatus tractatus de successione & Barriere appositus. 42

Aa

Harangues

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Harangues des Ministres de la Gr. Br. à ceux des Al-</i><br><i>liez le 13. Mars 1713. à la Maison de Ville</i><br><i>d'Utrecht.</i>                                                                                                                                                                                                  | 44 |
| <i>Déclaration des Plenipotentiaires de France touchant le</i><br><i>language, faite à Utrecht le 11. Avril 1713.</i>                                                                                                                                                                                                                   | 46 |
| <i>Déclaration des Ministres de France touchant la per-</i><br><i>sonne nommée au quatrieme art. du Traité de Paix.</i>                                                                                                                                                                                                                 | 46 |
| <i>Declaratio Legatorum Magna Britannia super manda-</i><br><i>datas suis, die 11. Aprilis 1713.</i>                                                                                                                                                                                                                                    | 47 |
| <i>Certificat de l'échange des Ratifications des Traités en-</i><br><i>tre la Gr. Br. &amp; la France.</i>                                                                                                                                                                                                                              | 48 |
| <i>Inclusio Regis Borussia in Tractatu Pacis inter Reginam</i><br><i>Britannia &amp; Regem Gallia 1713.</i>                                                                                                                                                                                                                             | 48 |
| <i>Inclusio Rerumpublicarum Helvetia Evangelicarum,</i><br><i>anno 1713.</i>                                                                                                                                                                                                                                                            | 50 |
| <i>Declaratio spectans Titulos Regis Hispania in Ratihabi-</i><br><i>tione Tractatus Pacis anno 1714.</i>                                                                                                                                                                                                                               | 52 |
| <i>Declaratio spectans sermonem in consiciendo Tractatu</i><br><i>adhibitum.</i>                                                                                                                                                                                                                                                        | 54 |
| <i>Declaratio spectans tempus commutanda Vicissim Rai-</i><br><i>habitionis Tractatus Pacis.</i>                                                                                                                                                                                                                                        | 55 |
| <i>Certificatio Ratihabitionis Tractatus Pacis, anno 1714.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                          | 56 |
| <i>Lettre des Plenipotentiaires du Roi d'Espagne à Mylord</i><br><i>Strafford à Utrecht, le 27. Juin. 1714.</i>                                                                                                                                                                                                                         | 57 |
| <i>Contenu des propositions faites par son Excellence le</i><br><i>Comte de Strafford, Ambassadeur Extraordinaire de</i><br><i>Sa Maj. Brit. aux Deputés de L. H. P. dans une</i><br><i>conference tenue le 19. Juin. 1714.</i>                                                                                                         | 60 |
| <i>Traité de l'Assiento conclu entre leurs Majestez Britan-</i><br><i>nique &amp; Catholique, par lequel la Compagnie An-</i><br><i>gloise s'oblige à fournir aux Espagnols aux Indes Oc-</i><br><i>cidentales, des Esclaves Negres, pendant le terme</i><br><i>de trente ans, à compter du 1. Mai 1713. jusques</i><br><i>en 1714.</i> | 72 |
| <i>Traité de Paix &amp; d'Amitié, conclu à Utrecht le 13.</i><br><i>Juillet 1713. entre la Reine de la Gr. Br. &amp; le</i><br><i>Roi</i>                                                                                                                                                                                               |    |

|                                                                                                                                                                                           |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Roi d'Espagne Philippe V.                                                                                                                                                                 | 136        |
| Ratification de la Reine de la Gr. Br.                                                                                                                                                    | 200        |
| Premier article séparé.                                                                                                                                                                   | 203        |
| Ratification du premier Article séparé par Sa Majesté<br>Britannique.                                                                                                                     | 207        |
| <u>Second Article séparé.</u>                                                                                                                                                             | <u>210</u> |
| <u>Ratification du second Article séparé par Sa Maj. Bri-<br/>tannique.</u>                                                                                                               | <u>229</u> |
| Mandatum plenum Dominorum Legatorum Extraord.<br>& Plenipot. Regina Magna Britannia.                                                                                                      | 232        |
| Pleinpouvoir des Abassadeurs Extraord. & Plenipoten-<br>tiaires de Sa Maj. Catholique.                                                                                                    | 239        |
| Tractatus Navigationis & commerciorum inter Sereniss.<br>& Potentiiss. Annam Reginam Magna Britannia,<br>& Philippum V. Hispaniarum Regem, conclusus Ul-<br>trajeſti die 9. Decemb. 1713. | 249        |
| Ratihabitio dicti Tractatus factu a Regina Magna Bri-<br>tannia.                                                                                                                          | 300        |
| Article séparé.                                                                                                                                                                           | 323        |
| Ratihabitio dicti articuli separati.                                                                                                                                                      | 326        |
| Mandatum Plenum Dom. Legatorum, Extraordina-<br>riorum & Plenip. Magna Britannia.                                                                                                         | 330        |
| Pleinpouvoir des Seigneurs Ambassadeurs Extraordina-<br>res & Plenipotentiaires de Sa Maj. Cath.                                                                                          | 337        |
| Traité de Paix entre Sa Maj. Imperiale & Catholique<br>& Sa Maj. Tres-Chret. conclu & signé au Palais de<br>Rastat le 6. Mars 1714.                                                       | 342        |
| Plenipotentia Sacra Casarea Majestates.                                                                                                                                                   | 386        |
| Pleinpouvoir de Sa Maj. Tres-Chret.                                                                                                                                                       | 389        |
| Les Articles séparés.                                                                                                                                                                     | 392        |
| Cópia Ratificationis Pacis cum Gallia Rastadt conclusa.                                                                                                                                   | 395        |
| Traité de Paix & de Commerce entre Sa Maj. Catholi-<br>que & les Etats Generaux des Provinces Unies,<br>conclu a Utrecht le 26. Juin 1714.                                                | 399        |
| Mandatum plenum Ordinum Generalium.                                                                                                                                                       | 431        |
| Mandatum plenum Philippi Regis Hispaniarum.                                                                                                                                               | 435        |
| Ratification des Seigneurs Etats Generaux sur le Traité                                                                                                                                   |            |

|                                                                                                                                                                                                                                                            |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| de Paix & de Commerce.                                                                                                                                                                                                                                     | 439 |
| Ratification de Sa Maj. Catholique sur le dit Traité de Paix.                                                                                                                                                                                              | 442 |
| <i>Instrumentum Pacis Badensis conclusum &amp; ratibatum die 7. Septemb. 1714.</i>                                                                                                                                                                         | 445 |
| <i>Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi touchant le Prince d'Espinoi.</i>                                                                                                                                                                        | 489 |
| <i>Les Seigneurs Etats Generaux des Pais-bas touchant le Prince d'Espinoi, le 8. Juin 1713.</i>                                                                                                                                                            | 492 |
| <i>Extract van de Resolutie der Heeren Staten Generaal nopens het Protest gedaan van wegen den Grave van Egmond ontrent het Graaffschap Meurs.</i>                                                                                                         | 494 |
| <i>Demande de S. A. S. de Guastalle.</i>                                                                                                                                                                                                                   | 496 |
| <i>Memoire de l'Envoyé de Guastalle présenté à l'illustre Congrez d'Utrecht.</i>                                                                                                                                                                           | 498 |
| <i>Epistola per E. &amp; S. Collegium Electorale Aug. Imperatori eligendo conscripta 24. Decembris 1711. &amp; M. S. nomine Electoralis collegii per Exc. Vice Cancellarium presentata ad hoc, ut Duci Guastalla jus quoad Ducatum Mantuanum reddatur.</i> | 508 |
| <i>Memoire de l'Envoyé de S. A. S. de Guastalle.</i>                                                                                                                                                                                                       | 509 |
| <i>Jura Serenissimi Ducis Guastalla ad Ducatum Mantuanum.</i>                                                                                                                                                                                              | 512 |

Aφ1 1455271



184-185







